
This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google™ books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



GUILLAUME DU BREUIL

STYLE DU PARLEMENT

DE PARIS

Ms. 23. A. 31.

19149-D.

Österreichische Nationalbibliothek



+Z254042306

GUILLAUME DU BREUIL

STYLE DU PARLEMENT

DE PARIS

Exemplaire de la BIBLIOTHÈQUE IMPÉRIALE ROYALE
DE VIENNE

IMPRIMERIE GOUVERNEUR, G. DAUPELEY A NOGENT-LE-ROTRON

GUILLAUME DU BREUIL

STYLE DU PARLEMENT

DE PARIS

PARIS

1877

Lorsque, au mois de Mai 1860, feu M. le marquis de Laborde voulut bien m'ouvrir l'entrée de ces *Archives* qu'il dirigeait alors avec tout l'éclat d'une libre intelligence et pleine de vues, M. Boutaric, dont une faveur à peine espérée me faisait le collègue, s'empessa de me signaler parmi les richesses inconnues de notre dépôt un manuscrit propre à attirer toute mon attention. C'était, disait-il, l'exemplaire du *Style de la cour de Parlement* donné par Guillaume Du Breuil à cette grande compagnie. M. J. Duclos, qui était dans ce temps-là, au milieu de nous, le dernier gardien des traditions qu'avaient pu recueillir, en remontant un peu au delà même de la Révolution, MM. Terrasse, père et fils, me confirma sans hésiter les indications de notre savant confrère. Si quelques doutes avaient pu se faire jour dans mon esprit, ils auraient été dissipés par le témoignage de Dumoulin qui, dans les notes marginales de son édition du *Style*, s'incline, — de sa part chose rare ! — devant *le registre de la Cour* (E veteri regesto curie. — Ob notitiam antiquitatis regesti curie.....).

C'est donc avec une entière confiance que je me laissai aller au dessein de publier l'œuvre originale (singulièrement modifiée par Dumoulin de son

a

propre aveu) d'un maître que j'avais eu occasion d'étudier, qui tient une si grande place dans les annales judiciaires du XIV^e siècle, et qui n'a pas encore eu d'interprète digne de sa renommée. Il me fallut bientôt renoncer à l'illusion que je m'étais faite. La forme extérieure même du manuscrit d'abord m'étonna; visiblement il n'était pas achevé. Les lettres majuscules, les rubriques, pour lesquelles un espace avait été ménagé, manquaient. Le corps du travail n'offrait aucun soin calligraphique. Enfin l'écriture paraissait, à première vue, de quinze à vingt ans postérieure à la date probable de la mort de Du Breuil. L'examen du texte compléta ma confusion : il était rempli de fautes grossières, aboutissant à des contre-sens manifestes, parfois à des non-sens; les formes orthographiques des noms propres étaient ridiculement défigurées; des mots importants étaient omis. Je me voyais décidément en présence d'un scribe qui n'avait pas l'intelligence entière de sa copie; qui, dans tous les cas, ne s'était pas donné la peine de la collationner. Comment admettre que Du Breuil ait fait hommage d'un pareil livre au Parlement de Paris?

Aussi avais-je renoncé à une entreprise dont la base m'échappait. Et depuis bien des années je l'avais reléguée, avec beaucoup d'autres, dans le coin des projets chimériques où se plaît la jeunesse, oublieuse des heures rapides de la vie. Les sauvages orgies du mois de Mai 1871 m'ont suggéré des réflexions nouvelles. Des miracles semblables à ceux qui ont sauvé notre grand dépôt se renouvelleront-ils? Si les armes de la Commune ne sont pas demeurées entières, comme le remarquait un des grands écrivains de la Fronde en parlant de celles de la Ligue, l'esprit en est resté intact; il fait même des progrès, pareil à ces plaies infectées de virus qui, si on n'y applique le fer rouge, gagnent infailliblement tout le corps. D'ailleurs il n'y a pas d'exemple qu'un établissement d'Archives ait traversé plusieurs siècles sans accident partiel ou total. Nos *Bibliothèques*, nos *Archives* périront, comme ont péri jadis et naguère les dépôts de la Chambre des Comptes et du Palais de Justice. Un livre, distribué en des lieux divers, même tiré à un petit nombre d'exemplaires, peut collaborer dans sa mesure à la lutte contre l'inévitable ruine. Telle est la pensée qui a présidé à la présente publication.

A coup sûr, je le répète, le manuscrit que je reproduis, autant que possible

dans sa forme littérale, n'est pas celui dont Du Breuil a pu faire hommage au Parlement. Tout incorrect, tout imparfait qu'il se présente à nous, il est revêtu d'un caractère, qui lui est propre, d'avoir appartenu de très-haute antiquité au dépôt du greffe. Il n'y a pas de doute que c'est celui dont Dumoulin a fait usage au XVI^e siècle ; des termes qu'emploie ce jurisconsulte on doit conclure qu'il s'y trouvait de temps immémorial : la tradition seule du palais lui attribuait une valeur exceptionnelle ; car le respect pour le moyen-âge et ses illustrations n'était guère alors de mise, ainsi que l'attestent les dédaigneuses observations de Dumoulin lui-même. En assurant la durée à ce registre, j'ai donc cru participer utilement au grand combat contre la destruction.

A la rigueur, le cadre auquel je m'arrêtais ainsi était celui d'une sorte de photographie. Les titres de chapitres étaient en déficit, ou bien, et à une époque indéterminée, mais postérieure à la confection de la copie, ils avaient été mis en marge du texte : je les ai conservés à cette place. Ils s'y trouvent mêlés et un peu confondus avec certaines notes, avec des gloses de caractère indécis, d'intérêt fort inégal, souvent inintelligibles, indéchiffrables parfois¹, qu'autant que le permettent les exigences de la typographie, j'ai également maintenues chacune en son rang. Toutefois, et au cours même de l'impression, j'ai dû me demander si l'application du procédé n'offrait pas, poussée à l'excès, des inconvénients ; j'ai redouté pour le lecteur l'hésitation d'esprit, l'obscurité : je ne pouvais décemment le laisser en face d'un logogriphe. De là des points de repère, des indications, des numéros d'ordre marquant le passage du texte auquel se rapporte la note marginale, la glose ; de là aussi quelques rectifications, au moins les plus indispensables, jetées entre parenthèses. Au mot *venta*, que j'avais admis parce qu'il n'est pas hors d'usage, mais qui court risque de dérouter le premier coup d'œil, j'ai substitué le terme *veuta*, qui d'abord a plus de clarté.

Dans le temps que je présumais authentique le registre du Parlement, je m'étais proposé d'en donner une traduction française, d'après un plan qui devait en faciliter l'intelligence. J'avais déjà composé plusieurs chapitres de cet essai, quand

1. Un petit nombre d'entre elles a résisté à la sagacité et à l'expérience de nos meilleurs paléographes, feu J. Duclos et M. E. Campardon.

j'eus connaissance d'une traduction toute faite, remontant au dernier quart du XIV^e siècle. Apparemment, cette traduction n'a pas été écrite sur le manuscrit du Parlement dont elle s'écarte d'une façon sensible. Je ne la regardai pas moins comme une bonne fortune. D'une part en effet, elle pouvait servir de base à un travail ultérieur ; de l'autre, et dès maintenant, elle était propre à diriger le lecteur incertain sur le sens exact d'un tour ou d'une locution. Abandonnant donc les produits boiteux et heurtés d'une prose mal assurée contre les obstacles de la langue, je m'empressai de faire suivre le manuscrit latin du manuscrit français ; convaincu que, se présentant sous deux formes presque contemporaines l'une de l'autre, le texte acquerrait au point de vue de l'étude un véritable accroissement de mérite et d'intérêt.

Il faut que j'en convienne sur-le-champ : cette traduction, si précieuse en soi, du XIV^e siècle, n'est pas d'une lucidité parfaite ; l'auteur ou son copiste a commis des erreurs, et de grossières ; il tombe dans des méprises qui ont lieu de surprendre ; il n'hésite pas devant les contre-sens et ne se refuse même point les non-sens. Il omet des mots, voire des propositions entières. Les noms propres lui sont ou inconnus ou indifférents. Bref, il n'a rien à envier au scribe de la copie latine.

C'est d'ailleurs se tromper que de croire qu'un texte juridique soit toujours plus facile à entendre en français qu'en latin. Beaumanoir, dont nous n'avons pas encore une bonne édition, en est la preuve. Et Dumoulin a tort quand il insinue avec son dédain de mauvais goût que Du Breuil eût peut-être mieux réussi *si gallice scripsisset*. L'obscurité du latin provient des maladresses de la diction, de la multiplicité des propositions incidentes, de l'oubli du point de départ. Dans *le Style*, pour le dire en passant, la principale difficulté réside dans les brusques changements de sujet et de régime d'une même phrase. Ainsi Paulus, sujet sous-entendu dans la proposition A, cède subrepticement la place à Petrus, sujet sous-entendu de la proposition B, etc. etc. dans la phrase X. Tous ces impedimenta, ces causes de trouble et d'impatience, se retrouvent dans le français du XIV^e siècle. Le latin a même l'avantage de la brièveté, de la propriété des expressions (au moins pour la langue du droit) ; souvent il est plus clair. Il exige peut-être une attention plus soutenue et rebute l'inexpérience. La juxtaposition des deux manuscrits, en faci-

litant l'étude des passages les plus ardu, favorisera l'effort des intelligences de bonne volonté : tantôt le texte, tantôt la traduction leur fournira des éclaircissements utiles.

Le complément naturel du *Style* est le recueil des nombreux arrêts auxquels se réfère Du Breuil dans le cours de sa compilation et qui constituent le véritable fonds des règles qu'il y expose. Evidemment il serait curieux, il serait nécessaire de comparer avec la jurisprudence établie par le célèbre avocat les textes d'où il prétend l'avoir tirée ; de vérifier si l'interprétation qu'il en donne concorde avec le sens que paraît comporter l'acte transcrit par le greffier. Malheureusement où les registres correspondant aux dates indiquées par Du Breuil sont aujourd'hui perdus, ou les arrêts mentionnés par lui ne se retrouvent pas à leur place dans ceux qui subsistent. Sans oublier la négligence des copistes dont la responsabilité est ici visiblement engagée, on ne doit pas être autrement surpris d'une particularité que Du Breuil semble avoir pressentie de loin. En plus d'un endroit il a pris soin de nous avertir lui-même qu'il ignore si l'arrêt dont il vient d'extraire les conséquences juridiques, et dont il donne le dispositif pour l'avoir entendu prononcer à l'audience, a été, oui ou non, inséré dans le registre du Parlement. Déclaration précieuse à retenir, tant pour l'éclaircissement de la question qui nous occupe ici, que pour l'appoint qu'elle apporte aux preuves accumulées de l'authenticité des *Olim*. Ainsi ce n'est certainement pas avant le xv^e siècle que l'usage d'enregistrer *tous* les arrêts peut être regardé comme constant à la Cour du Parlement de Paris.

Quoi qu'il en soit, je n'ai pas renoncé à un travail que le sujet indique et commande. Mais comme les dates sont probablement erronées et les noms propres pour la plupart défigurés, il s'agit moins désormais d'une série de recherches que de l'examen complet et méthodique de registres entiers du Parlement. C'est une entreprise qui demandera beaucoup d'attention.

Enfin et à dire vrai, mon ambition ne pouvait s'arrêter là. La pensée d'une

b

édition *critique* devait surgir en moi. Non pas, bien entendu ! une édition du genre de celles qu'exigent les œuvres littéraires, où le génie de la langue et les mœurs de l'écrivain entrent grandement en compte et contribuent à accroître les difficultés de la collation. Ici la correction et la clarté sont sinon les seules, du moins les principales raisons de décider. Dans une publication scientifique l'éditeur, s'associant en quelque sorte à l'auteur, assume la charge de présenter la leçon exacte et pure ; il doit restituer les termes, rétablir les passages détournés, rejeter les interprétations fautives ; il doit rendre aux noms de lieux et de personnes une physionomie qui permette de les reconnaître. Il faut aussi qu'il assure aux textes cités, notamment quand il s'agit de la loi romaine, un habillement décent et qui ne s'écarte pas trop de l'original. Les soins d'une édition conçue sur ce plan sont considérables ; car les exemplaires du *Style* paraissent fort nombreux en France et à l'étranger. Quelques-uns d'entre eux sont supérieurs au registre du Parlement.

En résumé, ce que je prétends offrir à *mon* public (si je vis assez pour cela), après :

- 1° Le texte du registre de la Cour ;
- 2° La traduction du XIV^e siècle ;
- C'est :
- 3° Le recueil des arrêts auxquels renvoie Du Breuil ;
- 4° Le texte critique du *Style* ;
- 5° Une traduction faite sur le texte critique.

Je le prie donc, ce mien public, de garder ce premier fascicule, comme une pierre d'attente, sur laquelle viendront se superposer d'autres morceaux, afin que réunis ils affectent les proportions d'une sorte de livre.

J'ai, je le sens bien, quelques explications à fournir sur le choix du *format* adopté par moi. Je le sais peu en faveur et même assez mal vu. D'abord en le prenant, j'ai obéi, il faut en convenir, à une prédilection personnelle, et, dans

l'espèce, cette raison en vaut beaucoup d'autres. Mes goûts n'admettent que l'in-octavo petit ou grand, ou l'in-folio ; l'un, pour lire tranquillement au coin du feu, ou à l'ombre d'un arbre, ce qui est un des grands charmes, sinon l'unique de la vie ; l'autre, pour travailler sur une table, avec tout l'appareil de l'étude. Le disgracieux in-quarto, avec ou sans colonnes, aussi peu maniable que l'in-folio, beaucoup moins accessible aux recherches, ne sera jamais qu'un affreux bâtard, odieux aux hommes de jugement. Au lieu que les yeux parcourent en un instant l'in-folio, qu'un coup d'œil suffit à la découverte du passage ou du mot souhaité ; les autres formats font perdre, avec la patience, le temps. Ma confession sera complète, si je déclare que l'in-folio que je présente au lecteur a des dimensions infiniment trop réduites, qu'il n'est pas du tout celui que j'aurais souhaité, et que le caractère elzévirien adopté par mon imprimeur n'est aucunement de mon choix. De sorte qu'avec la volonté bien arrêtée de demeurer à tout jamais indépendant de la confrérie des libraires, je suis parvenu à peu près au même résultat que si j'avais passé par leurs mains. Ce peu de jours ne mérite pas qu'on l'emploie en disputes.

Peut-être estimera-t-on aussi que j'ai prodigué les signes de ponctuation. Mon motif a été le désir de la clarté. Il m'a paru nécessaire d'interrompre ces longues phrases où s'embarquent volontiers les légistes du moyen-âge, parce que, suivant le fil de leurs idées, ils s'inquiètent médiocrement de leur point d'arrivée non plus que de leur point de départ ; que, les mœurs étant à cet égard générales, ils n'ont pas de précautions à prendre au profit de lecteurs habitués à ce genre de dire. Même c'est un problème à résoudre que de les voir, ces malheureux lecteurs, pendant qu'ils ne se privent ni de notes ni de gloses, se contenter des textes informes et vraiment scandaleux que nous offrent tant de manuscrits, sans qu'aucune velléité d'amendement se manifeste sous leur plume. Nos exigences sont aujourd'hui tout autres. D'abord, nous sommes moins familiarisés avec une langue qui n'est plus la nôtre ; nous sommes accoutumés à la précision. Enfin le devoir d'un éditeur n'est pas seulement d'éclaircir la pensée de l'écrivain : il faut qu'il donne l'intelligence du texte, telle qu'il l'a. Une virgule, placée avant ou après un mot, modifie le sens ; parfois elle le dénature. Même elle ôte ou fournit toute signification. A la méthode de l'équivoque, de la demi-lumière, où on se laisse aller trop souvent, j'ai donc préféré celle de la pleine affirmation, voire celle de l'affirmation tranchante. J'ai appuyé sur mon sentiment, sauf à me tromper. C'est le système que j'avais adopté dans mes essais de traduction et que je compte continuer, au cas où il me serait permis d'y donner suite.

Si l'on me demande enfin pourquoi j'ai tiré à très-petit nombre d'exemplaires, ma justification sera facile. Une vingtaine de ces exemplaires distribuée dans les principales bibliothèques en France et à l'étranger suffit à atteindre le but principal de la présente publication, qui est, comme je l'ai expliqué, un effort vers la durée. Une cinquantaine d'entre eux fournit largement à tous les besoins dont l'étude du droit au moyen-âge peut devenir chez nous l'origine. Le reste est destiné aux personnes à qui il peut convenir d'avoir un souvenir de moi.

Je rappelle qu'il existe sur l'avocat Guillaume Du Breuil, auteur du *Style du Parlement de Paris*, deux notices ayant paru toutes deux, mais à des intervalles éloignés, dans la *Revue de l'Ecole des Chartes*, l'une de M. Bordier (1^{re} série, tome 3, p. 47-62, année 1841-1842), l'autre du présent éditeur (5^e série, tome 4, p. 119-138, année 1863), et un fort remarquable article de M. Victor Coulon, ancien greffier de la Cour de Paris, qui, dans la *Gazette des Tribunaux* du 1^{er} Août 1863, a très-heureusement résumé, selon moi, les études précitées.

H. L.

Quoniam hominum memoria labilis est, et secunda ratio quia de stillo curie Francie pauca reperiuntur, et tertia dictus stillus quandoque diversificatus fuit, ideo pauca de ipso in hoc libello in scriptis compillavi, et cum maxima diversificatione expertorum vere in curia et diversificatorum et maximo labore ad me cum subtili cautela applicavi, et ipsa in exempla tradam ut sic non oporteat, si aliquid in dubium revocetur, nisi recurrere ad registrum curie.

Rubrica de modo et gestu quem debet habere advocatus curie parlamenti.

Habeas, advocate, modum et gestum maturum cum vultu leto moderate; sis humilis et curialis secundum statum tuum, retenta auctoritate status tui. Refrena motum animi tui ad iram, cum partes tediabunt te prenimio eloquio vel aliter. Instrue partes ne te onerent supervacuis et quod inspiciant locum et tempus loquendi tibi, preferens in expediendo solventes non solventibus, vel maxime actorizabiles. Non aperias intencionem tuam clientibus, nec libenter videas arramenta quousque sis securus de salario tuo. Diligencius solito videas puncta arramentorum, ne loquendo nimis vel aliter falaris. Materiam causarum tuarum divide¹ per membra, ut melius commendes memorie, et artificiose proseguere. Que per partem adversam dici debebunt verissimiliter provideas, ut minus ferociter feriaris².

1. Quoniam divisio multa bona inducit, quod dicit, ut nota Gesse in principio Clementis.

2. Jacula previsa minus ferre solent.

In omnibus causis magis acute et veraciter solito loquaris et in tono decenti; appunctionem curie de causis tuis commendes memorie et instrue partem ut recordetur.

Cum eris pro actore, caveas ne advocatus partis adverse te ponat in novo litigio, nec sibi respondeas donec responderit tibi. Cum eris pro reo, respice adjornamentum diligenter et impugna illud totis viribus tuis; et si non valeat impugnare, caveas ad bene arguendum quod non tenearis respondere, vel ponas adversarium extra propositum, si possis.

Si contra adjornamentum nichil possis [*sic*] opponi et oporteat te respondere, et facta sit petitio per actorem, que propter excepciones vel dilaciones fuerit dilatata, fac repetere petitionem, et caveas si advocatus partis adverse aliquid in ea immutabit in substancialibus, addendo vel diminuendo; quod si faciat, potes dicere quod ad hoc non es adjornatus.

Opprobriis contra curiales regis nullo modo utaris, nec contra partem nisi quatenus necessario faciet ad querellam; advocatum subdole dicentem, subdole accusando repelle, ut curialiter et sine indignacione curie et reprehencione assitencium vindiceris; si vero aperte et clare vituperium diceret: apperte et alto modo, racionabiliter tamen, te defendas, nec movearis ad iram ne perdas propositum vel modum excedas.

Quo tempore habet impetrari.

Adjornamentum habet impetrari ante parlamentum in quacumque causa, aliter non tenet, nec pars rea tenetur procedere in dicta causa. Ymo, haberet congedium, si impetratum esset, durante parlamento, ad aliquam diem dicti parlamenti. Et idem esset, ubi ob aliquam causam, aliqua causa pendens coram aliquo iudice vel commissario per regem dato, remitteretur, parlamento durante, ad aliquam diem illius parlamenti ad quam partes adjornate essent, quia nec remissio nec adjornamentum valerent. Ymo, partes remitterentur per curiam ad priorem iudicem vel commissarium; et ita dictum fuit per iudicium curie Parlamenti anni XXVII pro Almianda de Goutando contra Petrum de Goutando.

Et hec vera sunt, etiam si partes essent de patria que regitur jure scripto, et est ratio quia iste stillus respicit ordinem litis et non decisionem : et ideo, in hiis stilus curie servari debet. Pro hoc FF de institu L scilicet si pupillus § palam et nota C de summa tri. L. 1 in quadam glosa addicionali.

5 Item, premissa vera fallunt tamen ubi in littera adjournamenti continetur : quod volumus fieri nonobstante quod nostrum sedeat parlamentum, de gracia speciali vel ex causa; idem, si per verba equipollencia diceretur¹.

1. L. si quis in principio testamenti FF. de le III.

Item, licet adjournamentum habeat ante parlamentum impetrari, sufficit ipsum exequi postquam inceperit parlamentum, dum tamen in competenti tempore ante
10 diem prefixam in adjournamento exequatur.

Scilicet VIII dierum, non computa die qua fit executio adjournamenti.

Est autem tempus competens quo reus potuit parare sarcinulas suas ad veniendum ad curiam ad diem sibi prefixam, ut scripturas, pecuniam et alia sibi necessaria ad defensionem cause sue, et specialiter ubi reo non est concedenda dilacio pretextu consilii ut in causis nominatis in titulo de dilacione, § 1; alias pars
15 potest dicere adjournamentum arctum et imo se non teneri procedere cum actore et petere congedium et partem sibi condempnari in expensis : et hoc verum ubi reus se presentasset ad diem sibi assignatam tempore et loco congruis. Et si se non presentasset, et ideo actor contra ipsum obtinuisset adjournamentum ad sequens parlamentum ad videndum judicari utilitatem defectus, reus premissa
20 posset exponere et actor nullam utilitatem deberet habere ex primo defectu propter jam dictam rationem.

Item, ubi esset dilacio predicta danda, ubi pars se presentasset, posset compelli ad procedendum.

Item, si adjournamentum contra aliquem impetraretur sub proprio nomine vel
25 etiam sub nomine dignitatis, ut, verbi gracia, si mandetur per regem alicui sic : Mandamus tibi ut ad instanciam talis adjornes talem abbatem, etc.; et reus citandus moriatur antequam adjornetur et postea adjournamentum executioni demandetur contra ejus successorem, successor non tenetur procedere in dicta causa². Ita fuit dictum per arrestum curie contra dominum de Mailly pro comitissa Attrebatensi.

2. Ita dictum fuit per arrestum curie in Parlamento anni XXVII contra Matheum Pargameni de Montepessulano et heredes Petri Benedicti dicti loci in primo casu, in secundo autem pro abbate Latiniaci. Item adjournamentum impetratum alii quam ordinario non valet per verbum *mandamus*, licet ille cui per curiam dirigitur inveniat adjornandum in baillivia sua vel senescalia sua personaliter, et eum adjornet in jurisdictione sua; cum adjornandus habeat domicilium extra bailliviam suam, et est ratio : quare hoc verbum *mandamus* est solum exercitationum jurisdictionis et ille non est de jurisdictione sua.

Secus esset, si per verbum committimus, quia tunc virtute commissionis valet, etiam si ipsum non in loco domicilli sui, sed etiam extra jurisdictionem suam personaliter inventum adjornasset. Ita dictum fuit per curiam in Parlamento
35 anni XXV contra dominum Petrum de Galardo pro domino Roberto de Monte Mauri, quem dominum Petrum prepositus Parisiensis adjornaverat.

3. Quis potest adjournare? Judex de terra judicarius, commissarius ab eo deputatus. Item arrestum citat.

Item, si scribatur alicui non ordinario, ut adjornet non sibi subjectum³, et iste cui scribitur requirat in juris subsidium, illum cui subest, et roget ut illum adjornet, qui rogatus et requisitus fecit adjournamentum, non quid valebit?
40 Videtur quod non, quia hec requisicio soli ordinario jure habet fieri et ideo nec per ordinarium factum videtur adjournamentum. Quod tamen falsum est, et ipse ut commissarius propria auctoritate sine aliqua requisicione hoc potuerat fecisse per verbum : Committimus, cum esset major omni ordinario. Extr. de of. de leg. sane II et cet. Pastoralis FF de officio ejus cui mandata est jurisdictio L etsi pre-
45 tor : ut sic possit dici quod potui nolui, quod volui adimplere nequivi, juxta L C si quis alius alteri vel sibi multum interest § de jure dotis L si genero. Ita dictum fuit per curiam contra dominam Montisfortis pro comite Convenarum et domino Guidone, ejus fratre, ex illa equitate : si non valet ut ago, valeat ut valere poterit.

Nullus¹ senescallus, baillivus, commissarius vel serviens potest aliquas partes adjornare ad parlamentum super aliqua causa, nisi de mandato² vel commissione regis hoc faciat; et, si secus fecerit, non tenet adjornamentum, nec pars ut adjornata tenetur procedere cum actore; et hoc super quacumque causa principali servatur per curiam et etiam in causa appellacionis.

Fallit³, tamen in causa principali, ubi ordinarius per modum consultacionis remittit partes ad curiam et hoc consonat rationi C de relacio L. 1 et II. Item, in secundo⁴ fallit ubi partes consenciant et tunc curia remittere non debet ad iudicem primum, potissime in casu ubi apparet ratio evidens quod iudex hoc non facit ad se exonerandum de causa; quare tunc consuevit curia partes remittere eidem et negocium.

⁵Item, fallit in senescallis et baillivis qui sua propria auctoritate pares Francie in causa novitatis et partes conquerentes de dictis paribus possunt audire in eorum requestis; et in casu in quo opponere volunt pares eisdem, ipsos adjornare possunt coram dominis futuri tunc temporis proximi parlamenti ad dies bailliviarum suarum vel senescallarum dicti parlamenti. Ita dictum fuit per curiam in parlamento anni XXVII contra episcopum Laudunensem pro quodam suo adversario.

⁶Item, fallit in gardiatoribus ecclesiarum qui in causa novitatis, propter oppositionem adversariorum illorum quos habent in gardia speciali, adjornant partes modo premissis⁷; et propria auctoritate possunt adjornare, et partes tenentur procedere in dictis causis ac si factum esset adjornamentum auctoritate regia; et ita vidi fieri contra comitem de sacro-Cesare pro abbate et conventu sancti-Saturnini in parlamento anni XXVII et in pluribus aliis causis.

⁸Item, sciendum est quod in personalibus et realibus actionibus est faciendum adjornamentum in loco domicillii, vel in presencia persone, secundum stillum curie presentis.

Hoc fallit in casibus qui secuntur: primo in actionibus realibus, ubi res que petitur esset talis nature quod requireret ibi dominum presentem vel alium qui representaret ibi ejus personam ut baillivum vel senescallum, ut puta: si repeteretur ab aliquo castrum cum omnimoda [sic] jurisdictione; tunc sufficeret ad locum contempciosum.

Secundo fallit in illo qui reali actione conveniretur et moraretur extra regnum, vel si esset vacabundus, ita quod nesciretur ubi haberet domicilium. Ita vidi pronunciari per arrestum curie contra magistrum J. de Bello monte in causa novitatis quibusdam domibus suis sitis Parisius, qui dicebatur apud Carnotum habere domicilium in canonia sua, et pars adversa dicebat ipsum vacabundum; et hoc consonat rationi.

In aliis autem secus; quare iniquum esset si adjornamentum teneret nisi constaret ipsum ad noticiam citati pervenisse; unde circa hoc quando citatur quis absens ad domicilium, diligenter respice execucionem adjornamenti; quare si contineat: cito talem, vel: citavit talis talem ad ejus domicilium licet absentem, valet adjornamentum. Si autem contineat: citavit talem procuratorem talis in presencia dicti talis, etc., non valet citacio; quare citans excessit fines mandati sui cum dominus mandaretur citari⁸ vel adjornari. Ita dictum fuit pro vice comite Cafferardi contra abbatem et conventum de sancto Floro. Pro hoc L est vulgata FF. mandatum diligenter.

1. Regulariter.

2. I fallacia.

3. II fallacia.

Nunc etiam ordinarius numquam potest absque mandato remittere partes nec debet, nec in isto, nec in secundo casu, nisi in tercio casu in quo etiam quod dicunt quod remissio per litteram haberet fieri.

4. III fallacia.

5. IIII fallacia.

6. V fallacia.

[Non videtur fallacia quia talibus gardiatoribus mandatum et commissum est virtute litterarum sue gardie.]

7. Scilicet post oppositionem et de rebus contentis in gardia duntaxat et secundum formam ejusdem.

Ubi adjornamentum debet fieri.

Regula.

Item, in jurisdictione citantis non extra nisi in commissione contineatur verbum *committimus* unde verbum *Mandamus* stillo non sufficit secus de jure facto.

I fallacia.

II fallacia.

Scilicet personalibus.

Quis debet adjornari? Ille scilicet de quo mandatur, sive ejus procurator, ut hic. Item, non ejus successor, ut supra. Item, si adjournatus. Alias si citaretur dominus ad personam sui procuratoris.

Et si non potest fieri citacio propter vacationem, vel aliam justam causam, nec habet domicilium, dabitur una citacio iterata, ut publice citetur ubi morari consueverit. Juxta C causam que de...

Item, si dominus fuerit citatus, et ipsius procurator se presentavit in parlamento ad omnia que agere incumbunt in parlamento in dicta causa, durante parlamento, sufficit procuratorem citari, si presens sit procurator, alias non. Sed parlamento transacto, super agendis in dicta causa non sufficeret citari procuratorem, licet sit presens, sed requiritur dominum citari; ut circa productionem testium et similia que coram commissariis in dicta causa datis habent explicari. Ita dictum fuit per curiam pro domina Narbone et ejus sororibus contra dominam Montis fortis.

10 Hoc tamen fallit in casu ubi procurator qui se pro aliquo presentavit, clauso parlamento, presens inventus Parisius citatur pro articulis concordandis; et ita notorie curia hoc observat. Ego credo quod sit ratio; quare illud celeritatem desiderat nec patitur temporis brevitatis ire ad partes illius qui citatur, maxime quare illud est de dependentia actorum in preterito proxime parlamento.

Ex quo nota quod in quolibet parlamento oportet quod procurator habeat novum procuratorem.

I fallacia.

Et quippe cum sit de sequela cause.

15 Item, in causa appellacionis adjournamentum habet fieri ad locum ubi pars vel judex habet domicilium suum et sunt cubantes et levantes.

II fallacia.

Falsum est; imo sufficit judicem adjournari in loco sive adjournatur judex regius.]

III fallacia.

In personalibus actionibus debet fieri indistincte ut dictum est. Et idem est super prosecucionem defectus obtenti in curia in causa appellacionis; et est ratio quia prosecutio cause appellacionis vel ejus defectus est personalis, ut dictum est per curiam in parlamento anni XXVII pro domino decano Mante contra Gibeltum de Gasiaco.

Alias XXVIII.
Alias de Calvo monte.
Alias Guotum de Maneto.

20 Item, si per factum illius qui debebat facere adjournamentum factum fuerit alibi quam in loco domicilii et citandus personaliter non fuerit repertus ibi ubi factum extitit, et potest dari per exemplum in causa appellacionis vel simili, adjournatus pro non adjournato debet reputari; et actor debet cecidisse a causa sua, cum satis habuerit de tempore ante diem parlamenti ad quam citacio debebat fieri ut faceret fieri adjournamentum competenter; aliquando restituitur ad tempus pars ut de novo adversarium suum possit adjournare ad sequens parlamentum. Ita dictum fuit per curiam inter partes predictas de Parlamento; licet forte graciose.

Quia cum in potestate actoris sit providere sibi de tempore quo reum debet adjournare, in potestate autem defensoris non; est

De adjournamentis parium Francie.

30 Item, pares Francie adjournantur solum per regem et non per alium judicem et scribit rex eis : Adjornamus vos, etc. et postea fit alicui baillivo commissio ad partem in quibusdam aliis litteris, quod ipse litteras adjournamenti que diriguntur parti presentet, per se vel per alium, et intimet eis quod ad diem intersint in parlamento, et quod de hiis rescribat curie. Et est ratio : quare non possunt per alios judices adjournari, quare ipsis non sunt subjecti nec de ipsorum ressorto.

Regula.

I fallacia.

35 Et hoc verum fallit in casibus, primo in causa novitatis, ut superius dictum est.

II fallacia.

Item, quo ad inhibiciones ipsis faciendas ne quid contra appellantes attemptetur ab ipsis.

III fallacia.

40 Et ut intiment eis ipsos appellantes fore in salva gardia regis speciali, quos ipsi possunt recipere in eadem, et eis dare specialem gardiatorem quod est contra L. C. de ero. mili. an. Sed curia punit facientes contra tales gardiatores vel ipsorum inhibiciones. Et quo ad premissa pares sunt de ressorto baillivorum vel senescallorum; et est ratio : quare premissa celeritate indigent, et ita celeriter per regem provideri non posset. Item, fallit in causis jam inceptis. Item, ubi adjournatur tanquam tutor vel administrator alterius.

V fallacia.
addicio.
et VI fallacia.

Ubi appellatur ab aliquo iudice terre consuetudinarie, adjornatur iudex qui tulit sententiam principaliter et ut pars; et si sunt plures, omnes debent adjornari, non solum major pars: quare omnes tenentur ad emendam, si succumbant [VII sco.]. Est tamen advertendum an homines dicantur judicantes; quo casu debent citari. Idem, si prebent assensum; secus, si consilium datur, et fit intimacio illi pro quo lata fuit sententia ut ad diem ad quam citatus est iudex intersit, si sua crediderit interesse.

Item, e contra fit in patria que regitur jure scripto; quare adjornatur ille pro quo est lata sententia principaliter et fit intimacio iudici. Si autem contrarium fieret quod iudex patrie juris scripti adjornaretur principaliter et fieret intimacio ei pro quo lata est sententia, adjornamentum non valeret, ymo appellans caderet ab appellacione sua. Ita vidi prononciari in parlamento anni XXVII.

Item, quod dixi verum est quod appellans qui sic impetrasset adjornamentum caderet ab appellacione sua nisi¹ in casu in quo esset minor. Quo casu restitueretur per parlamentum et causam suam tunc proponeret. Ita vidi prononciari per arrestum curie anni XXVII pro Reatino Calcinelli appellante contra etc.

² Item, ubi aliquis appellavit ab aliqua sententia que sit de terra consuetudinaria sive de patria juris scripti ad presentem curiam, vel sit talis causa que alibi agitari non possit³, oportebat quod impetraret adjornamentum ante principium parlamenti proximo futuri; hodie infra tres⁴ menses⁵, et exequatur tunc infra tres menses a tempore dicte sentencie, si satis habeat de tempore ad impetrandum, alias reputaretur non appellans et tempus esset arbitrium in curia. Ita vidi prononciari in parlamento anni XXIII contra G. de Bragiraco pro capitulo de Negotolio dyocesis Auxitanensis. In qua causa curia in ducatu Aquitanie tempus sufficiens reputavit X septimanas⁶. Item, si satis sumpserit de tempore ad impetrandum adjornamentum in proximo parlamento, et non curaverit impetrare, sed sedente primo proximo parlamento ipsum impetraverit ad aliud parlamentum, licet nundum sit elapsus annus a tempore late sentencie, reputaretur per curiam non appellans. Ita vidi prononciari per curiam in parlamento anni XXIII pro Stephano de Podio contra Bertrandum de Matescannis⁷.

⁸ An autem ille qui non est adjornatus ad domicilium litteratorie vel alias sufficienter, si, repertus Parisius, vel in Palacio, vel alibi, de mandato curie adjornetur, habeat jus revocandi domum? Videtur quod non, cum ad curiam et in loco communi venit juxta L. roma. FF. ad munici. et extra. qui fi. sint leg. per venerabilem. Dicas tamen contrarium de stillo curie presentis. Fallit tamen in casibus qui secuntur.

⁹ Primo, ubi pretenderet causam specialem contra sic inventum, puta contractum Parisius initum, vel alium de contentis FF. de Jud. L. 1 et eciam II C. legatis et L. heres in glosa.

¹⁰ Item, fallit ubi aliquis petit assecuramentum¹¹ ab aliquo sibi dari in presencia curie; et est ratio quia ad hoc prestandum compellitur omnibus exclusis excepcionibus. Ita vidi prononciari per curiam contra [comitem] Armaniaci pro episcopo Carliloci in parlamento anni XXVII.

Item, fallit in omnibus causis criminalibus, sive ex officio, sive ad denunciacionem alicujus mixtim aliquis esset insecutus, sive ex officio tantum. Ita vidi prononciari contra consules burgi Narbone pro procuratore regis et abbate Fontis

Quis debet adjournari.

Sive appellans impetrat adjournamentum sive appellatus qui facit appellantem adjournari ad prosequendum suam appellacionem vel desistendum, dum tamen iudex sit talis quod in eventu teneatur ad emendam, quia tunc sua interest.

Addicio.

1. I fallacia.

2. II fallacia.

3. Quo tempore.

4. Consuetudo prefigit terminum sicut iudex extra de appellacione. hodie in novis constitutionibus et idem si iudex impetraverit sicut si citatorem est ejus in voluntate curie dare iudicem vel adjournamentum.

5. Qui tres menses currunt in patria juris scripti a die appellacionis que fit infra X dies; sed in patria consuetudinaria currunt a die sentencie quia tunc incontinenti, iudice sedente, oportet appellare et infra VIII dies oportet renunciari appellacioni, et, si non fiat, presumitur nolle prosequi et si obtineat in causa appellacionis non solvit emendam; si autem succumbat, debet LX lib. parisiensium, nec post illos octo dies potest renunciare. Imo si desistat vel pacifcet parti adverse, nichilominus appellans debet emendam et hoc verum nisi post impetraverit congedium *conge* ad concordandum; et hic stilus est verus, de novo observatur; ubi tamen haberet. arbitrium et arbitrius non sat habuisset de tempore pro impetrandum sententiam adjournamenti ante proximum futurum parlamentum, quia tunc reputaretur non appellans.

6. Et nunc mutatur per ordinationes factas anno LXIII, per quas ordinacio facta corrigitur facta per regem Philip-pum anno XXXII.

7. Hodie secundum ordinationes regis Philippi, qui appellat sedente Parlamento habet impetrare adjournamentum et exequi infra III menses a tempore sentencie late computandos et ad dies futuri proximi parlamenti; sin autem appellet clauso parlamento vel in fine ipsius et habeat tempus sufficiens ad impetrandum adjournamentum ante principium futuri parlamenti, restat utrum sit de Viromandia vel aliunde. Si de Viromandia, tenetur impetrare et exequi ante principium futuri proximi parlamenti; si aliunde sufficit impetrare ante principium dicti futuri proximi parlamenti et executioni mandari ipso parlamento incoato ad dies baillivie parcium ipsius sedentis parlamenti. Verum autem tempus sit sufficiens ad impetrandum arbitracionem aliquam.

8. Questio.

9. I fallacia.

10. II fallacia.

11. De donacione assecuramenti.

III fallacia.

frigidi in parlamento anni XXIII; et circa hoc nota unum notabile quod dicti consules, reperti Parisius, non de facto proprio, sed universitatis, et non de tempore suo, et de facto quorundam singularium dicte ville, insequabantur. Ac tamen curia voluit quod super impositis dicte universitati et singularibus hic litigarent; sed tamen curia eis prefixit terminum infra dictum parlamentum, infra quem potuissent secum super predictis avisasse, et quod certa die in parlamento responderent premissis. Ita vidi prononciari contra dominam de Bello forti pro quodam homine domini Henrici de Lenclastre in parlamento anni XXV.

Item, fallit etiam ubi ad denunciacionem solam alicujus aliquis super aliquo crimine in curia insequeretur. Ita vidi contra dominum Robertum de Castre villa.

III fallacia.

Item, fallit ubi aliquis aliquem inventum Parisius vult provocare ad duellum; quare, vellit aut nolit, compellitur respondere. Ita vidi in pluribus causis in parlamento anni XXVII de Arnado de Duroforti provocato ad duellum per Armandum de Monte acuto et in pluribus aliis, licet in hiis daretur dilacio pretextu absencie amicorum, quod reputo notabile.

V fallacia.

Item, fallit in officiis regis, puta senescallus, baillivus, qui super commissis in officio suo possunt esse insecuti in presencia curie, in ea reperti. Ita vidi in parlamento anni XXIII pro domino de Cranno contra dominum P. de Fariis tunc senescallum Xantonensem.

VI fallacia.

Item, si quis causam proprietatis contra regem movere velit, oportet quod faciat adjornari ad procedendum in parlamento in causa procuratorem regium generalem in parlamento, quia, si procuratorem patrie in qua res est sita, faceret adjornari, adjornamentum non sufficeret, ymo esset insufficiens adjornamentum. Ita dictum fuit per arrestum curie in parlamento anni XXV pro procuratore et Guidone de Cubrabranc contra majorem et juratos sancti-Quintini in Viromandia. Sed in causis appellacionum a sentenciis latis pro rege, vel in causa novitatis, vel saisine, vel aliis similibus, puta amocionis manus regie, sufficeret procuratorem patrie adjornari, et ita dictum fuit ibi.

Item, si aliquis vult agere in parlamento contra minorem XXV, oportet dictum minorem cum auctoritate tutoris vel curatoris adjornare; alias, si minor simpliciter adjornaretur, esset insufficiens adjornamentum de stillo presentis curie. Ita vidi fieri in parlamento anni XXVII contra dominam Margaretam de Relengiis et ejus liberos pro Jo. Quacinelli.

Item, ubi aliquis litigat in parlamento super saisinam alicujus rei et saisina sibi adjudicatur, hoc retento per curiam quod alii qui devictus est super saisina fiet jus super proprietate per curiam et hoc dicatur per arrestum curie. Tunc ille qui obtinuit super saisina in eodem parlamento per dictum arrestum tenetur comparere, alias dabitur illi devicto congedium. Ita dictum fuit per arrestum curie in parlamento anni XXVII pro Bertrando de Mota contra Arnaldum Guillelmi de Barta.

Item, cave cum aliquis vult agere reali actione, quia non potest minor in judicium deducere etiam cum tutoris auctoritate, ut patet infra de minori 1^o et 2^o et so. de solo aliarum terrarum major XIII annis potest licite vocari et valet adjornamentum factum sine tutoris auctoritate, dum tamen minor curatorem non habeat et valet processus contra eum habitus.

Valet et est adjournatus in causa proprietatis, et hoc si daret parlamentum, si non daret, ad sequens parlamentum est adjournatus per dictum arrestum.

[Rubrica de presentacione parcium.]

Quis, quando, coram quo.

De stillo istius curie est quod partes que habent facere in parlamento in die senescalliarum suarum vel baillivarum se presentent coram deputato super presentacionibus recipiendis per curiam, vel in crastinum antequam domini tenentes parlamentum recedant; alias¹ parti, que se presentasset, si sit actor, concederetur defectus; vel, si reus congedium et pars [secundus effectus : audiencie exclusio] que se non presentasset non audiretur in aliquo, ut patet per plura que secuntur.

1. Primus effectus sive defectus vel congedii concessio.

Nam si iudex faceret contra aliquem aliquam injuriosam executionem, a quo ideo appellatum est et adjornatur in parlamento, et, parti intimacione facta, se ad diem ad quem est adjornatus non presentaverit; nec pars eciam, licet postea, dum leguntur presentaciones in camera, velit dicere partem non potuisse appellare et eciam velit arguere de perjurio, quare venit contra executionem, non audiretur nec potest requestam partis impugnare; quia potuisset se presentasse et tunc proponere ea; et quia se non presentavit, ideo non audiretur. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVII contra G. de Meffa pro heredibus cujusdam vocate La Baude. Idem esset si vellet proponere contra appellantem quod renunciavit appellacioni; imo quare dicat super eisdem causis pro quibus appellavit processum pendere coram certis commissariis a rege datis, non audiretur eadem ratione. Ita dictum fuit contra dictum G pro dictis heredibus¹.

Et quando dicitur qui se non presentavit non auditur, fallit², ubi vellet dicere adjornamentum non valere nec tenere; et imo non oportebat quod se presentaret, quia tunc audiri debet; et est ratio; quare interest curie scire an valeat vel non; quia, nisi valeret, non deberet concedere defectum, cum ubi non tenet, haberetur adjornamentum pro non facto³. Alia ratio potest esse; quare non tenetur quis se presentare nisi quare adjornatus, et ideo cum inutile adjornamentum pro non adjornamento habeatur, non potuit imponere necessitatem presentandi parti adverse. Arg. FF qui sat. co. L. quoc. et de jure patronatus adig. C. quamvis C. de epi. et cleri. L. generaliter.

Sed si curia dicat adjornamentum tenere, non propter hoc videtur curia eum admisisse ad hoc ut ulterius audiat; sed habebit pars defectum contra eum qui se non presentavit ad utilitatem defectus, insequenti parlamento, per novum adjornamentum quod habet impetrare super hoc.

Item, oportet quod partes presentent se ad diem senescallie sue contra omnes contra quos habent facere, et specialiter et nominatim; nam⁴ si haberet quis facere contra plures, non sufficeret si contra unum se presentasset, licet ejus causa esset annexa, nec sufficeret si dixisset: talis se presentat contra omnes adversarios suos. Ymo diceretur, si esset actor: non presentasti te specialiter et nominatim contra me, ideo peto congedium; si esset reus, peteretur defectus contra ipsum.

Item, secundum ordinationes regias et stillum curie, si pars presentata et vocata ad portam camere palatii, secundum ordinationem registri, non inventa fuerit, nec postea dum litigatur, contra actorem concedetur congedium et contra reum defectus; et posset esse magnum periculum, ut infra de contumacia et defectu lacius apparebit, nec talis in causa in qua presentatus est in toto illo parlamento audietur⁵; et hoc verum ubi pars presentaret se in propria persona.

Quod proxime dictum est fallit, ubi per procuratorem se presentavit⁶; tunc, licet procuratore non comparante nec ad portam nec in camera, et vocato, ut dictum est, dum tamen veniret in crastinum, nichilominus audiretur; quare malum esset, si propter negligenciam unius procuratoris dominus tantum incommodum pateretur. Ita vidi prononciari in curia pro quodam homine baillivie Ambianensis in parlamento anni XXVII pro domino Nicholao de Sepe in contrarium debatante⁷.

Item, fallunt⁸ premissa in non presentato et non invento ad portam, si possit probare casum fortuitum propter quem fuerit circa premissa occupatus; nam hoc probato auditur nec presentatus nec inventus; et hoc notorie observatur et concor. FF si quis. cau. L. 11.

Item, si quis in palacio se presentaverit in propria persona et sine licencia curie

1. Item, fallit si in eodem parlamento dies fuerit assignata. Item, fallit si dies fuerit feriata; quo casu propter absentiam recipientis sufficit se presentare coram statua. Item, fallit si partes sunt in arresto. Item, fallit propter impedimentum illius qui debet se presentare. Item, fallit propter relevacionem regis per litteras suas que, licet prosint quo ad hoc ut non presentans non tenetur ad expensas vel ad aliam penam; non tamen potest petere expensas ab adversa parte que se non presentavit. Ar. L. si domus. Item, fallit ubi pars adversa se non presentavit. Item, si petitor fuerit mortuus lite pendente, defensor non tenetur se presentare; quare non habet partem quousque heres resumpserit arramenta; nichilominus tamen potest impedire defectum heredis si resumat et petat defectum remotum. Quis debet se presentare, — partes. Item, procurator, vel eorum substitutus cum procuratorio tamen originali; quare littera de vidimus pro fundando procuratorem vel substitutum non sufficit aliquando sine procuratorio; puta quare alias fuit exhibitum et est apud curiam; quo casu debet dicere et se presentare virtute procuratorii tali die exhibitum super hoc expresso. Et procuratorium renovatur de parlamento in parlamento ut appareat de continuacione vel constitutione. Item, debent se presentare eo nomine quo agunt vel defendunt; alias non valet presentacio et contra suos adversarios eo nomine etc. Alias non valet; verbi gracia, dominus duarum villarum qui agit pro una se presentat sub nomine et appellacione alterius. Ar. L. rapt. X FF. de in. jus. vo. L. quartum; vel contra talem ut tutorem vel contra talem iudicem ut commissarium specialem non ut ordinarium. Infra.

2. I fallacia.

3. Sed si curia dicat adjornamentum teneri, propter hoc non videtur causam amisisse ad hoc ut ulterius non audiat; sed habebit pars defectum qui se non presentavit et utilitatem defectus in sequenti parlamento per novum adjornamentum quod super hec impetrare habebit ille qui sic obtinuit defectum.

4. Qualiter nominatim et specialiter. Item, esset effectum comparando ad vocem preconis, ut infra proxime. Item, permittendo seu residendo, ut infra. Item, si quis in causa non criminali qualibet in sua persona debet se presentare nisi per arrestum vel ordinationem curie super hoc fuerit relevatus. Infra.

5. Item, si actor et reus non inveniuntur, quod de illo parlamento non audientur, sed si veniant ad aliud parlamentum ambo audientur; quod si deficerent in perpetuum non audirentur, nisi curia videret quod hoc fecissent in fraudem alicujus rei que regem tangeret.

6. I fallacia.

7. Item, nota quod, licet quis habeat statum pro omnibus causis suis, tamen ejus procurator valet se presentare in parlamento. . . . sit equum; tamen hodie est in periculo amissionis cause; et quod dictum est, quod pars audiretur, si fuerit inventum dum litigatur, dico quod forte non sufficeret, verum dum litigatur; si fuerit per hostiarium esset relevatum. . . . quod pars. . . . inventa per presidentem defectus esset datus vel congedium.

8. II fallacia.

recedat, dimisso procuratore, perinde est ac si se non presentasset; et ideo cautella est ut recedat cum licencia curie, et quod hoc faciat registrari, et procuratorem ibidem faciat.

Item, si aliquis subjectus alicui domino temporali habenti altam et bassam [in exemplum] jurisdictionem et sub eo cubans et levans citatus fuerit coram aliquo iudice regio et super aliqua actione personali ad instanciam alicujus, et citatus una cum domino pecierit causam predictam remitti ad dominum, et ideo quia iudex predictus prononciavit predictam remissionem non esse faciendam, predicti dominus et subjectus appellaverint legitime, si ad diem presentacionis dominus se in dicta causa non presentaverit, sed subjectus se presentavit, subjectus reputabitur non appellans per curiam sine emenda, adeo quod causa principalis remanebit in curia, defectu domini hoc opperante. Ita dictum fuit per arrestum curie in parlamento anni XXV pro matricullariis sancte-Crucis Aurelianensis contra quemdam militem et dominum de Balesio; et est ratio; quare numquam remissio est facienda ad postulacionem subjecti, nisi dominus petat hoc fieri una cum subjecto; ratio potest esse: quare remissio fit principaliter ad utilitatem domini seu pro conservacione jurisdictionis sue, ideo, nisi eam petat, sibi imputet, non autem ad utilitatem subjecti principaliter; quare presumitur quod ubique justiciam inveniret quia ex diversitate locorum, etc., Arg. C. de. omne. in. inte. re. pe. L. fi. Ideo non fit ad requestam subjecti solum; quare ergo dominus, si in ea causa se non presentasset, audiri non debebat, ut supra dictum est, ergo nec per consequens subjectus.

Scilicet coram superiori, secus si petatur ab aliquo litigante coram inferiori vel. . . . Item, secus, si tantum proponitur declaracio non procedendo ad petitionem remissionis.

Item, si presentacio rei primo veniat quam actoris, et legatur in camera actor, non potest compelli ad litigandum, donec presentacio sua veniat, nec adhuc defectus concedi contra ipsum. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVII per curiam.

Notabile.

Item, si aliquis de terra consuetudinaria a sententia contra ipsum lata ad hanc curiam appellaverit, et iudicem fecerit adjornari ad proximum parlamentum judicatum suum defensurum, et intimari parti juxta stillum curie, et ad diem presentacionis baillivie vel senescallie se presentaverit contra iudicem solum et non contra illum pro quo lata fuit sententia, numquid sufficiens est prosecucio? Videtur quod non, quo ad partem, ymo sententia debeat mandari execucioni, cum ipsa pars principaliter debeat habere commodum ex sententia; videtur quod ymo pars adversa nullam utilitatem debet habere ex tali presentacione quam impugnat; sed nichilominus causa debeat agitari cum se presentaverit contra iudicem qui est adversarius suus principaliter, quia, licet nichil parti fuisset intimatum, pars posset se conjungere cum iudice, de stillo hujus curie, si timeat collusionem. Ita dictum fuit per arrestum curie pro domino Reginaldo Letan, militem, contra Nicholaum Miete quod, cum dictus miles se presentasset in hoc casu contra iudicem qui contra ipsum et pro dicto Nicholao tulerat sententiam, licet contra dictum Nicholaum se non presentasset, quod dicta presentacio erat sufficiens, et quod dictus Nicholaus non haberet congedium contra dictum militem nec utilitatem predictam, sed nichilominus dicta causa Nicholaï agitur; et eiam processus habitus in causa principali ad instanciam dicti militis receptus fuit ad finem judicandi et videndi utrum bene esset judicatum vel non; per arrestum curie dictum fuit ut deinceps ordinacio per curiam in similibus casibus futuris perpetuo observaretur; et ita fuit per curiam registratum, et hoc actum in parlamento anni XXV juxta festum purificationis beate Marie Virginis.

Questio.

Exemplum.

Et primo vide copiam registri regis super IIII^{or} casibus facti valde dubii. Rubrica de contumacia et defectu et utilitate ipsorum.
• Primus est in causa novitatis, secundus est super renovanda commissione in contumacia unius partis, tercius est de contumacia contra appellan-tem et ejus utilitatem concedenda, quartus contra appellatum.

Sequitur tenor registri : Anno domini millesimo CCC^o XXIX^o, die sabbati in crastinum cathedre sancti Petri, de consensu omnium magistrorum existencium in parlamento, ac vocatis ad hoc advocatis omnibus parlamenti antiquis et pro-
fectis, et deliberacione prius habita super hoc inter ipsos, et postea cum ipsis per dictos dominos super IIII^{or} articulis infra scriptis, curia declaravit in parla-
mento parisiensi longis temporibus observatum fuisse prout sequitur; et ordi-
nando decrevit sic deinceps observari debere.

Primo, in causa novitatis, concessa littera justicie, et per ejus executores, propter
ejus partis adverse oppositionem, debato ejus posito ad manum regiam ut supe-
riorem, assignata certa die partibus in parlamento ad procedendum ulterius super
dicto debato, si, ad dictam diem, parte conquerente comparente, pars qui se
opposuit non compareat nec excusatorem mittat, dictus non comparens ponetur
in defectu, et statim absque dilacione res predicta posita in manu regia ponetur
in manu predicta conquerentis et in ejus saisina defendetur, questione proprietatis
salva parti adverse.

Unus defectus in novitate.

Item, [si] super articulis parcium facta commissione, et ad sequens parlamentum
pro renovanda dicta commissione una pars compareat, alia non, nec excu-
satores mittat ad requisicionem partis que comparuit, alia que non com-
paruit ponetur in defectu, vel statim renovabitur dicta commissio ad utili-
tatem partis comparentis, tantum si hoc maluerit, et si pars non comparens
miserit ad proximum parlamentum excusatorem et suum adversarium fecerit
adjornari ad videndum purgari defectum suum, ipse super dicta purgacione audie-
tur; quod si non fecerit, super eadem purgacione amplius non audietur, et deinceps
renovabitur dicta commissio ad utilitatem illius qui, ut dictum est, ipsam obtinuit
renovari; si vero super purgacione defectus predicti auditus fuerit et eundem
sufficenter purgaverit, dicta commissio absque omni dilacione renovabitur ex tunc
pro utraque parte.

Item, si a judicato contra se lato pars appellavit ad parlamentum, et adversa-
rium suum ad certam diem ad procedendum in eodem ad dictum parlamentum
fecerit adjornari, et dicta venerit pars que pro se judicatum obtinuit et apparuerit,
pars autem appellans non, nec excusatorem miserit, si pars appellata hoc requirit,
ponetur in defectu, et statim dabitur parti appellanti littera qua judicatum pro
se latum mandetur executioni; presumendum enim est pro dicto judicio, et quare
appellans non comparuit nec excusatorem misit quod judicatum per ejus appella-
cionem non videtur impugnare; si vero pars que appellavit ad dictam diem com-
pareat, parte que pro se judicatum obtinuit non comparente, ipsa pars non compa-
rans ponitur in defectu et readjornabitur ad requestam partis comparentis ad
tunc futurum parlamentum proximum visurum ^{visura}judicari utilitatem defectus. Non
enim ita de facili procedendum est ad annullandum aliquid judicatum sicut ad
exequendum, cum appellacio a dicto judicato interposita non fuerit diligenter
prosecuta; datum ut supra.

De defectu in causa appella-
cionis.

Iterum supersedit causa
appellacionis quo ad judicatum
et quo ad emendam.

Item, extra registrum sciendum est quod, in casu proxime dicto, erit utilitas
dicti defectus quod, veniat pars, vel non, prononciabitur male judicatum et bene

appellatum; quod verum intelligo, nisi justas causas possit pretendere ad excusandum contumaciam suam predictam; et in eis audiri debet, quod patet per tenorem dicti arresti [registri]: cum readjornari debeat visurus, etc. Et in vanum adjornaretur, nisi causas quare dicta utilitas concedi non debeat nec
5 judicari proponere posset, et aliquis meliores excusaciones ad implenda premissa proponere non possit.

Appellatus tamen veniens non tenetur ad expensam; relevatur propter sententiam. Secus, si esset contumax; et si pars appellata fuerit negligens, sed iudex diligens, ad huc disputandum est utrum bene vel male fuerit appellatum propter emendam. Scolia

Item, credo quod, in tercio dictorum casuum, si non comparens excusatorem misisset et alias ad sequens parlamentum adversarium suum ad videndum purgari defectum suum adjornari fecisset, quod super purgacione sua audiretur.

10 Item, circa hunc excusatorem nota quod non admitteretur nisi procuracionem defferret, in qua haberet potestatem ipsum excusandi seu exsoniandi, et bonum est quod defferat litteras, si potest, super essoignia ab aliquo. Et que dicta sunt habent locum in contumace ante litem contestatam super causa appellacionis.

Sed, quid, si appellans et appellatus lite contestata fuerint in factis contrariis
15 et in commissionibus, et in sequenti parlamento, unus vel alter, non comparet, adversario comparente, quod utilitas aliqua non judicabitur, et pro dicto defectu alia, nisi illa quod concederetur ei pro dicto defectu adjornamentum contra adversarium suum ad sequens parlamentum ad videndum judicari quod commissio ad utilitatem suam renovetur? Ponas igitur quod est factum adjornamentum, quam utilitatem petet concedi et judicari et debet habere? Dico quod,
20 si appellans sit ille qui defecerit, talem utilitatem potest appellatus obtinere, quod appellans amiserit causam suam, nisi possit justas causas essoignie sue pretendere et probare; et est ratio: nam de stillo curie tenetur actor continuare arramenta cause sue de parlamento ad parlamentum, et, nisi faciat, propter interrupcionem processus cadit ab instancia cause sue, et perinde habetur ac si non
25 fecisset processum in ea. Sed, si non processisset nullo modo in ea in primo parlamento, perdidisset causam suam, ut supra dictum est titulo proximo de adjornamento; ergo et nunc.

Non est dubium quod presentato dabitur defectus, et quod commissio ad utilitatem suam renovabitur vel...

Sed quid erit in appellato qui defecit juxta casum proxime dictum? dico quod
30 appellatus qui non comparuit perdit tantum quod commissio non renovabitur ad utilitatem ipsius, et appellans hoc lucratur quod renovatur ad ejus utilitatem; et in continenti, habito defectu, vel readjornabitur super defectus utilitate, quod obtinere debet, juxta secundum capitulum dicti registri.

Questio.

Item, dico idem esse ubi appellans post litem contestatam et postquam in factis
35 essent contrariis in sequenti parlamento, vel secundo, vel tercio non se presentaverit ad diem sue presentacionis, sed ad sequentem vel minus ydoneum procuratorem miserit, vel nullo modo se presentaverit; ita dictum fuit per arrestum pro domino Reginaldo de Cloisel contra dominam Richardam de Sauves, anno XXV^o vel XXVIII^o.

40 Sed quid erit juxta predicta, si partes fuerint in causa appellacionis in factis contrariis, et dati fuerint commissarii super hiis, et auditi testes, et pars appellans in sequenti parlamento se non presentaverit ad diem senescallie sue vel baillivie vel minus ydonee, puta: alia die, vel per procuratorem minus ydonee fundatum, vel nullo modo se presentaverit, appellatus autem credit nullo modo intencionem
45 suam probasse sufficienter, et credit alium suam probasse, et dubitat an appellans possit purgare contumaciam suam, quid faciet? Dico quod potest petere defectum contra appellantem, et adjornamentum ad habendum in sequenti parlamento utilitatem, de qua supra dictum est, et haberet ubi appellans defec-

Questio.

tum suum non posset purgare; sed utilius est ut petat commissionem renovari ad suam utilitatem, et statim eciam fiet sibi; et hec est opinio multorum; sed crederem tucius quod acciperet defectum et adjournamentum, et quod, in sequenti parlamento, petat utilitatem sibi adjudicari quod alter amiserit causam, sub protestacione quod, si habere eam non deberet, sibi talis adjudicetur utilitas qualis curie videbitur; et est ratio duplex: prima, quare, ubi pro dicto defectu dictam utilitatem peciisset, videlicet ut commissio renovaretur, ad suam utilitatem, numquam ad petendum utilitatem aliam admitteretur a modo. Item, quare, si dictos adjournamentum et defectum acceperit, et, in sequenti parlamento, utilitatem, scilicet illam quod adjudicetur adversarius amisisse causam suam, petat; si adversarius non possit purgare defectum suum, lucrabitur causam suam sine labore et expensa; quod non esset in alio casu; quia oporteret quod inquestam perfici faceret et partem adjournari ad videndum ipsam recipi et judicari.

Item, si, juxta casum proxime dictum, dictus appellatus per utilitatem dicti defectus pecierit et obtinuerit dictam commissionem renovari, et inquestam perfici, et adversarium ad sequens parlamentum adjournari dictam inquestam recipi et judicari visurum; et in dicto parlamento, dictis partibus presentatis, appellatus petit dictam inquestam recipi et judicari, et appellans petit commissionem renovari, se purgare paratum offerens contumaciam precedentis parlamenti, et justas causas pretendere que sufficerent, si vere essent, ad dictam purgacionem; numquid super purgacione audietur? Videtur quod non; quare ad illud diem habere non videtur, et potissime quare adversarium suum super hoc non fecerat adjournari; et videtur fundatum per secundum punctum dicti registri: videtur contra, quare hoc videtur causa quare dicta inquesta admitti non debeat, nec judicari; et ita quod per modum cujusdam excepcionis admitti debeat ad hoc saltem ut testes per alium productos reprobare possit, non super principali.

Item, si plurium causa appellacionis esset connexa, et quidam se presentarent, quidam non; non presentati per presentatos non relevabuntur ab eorum contumacia.

Sed quid, si appellaretur a sententia per homines judicantes in curia domini, sicut est in pluribus locis in Picardia, et homines adjournati fuerint in parlamento, defensuri judicatum suum, parti facta intimacione et cetera, pro qua fuit lata sententia, et homines judicantes se presentaverint ad diem sue presentacionis contra appellantem, parte appellata se non presentante, sed appellante sic, dico quod habebit appellans defectum contra appellatum, et pro utilitate habebit quod supra dictum est; sed nichilominus appellans tenebitur in dicta causa procedere cum dictis judicibus, propter emendam regi debitam et dictis judicibus, ut appareret eum male appellasse, et licet postea per curiam prononciaretur in dicta causa verum judicatum, in causa ubi appellatus non purgavit contumaciam suam et sic appellans ad emendam regi et dictis judicibus fuerit condemnatus, nichilominus contra eum pro quo dicta sententia lata fuit utilitatem defectus habebit; quare sententia contra ipsum et pro contumace lata non mandabitur execucioni; ymo prononciabitur contra non venientem bene appellatum et quod sententia execucioni non mandabitur, hoc ipsum contumacia operante.

Item, si pars pro qua lata fuerit sententia comparuerit et pars appellans, homines autem qui suum judicatum bonum facere debebant, non, et nonobstante eorum contumacia in causa sit processum predicta, et prononcietur per curiam male appellatum et bene judicatum, relevabitur appellans ab emenda hominibus

Questio.

Sententia annullabitur quo ad emendam, durabit autem quo ad effectum execucionis inter partes, iudex tamen non ponetur in emenda.

predictis debita. Idem est, si aliquis de dictis hominibus comparuerit, et quidam non; quare relevabitur ab emenda non comparentibus debita.

Rubrica de contumacia et defectu super actione reali.

Super iudicio proprietatis vel processu alio quam novitatis, si causa in parlamento agitur, si reus non comparet, non sufficit una contumacia, ymo tres requiruntur in tribus parlamentis, obtente per tria adjournamenta, et oportet quod in secundo et tercio adjournamento adjornetur ad videndum judicari utilitatem defectus, et ad procedendum in causa proüt erit rationis; unde ex prima vel secunda vel ex ambabus contumaciis nullam utilitatem haberet actor contra reum; nisi juxta L. fi. C. de..... condemnaretur N. in expensis factis ratione dictarum contumaciarum, et hoc per ordinationem super expensis per regem factam, sed si tres contumacie fuerint, aufertur possessio reo et datur seu traditur actori juxta L. 11 C. Ubi in rem ac. et de prescripcione XXX annorum L. si quis empctionis § pluraliter et in speciali de primo et secundo decre. § nunc de effectu.

Pena contumacie; distingo: aut reus est contumax, aut actor, si reus aut una aut terna.....

Quod autem dictum est quod tres contumacie requiruntur ad hoc quod possessio reo auferatur rei petite, fallit in casu qui sequitur; quare, si commissarius fuit datus in partibus pro venta facienda, et ipsa fuerit facta, et, in parlamento immediate subsequenti ventam, actor sufficienter se presentaverit, datur defectus contra reum, et ipso solo aufertur possessio reo; et hoc observat stillus hujus curie et in consuetudine generali regni Francie in locis qui consuetudine reguntur, licet sit contra leges superius allegatas; et ita fuit obtentum in utroque dictorum casuum ante ventam et post, per arrestum curie inter Abbatem et Conventum Sancti Dyonisii et dominos Galterum et Philippum de Aurane, in causa possessionis de capiendo grossum animal in quodam nemore.

1 fallacia.

Item, si actor esset contumax, que utilitas contra ipsum judicaretur? dic quod pro una contumacia vel duabus condemnaretur in expensis et dampnis; pro tertia vero admitteret causam suam.

Item, premissa vera sunt si, ante litem contestatam vel post ventam immediate, reus deficeret, secus si, post litem contestatam et traditis articulis et commissariis super ea datis, reus deficeret, nam deficiat in curia, tunc amittitur pretextu illius contumacie illum articulum super quo diem habebat tantum; si autem sit contumax coram aliquo iudice ordinario, et coram ipso diem habebat ad producendum testes, illam productionem amittit; sed hoc non haberet locum in commissariis curie, si pars haberet diem ad producendum testes coram ipsis, quia coram talibus commissariis non est nisi una productio de uno parlamento ad aliud parlamentum; et, tociens quociens partes volunt, possunt producere testes coram commissariis inter duo parlamenta. Sed ubi altera parcium super casu dicto haberet diem coram commissariis predictis, esset in defectu, teneret quod factum esset ad instanciam partis presentis per dictos commissarios in dicta causa et pars contumax non admitteretur ad reprobandum testes in dicta causa contra ipsum in sua absentia productos; et in nullo alio presentaretur; ymo post ea coram dictis commissariis in dicta causa ad hunc precedentibus procedere posset et testes producere, et, si qui per ejus adversarium ex tunc produceretur in ejus presencia, recipiendi essent testes, ex quo ipse ad procedendum se obtulisset et illos quos ejus adversarius postea producere vellet reprobare posset; et est ratio; quare non potest reprobare testes productos in sui absentia et ob ejus contumaciam receptos; quare nullus potest reprobare testes contra ipsum productos nisi hoc faciat in ipso actu, dum producuntur, nisi in casu ubi iudex hoc reservaret

et iste fuit absens dum fuerunt producti et contumaux (sic), ergo amodo super hoc audiri non debet.

Item, si testes modo predicto fuerint producti coram commissariis dictis in ejus contumacia, et postea coram dictis commissariis non comparuit, et postea in sequenti parlamento veniat, et sufficienter se presentaverit, et petat commissionem renovari; et pars adversa hoc repugnet pretextu contumacie in qua fuit positus coram dictis commissariis; nichilominus dicta commissio renovabitur ad utilitatem utriusque. Sic fuit prononciatum per curiam pro Johanne de Silvaneto et Matheo de Machis contra abbatem et conventum sancti Cornellii de Compendio.

Et hoc verum, nisi in casu ubi inquesta esset perfecta et completa pro parte presente; quare qui fuit contumaux (sic) extunc super predictis non audiretur.

Item, si post ventam die assignata ad garandum reus non veniat, solum garandiam amittit; et idem esset si ad alium articulum cause haberet diem; quare illum solum amitteret. Ita prononciatum fuit per curiam in causa quam habebant capitularii Tholose contra dominum Geraldum Balena super jurisdictione de Blaigiaco.

Item, qui adjornatur coram aliquo iudice terre consuetudinarie super aliqua causa ad jurandum de veritate, amittit causam; sed secus est in illo qui eum fecisset adjornari super hoc; quare, si ille dicta die deficeret, non ideo causam suam admitteret. Ita fuit prononciatum in quadam causa per curiam, licet prepositus Parisiensis contrarium prononciasset.

Item, de consuetudine in quacumque causa et in quacumque parte litis, actor recedit a iudicio et diem super aliquo non acceptat, videtur litem deseruisse et ideo cadit ab instantia cause, non tamen a causa.

Item, de consuetudine quecumque pars deficiat ad diem assignatam ad tradendum facta sua in scriptis alicui curie coram aliquo iudice cause consuetudinarie, cadit a propositis per ipsam; et super factis traditis per aliam partem ad dictam diem inquiretur veritas, et fiet jus.

De consuetudine Castelleti Parisiensis, si aliqua parcium sit absens dum prepositus vult sententiam ferre, pro vel contra, ipsam causam amittit.

Nota.

Si aliquis fecerit adversarium suum super actione mere personali in parlamento adjornari, causa expressa in dicto adjornamento ex qua contra ipsum concludere intendebat, et, die in adjornamento contento non compareat adjornatus, conceditur actori defectus contra ipsum et adjornamentum ad videndum utilitatem dicti defectus judicari ad sequens parlamentum, [et si reus ad illam diem se presentaverit, petat exhiberi commissionem adjornamenti et defectum, et diem sibi assignari, actor vero illa die petat utilitatem que sequitur, vel eam que videbitur curie cum protestacione de procedendo ulterius per aliam viam, proüt fuerit rationis] et si adjornatus ad diem statutam in sequenti parlamento se non presentaverit, et non potuerit predictum defectum excusare, talem utilitatem actor ex dicto defectu habebit: quod reus cadet a defensionibus suis et quod curia super hiis que actor pro jure suo super dicta causa proponere voluerit, dum tamen dependeant vel pertineant ad dictam causam et alia media in adjornamento expressata, faciet inquirere veritatem; quo facto faciet jus partibus predictis. Et ita predicta ordinata fuerunt in parlamento per curiam in omnibus causis, sive civilibus, sive criminalibus dum

Rubrica de contumacia et defectu et utilitate ipsorum in causa personali.

tamen civiliter intentatis; et decretum deinceps in futurum et per modum edicti observatum. Actum in parlamento anno domini M° CCC° XXVII° septimo die sabbati ante festum beati Andree apostoli et in curia registratum.

Ordinacio facta in parlamento.

Item, si reo super aliqua de dictis actionibus causa, expressa ut supra, citato in parlamento, et bis posito in contumacia per curiam, et in dupplici parlamento, prima die statuta sibi ad respondendum, secunda die ad videndum judicari utilitatem dicti defectus; iterato citabitur ad certam et brevem diem infra secundum parlamentum ad videndum judicari utilitatem dictorum defectuum, ad quam veniat reus vel non, actor habebit utilitatem predictam. Et ita dictum fuit per arrestum curie in dicto parlamento, die supra expressa, pro procuratore sancti Quintini juxta Belvacum contra quemdam vocatum Johannem Mire.

Arrestum.

Item, si post petitionem in judicio in parlamento per actorem contra reum super actione mere personali apertam, factam in presencia rei vel ejus procuratoris, reus se paciatur poni in defectum; puta ad diem petit per ipsum pro consilio et eidem procuratori concessa datur, defectus contra ipsum, et pro defectu habebitur utilitas actoris peticio confessata. Ita dictum fuit et prononciatum per dominum Johannem de Cherchemonte tunc francie cancellarium in dicto parlamento et die et anno supra expressis.

Tacita confessio.

Pronunciacio facta in parlamento.

Item, de stillo curie actor qui non prosequitur arramentum suum de parlamento in parlamentum, cadit ab instancia cause et multociens per quamdam contumaciam a causa, ut in causa appellacionis et novitatis, ut apparet per jam dicta.

Item, in quacumque causa una pars contra aliam defectum habuerit in parlamento, pars que eum obtinuerit infra primum tunc sequens parlamentum postquam eum obtinuerit, debet impetrasse adjournamentum ad videndum judicari sibi utilitatem dicti defectus in primo dicto parlamento, et proximo etiam petere et diligenciam suam super hoc fecisse; aliter cadit ab utilitate dicti defectus. Et ita dictum fuit in parlamento anni XXV pro episcopo Noviomensi contra abbatem et conventum sancti Eligii in causa novitatis mota per dictos religiosos in parlamento contra dictum episcopum super jurisdictione ville de Bolles.

I fallacia propter negligenciam.

Pronunciacio facta in parlamento.

Item, in quacumque causa una pars obtinuerit defectum contra aliam, si postea, antequam utilitatem sibi pro dicto defectu competentem pecierit judicari, simpliciter et absque omni protestacione in dicta causa procedat cum parte contra quam obtinuit, renonciavit defectui per ipsum impetrato.

II fallacia propter processum.

Item, ubi pars que defectum contra aliam obtinuit, ad diem ad quam fecerat adversarium adjournari visurum utilitatem defectus sibi adjudicari, aliam utilitatem petit per curiam judicari et non illam quam deberet habere de stillo curie vel consuetudine, et hoc facit simpliciter et absque omni protestacione, perdit eam quam habere debebat, et non habebit petitam; et est ratio; quare eam quam peciit non habebit, cum stillus repugnet, nec aliam; quare illam non peciit, et ideo cauti advocat dicunt: peto talem utilitatem mihi judicari vel illam quam de jure, usu, seu consuetudine presentis curie mihi debet judicari.

III fallacia propter ignoranciam.

Circa hanc materiam diligencius est insistendum; nam in parlamento dilaciones annales consueverunt concedi: scilicet dilacio consilii que aliquando appensamenti appellatur; item, dilacio pro venta, item, dilacio pro garando; est et quedam extraordinaria de qua videbitur; et ideo de una quaque istarum,

Rubrica de dilacionibus et quo ordine petantur.

et in quo casu competant vel non, singulariter discuciamus et sigillatim ad partem.

Item, sciendum est quod primo petitur dilacio consilii, secundo vente, tercio garandi, et, si aliquis alio ordine petat, prejudicat sibi; nam petendo dilacionem vente seu garandi, aliis renonciat declinatoriis suis, quia venta ostendit sibi quem judicem habere debeat.

Hec dilaciones competunt in omni actione reali, fallit in petitione hereditatis ubi dum competunt pro consilio et garando, sed dilacio vente non; et est ratio; quare, cum sit iudicium universale, in ea venit nec dum possum per reum tempore litis contestate, sed etiam ea que pars inceperit possidere, ut ff de petitione hereditatis L. IIII. et L. si quo tempore; et ita vidi prononciari in parlamento anni XXVII pro Beatrice de Sabrano, filia domini R. Gaucellini, contra dominum Petrum Feedoli et alios suos adversarios; et ibi fuit alia ratio: quare adversarii jam confessi fuerant se de hereditate dicti domini R. possidere.

Si agitur universaliter secus, si de certa re vel de hereditate que venit a tali mortuo.

Pronunciatio facta in parlamento.

Item, dantur et competunt in omni causa ordinaria competenti pro possessione recuperanda vel retinenda; et ita dictum fuit in causa episcopi Lingonensis et ducis Burgondie, et hoc ubi generale esset adjournamentum et incertum; alias diem consilii non haberet, alias sic.

Item, istud fallit in causa novitatis; et que sit inferius laciis apparebit. Nunc autem de singulis per ordinem est videndum.

Si opposicio facta sit super locum... alias secus. Item, in causa execucionis et opposicionis nisi sint extranei non comprehensi in sententia.

Hec dilacio in omnibus actionibus realibus et personalibus petitur post petitionem, vel in scriptis traditam, vel verbo tenus apertam in iudicio, secundum quod fieri debet, juxta actionis naturam que intentatur, de stillo curie.

Rubrica de dilacione pro consilio.

Nota quod in omni actione datur dilacio.

Item, datur et habet locum in omnibus actionibus; et est ratio ut reus deliberet an sibi expediat cedere vel contendere, ut C. de litis contestate autoritate offeratur; et specialiter ubi reus est adjornatus generaliter et incerte, cujus est ratio: quare tunc non potuit providere jus suum, cum non posset divinare quid actor ab ipso petere intendebat; et specialiter daretur ubi pro facto alieno esset insecutus, cujus tunc est ratio: quare in facto alieno ignorancia est justa.

Item, quod dictum est supra, quod in omnibus actionibus debetur, fallit in casibus: primo in causa novitatis, et interdicto unde vi, et est ratio: quare in talibus, scilicet novitatis, unde vi, esset lapsus annus; nam hec dilaciones competunt et dantur de parlamento in parlamentum, et sic actor amisisset causam suam. Item, quare tunc in talibus dessaisinis summatim et celeriter proceditur; et fundatur hoc in L. si coloni C. de agric. et censi. et de naufra. L. de summersis.

I fallacia.

Item, vidi semel in curia, in causa novitatis cujusdam aulandarie de Vaalatico, movenda in curia per syndicum hominum dicti loci contra magistratum Radulphum de Praellis; concessit dilacionem consilii; ideo quare adjournamentum erat generale et incertum; et forte gracie. Et hoc fuit in parlamento anni XXVI.

Item, ubicumque in adjournamento continetur actio quam actor movere intendit, vel modus seu causa propter quam concluditur contra partem. Ita prononciatum fuit per curiam per arrestum in parlamento anni XXVII; et concordat extra de dilacione preterea.

II fallacia.

Item, in casibus ubicumque super crimine, vel veneficiis, vel excessibus, quis

ad curiam vocatur; quare non daretur sibi hec dilacio, et est ratio : quare tunc de facto suo proprio est insecutus, in quo quilibet debet esse avisa-
tus, et intelligas quod non daretur dilacio talis de parlamento in parla-
mentum; sed bene daretur unius diei, vel alia brevis, juxta factorum contra
5 ipsum propositorum qualitatem.

Item, in casu duelli bene daretur dilacio infra parlamentum, que talis
esset quod potuisset habere amicos suos.

Item, ubi aliquis, ut consul, vel administrator alicujus loci, super cri-
minibus per ipsum et alios coadministratores suos et aliquos de universitate
10 commissis, insecutus esset, in curia daretur sibi dilacio infra parlamentum
infra quam potuerit cum aliis suis amicis deliberasse super eorum defen-
sionibus, et specialiter si super facto predecessorum in officio esset insecutus.
Ita vidi prononciari in curia pro procuratore regis et abbate Fontis-Fri-
gidi contra consules burgi Narbonensis.

15 Item, fallit ubicumque officialis regis super commissis in officio et pre-
textu officii insecutus est in curia.

Item, cum quis, facta execucione alicujus arresti lati super rebus immo-
bilibus, conqueritur in curia, dicens: execucionem factam in pluri quam
debit, reffert an fecerit adjornari executorem principaliter et partem acces-
20 sorie, scilicet cum illis verbis si sua crediderit interesse; et contra executorem
dirigat petitionem suam, vel e contra. Primo casu celeriter proceditur, et non
datur dilacio pro die consilii, nec pro venta. Si autem contra partem prin-
cipaliter dirigat petitionem suam, executorem accessorie, via ordinaria agen-
dum erit, et dabuntur omnes dilaciones. Et est ratio in secundo casu : quare
25 ex quo concludit contra partem, causa capit naturam proprietatis, cum pars
sit saisita et petitionem proprietatis importat. Ita judicatum fuit contra
episcopum de Quatholica pro domina de Gres.

Circa hanc, ventam, est valde insistendum, et cavendum circa modum
30 faciendi eam, et quo modo fieri debet, ut infra videbitur. Unde cum curia
dat parti [concordi pactione unanimi convencionem] hanc dilacionem, partes
debent in curia concordare de loco ubi [puta ecclesia] congregari habeant,
pro ipsa facienda, et de commissario coram quo habeant fieri et qui super
hoc habeat rescribere curie, et si concordant, curia concedit predictum locum
35 et commissionem. Item, de die et hora qua convenire in dicto loco habeant,
alias curia ordinabit ad votum, et super hiis fiet littera justicie duplicata,
et in forma consueta, sicut infra videbitur.

Item, cum venerit¹ ad locum predictum [cum certa demonstracione], debe-
bunt deinde ire ad singula loca, ubi site sunt res predictae que petuntur, et
40 actor², debet ostendere res quas petit vel intendit petere, singulariter et ad
oculum, et designare metas, et nomen, et cognomen rei, videlicet : peto hoc
pratum ab ista meta lapidea alba usque ad illam arborem, et debet illum
ostendere, et ab illa usque ad alium locum, etc., et sic ab omnibus debet
facere; et omnia ista in rescripcione commissarii, quam super hoc facit
45 curie, debebunt contineri : sed quod tali die, ad hoc statuta, partes conven-
runt coram tali, et tali hora, et exinde, etc.

Item, si quedam designaverit modo predicto et ostenderit, et quedam non,
scilicet quare dicit actor, post primam designacionem et ostensionem, secun-

III fallacia.

In hiis tribus casibus non
datur dilacio de parlamento
ad parlamentum.

Item, ubi agitur per viam
execucionis, vel aliquis citatur
ad recognoscendum sigillum
suum; quare preparatoria est
execucio; sed contra, quare
eodem modo preparat ad ac-
tionem, si sigillum negetur,
datur tamen modica dies ad
avisandum se, et, sive sit pre-
paratoria ad actionem, sive ad
execucionem, summarie tamen
est ibi procedendum, sicut patet
in actione exhibendi. Item, ubi
reus se opposuit allegando ex-
ceptionem peremptoriam, qua-
re ex quo opposicio est for-
malis continens peremptoriam,
videtur recessisse et dilatoria
secundum quosdam, sed contra;
quare allegat peremptorie sibi
ut eas deducat loco et tem-
pore competentibus.

Venta sit autem peremp-
toria, non post, nisi ex officio,
puta peremptorie sunt nimis
generales, nec possunt per
verba specificari. De hoc in-
fra in ultimo quaterno.

Effectus vente est quod ar-
tat reum ad litem contestatam.
Ita dicitur communiter; proce-
ditur in causa secundum quos-
dam post ventam factam.

Habet locum hec dilacio, si
dominus agit contra vassalum
super abusu in certis locis ad
hoc quod amittat feudum vel
emendet.

Rubrica de dilacione vente.

Qualiter conceditur.

1. Qualiter sit ventum cum certa
demonstracione rerum conten-
tarum in petitione, alias si
alique deficiant, autem omnia
debent subduci et amoveri a
judicio facto; vel pars rea
absolvi, quare venta restringit
petitionem generalem.

2. Vel ejus procurator suffi-
cienter fundatus, vel etiam mi-
nus sufficiens; dum tamen co-
ram commissario non oppo-
natur, maxime si dominus ratum
habet. Secus autem, si per
relacionem commissarii apparet
de oppositione contra procura-
torem.

dum quod designavi, ostendi istam in libello : ita paratus sum alias designare in libello et ostendere si vult; sed sufficit designacio facta in libello. Si reus vel dicit, vel huic non consenserit expresse, veuta non est sufficienter facta; et ideo reus habet aliam dilacionem pro veuta facienda, et aliam donec sufficienter fuerit facta.

Si autem super hiis que proxime dicta sunt reus consenciat, vel procurator sufficienter fundatus, et dicit quod super aliis non ostensis sufficit designacio mihi facta in libello, dum tamen hec in rescripcione commissarii contineantur, veuta reputabitur sufficienter facta.

Item, si pars actoris vel commissarii ad diem assignatam vel conventam et locum non compareant, sed reus, sic faciat reus diligenciam suam ponere in scriptis sub instrumento publico vel sigillo duorum testium fide dignorum, et eam deferat ad parlamentum sequens, habebit dilacionem.

Si reus habet litteram status, non debet fieri veuta.

Item, si actor et commissarius die statuta et loco convento et hora conveniant, et reus sufficienter expectatus non veniat, debebunt exinde accedere ad loca ubi sunt res quas petit, et dictam veutam dictus actor dicto commissario in contumaciam dicti rei debebit facere, ut supra dictum est. Et predicta scilicet contumacia rei et expectacio et modus et tempus expectationis et omnia predicta debebunt contineri in rescripcione commissarii; alias, nisi eam modo antedicto faciat, et omnia predicta in rescripcione contineantur, veuta non reputabitur sufficienter facta, et reus haberet aliam dilacionem.

Item, ista dilacio in universalibus judiciis, ut est peticio hereditatis et similes, non habet locum et per rationes jam dictas; nec in causa novitatis, si opposicio facta est super locum; alias secus.

Rubrica de dilacione garandi.

Circa hanc dilacionem sciendum est quod garandus, sive dilacio, non potest peti nisi in realibus¹ actionibus, vel in rem scriptis, vel mixtis².

Fallit in causa novitatis.

Item, reus potest habere tres dilaciones pro garando, si semper garantizator deficiat. Sed caveat reus quod, dum primam dilacionem pro garando petit, faciat protestacionem de defendendo causam si garantizator nollet comparere; vel, si compareret, nollet in se causam suscipere et defendere; alias, si habeat, et protestacionem non fecerit, et garantizator in aliqua de tribus dilacionibus non compareat, vel comparens refutavit garandiam suscipere, reus amittit causam : quare ex quo petendo garandiam non fecit retentam de defendendo, ut dictum est, in nullo videtur confidere de jure suo, nisi in eo quod garantizator sibi diceret, et sic confiteretur intencionem agentis, si garandus nollit defendere causam suam.

Item, si plures erant garandi citati, et quidam comparuerint, et quidam non, pretextu non comparencium, habebit secundam vel terciam pro garando vel alias dilaciones, nec autem tenetur respondere, nisi vellit. Et istud est contra legem FF de evic. L. si ratio que § 1.

Item, sciendum est quod nemini conceditur dilacio pro garando, nisi certum nominet quem sibi pro dicta re dicat teneri ad petendum garandiam, vel quare ipsam ab ipso emit, vel alio titulo accepit sub hoc pacto ut sibi de evictione teneretur; et hoc de stillo curie : sed de stillo castelleti aliquem non teneretur nominare.

1. Et in beneficialibus etiam si is, cum quo quis permutavit est mortuus, contra illum qui tenet beneficium affectum.

2. Item, in causa dotalicii; tamen ob favorem debet abbreviari dilacio.

Vide hic quod stillus parliamenti et stillus castelleti sunt in hoc contrarii.

Item, ad garantisandum nominatus potest diem veute et consilii petere, si
vellit, et habebit dictas dilaciones si petat eas, antequam garandiam susci-
piat, et reus qui ipsum vocavit faciet sibi veutam infra diem consilii, ut
quidam dicunt; sed, postquam garandiam suscepit, dictas dilaciones peteret,
non audiretur. Ita dictum fuit pro magistro Guillelmo de Broglia in causa
episcopi Apamiarum; quare garandiam suscepit Poncii Fabri in causa
contra ipsum mota in curia per abbatem de Bollone; et est ratio: quare
certus esse videtur eam suscipiendo ultro, ubi stat res, merita cause et causam
ipsam et ejus defensionem [scire]; et ideo presumatur certus, dictas dilaciones
non habebit.

De suscepcione garandi, qua-
liter, cum [qua?] deliberacione.

Effectus suscepcionis: dilacio-
nis exclusio.

Vocatur autem quilibet qui
alienavit et promisit de evic-
tione, eciam si magister esset
nundinarum campanie secun-
dum quosdam.

II effectus p... subrogacio.

Item, sciendum est quod, licet in casu proxime dicto, garando denegentur
dicte dilaciones, nichilominus causas ineptitudinis poterit ponere contra
petitionem.

Item, hoc idem conceditur res (pour reo) qui peciisset hanc dilacionem,
non facta retenua si defficiat de habendo garandum.

Item, ad garantisandum adjornatus potest ponere quidquid vult contra
adjornamentum factum contra ipsum qui eum ad garantisandum vocavit.
Ita fuit dictum per curiam pro archiepiscopo Remensi, qui garandiam susce-
perat cause mote contra officiales regios per decanum et capitulum Remense
et homines banni sui et beati Remigii, in causa novitatis, super compulsione
solucionis expensarum coronacionis regum Francie Ludovici et Philippi contra
libertates, quas dicebant se habere de non solvendo ipsis [sic]; et est ratio: quare
si garantisor ab inicio venisset cum ipso qui eum fecit vocari contra
dictum adjornamentum proponere potuisset que vellet, et ille qui eum vocavit
hoc idem potuisset et defecisset in habendo garandum, et idem dicit
quidam post veutam et alium processum habitum ante litem contestatam,
licet quidam contradicat; quod non credo; sed novam veutam non
poterit petere sibi fieri ut infra sequitur.

III particulari translatio.

Item, ubi vocatus pro garando dicit se velle habere garandiam, habet
causam defendere suo periculo et expensis.

Item, si suscepta garandia condempnetur, fiet executio contra ipsum qui
peciit in garandum: et ad hoc concordat C. ubi in rem actio L. II FF.
de fide jusso L. grece § I. scolio?

Item, ubi garandus condempnatus est ad rem restituendam actori, eo
ipso condempnatus videtur ipse garandus ad interesse illius qui rem possi-
debat et ipsum vocaverat ad garandiam; et est condempnatus ex eadem
sentencia, et virtute illius mandabitur inquiri summam de interesse possi-
dentis, si dubitetur, ad hoc ut sciatur in quantum contra ipsum garanti-
santem fiat executio pro premissis, ea facta, fiet executio in eo quod repe-
rietur pro eodem: ad hoc concordat FF de fide jusso. L. grece. C. I.

Item, si garans citatus ad suscipiendam garandiam compareat, et dicat se
nolle garandiam suscipere, vel cum citatus non comparuit: non habet reus
causam defendere, nisi vellit, si ex hiis solum competit actio contra garan-
dum de evictione.

Effectus petitionis garandi.

Item, reus non potest compelli ad litem contestatam, antequam tres dila-

ciones predictas pro garando habuerit et tres dilaciones [sic] fecerit contra ipsum, et tres defectus habuerit. Et est optima ratio : quare ipse super hiis alias denunciaciones firmus est, pro recuperando jus suum contra illum qui sibi de evictione tenebatur de re illa; et ex tunc non imputabitur sibi si causam deserat cum ille quem principaliter tangebatur videatur diffidere de jure suo, ex quo noluit causam suscipere, vel etiam citatus comparere; et ideo sibi et in tali casu licitum est agnoscere bonam fidem.

Item, si garans compareat, et petat diem appensamenti, si quidem pro facto suo sit insecutus, non habebit eam; si pro alieno, sic; et hoc verum si post garandiam susceptam petat.

Quis potest petere vel vetare.

Item, si garans alium petat in garandum et ob hoc dilacionem pro garando, non debetur audiri; ita fuit prononciatum in causa domini de Cousico.

Maxime antequam susceperit guarandum; quia nondum est pars.

Item, ubi facta fuit veuta reo, et garans adjornatus super garandia, petit eam sibi fieri, non fiet sibi; sed, ubi facta non fuisset, fieret ei; et est ratio de primo : quare, ex quo suscepit garandiam in se, videtur super re que petitur avisatus. Et hec habent locum, ubi petit eam sibi fieri post garandiam susceptam; sed, ubi ante, dictum fuit supra contrarium.

Qualiter fit susceptio.

Item, garans petendo diem consilii vel appensamenti vel dilacionem pro veuta, non, propter hoc, videtur garandiam suscipere.

Quod habebit si propter alium factum petatur aliter non. scolia.

Item, si garandus non compareat, sed ad hoc procuratorem mittat, requiritur, ad hoc quod procurator recipiatur, quod habeat sufficiens mandatum, quod dederit ei potestatem in procuracione expressam ad garandisandum vel refutandum garandiam; et sunt verba ad hoc apta in galico : *Donnant et octroiant audit procureur plain et especial povoir et auctorite de faire adveu ou desaveu seu garantize*; et alias mandatum non teneret. Et ideo curia in parlamento anni XIII hoc ordinavit, et jussit omnibus in parlamento existentibus ut certificarent super hiis garandos, quod talem potestatem procuratoribus suis concederent, et, sic ut premissum est, procuracionem suam ordinarent, et quod amodo nullo haberetur excusatus, sed pro contumace alias reputaretur.

Item, in delictis et excessibus non habet locum dilacio pro garando; et est ratio : quare licet ille, quem pro garando nominaret, esset dominus vel pater suus, et quod ipse presens esset et vellet suscipere garandiam, eum non excusaret; quare in talibus non tenetur obedire.

Sed hoc quod dixi fallit; nam si baillivus vel serviens, adjornatus in curia super delicto vel excessu qui posset cadere in speciem delicti, dicat hoc de mandato superioris et justiciando fecisse, et quod super hoc illum de cujus mandato hoc se asserit fecisse et superior sit ipsius indubitate, petat in garandum, et hujus pretextu dilacionem sibi concedi et adjornamentum, debent; et si talis superior ad garandizandum citatus advertet [sic pour advouet] illum sibi subjectum, ille citatus primo, licet premissa cadant prima facie in speciem delicti vel quasi, ex tunc de sibi impositis non erit molestandus, sed potius dimittendus. Ita vidi prononciari pro quodam serviente de Viromandia, prepositure Perone et [sic. suppléer : contra] Jo. de Maconis et quemdam valletum suum, cum dictus serviens dicebatur pedes in questionibus combuxisse.

I fallacia in delicto colore justicie velato.

Item, in alio casu ubi aliquis conqueritur de baillivo cujusdam domini vel serviente, dicens quod ei injuriatus est : dicit baillivus vel serviens hoc, partim pro jure suo, et partim pro jure domini et ejus mandato justiciendo, fecisse; et ob hoc petit dominum in garandum, ut puta : quare dicit se
5 invenisse illum surripientem sibi aliquam rem, et, cum eum capere velet et ipse resisteret ei, de mandato domini vel propter potestatem sibi attributam ipsum cepisse vel vulnerasse dicat, si petat dictum dominum in garandum, in quantum tangit ipsum, et ob hoc dilacionem sibi concedi et adjornamen-
tum, sibi concedetur. Quod verum intelligas, dum tamen prius super hoc non
10 fuerit litem contestatus; et idem esset in similibus casibus : quod reputo nota dignum.

II fallacia in injuria.

Item, ubi pro garando citatus refutat expresse suscipere garandiam, et reus, qui protestacionem fecit de defendendo causam ipsam suscepit, debet protestari contra garandum de dampnis, expensis et interesse.

Quando.

III fallacia in sententia.

Item, si nomines judicantes in aliqua curia dicant se non peritos pro aliqua causa judicanda, et medio juramento, habent causam remittere suo superiori, pro judicando, qui, ipsis penitus exclusis, habebit judicare, et ut vollet, et ipsi neccessario habebunt illud prononciare; et, si a dicto judicato appelletur, et ipsi propter hoc trahuntur in causam, possunt superiorem
20 suum in garandum vocare, nisi opponeretur eos de falso reperto facto superiori; quare tunc ipsum in garandum vocare non possent, et tunc tanquam pro facto proprio tenerentur.

Ad evidenciam hujus materie sciendum est quod, si actor se non pre-
25 sentaverit, tunc hec dilatoria que vim habet peremptorie, ut supra dictum est, primitus proponi consuevit in curia; que, si proposita non fuerit per reum, antequam se posuerit in defensione vel aliquas eciam defensiones proposuerit, videtur ipsum ut presentatum admisisse; et ideo modo ipsam proponere non potest. Ita dictum fuit pro domino Jo. de sancto Germano
30 in parlamento anni XXV. Quod verum est, nisi in casu ubi curia injungeret ei ut procederet ultra sub protestacione, si sit presentatus, quod valeat quod dicet; alias non.

Rubrica de excepcionibus.
Non sui iudicium.
Non suspecti.
Excepcio non presentacionis;
non procuratoris;
non gracie principis;
non adjournamenti;
nullius vel minus apti;
remissionis que se-
quitur :
quare nullus remitti-
tur
nisi adjournatus.

Item, secundo objicitur excepcio procuracionis vel fundacionis; et in hac curia frequenter dicitur ut pars procedat sub protestacione si sit fundatus;
35 et postea facit sibi ostendi procuratorium; quo viso, opponit que vult; vel non procedit, nisi vellit, donec viderit. Et istam, ante litem contestatam scilicet quod esset fundatus, et eciam post litem contestatam, posset propo-
nere, cum nemo sine actione experiatur. FF. de negligentia l. si pupilli C. fi. quare interest curie ut iudicium non sit delusorium.

Tercio opponitur excepcio gracie ubi actor non est presens in iudicio, sed ejus procurator; dicitur enim ei : non habetis graciā, quare admicti non debetis. Et circa hoc est insistendum : quare actor, qui est de patria consuetudinaria, non potest per procuratorem agere, nisi habeat graciā a rege et fit gracia : quare, si principaliter sit bonus homo, erubescit malam
45 causam sustinere; sed procuratores, cum non constituentur de melioribus hominibus, ut in pluribus, magis de facili laxant consciencias. Audivi quod illa non est ratio; sed quare, quando principales persone sunt presentes, magis honoratur sedes iudicis, maxime ex presencia comitum et baronum

Actor absens non potest age-
re sine littera gracie, et que est
ratio vide.

et aliorum magnatum; et hec ratio maxime concludit in sede parlamenti, que est sedes regni capitalis, et omni digna honore.

Et sciendum est qui sunt illi qui non indigent gracia, ut per consequens sciamus qui sunt illi qui indigent. Et primo actor potest se presentare sine gracia et per procuratorem; dum tamen ipsam habeat in iudicio, cum suam causam incipit litigare, vel actor sit tunc presens in iudicio, et sufficit. Item, gracia generalis in parlamento et extra, semper bona et sufficiens est pro parlamento, ut si fuit in parlamento vel extra, etc. Secus, si extra.

I fallacia.

Item, procurator rei non indiget gracia.

II fallacia.

Item, nec procurator actoris indiget gracia, si sit de patria que regitur jure scripto.

III fallacia.

Item, procurator prioratus conventualis recipitur sine gracia; si autem esset non conventualis prioratus, indigeret gracia. Ita dictum fuit in parlamento anni XXV, pro domino Guillelmo Roberti de Gugolio, contra quemdam priorem.

III fallacia.

Item, procurator actoris admittitur in curia sine gracia, ad petendum utilitatem defectus, cum reus primo defecerit, et fuit adjornatus ad sequens parlamentum ad videndum utilitatem dicti defectus judicari; secundum quosdam. Sed credo contrarium, etiam de stillo, cum actor ex hoc possit causam suam lucrari.

V fallacia.

Item, procurator actoris etiam sine gracia admittitur, in parlamento ubi petit commissionem renovari. Ita dictum fuit per curiam, in parlamento anni XXV, pro comitissa de Guines, contra dominum de Coussy.

VI fallacia.

Item, procurator episcopi vel alterius prelati, vel capituli, vel [ubi agit conjunctim cum suo collegio], collegii admittitur in parlamento, sine gracia.

VII fallacia.

Item, procurator ville alicujus, vel alterius, vel habitantium universitatis, admittitur sine gracia, sive agat, sive defendat. Ita dictum fuit per procuratorem majoris et juratorum Montis-Marciani in Boarnio, et pro illis de Longuo-Campo in parlamento anni XXIII.

VIII fallacia.

Item, quarto excepciones que proponuntur contra adjornamentum omnes alias precedunt, preter superius dictas, et excepta declinatoria fori, que ipsam precedit; et ideo si reus ambas simul proponere velit propter abbreviacionem, non debet audiri. Ita dictum fuit contra ducem Aquitanie, pro domino Gaillardo de Mota. Et hoc verum est nisi prius adjornamentum approbaret. Secus, in aliis exceptionibus: quare alias proponendo, tacite adjornamentum approbat. Sed, si curia te velit super pluribus diversis excepcionibus admittere, ad proponendum ipsas simul, debes proponere illas, cum protestacione quod per secundam non intendis recedere a prima, et sic de aliis; et petas tibi jus dici seriatim, in quacumque, juxta sui ordinationem et naturam. Sed quidam dicunt hoc quod dictum est: declinatoriam fori et excepciones contra adjornamentum, simul proponi non posse; hoc habere locum cum illis qui sunt de extra regnum istud; sed in regnicolis dicunt hoc posse: quare hoc non est declinare, sed potius remissionem petere fieri. Nam, cum curia sit superior, non videtur velle occupare, vel usurpare jurisdictionem subjectorum pro causa modica; sed cautella est, quod primo declinatoria proponat dicendo contra adjornamentum.

IX fallacia. Item, regula locum habet, in petitione formata; secus, si petat inquestam recipi vel arrestum executioni mandari accessorie.. vel etiam articulum expediri incidentem. Item, post litem contestatam non requiritur gracia. Item, ubi ad petitionem rei actor remittitur in parlamento, alias, ibi cogitur litigare, sive in causa appellacionis vel alia. Nisi uterque hec impetraverit, actor non tenetur facere fidem de gracia.

Item, si aliquis conveniat reum actione personali ad debitum, et reus

proponat excepciones, pacti de non petendo, vel soluciones, vel similes, videtur tacite debitum confiteri; et, de stillo presentis curie, licet sit paratus ipsas probare, et ad hoc se offerat, tenetur tamen implere manum curie de tanto quantum petitur. Alias, ad ipsas probandas, non admitteretur; et
 5 est modus loquendi : que il nantisse et emplisse la main de la court. Et est ratio : quare debitores maliciose et causa deflugii hoc proponerent, ut res et bona, de quibus posset fieri incontinenti satisfactio, interim pendente dicta probacione, possent alongare vel consumere.

Effectus ; tacita confessio.

Idem est, si quis excepcionem peremptorie contra litteras baillivie : quare tenetur munire. Secus si, per viam oppositionis, se opponat antequam creditor suas litteras velit executioni demandari.... Forte ita dicit.

Item, sunt quedam excepciones que sunt valde anormale, ut : si bona aliqujus sint saisita propter crimen sibi impositum, et propter ejus contumaciam,
 10 quare, vocatus ad jura regis, noluit venire incontinenti; et dum nominatur et se offert paratum stare juri, super impositis, et curia velit quod respondeat petitioni et denunciacioni, potest dicere : Bona mea posuistis ad vestram manum, peto ea mihi recredi prius, cum ob istam causam ea detineantur,
 15 occupata. Et est bona recredencia, et alias non tenetur respondere nisi in casu, ubi sententia contra ipsum coutumacem lata fuisset, a qua ille appellasset ad presentem curiam ; quare tunc ipse causas prius justas, pro se absolvendo, deberet proponere, ad finem quod contumaux non valeat reputari. Quo facto littere ipsi ad recredenciam traduntur. Ita dictum
 20 fuit in parlamento anni XXV pro parte regis contra vice comitem de Meleduno (?)

Item, est autem excepcio similis proxime : quare, cum agitur contra aliquem super saisina per modum novitatis, et res contenciosa posita sit ad manum judicis coram quo agitur reus, ita potest excipere quod non tenetur procedere coram ipso, donec manum suam appositam in ea re amoverit; per
 25 exemplum quod sequitur. Abbas sancti Benedicti, super Ligerim, agebat super novo impedimento, contra dominum de Lineriis, qui dicebat habere explectam scindendi ligna in quodam memore illius abbacie, pro quodam furno cujusdam ville sue, coram baillivo Aurelianensi. Dominus de Lineriis dicebat
 30 se non teneri respondere in dicta causa, donec dictus ballivus manum regiam, in dicta explecta positam, amovisset; exinde peciit super hiis jus sibi dici. Ex adverso dicebatur hoc non debere fieri; quare ipse dominus, cum dicto abbate, per duorum vel trium dierum assignaciones, processerat; et quod predicta non pecierat. Dictus baillivus pronunciavit quod dictus dominus
 35 dicto abbati responderet, et quod dicta manus non amoveretur. A qua sententia fuit appellatum, et ad hanc curiam. Dictum fuit per arrestum curie bene appellatum et male judicatum.

Item, excepcio prescripcionis impedit litis contestacionem, ut apparet per sequens exemplum. Major et jurati sancti Quintini, in Viromandia, faciebant
 40 questionem, super proprietate procuratori regis, et Quintino le Chambellanc, super homagio et pedagio burgensium dicte ville. Proposuerunt dictos majorem, etc., non habere aliquam actionem contra ipsos, pro eo quod saisina eis, super premissis, fuisset judicata, ipsi inservato jure super proprietate; infra annum, contra ipsos debuerant adjornamentum impetrasse, quod non
 45 fecerunt : quare, secundum stillum curie, ceciderunt a jure, quod in ipso habebant. Item, quod anni XXX lapsi fuerant, quod ipsi habuerant dictum arrestum, et quod ex tunc premissa levaverant continue, et quod sic jus proprietatis acquisierant in premissis, cum tamen X anni inter presentes, XX

Exemplum.

inter absentes suffecissent, et exceptio prescripcionis impediēbat litis contestacionem. Propositum fuit in contrarium, quod ymo super dicta saisina habuerant arrestum, in anno proxime preterito non fuerat parlamentum, reservato eis jure super proprietate; et quod, considerato dicto arresto, et quod anno proxime preterito non fuerat parlamentum, et quod ex tunc nil poterat eis imputari; et considerata dicta reservacione, et quod exceptio prescripcionis non est de illis que impediunt litem contestatam, ut patet per L. fi. FF. Ad tertull. et ad exhiben. L III § ibidem et § de quibusdam, ipsi dicebant admitti ad agendum. Curia, considerata negligencia partis actricis, XXX annorum a primo arresto citra, et considerato quod arrestum, de quo dicta pars fecerat mencionem, fuit declarativum primi, et quod sic per ipsum vel alicui dictarum parcium de novo datum vel diminutum [nichil] dici debebat, dictum fuit per arrestum curie in parlamento anni XXV : Quod dicti major et jurati non admitterentur ad dictam actionem proponendam. Et sic ex causa ista potest moveri quod dictum est.

Item, per arrestum declarativum alicujus alterius, licet aliquem reservacionem contineat, non litigato super ea nichil novi tribuitur.

Item, in parlamento, vel alibi in curia laicali, excepciones heedem, seu varie, non proponuntur, nisi semel, ad eundem finem; sed ad diversos fines bene possunt proponi.

Item, ubi pars rea incipit proponere peremptorias ante dilatorias, facit sibi prejudicium in dilatoriis; quare tunc ad aliquam dilatoriam proponendam non admitteretur, et hoc propter preposteracionem. Et est ratio: quare lis ita est inchoata et contestata per propositionem exceptionis peremptorie. Et hoc verum est, nisi peremptoriam, in modum declinatorie, proposuerit, quod potest cum protestacione quod eam proponit in modum dilatorie.

Item, caveat reus quod omnes excepciones, ad unum finem tendentes, hoc ordine simul et semel proponat, et non debet ultra procedere, nisi in casu ubi curia hoc ordinaret; quod dat re[gula].

Item, excepciones que proponuntur; et si eri unam declinatoriam proposuisset, et plus vellet alia die proponere, non audiretur.

Item, est alia exceptio que est valde anormala; sed frequentatur valde, in curia parlamenti. Nam, si reus sit mortuus in quacumque parte litis, et actor non fecerit ejus successores ad proximum sequens parlamentum readjornari, ad resumanda arramenta¹; et licet successor ejus presentaverit² se in dicto parlamento, si actor petat ulterius procedi in causa, poterit exipere: non readjornasti me ad hoc parlamentum, licet satis haberes de tempore; quare peto congedium. Et non est dubium quod habebit ipsum³. Ita dictum fuit in causa proprietatis, contra Enguerrandum de Nugala, pro hospitali sancti Johannis; et in causa possessionis, pro eodem hospitali contra Comitem de Pontieu in parlamento anni XXVII.

Item, si adjornetur simpliciter successor processurus in negotio suscepto in curia cum predecessore suo, non contento in adjornamento expresse, et per talia verba: resumpturus arramenta, non tenetur virtute talis adjornamenti, procedere in causa. Sed potest excipere: readjornasti me simpliciter et debebas me readjornare resumpturum arramenta; sed non teneor proce-

Rubrica de adjournandis heredibus mortui et resumpcione arramentorum et exceptionibus non adjournati.

1. Vel dimittenda alternative, vel dicit, ut § de re judic. L. milit § X.

2. Talis commissio ad adjornandum debet impetrari ante parlamentum, alias, si post inceptum, non valet. Fallit propter justam ignoranciam, vel aliam excusacionem. Item, fallit si dicatur nonobstante quod se deat, quo casu valet, nisi forte satis de tempore habuerit ante parlamentum; quo casu, cum jam esset reo jus acquisitum, videlicet per negligenciam, lis erat interrupta, commissio videtur subrepticia.

Arrestum.

3. Nisi partes fuerint in arresto. Item, fallit propter brevitatem temporis, quo casu actor recipiet unum comparuit et adjornamentum.

Qualiter.

dere, quare minus sufficienter adjornatus; sed peto congedium. Et habebit ipsum.

Item, illud quod dictum est: quod readjornandi sunt successores mortui¹ rei et cetera, alias non tenentur, dictum est de heredibus. Nam verbum successor non tantum comprehendit heredes, sed etiam quosque alios successores, in aliqua re. Et ideo sive litigetur cum privato et singulari, sive cum prelato, vel de proprio patrimonio, vel de patrimonio ecclesie, vel de actione personali, locum habet quod dictum est.

Omnes, si tamen unus solus vel plures valet adjornari, quare causa est divisa, per L: et potest actor uni remittere et alteri non.

1. Puta baillivi contra quem agebatur, super causa novitatis, ratione cujusdam expecti non domini, nomine cujus fecerat, nisi causa esset in processu.

Item, si actor sit mortuus, numquid reus habet readjornare heredes, vel successores actoris? Dico quod non; sed ipsi sine adjornamento debent, et possunt², arramenta sua resumere; et posset esse quod causam amitterent, si adjornamentum de novo impetrarent, ut in causa novitatis, et in causa appellacionis.

2. Item, si maritus agitatione personali, pro rebus uxoris, vel agit de saisina sine uxore, quod potest esse de consuetudine, mortua uxore, heredes ejus, seu omnes vel primogenitus potest resumere, sine citacione seu presentacione, quamvis etiam solus maritus nomine suo esset in processu, et nichilominus maritus continuabit processum, pro fructibus et expensis. Fo. et rubrica.

Item, caveat reus ut non faciat adjornari heredes vel successores actoris, ad resumendum, etc.; quare, si hoc faceret, licet illi essent in negligencia, in readjornamento faciendo, tamen relevarentur per diligenciam rei super hoc factam. Et idem esset, si successores rei actorem fecissent adjornari resumpturum. Et ideo, si successor rei diceret actori: non fecisti me readjornari, replicaret actor: non feci; quare tu super hoc me feceras adjornari, quare in vanum me vexassem super hoc. Ita vidi consilium prioris Montgniaci concordare contra dictum priorem, qui fecerat readjornari dominum Belli Joci, ad resumendum arramenta, etc.

Item, filius post mortem matris et ejus pater, tanquam legitimus administrator, et si uxor et maritus sunt conjunctim, pro re uxoria, mortuo marito, mulier non tenetur resumere. Idem, in abbate et conventu quia re, mortuo abbate, solus abbas subrogatus resumit.

Quod autem dixi heredes actoris posse et debere arramenta resumere in sequenti parlamento post mortem predecessoris sui, etiam sine adjornamento; hoc verum est si presens sit reus, et se presentaverit in dicto parlamento. Alias, si sit absens et dicat, in absentia rei, se resumere arramenta, et petat defectum contra reum, qui se non presentaverit, non habebit eum; quare non fecit eum de novo adjornare, eum processurum in causa, etc. Ita dictum fuit contra abbatem sancti Dyonisii, in Francia pro Guillelmo de Castrovallari, in parlamento anni XXVII.

Arrestum.

Item, heredes rei³ adjornati, ad resumendum arramenta, debent petere arramenta ostendi, et, eis visis⁴, possunt incontinenti resumere, si velint; vel petere diem appensamenti, ad aliud parlamentum; sed utilius est quod petant diem appensamenti.

3. De resumpcione, qualiter? Cum arramentorum exhibicione, cum appassamenti deliberacione. Item, per verba expressa, et sub modo, puta: si et quantum teneor.

Item, licet semel fuerint eis ostensa arramenta illo tunc cum pecierant sibi dari diem appassamenti, nichilominus poterunt petere ea sibi ostendi, cum venerit dies appensamenti; et habebunt eis iterato ostendi, antequam ultra procedere teneantur. Ita vidi ordinari per curiam in parlamento anni XXVII. Nescio si fuit registratum vel non.

4. Statim alias dominos requirat, quod pars compellatur in hac exhibicione; debet exhibens omnia exhibita signare parti clariter. Et in memoriam per cedulam ponere et tradere curie unam, et apud se aliam retinere, ut, si dubium sit de hiis que fuerunt exhibita, fiat fides..

Item, ubi plures sunt rei, et unus mortuus, nichilominus heredes mortui sunt readjornandi, per modum predictum; alias, posset cadere in periculo predicto, cum causa sic debeat. Ita vidi pronunciari per arrestum curie, in parlamento anni XXV, contra ducem Burgondie, pro priore Martigniacy et procuratore regis: quare dictus prior non fuerat post mortem predecessoris sui readjornatus, etc.

Arrestum.

Item, si adjornati sint heredes mortui, et peterent diem appensamenti ad aliud parlamentum, propter illos qui pecierunt diem appensamenti, causa debet super sedere, et hoc debet exprimi in continuacione; quare causa

connexa¹, licet ab inicio causa potuisset separari. Ita dictum fuit per arrestum curie in istis duobus casibus, anno XXVII, contra comitissam Attrabatensem, pro heredibus Nicolai de Pacyaco, civis parisiensis.

1. Nisi dicatur : quantum quemlibet tangit divisim vel separatim, vel conjunctim; vel nisi causa erat divisa, ut causa appellacionis contra homines judicantes et partem qui erant in factis contrariis.
Arrestum.

Item, ex hiis que dicta sunt patet quod, sive reus mortuus sit, sive vivat et actor mortuus sit, semper oportet actorem vel ejus heredem facere diligenciam ut faciat adjornare reum vel ejus heredem. Est ne aliqua differencia? dico quod sic, duplex. Prima est quod, ubi reus mortuus est, oportet ipsius heredes adjornari per verba expressa ad resumendum etc; alias heredes possunt petere comparuit et adjornamentum ad judicandum utilitatem comparuit. Secus in actore vel ejus herede; sed ubi reus vivit, actor autem mortuus, sufficit quod simpliciter adjornetur processurus in causa, licet non per dicta verba. Sed tamen bonum est quod semper exprimatur in adjornamento.

Secunda est quod, reo mortuo, ejus heredes readjornati semper habent diem appensamenti; sed, ubi reus vivit, actore mortuo, si heredes actoris ipsum fecissent citari, reus non habet diem appensamenti, sed tenetur ultra procedere, et est summa ratio : quare, cum ipse vivat, melius scit merita cause quam ejus heredes.

Item, quod dixi : successores mortui sunt readjornandi, verum intelligo, licet sint minores in baillia alicujus, et tunc ipsi baillium habentes sunt readjornandi; quare personalem causam deducerent in judicio baillium habentes, realem non; et supple hoc de materia resumpcionis arramentorum qua videbis infra, titulo de minoribus.

Unde in reali usque ad tempus etatis non tenetur resumere nec procedere, sed totum debet continuari, et quo ad alios supersedere; et ita debet continuari in alta curia regis.

Item, si aliqui sint in commissione in curia, et, defensore mortuo, heredibus suis readjornatis ad resumendum arramenta, ostensa sint eis arramenta quibus tunc nichil objecerunt, sed pecierunt diem appensamenti ad sequens parlamentum, et habuerunt eam, et ad dictam diem dicant se velle ea resumere; et pars agens petat commissionem renovari; et pars rea dicat ad hoc ipsam non debere admitti, nisi ostendat diligenciam suam, licet alia dicat se ad hoc non teneri; quare, cum dicta commissio sit de dictis arramentis, et cum ea ostensa fuerit, ipse videbit si fuit diligens aut non : et ad hoc nichil opposuit. E contrario obieebatur quod ymo; quare post diem appensamenti ipse representabat personam mortui qui hoc petere potuisset; dictum fuit per arrestum quod debet docere de diligencia, et quod alia commissio non renovabitur. Ita dictum fuit contra comitissam Attrabatensem pro domino Symone de Nigella, filio domini Guidonis, in parlamento anni XXVII.

Si aliquis resumpserit in causa appellacionis non ob hoc videtur causam principalem resumpsisse; quare diverse sunt instancie. Est autem effectus resumpcionis habilitas ad allegandum seu impugnandum, quia antea non potest impugnare arramenta, adjornamentum tamen potest impugnare. Item, habilitas ad se juvandum etc. Autem, si velit se juvare allegando aliqua fore attemptata contra processum et litis pendenciam, petens ea revocari, non auditur.

Arrestum.

Ubi aliquis facit mencionem in plediando de aliquibus actis curie vel litteris regiis, eas tenetur exhibere parti adverse, antequam teneatur respondere; sed secus de literis et instrumentis quibus dicit se velle uti et in modum probacionis. Nam eas non tenetur edere, nisi cum eas producet. Et ita dictum fuit mihi pro appellacione de ducatu Aquitanie contra ducem in parlamento anni XXIII : scilicet quod non tenetur exhibere appellaciones; quare in modum probacionis venirent, sed solum arramenta et rescripciones.

Rubrica an pars habeat facere fidem de hiis que proponuntur, antequam respondeat.

Item, ubicumque aliquis dicit se saisitum de re, que de jure communi in persona sua cadere non potest, et allegat super hoc previllegii titulum, incontinenti debet docere de previllegio, antequam pars sibi respondeat. Ita

dictum fuit per curiam in parlamento anni XXIII, contra procuratorem ville de Tornaco, pro procuratore decani Tornacensis.

Arrestum.

Item plus, cum aliquis ad fundandum aliquam saisinam, talem de qua proxime dictum, est allegat titulum qui est contra jus commune, et cum hoc habet privilegium, tenetur docere in continenti de privilegio et titulo, antequam pars sibi respondeat, et est ratio : quare, licet aliquis non teneatur dicere titulum sue possessionis, nisi vellit, juxta L. cogi C. de petitione hereditatis; ac tamen ubi actor allegat titulum, tenetur docere, potissime cum esset contra jus commune. Ita dictum fuit per dominum Jo. de Cherchemonte, tunc cancellarium Francie, contra majorem et juratos Sancti Quintini Viromandensis, in causa novitatis dicte ville. Et ideo peccavit advocatus qui talem titulum allegavit.

Secus, si secundum jus vel preter jus; quare tunc non tenetur.

Arrestum.

Pro evidencia hujus materie sequitur tenor littere regis super facto duelli per modum ordinacionis emanate :

Rubrica de duello et provocatione ad duellum.

Philippe, par la grace de Dieu, roy de France, à touz ceulx qui ces lettres verront, salut. Savoir vous faisons que, comme ça en arriere, pour noz guerres et pour autres justes causes, pour le commun prouffit de notre royaume eussions defendu à tous noz subgiez toutes manieres de guerres et touz gaiges de batailles; et pluseurs malfaisans se soient avanciez de faire homicides et autres malefices, pour ce que, quant il les ont fais couvertement et a recoy, il ne pevent par tesmoings estre prouvez : pour ce que nous en avons fait pour le commun prouffit ne doint aux mauvais cause de mal faire, nous avons pourveu que, où il apparra evidaument omicide ou autre malefice, grief, larrecin, excepté de quoy painne de mort se doye ensuir, avoir este fait en traison où en recoy, si que celui qui a le mal fait ne puet estre convaincu par tesmoings, ne en autres manieres souffisamment, Nous voulons que on en püist, en deffaulte d'autre preuve, sauf ce que indices ou presumcions semblables à voir soient de tel fait souspeconneux, appeller de gaigne de bataille, et souffrons en tel cas, et en ce cas tant seulement, nous nous attrempons notre defense es lieux et es terres, esquelles gaiges de bataille avoient lieu et esté acoustumées avant ceste defense. Et n'est mie nostre entencion qu'il soit rappelez, ne attrempez en nul cas devant la date de ces lettres, des quieulx absolucions ou condempnacions sont faites ou enquestes faites, afin que l' en les puisse jugier ou absouldre ou condempner. Et n'est mie notre entente que ceste defense soit rappellée ne attrempée en nul cas qui ne apparroit évidemment que le fait feust advenuz. En tesmoing de ce, nous avons fait seeller ces lettres de notre seel. Donné à Paris, le merquedi apres la Trinité, l'an de grace mil trois cens et six.

In quibus delictis seu criminibus.

Ex tenore istius littere nota quod quatuor requiruntur ad hoc quod, contra aliquem, vadium pro duello judicetur, ad finem quod ostendat quod in proposito duellum sequatur.

Primo, quod casus capitalis propositus contra aliquem ad finem duelli requirat penam mortis.

Secundo, occultus quod prodicionaliter et in occulto factum fuisse proponatur, et taliter quod per testes vel alias sufficientes probari non posset quam per duellum.

Quid quero, si factum sit notorium, tamen mandatum vel ratificacio ex quibus agitur, sunt occulte.

Tercio, quod ille, qui super dicto casu provocatur, de dicto casu per indicia vel presumptiones verisimiles habeatur suspectus.

Presumpcio.

Quarto, quod evidenter appareat factum, de quo taliter provocatur, contigisse.

In esse notorius.

Item, ex textu dicte littere, licet ex latrocinio mortis pena inferri posset, tamen propter ipsum non posset quis provocari ad duellum. Item, nota quod, ubi aliquis casus, excepto latrocinio de quo pena mortis inferri possit, contra aliquem ad finem duelli proponitur, sufficit, si provocans dicat provocatum, dictum malefactum per se vel per alium, licet non nominet certum, commississe, ad hoc ut, aliis supra dictis concurrentibus, ibi cadat duellum. Ita dictum fuit per arrestum curie contra Karolum Artus pro Rogero de Andusia. Item, si casus peditus generaliter proponatur dicendo : talis interfecit vel fecit interfici unum virum prodicionaliter, talis propositio esset insufficiens et indigna responsione, de stillo hujus curie; quare oportet declarare locum in quo malefactum fuit perpetratum, et tempus, et personam interfecti; non autem oportet declarare horam. Et ita dictum fuit inter partes predictas, et eciam, in causa duelli, pro Armando de Monte Acuto contra Amerincum de Duroforti, in presenti curia mota.

Qualiter ; cum verbali declaratione.

Arrestum.

Item, si contra hanc constitutionem duellum fiat, nullum est iudicium, vel saltem annullabitur per hanc curiam; et quidquid in contrarium gestum erit super premissis revocari poterit. Ita dictum fuit in causa episcopi Briocensis, qui fuit comprehensus restituere equos et arma Guillelmo de Bosco Boiselli et Ja. Ignoti, qui inter se duellum fecerant ex sententia senescalli temporalitatis dicti episcopi, contra constitutionis predictae tenorem.

Britania.

Sciendum est quod advocatus, qui intendit proponere causam vadii pro duello, non debet properare ad hanc propositionem faciendam, sed mature et cum reverencia debet se, super hiis que dicturus est, excusare penes curiam, et penes partem, et super hiis proponendis licenciam a curia petere. Item, debet precavere quod, dum concludet, non dicat, et, si predicta negaverit, cum non possit ea probare per testes vel alias sufficienter, offert se ea probaturum de suo corpore contra suum vel per suum advocatum in campo clauso, et ipsum reddere mortuum vel devictum, facta retenua de equo et armis et aliis decentibus nobili homini et clericali qualis ipse est. Si enim concluderit per copulativam, ad utrumque se obligaret, et ad vincendum, et ad interficiendum; unde ex multis periclitari posset, et videbitur infra peragendum pro reo. Item, debet precavere ut faciat mencionem de advocato; quare, si non faceret, per se ipsum oporteret quod duellaret. Ita fuit objectum magistro Hugoni Fabrifortis, in causa duelli quam proposuit pro Armando de Monte Acuto contra Americum de Duroforti. Item, caveat quod faciat retenuam de equo et armis, ut supra dictum est; alias pedester cum armis unius pugilli oporteret ipsum duellare; et sunt quidam qui dicunt hoc de consuetudine gallicana. Sed consuetudo esset minus aspera; quare, [licet] in talibus minime exprimeretur, tamen videtur se tacite obligare ad talia peragenda cum armis que ipsum decent, secundum ejus statum : sed tamen consilium est ut nichil omittat.

Rubrica : que respiciunt solum actorem in causa duelli.

Rubrica de modo excusationis advocati et propositione in Galico.

Messeigneurs, j' ay à proposer pardevant vous contre Monsieur, tel que je voy là; et, se la partie est chevalier, pour Monsieur tel, lequel est cy,

aucunes choses esquelles il chiet villenie, et, se dieux m' aist, il m' en poise. Car, tant comme j' ai vescu, je ne vi oncques ou dit tel que bien et honneur; mais ce que je entens à dire et à proposer contre luy, je le diray comme advocat de ciens, pourtant comme ma partie le me fait
5 entendant et vult que je le die et propose; et m' en advouera, se il lui plaist, et promis le m' a en presence de vous et le m' a baillié par escript, en substance et le tiens en ma main; car jamaiz par moy ne le feisse, car le dit tel ne me fist oncques mal, ne je à lui que je saiche et pour ce le entens à dire; car ce fait à ma querelle et autrement elle ne se
10 porroit soustenir à la fin, à laquelle je doy tendre et aussi que vous, mes seigneurs, savez miex que moy, chascuns advocat doit dire ce que à la querelle de son client fait especialment; nous de ciens y sommes tenus par serement et aussi est il raison que chascun le face; pourquoi mais que il ne vous desplaise et que vous me vueillies otroier que je le die
15 et propose de votre licence; et, avecques ce, je prie à Monsieur tel, que il me le pardonne; car, se dieux m' aist, en tous autres cas, je le serviroye et obéiroye à son commandement; mais en cestui convient il que je fasse mon devoir, car je y suy tenus. Item, la court lui dira : Or, proposez votre fait ou querelle et vous prenez garde que vous ne diez chose
20 en laquelle chiée villanie, qui ne face en votre querelle; car la court le vous deffent. Item, l' advocat doit dire : Sire, je ne dirai chose de quoi je ne soye advouez, et qui ne face à mon escient à ma cause; et, se dieux plaist, je me garderai de mesprendre. Et, ce fait, doit il proposer son fait au mieux que il pourra au prouffit de sa querelle, par les plus belles
25 parolles et mieux ordenées que il pourra et au plus entendiblement, et, ce fait, il dira ainsi comme il s'ensuit. Sequitur conclusio actoris :

Mon fait ainsi proposé, comme vous, Messeigneurs, avez oy, je conclus ainsi : que, se le dit tel confesse les choses que j' ai proposées estre vraies, je requier que vous le condempnez avoir forfait corps et biens au roy,
30 nostre sire, pour les causes dessus dites, ou que vous le pugnissiez de tel poine que drois, us ou coustume, ou la nature du cas proposé désire; et, se il le nye, je di que Monsieur tel ne le pourroit prouver par tesmoings, ne autrement souffisamment; mais il le prouvera par lui ou par son advoué en champ clos, comme gentil homme, faite retenue de cheval
35 d'armes et de toutes autres choses nécessaires, prouffitables et convenables à gaigne de bataille, et en tel cas, selonc sa noblece; et lui en rent son gaigne.

Item, postea si possit nichil obici de premissis, debet proponere quecumque poterit proponere ad finem quod duellum non cadat super propositis. Quo facto, debet concludere ut sequitur : Conclusio rei. Et en cas que la court
40 regarderoit que, ou fait que l' adverse partie propose chairoit gaigne de bataille, et il nye les choses proposées au contraire, et dit que celui qui les a fait proposer ment, et que il s' en deffendra comme loyal et bon gentil homme, que il est, par lui ou par son advoué, faite retenue de dire, etc. (ut supra in actore dictum est) et en baille son gaigne; et lors
45 le défendeur doit dire à la court, avant ce que il rende son gaigne : Messeigneurs, je di que de tout cieulx homs a fait proposer contre moi à tel avocat et il l' en a advoué et trait son gaigne contre moi, il ment comme mauvaiz, que il est, du dire et de tout ce qu'il lui a fait dire

et proposer, je lui nye tout; et di, en cas que vous regarderez que gaige de bataille y chiet, je m'en défendrai comme gentilz homs que je suy, bons et loyaux, et comme celui qui n'a tort en la cause contre moi proposée, [et voicy mon gage. Et le doibt jecter.]

5 Item, nota ex hiis quod, ante predictam oblacionem factam, debent prius negari ex adverso proposita, et non sine causa; nam si prius dictam oblacionem fecisset quam dictam negacionem, contra ipsum proposita videretur confessus de consuetudine, quod esset valde periculosum; nam si ipse esset confessus omnia sibi objecta, non esset locus duello. Item,
10 caveat reus in concludendo, ut non dicat ultra supradicta : « et eum reddam mortuum vel devictum; » quare tunc, ut actor, se obligaret ad unum de hiis; quod non faciet, si solum dicat ut supra dixi; quare si dicat: et ego defendam me, etc., ut supra, et non ultra procedat addendo dicta verba : et reddam eum, etc., sufficiet sibi, licet nihil faceret in campo, ad
15 lucrandum causam, nisi adversarius eum visitaret [sic]. Et idem esset si adversarius se non presentasset; quare in istis casibus lucraretur causam suam, quod non esset in casu in quo dicta verba protulisset in primo casu; licet in alio secus.

De presentacione que fit in campo.

20 De consuetudine debet presentare actor, antequam labatur meridies, et reus antequam nonam [sic pour nona]; aliter quicumque defficeret cadet a causa sua. Item, fit presentacio, coram connestablaro Francie, ad campum, qui in hoc casu representat personam regis, et fit die et hora statutis. Item, fit per verba que secuntur :

25 Monsieur le Connestable, veez ci tel homme, lequel par devant vous, comme celui qui en tel cas représentez la personne du roy notre sire, se présente à tout son cheval et ses armes et en habit de gentil homme et de homme qui doit entrer en champ, pour combattre contre tel homme, ou nom de Dieu et de madame sainte Marie, sa mère, et de saint George,
30 le bon chevalier, au lieu et au jour et à l'heure à lui par le roy, mon sire, et par sa court assignée, et par la coustume, ou au jour continué de par le roy mon sire, etc., de tel jour à li assigné par la court de parlement, ou par le roy; et soy offre en aide Dieu, etc., et s'appareille à faire son devoir, par lui ou par son advoué, des choses qu'il a faites proposer
35 contre ledit tel; par lesquelles gaige de bataille a esté jugié entre eulx en parlement, par la manière par laquelle la dite cour a ordené; et vous requiert que vous lui faciez partie et baillie de champ; et offre soy par lui ou par son advoué de faire son devoir à l'aide de Dieu. — Secuntur verba protestacionis: — Et fait protestacion et retenue, tant pour lui comme
40 pour son advoué, d'avoir son advoué, de muer et de changier ses armes et son cheval, tant pour lui comme pour son cheval, de descendre et de remonter, et de restraindre son cheval et d'eslargir, et de combattre à pié ou à cheval, et de soy aidier de toutes ses armes et de chascune d'icelles, et de laisser celles que il avoit prises premièrement, ou
45 doit prendre, et de prendre autres, et de laisser celles que il auroit laissiées premièrement, ou autres; et de toutes les choses dessus dites, et de chascune d'icelles faire, lui ou son advoué, toutes fois et quantes fois que il lui plaira, et que Dieu lui en donrra aisément du faire. Item, fait pro-

testacion que, se le dit tel portoit autres armes ou champ que il ne pourroit ou devroit porter par la Constitution de France, que ycelles lui soient ostées, et que en lieu d'icelles nulles autres ne ait, ne ne puisse avoir. Item, fait protestacion que, se il plaisoit à Dieu que il ne peust desconfire
5 ne vaincre son adversaire de jour, laquelle chose il s'era, se Dieux plaist, que il puisse continuer la bataille du jour à lendemain, ou à tel jour, comme la cour donrra. Et encore fait protestacion expresse de dire et de faire et d'avoir tous les autres garnemens qui sont nécessaires ou prouffitables ou convenables à gentilhomme en tel cas, sont ou pourroient estre
10 en tel besoing. Encores fait protestacion expresse, en général et en espécial protestacion et retenue, que les causes dessus dites lui vaillent et prouffitent, comme se il de chascune chose, à lui ou à son advoué nécessaire ou prouffitable ou convenable en tel cas, faisoit espécial protestacion, et divisément par le nom dessus dit de chascune, et le recevez et ses protestacions, et ses choses dessus dites lui ottroiez.

Item, reus faciet similes protestaciones superioribus; item, dicunt quidam esse de consuetudine quod provocatus, antequam advocatus suus ad aliquam finem aliqua proponat, debet dicere que secuntur : Salvis et rettentis meis rationibus et defensionibus per me vel per advocatum meum proponendis contra proposita contra me, ad finem quod ibi non cadat duellum. Dico ego talis quod, in casu in quo curia judicaret super propositis contra me cadere duellum, dico quod talis mentitur de omnibus que contra me proponi fecit, et ego me defendam, etc. Nam, ut ipsi dicunt, si non demenciatur eum, antequam aliud proponat vel proponi faceret, haberetur pro
20 convicto, licet retenuam fecisset de defendendo; sed illud numquam vidi in curia observari, et credo quod superius dicta sufficiunt. Item, dicunt in utroque, quod, si post dicti vadii propositionem, recedunt a curia sine licencia curie, quod recedens habetur pro convicto; sed hoc non credo verum, quia non videtur mihi quod curia pro modica causa tantum
25 periculum pateretur; sed hoc posset habere locum et sustineri posset, si partes essent arrestate per curiam post dictam duelli propositionem, vel si recederet a villa Parisius, ad locum remotum vel ad patriam suam.

Provocans ad duellum debet portare armaturas, dum volet intrare in campum quibus volet se juvare in campo, et tenere capellum lassatum et visariam
35 bassatam, et se gerere [sicut faciet, cum cert]abit cum adversario suo; si autem faceret, in introitu campi, vel lanceam, vel scutum, vel galeam, vel arma alii defferre, dum intrabit, et ea non acceperit, antequam intraret campum, vel visariam galee levatam defferret, armis sic per alium delatis uti non poterit, et eciam oportebit eum sic duellare ut intrabit campum; de consuetudine Gallicana. Item, et contrario reus potest intrare campum
40 visaria galee levata; et ita consuetum est fieri; et potest facere defferri per alium, scilicet scutum et lanceam, et, post, potest se juvare, et ita consuetum est fieri; sed si fieret per actorem, quid fiat non vidi, nec audivi dici : sed propter periculum evitandum bonum est fieri ut dictum est. Item, postquam
45 ingressi sunt campum, coram eis propositis sacrosanctis Dei evangeliiis, et provocans accipiet provocatum suum cum manu sinistra et dextram tenebit super sancta, et dicet verba que secuntur : Homme, je te tieng par la main; par Dieu et par ses Sains, je t'ay appelé à bonne cause, car j'ay

bonne querelle contre toy, et que tu occeys tel homme en traïson; dont je te appelle; et que tu feis faususement et mauvaïsement, et que je n'ai pierre ne herbe sur moi par quoi je cuide vaincre, mais par l'aide de Dieu et de mes aïrmes, pour la cause du bon droit que je ai. — Item, 5 le défendeur fera, ainsi comme dit est, de le tenir par la main, et dira : Par Dieu et par ses Sains, j'ay bonne défense contre toy; et m'as appelé faususement et mauvaïsement; et as mauvaïse querelle contre moi; et que je n'ai brief, ne herbe, ne pierre, ne autre chose pour laquelle je doye vaincre; mais ne cuide, se ce n'est par l'aide de Dieu et de mes armes 10 et pour cause du bon droit que j'ai. Item, sciendum est quod, licet actor protestatus fuerit de et super premissis, juxta superius expressata, et licet velit descendere vel montare equum, vel alia facere de premissis, licet ipse posset licite facere secundum consuetudinem Galicanam, tamen adversarius, si vellit, poterit ipsum in descendendo interficere, vel eum gravare, prout 15 volet et Deus sibi administrabit, nonobstantibus protestacionibus suis, quibus non tenetur defferre, nisi volet, nec oportet in contrarium protestari.

Dominus Reginaldus de Ponte in curia Francie Bernardum comitem Con-
venarum adjornari fecit ad ea que, civiliter vel criminaliter, proponere vellet
contra eum, in presencia curie, ad certam diem. Ad quam proponi fecit quod, 20 cum quedam controversia fuisset inter dominum Gaufridum, ejus patrem, et dominam Margaritam, ejusdem comitis uxorem, super vicecomitatu Torone, demum mortuo dicto domino Gaufrido, et dicto Reginaldo, ejus filio et herede solo et in solidum relicto (sic), dictus comes ad dictam ejus uxorem in mortis tali periculo constitutam, quod evadere non poterat, dicte uxori 25 sue, que numquam pregnans fuerat, falsum partum supposuit vel supponi fecit, ad hoc ut dictum Reginaldum successione et bonis predicte privaret; et natum dictum partum ex ea publicavit; et, post tres dies, mortua dicta Margarita, dictus falsus partus, sicut, per incantamentum, venerat, recessit; et quod hic est actus, qui secrete, per unam personam, fieri poterat, et qui 30 secrete fieri consueverat, et quod per testes probari non posset. Sed, si dictus comes predicta vera confiteretur, petebat dictum comitem condempnari forefecisse corpus et bona; et, si negaret, dictus Reginaldus paratus erat ipsa probare, per se, vel advocatum suum, contra comitem dictum facta retenua, etc.

Item, proponi fecit quod, post mortem regis Ludovici, cogitans quod 35 regina Clemencia, remanserat ex eo pregnans, et quod bonum est piscari in aqua trobida, et quod discencio inter fratres ejus esset, si dicta regina pareret filium, super regimine regni, et si filiam, super regno : volens diminuerre jura regni et corone, que semper sunt, et quibus vassali, rege 40 mortuo, debent fidelitatem, contra sacramentum et fidelitatem veniens, prodicionaliter et falso venit ad dictum Reginaldum, et dixit sibi vel dici fecit quod se legaret cum eo per juramentum, et quod, si faceret, haberent a futuro principe privilegia, et ea que vellent, et quod essent domini ipsius; et quod finaliter, cum pluribus de partibus illis premissa attemptavit : 45 et quod dictus Reginaldus, ut bonus, v[n]oluit assentire; et hoc est crimen lese majestatis; concludens ut prius; et dictus Reginaldus advocavit ipsum; et projecit vadium; et postea advocatus dicti Reginaldi dixit quod premissa faciebat, ad hoc ut aliqua que sibi peteret non auderet refutare.

Dictus vero comes, ad finem quod ad dictam accusationem proponendam
admitti non deberet, et, si admitteretur, petitioni sue respondere non teneretur
tanquam inepte et obscure, et, si teneretur, quod in propositis non caderet
duellum; et, si non caderet, pars adversa dictum comitem, per viam accu-
sacionis insequi vellet, ad finem absolucionis, et hoc aliter [sic], similiter
petendo jus per ordinem, super proponendis sibi reddi sub protesta-
cione, etc. : proponi fecit quod a tempore regis Ludovici usque nunc,
elapsi erant XIII anni, et ultra, et quod ex tunc fuerunt quatuor reges
in Francia, et quod tanto tempus [sic] celasset premissa, et ipse in sui [sic]
proposicione confiteretur se vassalum et hominem ligium regis, et quod talia,
dum ad ejus noticiam prius venerant, tenebatur revelare domino suo cujus
honorem et statum tangebatur [sic], et non fecerat, confitebatur se proditorem,
domino nostro regi esse et fuisse; et sic non restabat, nisi executio in
corpore et bonis; et sic ad equalem accusationem, ut erat ultimo proposita,
vel minorem, ut erat prima, admitti non debebat, juxta L. neganda C. qui
accusar, non pot. Item, quia ipse pro pacificando, super his que propo-
nere intendebat contra ipsum comitem, licenciam obtinuerat contra ipsum,
absque eo quod dixisset regi et ipsum tangebant, etc., petiit jus super
premissis.

Secundo proposuit quod dictus Reginaldus petitionem suam in utroque
de dictis casibus fecerat alternative et non designando tempus vel locum
ubi premissa evenerant, quod facere tenebatur, juxta L. libellorum; quare
non tenebatur ei repondere, tamen [sic pour : tum] quia in tantis crimi-
nibus non est licitum vagari, tamen [sic pour : tum] quia premissa
declaracione suas defensiones proponere posset magis clare, et quod sic
factum fuerat in vadiis propositis, in presenti curia, per Reginaldum de
Andusia contra Karolum Artus, et Armandum de Monte Acuto contra
Aimericum de Duroforti; et petiit jus super premissis.

Item, ad tercium contra primam accusationem, licet dictum crimen
fuisset commissum per dictum comitem, quod ipse non fatebatur, proposuit,
in casu dicte accusationis, quod crimen partus suppositi, erat species
criminis L. Cornelia. de falsis. C. ad L. Cornelia. de fal. L. 1 et L.
cum suppositi FF. e. L. contra falsam, § 1, ex quo pena mortis non im-
ponitur ad litteram. cf. FF. I. L. 11, § fi et C. I. L. ubi enim utrobique
notatis (sic pour : notatur) : et quod sic ibi non cadebat vadium duelli, juxta
ordinaciones predictas. Item, quia si partus esset falsus vel verus per testes
probare poterat, FF. de. car. e. L. 11, § due. de questi. § cum extraneo, § 1;
et sic, secundum dictas ordinaciones, ibi non cadebat duellum. Item, quia
non proposuerat dictum comitem per indicia vel verisimiles presumpciones
de premissis suspectum, et sic, juxta ordinaciones non cadebat ibi duellum.
Item, dicta Margarita fuerat pregnans, et pro tali se gerebat, et pregnans
existens fecerat testamentum, in quo partum ex ea nascendum, heredem
instituerat, et sibi substituerat virum suum predictum, peperat sana existens,
excepta illa infirmitate quam pro illa habuerat, unam filiam vivam et
veram, signa partus de novo partu ex dicta domina habentem, in presencia
quam plurimarum personarum bonarum, et fuerat baptizata per tunc epis-
copum Carcassonensem; et quod, post dictum puerperium, dicta domina
Margarita per VI septimanas vixit, et, postquam decesserat, dicta filia viva

superstite, que post mortem dicte matris sue, vixit per VII septimanas; secundum quod non dicebat casum predictum evenisse, immo contrarium dicebat, scilicet non evenisse; nec ipsum suspectum pro hiis. Item, dato absque prejudicio quod ita accidisset, non commi[sisset] crimen, quia ligare se pro habendis libertatibus non erat res illicita. Imo sic se ligaverat ad regem Campani et Normanni. Item, quod non erat crimen lese majestatis, cum nec contra principem, vel ejus aciem, vel rem publicam factum proponeretur; quia comes post mortem dicti regis bene et fideliter se gesserat, et majora que essent in regno eidem commissa fuerunt, hoc offerens, prout in facto sunt, probaturum, negans etc.; et dictus comes ultra procedens, salvis protestacionibus pro ipso propositis, et reddito jure super utroque per ordinem expeditum, fuerat; et advocatus suus dixit quod, ubi curie videretur quod ultra procedere haberet, et quod vadium ibi caderet, facta retenua de equo et armis et advocato suo, dixit quod dictus R. menciebatur super premissis et se defenderet per se vel advocatus suus, ut bonus et legalis; et projecit vadium suum. Dupplicatum et tripplicatum fuit hinc inde: item, ad quatuor fines premissa proponere debebat. Item, dictum fuit per arrestum curie quod, nonobstantibus propositis, dictus Reginaldus admitteretur ad accusandum, et quod peticio erat responsionalis: item, quod, de primo casu, ad quedam preposita per dictum comitem probacio erat admittenda, licet criminalis esset de se; sed in secundo casu, nonobstantibus ex adverso propositis, inspecta natura ipsius, et quod in dictis ordinacionibus fiebat de eo expressa mencio, et aliter fuerat arrestum datum, super hoc vadium cadebat, et eum in curia pronunciavit.

Arrestum.

Nota ergo de stillo personam condemnandam pro tali crimine ad dictam accusacionem admitti. Sed forte ideo hoc fuit factum, quia forte dictus Reginaldus hoc revelaverat regi Philippo et eciam curie tempore dicte licencie impetrata inde; et hoc dixit advocatus dicti Reginaldi; et hoc forte constabat curie. Item, quod alternacio admittitur nec declaracio facienda erat. Item, quod solus conatus sufficit. Item, quod non oportet aliquem dicere suspectum.

Item, erratum fuit in premissis pro parte dicti comitis, primo quod advocatus suus ipsum non accusavit [sic, pour : excusavit], pro honore persone, secundo quod ad finem absolucionis non proposuit ut supra, licet ipse fecisset; tercio quod dictus comes vocavit eum denunciando proditorem falsum, et sic se quasi actorem dedit.

Rubrica de causa proprietatis.

Sciendum est quod, in causa proprietatis, in judicio, de stillo curie Francie debet dari peticio in scriptis, nisi in paragio, (secundum scoliam); et traditur curie; et debent dari tres ejusdem tenoris; et curia retinebit unam penes se, et due signate mittuntur per curiam cancellarie Francie: et sigillatur quelibet cum contrasigillo, et una restituitur actori, alia reo.

Qualiter; cum libelli oblacione.

Item, in causa proprietatis minor et sub agio constitutus litigare non tenetur, nec causam inceptam cum predecessore suo continuare; sed illa dormiet absque prejudicio partis, quousque dictus minor ad etatem legitimam pervenerit: et si procedit cum eis, non valet processus habitus in dicta causa. Et ita dictum fuit pro domino Karolo de Ebroicis contra abbatem sancti Dyonisii in Parlamento anni XXVII.

Quis potest judicari. Item, nullus potest causam patrimonii regis nisi per procuratorem generalis parlamenti.

Arrestum.

Item, si minor vel sub aagio constitutus, vellet movere questionem super

proprietate, et litigari super ea cum aliquo, vel causam motam per predeces-
sorem suum contra aliquem super proprietate alicujus rei vellet continuare,
non potest; sed, absque eorum prejudicio, dormiet, donec veniat ad legitimam
[etatem]. Racio est: quare de consuetudine ipsi circa talia nichil possunt
amittere neque lucrari; quod est contra L. non ideo. C. de procurato et
de jurejurando L. nam postea si minor.

Item, reputatur minor pervenisse ad legitimam etatem et perfectam, quo
ad antedicta, si sit nobilis, si habeat XX annos completos et inceperit
attingere XXI.

Item, in causa hereditagii regis vel proprietatis super patrimonio regis
nullus potest esse iudex, nec se intromittere nec cognoscere, nisi in curia par-
lamenti; nec alibi potest agitari preter quam in ea, nisi vel ex commissione
regis vel curie et de speciali mandato hoc fieret; et si aliter fiat quam
contra [sic, pour: supra] dictum est, per quemcumque fiat, annullabitur
per curiam et prononciabitur nullum totum quidquid factum fuerit super
premissis. Et ita dictum fuit per arrestum curie in negociis motis solum
[sic, pour: Montis olivi?] contra regem inchoatis. Sed super possessione senes-
callus vel baillivus possunt cognoscere; et ex tunc facta fuit ordinatio
per presidentem curie super premissis.

Item, quod dixi quod in causa proprietatis datur petitio in scriptis, fallit,
si partagium sit factum cum rege per aliquem super aliquibus certis rebus,
et alius conqueratur dicens de rebus suis partagium factum, quia, licet sit
causa proprietatis, non dabitur petitio in scriptis.

Ita dictum fuit mihi in facto rectoris insule in Lemovicinio.

Item, [in ypothecaria] ubi pars aliqua egit petitoria, in curia, faceret
partem adversarii saisitam, juxta stillum istius curie. Et concor. C. de
ali. mu. jud. causa fac. L. I. de efficit. L. I. insti. de. ac. § omnium
in fi. Et sic parti ree debet saisina adjudicari.

Item, si pars inceperit agere in curia petitorio, lite contestata, et traditis
hinc inde articulis, actor steterit per X annos et non processerit in dicta
causa; et, post, impetraverit adjornamentum contra partem ream et in parla-
mento dicat se habere saisinam rei de qua actionem super proprietate
moverat, et in dicta saisina indebite et de novo perturbaretur per partem
adversam, et pars rea dicat ipsum non posse dicere se saisitum, cum alias
egerit in presenti curia, rei vendicatione; sed actor replicet dictum proces-
sum fuisse interruptum propter lapsum dicti temporis, et imo non posse sibi
nocere, et se dictam saisinam interim acquisivisse seu acquirere potuisse
cum saisina, acquiratur per annum et diem: non audietur actor super dicta
saisina. Ita dictum fuit per arrestum curie pro episcopo Neviomensi (sic) in
parlamento anni XXV contra procuratorem regis et majorem et juratos ville
Neviomensis (sic).

Item, in realibus habet reus tres dilaciones, scilicet: consilii, vente et
garandi. Sed post dilacionem vente compellitur reus respondere, nisi propo-
nat se habere garandum. Et hoc idem esset post garandi dilacionem, com-
pelletur respondere. Sed posset dilaciones suas proponere, sed declinatorias
non, quia per processum habitum videtur curia[m] in judicio approbasse.

Sed hoc fallit in declinatoria per quam peteret remitti ad judicem sub
quo res est; quare illam posset proponere post. Racio: quare venta ostendit

In nobilibus... sufficit vil-
lanis XIII, secundum sco-
liam.

Quis potest judicare.

Item, actor debet docere de
statu processus per memoriale,
nec sufficit se referre ad regis-
trum, nisi status fuerit habitus
in eodem parlamento.

Eciam si in causa possessio-
nis precedentis dilaciones vente
et guarandi fuerint date. FF.
de. ac. pos. L. naturaliter §
illa scoliam.

sibi quem judicem debet habere pro re illa; quod verum est ubi post ventam immediate ipsam peteret, sed secus, si post garandum, seu processum habitum super garando; quare per dictum processum videtur curiam in suum iudicium probasse.

5 Item, de adjornamento, ubi fieri debet, et quis debet ipsum facere, et quis adjornari: dic ut supra titulo de adjornamento.

Item, de contumacia et deffectu et eorum utilitate: dic ut supra titulo de contumacia et deffectu et titulo de adjornamento.

10 Item, in causis hereditagii vel aliis realibus, fit publicacio inquestarum cause mote in curia per commissarios curie datos ad inquirendum et referendum: hoc verum, nisi esset renunciatum et conclusum simpliciter in causa; quare tunc, petens publicacionem fieri, non audiretur. Ita dictum fuit mihi pro episcopo Laudunensi contra procuratorem regis; et contra me, in casu ubi non esset renunciatum, in causa Glacoris (sic) actoris, pro pro-
15 ratore regis.

Item, ubi actum est inter aliquos rei vendicacione, et actor vel reus alienaverint rem istam, vel jus quod in ea habebat, pendente litigio, vel iudicio; licet alia pars viciium litigiosi contra partem adversam proponere potuisset, ad finem quod universum jus quod in ea habebat perderet; et
20 pars [con]sentit quod inquesta perficiatur et, quod, ea perfecta, per curiam recipi et judicari debeat; si, post, dum dicta inquesta perfecta curie pro iudicando per commissarium erit remissa, ad finem quod recipi non debeat, viciium litigiosi proponere velit: non audiretur, sed nichilominus inquesta videbitur et judicabitur. Ita dictum fuit in parlamento anni XXV pro heredibus
25 magistri P. Cartula contra quamdam dictam H. La Harande.

Sciendum est quod, ubi aliquis movet questionem contra aliquem in hac curia per aliquam accusacionem personalem vel aliam in qua concludit per modum accusacionis personalis, ut in actione ex vendito, vel ex testamento,
30 vel simili, non datur peticio curie in scriptis, sed solum verbo proponitur; quandoque tamen, quando negocium est magnum, vel potest habere longum tractum, curia precipit ut tradatur peticio; et tunc debet intitulari: peticio tradita in scriptis per modum memorie. Ita dictum fuit per arrestum curie in facto domini de Anfetone contra dominum de Nigella.

35 Item, sciendum est quod pro debito aliquis potest insequi, alequociens per viam accusacionis personalis, quandoque per viam execucionis; quod quando habet fieri adverte. Si aliquis alicui se obligaverit pro aliqua re, per litteras sigillo aliquo regis sigillatas, et ad cohercionem dicti sigilli, seu aliquando per litteras sigillo proprio sigillatas. Primo casu, potest esse in-
40 secutus, quandiu vivit, per modum execucionis; et, si ipse aliquam justam excepcionem opponat, non audietur, donec munierit manum curie, usque ad sentenciam rei petite; et que sit ratio, dic ut supra titulo de excepcione.

Item, hec municio fit de bonis mobilibus, de consuetudine, si habet; et si de aliis fieret, tunc non esset curia sufficienter munita; sed aliquando in
45 deffectum mobilium munitur de immobilibus.

Item, hec excepciones juste possent contra talem execucionem opponi, videlicet: excepcio solucionis, falsitatis litterarum et pacti de non petendo.

Item, si mortuus sit debitor, sub dictis litteris regis sigillo signatis obliga-

III de compositionis publi-
cacione.

Rubrica de edicione actio-
nis personalis et ejus processu.

Potest autem actionem per-
sonalem movere et prosequi
maritus pro rebus uxoris, non
facta mencione de ipsa; ipsa
autem mortua, continuare prop-
ter fructus et expensam, et idem
super saisina. Folio et ru-
brica.

Quando sigillo regis.

tus, creditor non potest ejus heredem insequi per viam execucionis; sed per viam actionis personalis, et jure ordinario. Et est summa ratio: quare reus magis debet esse certus de facto dicte obligacionis quam heredes ejus, cum ipse pro facto suo sit insecutus, heres pro alieno; et ideo si ipse magis precipitetur et artetur quam heres ejus, non est mirum.

Item, si sub litteris sigillo proprio sigillatis, sit aliquis obligatus, caveat actor quod primum faciat eum adjornari ad recognoscendum sigillum suum; quo facto, sive cognoscat sigillum suum esse, sive neget, et probetur suum esse, audietur actor per viam execucionis; aliter, nisi sic fieret, oporteret ipsum insequi per viam actionis.

Quando sigillo proprio.

Item, mortuo reo, cum littere obligatorie sunt sigillo suo sigillate, numquam ejus heres potest insequi a creditore per viam execucionis. Sed oportet quod sit insecutus per viam actionis, ut supra in casu proximo dictum fuit.

Item, si contra duos sit facta peticio generaliter, scilicet dicendo: peto talem et talem mihi condemnari in X; et postea, si causa fuerit propter dilaciones vel excepciones ex adverso propositas per aliqua tempora dilatata; et reus pecierit petitionem verbo factam repeti, et in repetitione actor petit quemlibet condemnari in dicta summa in solidum, vel in quantum quemlibet tangit; et reus dicat in substancialibus petitionis aliquid ob hoc immutatum, et ideo se non teneri respondere petitioni predictae contendat, nichilominus respondebit. Ut dictum fuit pro domina Montis Fortis contra comitem Convenarum, et dominum Guidonem, ejus fratrem, in casu simili, quod responderet petitioni, licet immutationem fecisset dicta domina. Et est ratio bona: quare videtur actioni seu petitioni per ipsam prius factae accumulasse quod a jure permittitur, cum lis nondum fuisset contestata juxta L. edita C. de edendo et FF de noxa L. in delictis § si detracta; vel hoc ideo quia ea que prius dixerat in genere, nunc in ultima nova petitione declaravit, et sic nihil novi proponere vel aliquid immutare in prima petitione videbatur; juxta L. si servus plurium § fi. FF de leg. I et FF de heredis institutione L. heredes palam § si necessaria: et hoc est ratio melior.

Cum aliquis propter injuriam factam est condemnatus in aliqua summa pecunie, regi et parti, et dicitur quod tenebit prisionem, donec satisfecerit parti, de parte sibi contingente; et postea, ipso a prisione liberato, pars conqueritur de ipso, ideo quia execucio facta non fuit, et quia fecit plures expensas pro petenda execucione, ex qua fuit imprisionatus: pars non potest ipsum super principali insequi, sed illos qui eum deliberaverunt a prisione, donec ei satisfecisset, sed super expensis sic. Ita dictum fuit per curiam domino Sovilan qui super casu prosequabatur contra dominum J. de Croisiaco.

Item, curia non consuevit litteras concedere, ne aliquis alicui judicaret, [sic, pour: vindicaret] pro deceptione ultra dimidiam justici precii partem, in rebus mobilibus factam. Est enim talis consuetudo in tota lingua Gallicana.

Item, pro arrendamento temporali reddituum, fructuumve, [non]. Sed pro perpetuo sic. Sed stilus iste videtur contra legem, rem majoris precii C. de rescindenda vendicione; sed potest sustineri per legem, si ea C. de usufructu F.F. ex qui cau. ma. L. I. in fine.

De nullitate sentencie.

Circa hanc materiam, et infra quod tempus habeat adjornamentum impetrari, et in qua forma : habuisti supra, titulo de adjornamento, et de defectu et contumacia; recurre ad ea que dixi supra, titulo de contumacia et defectu.

Qualiter

Ubi appellatur ab aliqua sententia lata per judicem aliquem [juris scripti], oportet quod quis appellet tanquam a nulla; et, si aliqua esset, tanquam ab iniqua et injusta; si autem a sententia lata a iudice terre consuetudinarie, tanquam a nulla; et, si aliqua esset, tanquam a prava et falsa.

Quo tempore

Item, si appellacio emittatur in terra consuetudinaria a sententia lata a iudice, statim est appellandum, ante quam iudex surgat¹ a sede pro recedendo, vel recedat; aliter non reputabitur appellans.

1. Si sit presens; si vero sit absens, statim convenerit ad ejus noticiam sententia. In terra juris scripti, infra X dies. Scolia extra de app... cum; certamini... libi... In patria consuetudinaria, non appellatur in causis criminalibus; et si appelletur, de facto non valet, nec habent locum atemptata; aliquando tamen fit contra.

Item, si appellaretur a sententia lata in terra juris scripti, si quidem incontinenti et inter acta, sufficit dicere : appello; et tamen si sine alia expressione verborum et sine aliqua scriptura hoc faciat, dum tamen hoc possit constare per acta; sed secus, si post; quod potest infra X dies; quia tunc oporteret quod appellaret in scriptura, et causas legitimas in ea inserat que, si vere essent, pro legitimis deberent reputari.

Item, si aliquis non appellavit a sententia lata in patria juris scripti, nichilominus pars que potuit appellare, et non appellavit, poterit eam dicere nullam, et libellum dare in causa nullitatis, coram eodem iudice, qui eam tulit; et littere per presentem curiam concedi consueverunt iudicibus qui tales sententias tulerunt.

Effectus : impugnacionis exclusio, si quis non appellat.

Item, si appellatum non fuerit a sententia lata in patria consuetudinaria, licet nulla esset sententia; attamen pars contra quam lata est non poterit agere super nullitate, postquam non appellavit². Sed fallit in casibus. Primo, quando tractatur de nullitate ipsius sentencie, quia dicitur lata a iudice non competenti, licet illico ab ea non fuerit appellatum.

2. Scilicet propter defectum juris dictionis.

Secundo, ubi sententia nulla dicitur, quia repente et non salvato more dicitur esse lata.

Putat non erat iudex, vel non quo ad rem illam: Scolia.

Propter defectum solemnitatis.

Tercio, ubi errore expresso dicitur esse lata.

Propter expressionem erroris.

Et supradicti casus possunt apparere, per exemplum quod sequitur : Heredes Roberti Toranis, civis quondam Parisiensis, dicebant in parlamento, contra Jo. de Sanis, quamdam sententiam latam contra ipsos, pro dicto Jo., per Prepositum Parisiensem, in quadam causa pecuniaria, que lata fuit per dictum Prepositum ratione quatuor defectuum in curia Prepositi, dicebant nullam seu falsam. Primo, quia dicte citationes facte fuerant ad quamdam domum que erat extra Parisius, per VI leucas, ubi non habebant domicilium, ymo Parisius; que citacio ad eorum noticiam non pervenerat, et tam de consuetudine generali quam de stillo curie, in loco domicilii citari debebant, cum actio, contra ipsos proposita, esset personalis. Item, quod unus de dictis reis erat tunc clericus, et adhuc est; et sic, tanquam a non suo iudice lata, non tenet. Item, quia, citacione quarta impetrata contra eos, ipsi coram dicto Preposito comparuerunt; et actor non : quod per quoddam memoriale Castelleti ostendebant; et imo de stillo Castelleti dicebant processum dictorum defectuum interruptum; et imo super ipsis non posse fieri sententiam; et eciam propter rationes supradictas tunc se a dicta sententia non appellasse, cum lata fuit, sed priusquam fieret executio contra ipsos, iverant ad dictum Prepositum, et ob premissa requi-

sierunt eum, ut ipse dictam sententiam annullaret; et quia ipse dixit eis, quod dicta sententia teneret et fieret executio contra ipsos Jo., ipsi ab eo appellabant.

Dictus vero Jo. proposuit contra ipsos heredes ad finem quod non deberent recipi ut appellantes; et, in casu in quo reciperentur, quod bene judicatum fuit per dictum prepositum, et male appellatum, ex causis que secuntur: Primo, quia citationes eis erant facte oretenus, prout constat per relacionem servientis curie factam. Dicebat secundo, quia lata fuit post quatuor defectus. Tercio, quia ab ea non statim post, sed post annum postquam lata fuerat, appellaverant. Et illum negavit clericum.

Ex adverso proponebatur, contra proximo allegata, consuetudo; scilicet quod nullitas sentencie non posset retractari, ubi non esset appellatum, tunc locum haberet vel habere posset, quando sententia que dicitur nulla esset data a iudice competente; non ubi esset incompetens, ut in casu presenti. Item, cum lata esset, nullo errore in ea probato; sed dicta sententia a dicto Preposito, errore probato, dicebatur, fingendo in ea quatuor defectus continuos rite processisse; quod falsum erat, juxta in premissis preposita. Tandem dictum fuit per arrestum curie, quod dicti heredes reciperentur ut appellantes; et viso memoriali de quo supra facta est mencio, constabat curie dictum processum interruptum fuisse; et, viso dicto processu, constabat curie dictas citationes factas fuisse nimis repente, prima quidem die martis, secunda die mercurii sequenti, tertia die jovis, quarta die sabbati sequenti proximo. Quare dictum fuit male judicatum et bene appellatum. Actum in parlamento anni XXV.

Item, iudex a quo appellatur non potest adjornare ad parlamentum propria auctoritate, sine mandato curie vel commissione; et, si hoc fecerit, quamvis pars appellata se presentaverit, non tenetur procedere, tanquam non adjornata.

Si appellatur a iudicibus juris scripti, sive regiis, sive aliis, appellans non est exemptus a iurisdictione eorum, nisi pro causa pro qua appellavit; et hoc ita observat curia, juxta L. I. FF. eum qui appellat in provincia def. de.

De Exemptione.

Effectus exempto.

Fallit, ubi aliquis a paribus Francie appellavit, vel ab eorum iudicibus, quia, sive sit in patria juris scripti, sive consuetudinarii appellans, est exemptus a iurisdictione paris et omnium suorum iudicum, in omnibus causis suis, tam agendo quam defendendo, pendente appellatione.

Item, ubi ab hominibus alicujus paris appellatur vel eorum sententia ad curiam Francie, dum ipsi homines alios homines super se non habeant in curia paris, exemptus est appellans et in aliis causis, licet nisi pro causa paris, sed inter privatos mota hoc, inveniatur, et ab ipsis fuerit appellatus. Ita dictum fuit per arrestum curie contra Comitissam Attrabattensem, pro domino Ludovico de Linheri, in parlamento anni XXV; sed ubi hii, a quibus esset appellatum, haberent alios homines in curia paris super se, non esset exemptus, nisi solum a iurisdictione eorum a quibus appellavit.

Item, si appellatur a preposito alicujus domini qui iudicat per homines et eos conjurat, non appellatur ad eum baillivum, sed ad parlamentum quia est idem auditorium, pro hoc tamen non putamus de consuetudine li... Fallit, si sint alii homines deputati cum preposito, alii cum baillivo. Nullus tamen potest cognoscere de causis citra parlamentum, nisi hoc habeat per privilegium, vel consuetudinem una cum titulo; quia hoc est de causis summitatis regis et non transit per verba generalia. Scolia.

Item, ubi quis est exemptus a iurisdictione parium Francie, propter causam appellationis in una causa emissa, et super aliqua alia proceditur

coram ipso, renunciavit excepcioni, preterquam pro causa pro qua appellavit.

Ita dictum fuit pro dicta Comitissa contra dominum Ludovicum, nisi tunc repertum fuisset quod magister Jo. Aurean, ante hoc non proposuerat in litigando, sed post advocacionem Paris (sic, pour : pars ?) recessisset.

A quibus actibus appelletur.

Si appelletur a regiis iudicibus, de defectu juris, sive patrie consuetudinarie, sive juris scripti, non recipitur appellacio, quo ad hoc ut concedi debeat adjornamentum.

Item, a gravamine repparabili in diffinitiva si appelletur in patria juris scripti, non recipitur per hanc curiam talis appellacio. Sed in hiis casibus, consuevit curia, commisso [sic, pour : omisso] appellacionis articulo, concedere litteras illis iudicibus, a quibus quis dicit se gravatum, per quas ipsis mandatur, vel quod gravamen revocent, vel partibus justiciam faciant; sed, si sit a diffinitiva, admittitur¹ appellatus.

Item, in patria consuetudinaria, ab omni gravamine illato, per modum sentencie interlocutorie vel diffinitive, potest appellari.

Item, ex defectu juris², ab aliis iudicibus quam regiis³, et alias subjectus a curia domini sui pro iudicio, quam per unam viam, de predictis non potest recedere, de consuetudine generali regni Francie, et de stillo illius curie; et ideo, cum quis gravatur ab aliquo in patria consuetudinaria, communiter dicitur : Le me dites vous par droit? Et si iudex dicat : ita, potest appellari, aliter non.

Item, in patria juris scripti, a nullo possessorio, id [est] a sententia lata, super eo non recipitur appellacio; ratio est : quare momentanee possessionis seu utilitatis est, ut C. de momentanea possessione L. 1. Quod verum est, si recte et juste si[t] processum in dicta causa et deventum fuerit ad sententias; aliter non : immo recipietur in presenti causa appellacio. Et est ratio : quare, aliter, semper esset in potestate iudicis dare sententiam cui vellet et injuste; et quare etiam ante sententiam a gravamine irreparabili potest appellari : ergo multo forcius post. Ita dictum fuit in parlamento, anni XXIX, pro domino Jo. de Maoillone, contra Raterium de Galeria.

Item, idem esset, in quocumque casu, in quo prohibitum esset appellare, vel a jure, vel a principe; in patria consuetudinaria, a quacumque sententia, etiam si super possessorio sit lata, recipitur in curia.

Item, a requesta non appellatur : puta homines requirebant baillivam et tenent se saisitos de bonis domini de Remi... pro habendo consilio capituli loci in sua causa. Idem dominus non potest appellare. Item, si ordinarius requiratur quatinus revocet commissionem torcionariam, autem vocet partes et denegat. Appellatur. Est enim quoddam dictum vel interlocutum quod ab ipso jus peteretur, licet alii dicunt gravamen.

1. Item, a gravamine irreparabili, puta carceris, vel questionibus, ubi est dampnum corporale, vel si partes proponant suas rationes, ponentes se in jure, et nichilominus procedit; est enim processus in fraudem sentencie.

2. Qui est etiam si dicat iudex : non faciam, quia non debet animo jus reddendi nec modo consueto. Item, hec verba reservantur ad immediate precedencia quibus dicitur : Domine, faciatis michi jus, licet quidam contra; quia propter per hec verba suam sententiam.

3. Item, si dicat : ponatur talis in carcere, non appellatur, quia omnis vox judicat. Item, datur malis occasio fugiendi, quia post appellacionem legitimam, nihil debet attemptari, et ita fugerent, si possent appellare.

An qui appellavit ad curiam omisso medio, remitti debeat.

Ubi aliquis appellavit ab hominibus alicujus paris, qui habent super se in curia dicti paris homines judicantes qui dicuntur Franci, si pars appellata et par Francie petant se remitti, super dicta causa, ad homines in medio judicantes, audietur. Ita dictum fuit per curiam in parlamento anni XXVI, pro Comitissa Attrabatensi et Scabinis de Bethunia, contra quosdam homines dicte comitisse.

Item, hec vidi servari reginis viduis, quod cum ab eorum baillivo vel commissario appellatur ad curiam, fit remissio ad dies [ipsarum]. Ita vidi prononciari in parlamento anni XXV, pro Regina Johanna, uxore regis Philippi, contra Hugonem de Aneriis; sed forte hoc erat propter eorum privilegium. Ita hoc vidi prononciari et observari, pro duce Britanie, contra dominum de saint [Yon] in parlamento, anni XXVII.

Item, de patria juris scripti hoc idem esset; sed non vidi accidere; sed

consonat L. F.F. de appellacione, imperatores.

Item, omnes cause appellacionum, super condempnacionibus factis regi, que excedunt L libras monete currentis in patria habent, in hac curia terminari, et ali[b]i committi non debent.

Item, appellantibus, in curia juris scripti, de causis primarum appellacionum, non debet vel non consuevit concedi adjornamentum per curiam ad Parlamentum, sed committi alicui in partibus; sed in causis secundarum appellacionum, sic.

Si pars appellans a sententia lata in patria juris scripti, vult in ea aliqua de novo proponere, vel aliter dicat se in causa principali, aliqua proposuisse et non probasse, et ea nunc probare vellet, audietur; dum tamen dependencia fuit a primo propositis, et conatus suus non fecerit in causa principali. Ita dictum fuit per curiam in parlamento anni XXVII, contra procuratorem regis.

Que in causa appellacionis de novo proponi possint. De propositione appellacionis effectus.

Regula.

Item, si appellans de terra consuetudinaria vellit aliqua proponere extra processum, super principali negocio habitum, per que dicit sententiam nullam vel falsam, audietur¹, si contenta in dicto processu.

1. Vel si velit proponere rationes, quas iudex debebat supplere, puta quia dependebant ex actis, vel erant juris, nec requirebatur executio partis. Scolia.

Item, si coram primo iudice appellacionum, ad quem appellatum est, cause, quare primum iudicium falsum vel pravum dici poterat, per appellantem proposita non fuerant, et ideo per dictum iudicem predictum iudicium fuerit confirmatum, et ab ipso fuerit ad presentem curiam appellatum, et eas nunc in parlamento vellit proponere, non audietur, in casu ubi appellans, coram primo iudice appellacionum fuit presens, vel ejus procurator instructus: et hoc ubi partes sunt de patria consuetudinaria; secus, de patria juris scripti, ut dictum est.

I fallacia.

Item, ubi pars appellans sigillavit vel sigillari fecit processum habitum coram iudice a quo appellavit, si aliqua vellet proponere², non audiretur; sed recipietur processus per curiam, ad sciendum si bene vel male fuit appellatum. Et processus sic consueverunt sigillari in baillivia Viromandie et baillivia Ambianensi. Aliter, si sic non sigillaverint, vel si invitus et compulsus dicat se sigillasse, audietur. Et hoc observatur in iudiciis qui emendam non solvunt.

II fallacia.

2. Nisi quod videat sententiam, secundum quosdam; alii contra, quia in sigillacione et ante eam debebat habere, non enim ponitur in sacco.

Item, sciendum est quod, processu facto per iudicem a quo appellatur, et qui solveret emendam, si sit de patria consuetudinaria, non adhibetur fides, si pars appellans contradicat; sed habetur totus suspectus, eciam si factus ante appellacionem, quod videtur mirabile. Et est ratio: quare dictus iudex debet facere iudicium bonum, et ideo adjornatur deffensurus suum iudicatum. Sed contrarium est in processu facto in patria juris scripti, et est ratio: quare, primus ideo quia haberet solvere emendam, ejus facta ut prava..... reputantur; quod non est in secundo.

Item, ubi pars appellans est de patria juris scripti, et in sua appellacione ad fortificandum eam aliqua gravamina in scriptis asseruerit, non solum in illis poterit justificare appellacionem suam, sed aliis quibuscumque; et in parte patrie consuetudinarie idem esset.

Dum appellatur a sententia lata in patria juris scripti, et prononciatur bene iudicatum et male appellatum, appellans nullam debet emendam. Sed

[Il manque ici un titre qui peut être: An appellans vel iudex teneatur solvere emendam.]

secus, si sic pronunciaretur et sententia esset lata in patria consuetudinaria; quare appellans compelleretur ad solvendum regi LX libras pro emenda.

Secus in reclamante ab arbitro; quare non cavetur.

Item, ubi pronunciaretur bene appellatum, si iudices sint patrie juris scripti a quibus est appellatum, nullam debent emendam, sive sint iudices regis, sive alterius; secus, si patrie consuetudinarie¹; quare tunc iudices regii et baillivi et domini[?], vel prepositi nullam debent emendam; sed secus in aliis iudicibus regiis: puta homines regis judicantes in aliqua curia, quare illi solvunt emendam; et idem esset in iudicibus aliis quam regis; et si pronunciaretur contra, scilicet: bene iudicatum et male appellatum, ipsi appellantes, si sint baillivie alterius quam regis, domino debent LX libras; si sint homines judicantes debetur eis emenda, juxta locorum consuetudinem, unde² appellatur. Sed de stillo, in hoc casu vel aliter, per consuetudinem regni Francie generalem non est certa determinacio.

1. Regula est, fallit in tribus.

Putat X libras vel circa.

2. Et fit remissio coram eis ad emendam.

Item, iudicibus regiis nulla solvitur emenda, in casu predicto, illis qui in casu converso nullam solverent emendam; sed regi debetur emenda.

Item, ubi appellacio est emissa a patria consuetudinaria³ ad hanc curiam, et pronunciatur: in parte bene pronunciatum et in parte male pronunciatum, nullam debet emendam appellans.

3. II fallacia propter particularem approbacionem.

Item, ubi⁴ appellans non impetravit adjornamentum, vel, si impetravit, tamen non est executus, non tenetur emendare curie, vel iudici a quo appellaverit. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVII, contra Jo. Boucafoventem, in causa Scabinorum Catalanencium.

4. III fallacia propter appellantis non prosecutionem. Ante enim impetrationem et executionem, poterat penitere. Hodie infra VII dies, non post, nisi de licencia curie. scolio.

Item, si aliquis subjectus alicui domino temporali, habenti altam et bassam jurisdictionem, et sub eo cubans et levans, citatus fuerit coram aliquo iudice regis et super aliqua actione personali, ad instanciam alicujus, et citatus una cum domino pecierit causam predictam remitti ad dominum; et ideo quia iudex predictus pronunciavit predictam remissionem non esse faciendam; predicti dominus et subjectus appellaverunt ad parlamentum, et adjornamentum in dicta causa impetraverunt legitime, si, ad diem presentationis, dominus se in dicta causa [non] presentaverit, sed subjectus se presentavit, subjectus reputabitur non appellans per curiam sine emenda; causa principalis remanebit in curia, defectu domini hoc operante. Ita dictum fuit per arrestum curie, in parlamento anni XXV, pro Marrelariis Sancte Crucis Aurelianensis, et contra quemdam militem et dominum de Vallesio. Et que sit ratio, dic ut supra titulo de presentatione facienda §: Item si aliquis subjectus.

Arrestum.

Sciendum est quod, ubi aliquis advocatus habet aliquam causam appellationis proponere in curia, quam videt juvari posse pretextu consuetudinum: ut pote processus in causa principali contra dictas consuetudines, si sententia lata sit in patria consuetudinaria; debet dicere, ad illum finem quod illa sententia per talem lata dicatur et prononcietur fore nulla; et, si aliqua esset, quod sit falsa et prava, et quod talis per iudicium presentis curie prononcietur: « Ecce quid volo dicere, et intendo proponere, et pro evidenciam cause mee suppono, quasdam consuetudines, quas pars mea mihi dedit intelligere, esse in tali patria ubi processus dicte cause factus extitit, et dicta sententia lata. » Et facto debet eas seriatim proponere, prout ipsis se juvari

De propositione cause appellationis. Qualiter.

Cum consuetudinum declaratione.

intendit, et, cum eas proposuerit, debet dicere : « His suppositis, venio ad causam meam appellacionis et ad factum meum, quod tale est. » Et debet processum recitare seriatim, ut evenit; et, proposito recitato, debet dicere rationes quare dicit processum et sententiam fore nullos; et post, rationes quare, si aliqua esset, prava esset et iniqua sententia et injusta. Quibus peractis debet sic concludere : « Si pars talis confiteatur factum meum, et ea que proposui fore vera, ego dico quod per vos meos dominos debet prononciari sententia fore nulla, et, si aliqua esset, ipsam etc., ut supra; idcirco bene appellatum et male iudicatum, et, si sit talis iudex qui ad emendam teneatur, dictum condempnari ad emendam parti et regi, nec non in expensis; et ita requiro mihi fieri per vos dominos meos; si vero negaverit, offero me probaturum ea que mihi sufficient de prædictis ad fines supra dictos. »

Item, si appelletur de defectu juris, vel ob defectum juris, et propter aliud gravamen, [debet dicere] ad illum finem quod talem dominum tali ejus vassallo vel subjecto, licet sufficienter [supponatur], defecisse in jure et ipsum gravasse indebite et injuste, et gravamen et injurias intulisse, et quod ob hoc prononciatur dictum dominum dictum feodum vel jus subjectionis, quod in eo habebat, amisisse vel amittere debere et ipsum applicari domino nostro regi; et quod per vos et per iudicium curie ad hoc condempnetur; et quod dictus talis occasione premissa pro dicto feodo debeat ire ad fidem et homagium regis vel ad subjectionem; et ipsum fore exemptum a jurisdictione ipsius; et quod dictus talis eidem condempnetur ad revocandum gravamen; nec non et in tali sententia [sic, pour : summa], pro predictis injuriis, gravaminibus et expensis factis et faciendis in prosecutione presentis cause etc. Postea debet proponere factum suum, quo facto, debet dicere : « Quas injurias dictus talis statim ad animum revocavit et adhuc revocat, et nollet etc. » ut in conclusione juris; et, ex hiis, conclude[re] juxta petitionem per illum factam et superius insertam, et [juxta] quod superius dictum est in alia conclusione, superius habita.

Item, sciendum est quod si [sic, delendum] talis appellacio esset injusta et per cameram non reciperetur, nisi predictæ presumptiones [sic, pour : requisiciones] precessissent : requiruntur tres vel quatuor ex habundanti per diversos dies et horas et quod de hiis possit docere.

Item, ubi in causa appellacionis a defectu juris emisse, prononciatur dictum dominum defecisse in jure, et idcirco dictum talem bene appellasse, dominus privari debet per arrestum curie, de stillo hujus curie, homagio quo tenebatur appellans, et feudo pro quo eidem tenebatur vel subjectione; et hoc regi debet applicari. Ita dictum fuit per arrestum curie contra comitissam Attrabatensem pro domina de Auxi, sorore domini de Pinconio. Et pro hoc facit in materia feudorum quid sit investitura; et que sit causa titulo II cum glosa sua; et Insti. de hiis qui sunt sui vel alieni juris § fi.

Item, quando contra appellantem prononciatur, dominus lucratur feodum¹, vel ea que sub jurisdictione sua possidet.

Sed quare non lucratur vassallus feodum vel alia, et non rex, ut dominus facit, in primo casu? dico quod ideo quando superior [sic, pour inferior] non habet jus confiscandi; sed e contra sic.

1. Hoc est propter juramentum fidelitatis; jurat enim honeste domino in antea de non fore facienda fide. C. 1 ibi honestis. Videtur tamen distinguendum utrum dominus defecit in instancia cum agitur de feudo: tunc habet locum quod dictum est ut § id. Secus, si super alio. scolia.

Item, [in] modo proponendi et concludendi pro appellato, potes sumere advisamentum ex hiis que dixi pro appellante; quia non oportet nisi recipere contrarias conclusiones eorum que dixi pro appellante.

Cum omnium allegacione rationum.

Item, sciendum est quod oportet, secundum quod quidam dicunt, de stillo
5 hujus curie, appellantem omnes rationes et defensiones sibi competentes simul et semel et consecutive proponere, licet tendant ad diversos fines; sub protestacione [de] petendo jus super primo propositis, et quando [sic, pour: quod] non intendit recedere a dicto jure requisito per [sic, pour: propter] dicenda. Aliter, si simul et una voce ipse non proponeret, si
10 postea aliud vellet proponere non audiretur: nam si vellit dicere quod appellans non debet reputari appellans, nec appellacio ejus recipi, proponat rationes illas que possunt servire ad illum finem, et postea ad finem nullitatis vel falsitatis; sub protestacione, si prononcietur, eum ut appellantem recipi debere: [non audietur]. Sed iste stillus nimis crude
15 proponitur, secundum quod mihi videtur; quare, si appellatus vellit dicere quod causa appellacionis non debet in presenti curia ventilari, et ad hos fines proposuit rationes suas, licet alias nullas defensiones proponat, dum tamen faciat retenuam suam super aliis, licet super propositis jus reddatur contra ipsum, nichilominus admittetur postmodum ad proponendum alias defensiones suas.

Vel contra adjornamentum.

Item, idem esset ubi aliquis proponeret rationes juris ad fines quod non debeat per curiam reputari appellans, et sunt bone et efficaces; quare, licet ad finem alium nihil proponat, dum tamen faciat retenuam, ut dictum est, licet postea reddatur jus contra ipsum super propositis, nichilominus
25 tamen admittetur postea ad proponendum ad finem quod non [sic] pronun- [cietur] bene appellatum et male judicatum, sed e contra. Sed tunc stillus dictus esset verus, si appellans aliquid factum proponeret quod oporteret in patria probare ad finem quod ut appellans recipi non deberet; quare tunc oporteret ipsum omnes alias causas proponere tendentes ad finem
30 nullitatis et falsitatis et iniquitatis; et nisi faceret, ulterius ad ipsas proponendas non admitteretur. Et est ratio: quare tunc presumitur quod premissa maliciose et causa diffugii proposuerit.

Ubi appellatum est ad curiam, ideo quia iudex, coram quo erat mota aliqua actio personalis, remittere voluit [sic, pour: noluit] domino suo
35 sub quo dicebat domicilium habere, et partes cadunt in factis contrariis super causa appellacionis in curia: interim curia cognoscet de causa principali, tanquam superior, ne interim dormire habeat. Ita dictum fuit per curiam, in Parlamento anni XXV contra dominum Brunum de Claveriis pro domino P. de Via in causa appellacionis in qua ipse petebat se remitti curie domini de [Turre]. Et si quis dicat ad quid ergo sequi
40 causam suam appellacionis? dico quod hoc erit propter emendam.

Effectus: jurisdictionis devolutio vel translatio.

Item, si contra appellantem prononcietur, prononciabitur quod domino non noceat in similibus casibus.

Item, sciendum est quod, si dominus temporalis manum suam posuerit
45 in bonis alicujus propter aliquos excessus qui sibi imponuntur, et postea ratione eorundem ipsum condempnavit; et ideo ab ipso appellavit ad parlamentum, et in eo causam appellacionis fecerit proponi; et, ea proposita, petat bona sua eidem recredi per presentem curiam, tanquam per manum

superiorem : quod, licet ante dictam oppositionem dicta manus appositae fuisset in premissis, et ideo nihil innovatum in premissis contra dictum appellan-tem, tamen vera recredencia fiet per curiam modo premissa, non plena deliberacio. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVII, pro abbate et conventu sancti Petri de Gardano, contra comitem Frandrensem et abbatissam et conventum de Villeta.

Item, in causa appellacionis, ubi partes de patria consuetudinaria [sunt], non possunt inter se concordare, nisi consenciente procuratore regis vel de licencia; et, si faciunt, cadunt in emendam. Ita dictum fuit contra Radulphum de Claromonte contra quemdam militem vocatum R.; cui Radulpho curia remisit emendam de gracia speciali racione paupertatis et minoris etatis; et assignavit ei quamdam diem brevem ad litigandum causam suam.

Partes concordare non possunt.

Item, actum fuit et ordinatum in curia et per arrestum pronunciatum quod appellans de consuetudinaria terra, qui impetravit adjornamentum suum in forma debita, quod eque bene debet facere diligenciam suam contra eum, pro quo fuit lata sententia, ut intimacio sibi fiat, secundum quod contra judicem, ut adjornetur : aliter haberet pars utilitatem ex hoc, quia mandaretur sententia' execucioni. Et habitatores ville Dorchie dederunt causam edicto; qui appellantes a baillivo Insule Flandrie, pro quadam sententia lata per eum, contra ipsos, pro Egidio le Camus et quodam alio, ejus socio, licet per rescripcionem baillivi non appareret quod intimatum fuisset adjornamentum dicto appellato; tamen, quia dictus Egidius intimavit dicto socio suo, dicti habitatores a negligencia sua fuerunt relevati. Actum fuit hoc in parlamento anni XXVIII, die sabbati post festum beate Katerine Virginis; et pro futuris casibus debuit registrari.

1. Nisi post appareret nulla.

Commissarii dati a curia ad inquirendum et refferendum curie, per omnia inquirere et in officio inquisitionis sequuntur et sequi debent stillum' curie parlamenti, a qua missi sunt, et non loci illius in quo inquireunt. Qui stillus parlamenti talis est, ut sequitur :

Il manque ici un titre qui peut être : De commissariis et eorum potestate.
2. In citationibus et aliis actibus.

Primo quod tales commissarii non habent potestatem interloquendi, cognoscendi, prononciandi vel judicandi in aliquo; sed raciones parcium et omnia proposita coram ipsis debent ordinari in scriptis, eis tradi; et ponere in sacco, et reservare partibus super hiis curie observacionem. Et ideo cautus advocatus debet super [sic, pour : semper] ab eis petere, ut super talibus racionibus etc. dicant sibi jus, si possint et vellint; aliter quod ei et parti reservetur super hiis jus dici et curie ordinacio; et protestetur quod, per aliqua proponenda in dicta causa vel facienda per ipsos, juri per ipsos petito renunciare non intendunt, nec ordinacioni ipsorum, vel curie; et hoc petere sibi reservari. Quod facere debent commissarii.

Item, si una vel alia de dictis partibus appellet a dictis commissariis, nichilominus debent procedere ultra ad inquisitionem suam faciendam, et appellacionem suam vel recusacionem ponant in sacco, et apperire debent articulos, et injungere actori ut eos asserat per juramentum; et dum eos asseruit, debent injungere reo quod dictis articulis actori respondeat, medio juramento. Et si respondeat, bene est. Si autem nolit hoc facere, non possunt ipsum ad hoc compellere, sed possunt habere pro responso

Primo inquirere.

Secundo.

sed si reus proponat aliquas rationes propter quas dicat se non teneri eis respondere, debent ei injungere quod eas trada[n]t in scriptis, et eas ponant in sacco, et, hoc non obstante, procedere ultra ad inquestam suam faciendam. Et, ipsa facta, debent remittere curie, et si forte rationes, propositae pro parte rei, sunt efficaces, curia providebit vel annullando¹ quidquid factum est per commissarios, vel aliter quod sibi justum videbitur, et forte ordinabit quod commissio pro utroque renovetur, vel dabit alios commissarios.

Tertio. Ponere in sacco.

Quarto.

1. Hoc verum si inquesta sit recepta ad finem debitum, si autem sit simpliciter, tenet indivisibiliter pro tota causa et decisione ejusdem.

Item, si aliquae rationes, per reum super premissis propositae, consistant in facto, curia tam super hiis quam super principali renovabit commissionem, nisi in casu ubi rationes propositae e contrario per reum essent prejudiciales principali causae; quare tunc super ipsis solum renovaretur commissio; et post, facta inquesta super eis, et ea curie apportata et per eam judicata, super principali causa curia ordinabit quid sibi videbitur.

Item, cautella ut quod pars rei habeat copiam de rationibus, quas tradidit commissariis, semper sub sigillo commissariorum, vel instrumento publico, ut, si forte commissarii ob odium noluissent ponere in sacco, eas ostendere curie [possit]; et si recusaveri[n]t dictas rationes recipere, de presentatione et recusacione faciat recipi instrumentum vel adhibeat testes.

Item, ubi datur commissio a curia ad diffiniendum, sive in terra juris scripti, sive consuetudinaria, potest causam alii delegare, vel unum articulum, vel totam causam, juxta C. super questionum extra de officio delegati.

Item, si commissarius detur a curia ad inquirendum et repportandum curie, non potest alii committere; et est ratio: quare ejus industria est electa; et, si committeret, nullum esset quidquid fieret per commissarios. Et ita contingit in causa priorisse de Lissaco contra Arnaldum Baras. Et hoc idem obtentum fuit, per arrestum curie, contra dominum Dalmacium Naciaco, pro Gerardo de Gaillaco. Et hoc verum est quod dixi, nisi commissio contineat: Inquiras per te vel per alium; quia tunc posset sibi commissio alii committere, et valet quod faceret subdelegatus.

Item, commissarii reprobaciones parcium contra testes hinc inde productos recipiant; et in sacco ponere debent, si partes eis tradant ipsas.

Item, queritur numquid curia, super rationibus propositis coram commissariis ejus ad inquirendum et repportandum interloquendo, debet sequi stillum curie, vel jus scriptum, supposito quod partes etc. sint de patria juris scripti, vel consuetudinem, si partes sint de terra consuetudinaria? Dic quod, si causa exordium sumpsit in curia, tunc stillum habet sequi; si quidem in patria, unde partes sunt, causa movetur, si ex causa fuit ad curiam advocata, tunc jus scriptum habet sequi, si partes sint de patria juris scripti et ibi incepta fuerit, vel, si sint de terra consuetudinaria, consuetudinem sequetur.

Item, numquid, si tales commissarii receperint reprobaciones testium a partibus productorum, super ipsis poterint recipere testes; et intelligas questionem de commissariis curie, quibus presens curia scribit ut super articulis, a talibus partibus traditis, quos curia ipsis mittit sub contra sigillo inclusos, inquirant, et inquestam perficiant, et eam perfectam presenti curie remittant? Et videtur quod sic; cum, aliter, inquesta perfecta non dicatur, nisi super reprobacionibus testium inquisitum fuerit. Dic contra; primo, quia

super certis articulis eis mandatur inquiri, scilicet: super principalibus qui a partibus erant in curia concordati; et fines mandati etc. FF mandati diligenter.

Item, quia diverse sunt inqueste et super diversis articulis faciende, et sic de inquirendo solum super articulis principalibus videtur inquiri debere, et quod diverse debeant fieri inqueste, quia, secundum quod articuli super principali habent per partes concordari vel per curiam, ita et articulos super reprobacionibus oportet prius per curiam judicari, quamvis sint principales concordati: igitur super articulis missis inquiri debebit, non super articulis reprobatoriis, quia nec per curiam visi, nec per eam judicati fuerint; nec obstat contra, quia perfecta est quo ad perfectionem de qua curia intelligit et scribit, non quo ad totalis cause perfectionem et inqueste totius negotii, et de tali tu loqueris: quare non obstat.

Item, quia partes ad testes reprobandos non sunt recipiende, nisi tunc, demum cum inquesta perfecta erit super principalibus articulis; nam aliter si prius, post aliquorum testium reprobacionem, facta inquesta, reciperentur testes super principali, iterato haberet fieri alia inquesta super reprobacionibus testium ultimo productorum.

Item, si pars producit testes suos, et alia pars, contra quam producti sunt velit aliquem ex ipsis reprobare, alios non; si pars producens dicat curie: « Ergo renuncio testibus quos pars adversa vult reprobare », audietur. Ita dictum fuit pro procuratore regis et abbatis Montis Frigidi contra consules burgi Narbone, in Parlamento anni XXV; et ita obtinui pro duce Aquitanie et domino Thoma de Houlangia, contra comitem Aude et quemdam alium.

Item, posito quod commissarii haberent potestatem judicandi reprobaciones, expedit quod non judicent, ne forte appellaretur, et ob hoc negotium magis protelaretur (sic) quam si in sequenti parlamento reprobaciones curie importarentur pro judicando; nam, ubi una pars appellasset a iudicio dato super recipiendis reprobacionibus, oporteret litigare super causa appellacionis, et, si partes essent in factis contrariis, non (sic. dele) duraret causa incidens per duos vel plures annos, et interim causa principalis dormiret. Sed pone quod commissarii sunt dati ad inquirendum et refferendum, tam super principali quam super reprobacionibus, et habent potestatem judicandi reprobaciones, nunc tradite sunt reprobaciones hinc inde: numquid sit utilius et magis breve partibus ut commissarii super omnibus reprobacionibus, recipiendis vel non, inquirant, quam si reprobaciones curie remittant pro judicando? Dico quod non. Ymo esset periculosum parti cujus testes reprobarentur. Nam posset esse quod inquesta traderetur ad videndum alicui ignoranti stillum curie, et crederet reprobaciones judicatas per curiam et approbatas, et sic forte aliqui testes insufficienter reprobati vel una remitterentur, et reportaret illos sufficienter reprobatos, cum forte illa insufficiens reprobacio esset per partem sufficienter probata.

Item, numquid hoc idem esset in aliis iudiciis ut prius debebant reprobaciones judicare? Dic quod, si voluerint, optime hoc facere possunt; sed utilius est quod super omnibus inquirant, ne forte aliqua parcium ex hoc appellaret, et causa haberet ex hoc protelari. Sed secus in presenti curia; quare ab ipsa non potest appellari, cum ipse superiorem non habeat.

Item, si commissarii, dati ad inquirendum et refferendum de consensu parcium, mortui sunt vel fuerint, et una pars procuret, alia absente, alium,

1. VII judicare reprobaciones.

De subrogacione.

loco mortui vel vacare nolentis subrogari, quod ipse faciet nullum erit. Extra de officiis dele insinuante. Quod verum est, nisi alia pars in eum consenciat tacite vel expresse, vel nisi curia diceret in sua commissione: « Non obstante quod tales de consensu parcium fuissent dati ». Quod vix faceret.

Item, in casu predicto, si partes sint presentes in parlamento, vel una contumaciter absit, curia ordinat, prout vult, dando alios, vel compellendo primos ut vadant super commissione sua. Sed de facili tales commissarii per curiam non renovantur, nisi causa recusacionis supervenerit de novo, vel aliqua de novo pervenerit ad noticiam alicujus parcium predictarum.

Item, ubi commissio est facta per curiam et sub certa forma, non est mutanda forma nisi cum causa.

Item, datis commissariis per aliquem baillivum ad inquirendum et refferendum sibi de consensu parcium, si postea aliqui reperiantur defectus in inquesta, propter quos non potest judicari, ad supplendum dictos defectus alios commissarios dare non potest quam primos, nisi de consensu parcium hoc faceret; et si alii hoc committat, una parcium renuente, totum quidquid fecerit annullabitur per curiam. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVI per arrestum curie, in tali casu, pro majore et juratis de Corbane contra archidiaconum de Aurelianis.

Item, hoc idem esset, ubi inquesta facienda, esset commissa per curiam aliquibus, de consensu parcium, et in ea reciperentur defectus, quo ad implendum etc.

Primo, quero quo tempore habet fieri diligenciam coram commissariis ad finem quod in sequenti parlamento renovetur commissio? Dic: aut commissarii sunt dati de dominis camere majoris, vel inquestarum, vel requestarum; aut aliis. Primo casu sunt requirendi ante ingressum parlamenti, et tempore tali quod ante dictum principium potuerit perfici inquesta; aliter si, post ingressum parlamenti requisiti fuerint commissarii, licet tantum superesset, a tempore requisicionis usque ad diem baillivie ad quem inquesta habet reportare, quod posset perfici, si ipsi potuissent attendere, non sufficit, nec renovaretur commissio. Et est ratio: quare domini habent esse in principio parlamenti Parisius et, eo incepto, residere in eodem.

Si autem non fuerint de dictis Dominis, tunc sufficit eos requiri post ingressum parlamenti, dum tamen tantum supersit de tempore, pro facienda dicta inquesta, a tempore requisicionis usque ad diem baillivie ad quam debet reportari, quod possit perfici, et partes, ea perfecta, parasse sarcinulas suas ad veniendum ad parlamentum. Quod verum intelligo, nisi in casu ubi tales commissarii haberent eam reportare ad principium parlamenti, quo casu, idem dico ut supra dixi in primo.

Item, quero ad quem de dictis partibus spectet facere diligenciam de commissariis adducendis ad locum ubi debet fieri inquesta. Dic quod ad actorem. Et est ratio: quare ipsius interest causam accelerare, rei autem fugere.

Item, si actor sit vere negligens, quid potest petere reus in sequenti parlamento? Dico quod poterit petere se a petitione actoris absolvi. Et hoc verum ubi actor presens est. Et constat de negligencia sua. Si autem est absens, quia se non presentasset, tunc conceditur ei defectus et adjournamentum ad videndum judicari in parlamento utilitatem dicti defectus, et adjudicabitur sibi talis, de qua dictum est, si petat; aliter autem si petat

[Il manque ici un titre qui peut être Rubrica de diligenciis faciendis erga commissarios.]

Diligencia in requisicione.

Nota quod domini parlamenti habent esse in principio Parlamenti et in eo residere.

Item, in traditione articulorum. Item, in impetracione adjournamenti, infra V septimanas a tempore finiti parlamenti ex quo potuit habere sentenciam commissarii sigillatam, eciam si commissarii non sint de parlamento.

1. In adduccionem commissariorum.

Effectus.

commissionem renovari, fatue ageretur, quare tunc renovaretur pro utroque commissio; quare rei negligencia compensaretur cum negligencia actoris; unde reus in casu premissa petere debet dicendo: Cum actor fuerit negligens etc. peto me ab ejus petitione absolvi; et, in casu ubi ex dicta negligencia hanc utilitatem habere non possem, peto commissionem renovari.

Item, quid si actor adducit commissarios ad dictum locum, et non supersit de tempore, nisi tantum quod inquesta pro parte sua possit fieri, et ejus testes audiri; et reus petat a commissariis ut audiant testes suos, vel tantum de suis quantum de testibus actoris: numquid reus debet audiri? Videtur quod non. Quare non fuit diligens in ipsos adducendo. Videtur contrarium; quare auditores et commissarii sunt communes; item, quare reus nihil habebat probare, nisi probaret actor. Tamen in isto casu commissariorum medietatem salarii, tam pro eundo quam redeundo, debet solvere et sumptuum factorum pro requirendis ipsis, ipse reus.

In aliorum impetratione

Item, quid, si commissarii ambo, vel unus, mortuus sit, et tantum supersit de tempore quod dicta inquesta posset perfici; numquid actor habet facere diligenciam suam petendo alium, vel alios, loco mortuorum, vel mortui subrogari. Dic quod aut erant dati de consensu parcium; et tunc non, nisi in casu ubi pars esset presens, et velit ad hoc consentire, et sic subrogatur; aliter non valeret quid ageretur, ut supra titulo proximo dictum fuit. Si vero non erant dati de consensu parcium a curia, sed aliter, prout communiter fit, tunc potest petere alios subrograri, si velit, scilicet hoc non habet facere de necessitate, nisi velit; et, si non faciat, non imputabitur ei ad negligenciam. Quod verum intelligo, nisi in casu ubi esset inquesta perfecta ex parte rei; quare tunc presumeretur contra ipsum quod diffidat de causa ipsa; idcirco super premissis debet facere diligenciam suam.

Item, hoc multo forcius dicerem, si inquesta sit ex parte actoris completa.

Item, eciam sive commissarii fuissent dati de consensu parcium, sive non reus tenetur facere diligenciam suam; aliter se poneret in periculo amittendi causam suam.

Item, diligencia actoris proficit reo, ut in casu superius expresso, quando adducit commissarios ad locum. Item, quando requisivit commissarios ut procederent in inquesta, et ipsi responderant ei quod non poterant attendere de toto tempore medio usque ad diem ad quem inquestam habeant curie reportare; et tunc reum aliquam diligenciam facere non oportet.

Effectus. Revocatio.

In requisicione.

Item, ubi commissarii respondent quod non possunt incontinenti attendere ad dictam inquestam faciendam propter aliquod impedimentum, tunc una requisicio vel diligencia non sufficeret, nisi satis superesset de tempore pro ipsa facienda, secundum quod supra dictum est. Sed tunc secundo vel tercio, vel eciam pluries requirerentur, secundum distanciam temporis.

De materia inquestarum.

Item, commissiones sunt renovande de parlamento ad parlamentum; et ubi partes sunt in commissione, et altera parcium venit cum diligencia, in casu in quo requiritur, si ex parte actoris, et alia pars, scilicet reus, deficit sic quod se non presentavit, vel eciam presentatus recessit, vel non invenitur ad hostium camere, pars contumax ponitur in defectu; et datur adjournamentum parti comparenti ad sequens parlamentum, et adjornatur pars

defficiens visura judicari utilitatem deffectus. Et hoc comodum deffectus dic ut supra de contumacia et deffectu.

Item, sciendum est quod ubi commissarii sunt dati super causa hic pendente, non est nisi una productio de uno parlamento ad aliud parlamentum; et interim partes, tociens quociens eis placuerit, possunt producere testes coram dictis commissariis; et commissio nedum semel sed pluries renovabitur: dum tamen partes super hiis non fuerint negligentes, nec per eas steterit quin audicio sit perfecta.

Item, postquam commissarii remiserunt partes ad parlamentum, non oportet facere diligenciam: ymmo per hoc probatur diligencia. Gal.

Addicio.

Primo, dum commissarii volent ire ad patriam pro inquesta facienda, actor sumat adjornamentum contra partem ream, sub sigillo commissariorum ad certam diem et certum locum; et contineat in effectum: Tales commissarii etc., in tali causa infra scripta, tali baillivo salutem: Litteras regias nos recepisse noveritis sub hiis verbis: Philippus etc., quarum auctoritate vobis mandamus quod dictas partes adjornetis in tali loco, in domo talis, ut, tali die et aliis sequentibus, compareant coram nobis ad procedendum in dicta causa, juxta tenorem nostre commissionis, nec non et omnes testes, quos utraque parcium predictarum vobis nominaverit ad perhibendum testimonium veritatis super contentis in articulis personarum.

In adjornamenti impetracione.

Quod testes debent adjornari.

Item, ad dictam diem et locum comparentibus dictis partibus, actor debet presentare litteras commissariis, una cum articulis, et petere ab ipsis ut dictos articulos apperiant, et in dicta causa procedant, juxta commissionem eisdem factam. Quo facto, et apertis dictis articulis, et medio juramento affirmatis, et ad ipsos responsis, et [sic. dele] de responsionibus petat sibi fieri copiam ad finem quod scire possit quid de dictis articulis sibi concessum [sic pour: confessum] fuerit, ut super negatis testes producere possit, cum super confessatis non oporteat, cum a probando relevatus fuerit per confessionem partis adverse.

In litterarum presentacione.

Item, super unoquoque de articulis potest X testes producere, et non plures; et, si super omnibus solum X testes produxerit, plures producere non potest super eis. Unde debet precavere quod super unoquoque articulo X testes diversos producat, si potest. Et hoc proficit quo ad duo: Primo quo ad id quod dictum est. Secundo quia, licet X testes, producti super primo articulo, nichil deponant super eo, potest esse quod alii, super sequenti articulo producti, deponent super primo et secundo, et valebit eorum testimonium, licet non interrogati respondeant, vel deponant super primo et non producti, quia articuli vel erant connexi vel dependentes, unus ab alio, vel ex eodem facto.

In testium distribucione.

Nota.

Item, precaveat actor ut, antequam suos testes producat super negatis articulis, loquatur cum eisdem, et ipsis legat articulos super quibus ipsos vult producere. Et, si videat quod sciat aliud de contentis in ipsis, tunc ipsos producat super articulis super quibus dicunt se scire: super aliis autem non occupet sibi numerum testium supradictum.

In testium allocucione.

1. Negligencia est si unum testem producat. Bn.

Item, precaveat si pars adversa X testes producat et uniformiter super omnibus suis articulis, aut super uno tantum. Et si uniformiter super omnibus, et post velit aliquos producere, debet dicere commissariis quod

alios testes ipsi non debent recipere super eis de stillo curie presentis. Et super hoc petatis : nobis (sic pour : vobis) jus dici a dictis commissariis, si velint et possint hoc facere. Aliter petatis super hoc reservari nobis (sic pour : vobis) jus dici per dominos Parlamenti. Et, si ultra vellent procedere ad ipsos recipiendos pro testimonio, [protestamini] dicendo quod hoc est citra consensum vestrum, et quod, per aliqua que dicatis vel faciatis in dicta causa, non intenditis premissis consentire, nec ipsa approbare nec renunciare juri petito vobis reddi super premissis. Et hanc requestam et protestacionem et ea que super ipsis reservabuntur ponatis in scriptis et in sacco poni faciatis, et etiam copiam nobis (sic pour : vobis) fieri sub sigillo vel aliter faciatis, ut supra titulo proximo dictum est.

Item, precaveat quod pars adversa ex nullo actu suo possit aliquid avisa-
mentum accipere.

Item, quod, cum producet testes suos, dicat in ipsa productione et ante juramenti recepcionem, si cognoscat ipsos reprobare et verbo saltem proponere quod ad ipsorum reprobacionem probare vult et offerre ipsa tradere in scriptis, et ea incontinenti tradere, si potest, vel cum primum poterit, et ea se offerre probaturum.

In testium reprobacione.

Si autem essent omnes vel aliqui ignoti, petere debet nomina et cognomina illorum sibi tradi et loci unde dicunt se esse vel domicilium habere; et, inter juramenti recepcionem et examinacionem ipsorum, possunt ipsos reprobare, sicut et ante, et super hiis petere jus sibi dici, si possint et velint; vel reservare jus dici per dominos petatis, ut supra dictum est.

Item, si pars adversa testes vestros non reprobet, ut dictum extitit, et post vellet ipsos reprobare, dicatis quod, de stillo presentis curie, ad hoc admitti non debet, cum ipsos ante non reprobaverit etc., vel saltem antequam examinarentur, et super hoc petatis vobis jus dici ut supra. Item, precaveat ut reprobaciones suas faciat et tradat, ut supra dictum est, nisi per commissarios fuisset eidem facta [reservacio], ut ipsos posset eque bene reprobare post examinacionem, sicut ante, et hoc scripserint in processu. Item, cautela est ut reprobaciones in sacco poni faciat ad hoc. Nam cum curia videbit eas in sacco, non judicabit inquestam, sed judicabit reprobaciones et super eis dabit commissarios; aliter procederent ad inquestam judicandam, si forte hoc omisum esset per notarium in curia registrari super inquesta, vel omisum proponi.

Item, caveat quod, si aliquem testem vult reprobare ratione alicujus criminis vel actus infamativi per ipsum commissi, ad hoc quod reprobacio de stillo presentis curie sit recipienda, oportebit ipsum super hoc convictum esse, et condempnatum, vel confessum. Aliter non est recipienda.

Item, de stillo hujus curie, si velit aliquem testem reprobare ut : Quia est de robis partis adverse, non est recipienda, nisi dicat ultra : Quod est ad potum et ollam ejusdem et ipsius familiaris. Ita dictum fuit per curiam pro domino Antonio Pisani contra Saonentes.

Si inquesta facta fuerit inter partes terre consuetudinarie, vel de rebus dicte terre, vel actibus, commissarii debent remittere inquestam clausam sub sigillo eorum¹ : aliter, si apertam², non sigillatam, annullaretur inquesta; et est ratio : quare inqueste in dicta patria non tabellionantur. Item, quare non

Il manque ici un titre qui peut être : Rubrica qualiter commissarii habeant inquestam curie remittere et dicta testium debeant publicari.

1. Unum non sufficeret.

2. Fallit propter casum fortuitum, puta : moritur unus commissarius antequam possit claudere vel sigillare inquestam.

fit publicacio testium, nec pars ipsa habet dicta eorum, nisi¹ in causis hereditatis, et eciam quando actum fuit actione reali ad petendum rem aliquam; quare tunc fit copia et publicacio.

1. I fallacia.

Item, si partes, vel causa sit de terra juris scripti, debet mitti clausa sub ipsorum sigillis, ut supra dictum est, maxime, quare sic regulariter mandatur fieri, cum ibi fiat in omni casu inquestarum publicacio, sicut in senescallia Tholose, et in aliis senescalliis que jure scripto reguntur; et quare fuerit [factum] per manum publicam cum signi appositione, visum est inquestas missas curie non sigillatas et apertas [ut] tabellionatas et signatas recipi, ubi alia pars tantumdem habet penes se tabellionatum et signatum. Et ita obtinui pro consulibus Narbone contra Comitem Narbonensem; et hoc ideo forte quia dicta inquesta fuerat facta per senescallum Carcassone jure ordinario, et mandatum fuerat ei ob causam, ut curie presenti remitteret. Et ideo publicacio non est facienda, nisi in casu hereditatis, et reali, ut supra.

Item, in patria consuetudinaria, extra villam Parisius, non fit publicacio alicujus inqueste; sed in Castelleto² Parisiensi fit civilium, et non criminalium.

2. II fallacia in Castelleto.

Item, in patria juris scripti fit publicacio inquestarum tam in causis civilibus quam in criminalibus, exceptis certis locis senescallie Petragoricensis et Caturcensis, qui non fuerunt ab antiquo de comitatu Tholose.

Item, de stillo curie, expense, que commissariis debentur pro eundo et redeundo, et alie, communiter faciente et solvende sunt, ubi utraque parcium facta affirmativa indigeret probare.

De solutione expensarum commissariorum.

Item, ubi partes sunt in commissione vel audicione, et una ipsarum cicius compleverit inquestam suam pro parte sua, quam alia, et renunciaverit et concluderit in causa: alia tamen non fuit in negligencia quin eque bene compleretur pro parte sua, et bene fecit citare testes suos, et non venerunt ad propositos, et poni fecit in defectu, et semper expense in audicione fuerunt communes; complebitur inquesta, eciam pro alio, expensis communibus, nonobstante quod pars alia nullos testes producere velit. Sed secus esset, si per negligenciam alterius partis hoc evenisset: quare tunc expensis solum esset complenda suis.

Item, si petat aliquis aliquam inquestam recipi videri et judicari, tanquam perfectam, et pars adversa contradicit, dicens ipsam non fore completam, habebitur, quo ad eum, tanquam completa, ita quod alios testes ulterius producere non poterit; nec instrumenta, nec alia, nec testes qui producentur per partem aliam, per illam reprobarentur. Et est ratio: quare illam tenuerit quo ad se, perfectam; sed pro parte alia complebitur, si reperiat per ipsam curiam pro parte ipsius non esse completam. Et hoc verum est: quare ille qui tenuit illam pro perfecta nichil ultra procedere possit, nisi retenuam fecerit, ita ut sequitur: Peto, ut supra facta retenua, quod, ubi dicta inquesta per curiam perfecta non reperiretur, quod eque bene commissio renovetur ad meam utilitatem, sicut ad utilitatem partis adverse. Quare tunc non est intencionis sue renunciare productioni testium vel aliorum in causa.

De petitione receptionis. Qualiter facta retenua partibus adjornatur.

In casu ubi aliquis subjectus regis recusat aliquem recipere in fidem suam et homagium pro aliquo feudo, quod ab ipso tenet, consuevit litera justicie concedi in requestis et talis:

Rubrica De Feudis. De receptione ad juramentum. Coram quo tractari debet cum vertitur inter dominum et petitozem, aut inter dominos competitozes, primo casu in parlamento.

Philippus etc., tali baillivo salutem. Talis nobis conquiendo monstravit quod, cum tale feudum a tali movere dicatur, quod dictus conquerens ad ipsum pertinere dicit, ac tamen dictus talis dictum conquerentem in fidem suam et homagium pro dicto feudo recipere recusat indebite et injuste, sicut dicit. Quocirca tunc per presentes precipimus et mandamus quod, ad requisicionem dicti conquerentis ad domicilium dicti talis, vel ubi expedire videris, accedens [sic, pour: acedas] ut ejus presenciam habere [possis], ad videndum requestam suam, quam dictus talis dicto tali intendit facere super premissis, dictoque tali ex parte nostra precipias ut eundem conquientem pro dicto feudo in fidem suam et homagium recipiat. Si vero dictus talis ad premissa se opponit, dicens se habere justas causas et rationes propter quas premissa facere non teneatur, adjornes eum ad diem baillivie tue nostri futuri parlamenti proximo (sic) coram dilectis et fidelibus gentibus nostris tenentibus parlamentum, dictas causas propositurum et aliter cum dicto tali super premissis processurum, ut fuerit rationis: cum intimacione quod, si predicta die non comparuerit, predictum conquientem pro dicto feudo ad fidem nostram et homagium recipiemus. Dictasque gentes nostras, etc. Datum, etc.

Item, est notandum quod, si partes ad diem assignatam in parlamento venerint, et dictus dominus causam predictam sibi petit remitti, non fiet sibi remissio predicta, et est ratio: quare conquiens non tenetur coram ipso pro dicto feudo litigare, donec per ipsum receptus fuerit pro ipso ad fidem et homagium.

Item, si petat se remitti coram baillivo, sub quo dictum feudum est, non fiet remissio, et oportebit quod in parlamento dictas causas proponat vel alleget; et ibi determinabitur causa. Et est ratio: quare baillivus non posset ipsum recipere in fidem regis etc.

Qui potest recipere? baillivus domini vel alter ejus officialis non potest, quia fides et homagium non veniunt in generali mandato.

Item, si cognito per curiam quod cause propositae per ipsum fuerint insufficientes, et quod, hiis nonobstantibus, eundem debet recipere in fidem suam et homagium pro dicto feudo, et post hanc cognicionem conquiens petat se recipi, etc.; et dominus petat quod vassallus vadat ad locum unde dictum feudum movetur, ibique se paratum ipsum recipere, si offerat se pro dicto feudo ad premissa: non fiet remisso. Sed ipsum in parlamento tenetur recipere. Ita vidi in omnibus predictis pronunciari per arrestum curie in parlamento anni XXVI, pro comite Liberensi, contra comitem Flandrensem.

Item, quod dixi verum esset, nisi in casu ubi, eo tunc quod dictus dominus primo requisitus fuit per dictum conquientem super premissis, alius contra ejus requestam se opposuisset, dicens alium non debere recipi, sed potius se pro dicto feudo, ut potius jus habentem. Si enim dominus obtulit se jus facturum partibus, licet postea requiratur in presencia commissarii regis et sibi assignata fuerit dies in parlamento, nichilominus fiet ei remissio.

I fallacia.

Item, hoc quod dixi verum est, nisi in casu ubi, post primam requisicionem domino factam in presencia commissarii domini regis, et dum secunda fieret, alius se opposuisset. Et licet dominus obtulerit se dictis partibus jus facturum, et nichilominus adjornatus fuerit in parlamento et tunc petat causam sibi remitti: non fiet remissio. Sed utraque in parlamento

II fallacia.

Effectus recepcionis.

decidetur propter suspicionem ne dominus dictum opponentem falso supposuerit.

Item, de consuetudine generali regni Francie, extraneus, qui non potest gaudere quo ad saisinam consuetudine per quam mortuus saisit vivum, non potest ingredi possessionem feudi, nisi per manum domini, per receptionem ipsius ad fidem et homagium; nec aliter contra dominum posset dicere se saisitum, licet contra alios sic.

Item, successor talis qui potest gaudere dicta consuetudine, ut proximior ab intestato, potest ingredi possessionem, etiam antequam intret fidem et homagium domini; et habet¹ XL dies ad deliberandum antequam intret fidem et homagium pro dicto feudo: intra quos si non venerit, nulla est pena; sed post dictum tempus dominus potest assignare² manum suam ad dictum feudum propter defectum hominis, et ex tunc faciet fructus suos. Sed cum vassallus veniet pro offerendo debito, dominus, quandocumque veniente, etiam post X annos, tenetur et recipere et restituere feudum.

1. Infra quod tempus.

2. Prima pena.

Item, si teneat feudum sine domino, id [est] antequam sit receptus per dominum ad fidem et homagium suum, nec se illi obtulerit pro premissis, dominus, si velit, tenebit dictum feudum sine homine per tantum tempus per quantum vassallus tenuit eum sine domino; et interim faciet fructus suos; nec interim tenetur eum recipere ad fidem suam et homagium pro dicto feudo; nec ad hoc potest compelli per dominum superiorem.

Item, de consuetudine predicta, aliquis non est sufficiens ad terram tenendam in feodo nisi habeat XX annos completos et XXI annum actigerit et in censivis XIII annos habeat et XV attigerit. Et sic quod in primo casu non intrat fidem et homagium alicujus. Sed ille³ [intrat] qui habet baillium alicujus et gubernacionem; qui interim faciet fructus suos in terra consuetudinaria et non in patria juris scripti, nisi esset pater vel alius (sic pour: avus) qui eum habet in potestate sua. [L cum non solum de bo. quali .C.]

Quis potest recipi? Debet enim quis recipi salvo jure alieno.

3. Et mulier, vel jure vassali.

Item, consuetudo per quam mortuus saisit vivum non habet locum in successione ex testamento; sed ab intestato sic. Et hoc verum nisi in casu ubi duo concurrerent simul in ejusdem persona.

Item, si plures contendunt ratione successionis mortui alicujus, quia quilibet contendit se admitti ad fidem et homagium dominorum a quibus movent se ista que a diversis moventibus habebat, inter quos rex est unus: tota causa etiam pro aliis feudis ventilabitur in parlamento, licet sit modicum feudum quod a rege teneri debet. Et item si aliter de hereditate illius contenderent. Ita dictum fuit pro domino de Lebreto (sic pour: Dalbreto) in parlamento anni XXVI de loco de Vilandrando, qui de feudo suo [de quo] move[ba]tur cognicionem sibi remitti petebat, cum in curia inter comitem Armaniaci et adversarios suos de hereditate vicecomitis Leomanie contenderetur, ad finem recipiendi ad fidem et homagium pro feodo, quod dictus vicecomes tenebat.

De causa admissionis.

Item, cum aliquis se offert regi pro intrando fidem et homagium pro aliquo feodo, et alius ejus requeste se opposuerit offendo etc.; et partes ipse per regem super premissis remisse fuerint ad parlamentum ad certam diem, et unus ipsorum per procuratorem se presentaverit fundatus generaliter, absque eo quod esset sibi concessum specialiter, ut possit petere per dictam

curiam declarari dominum suum recipi debere pro domino¹ feudi in fidem et homagium regis, sufficit dicta fundacio. Dum tamen dominus sit presens dum dicta causa litigabitur. Ita dictum fuit pro comite Armaniaci contra adversarios suos. Aliter non sufficeret pro certo.

1. Alias pro dicto feodo.

5 Item, ubi plures contendunt, ratione successionis alicujus, quis recipi debeat ad fidem et homagium domini pro feodo quod defunctus tenebat, et per diversa testamenta veniunt: ut puta quidem (sic: pour quidam) ex testamento Ticii patris, quidam ex testamento filii dicti Ticii ultimo defuncti; et qui per testamentum ultimi defuncti contendit se saisitum
10 in dictis feudis, et ipsa tenuisse per aliquod tempus, et dicat se per gentes regis impediri per manum regiam appositam, et petat eam exinde amoveri et se reduci in statu in quo prius erat: quo facto petit se admitti ad fidem et homagium, etc. Et pars alia dicat illum nullum statum saisine habuisse post mortem defuncti, tum quia annus nondum
15 fuerat elapsus, tum etiam quia non receptus fuit pro premissis ad fidem et homagium; manus predicta exinde non removebitur, nec ipse remittetur in dicto statu, sed partibus injungetur per curiam quod utraque proponat que voluerit ad finem quod ad homagium recipi debeat. Ita dictum fuit contra dictum comitem pro adversariis in dicto parlamento.

20 Item, ubi vassallus alicujus intrat fidem et homagium regis pro feodo quod ab ipso, sicut alio domino, tenere debebat, licet postea prononcietur in parlamento ipsum reddi ad fidem et homagium domini sui immediati, non propter hoc dominus poterit eum insequi ad finem quod dicto feodo debeat privari, nec aliquod jus domino est acquisitum nec vas-
25 sallo prejudicium generatum. Ita dictum fuit per arrestum curie per os domini Johannis de Chomonte tempore (sic pour: tunc) presidentis anno XXVI, pro Colardo de Chanbena, contra comitissam de Retello.

Item, advocatio facta regi de aliquo feudo dat saisinam regi quo ad duo: ut capta de loco illo per aliquem qui dictum locum ab eo teneri
30 dicebat debent resaisiri ad locum; et quod cognicio debati moti inter dictas partes, scilicet: illam que se dicit dominum, et aliam scilicet: vassalum, quod ad regem pertinere debeat. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVI pro comitissa de Saisses contra dominum de Merly.

Item, ubi manus regia fuit apposita in feudo alicujus aliqua de causa,
35 dominus immediatus non debet impediri assignare feudo suo, propter defectum hominis, vel alia justa de causa justiciare feudum, pretextu dicte manus: ut in feud. de investi. de re ali. fac. et que sit prima causa benefi amitt. Tamen, propter honorem superioritatis, non debet hoc facere sine licencia regis, que de facili obtinetur. Et ideo, cum baillivus Viromandensis
40 apposuisset manum regis, propter quasdam emendas regi debitas, in quodam feodo quod ab episcopo Noviomensi tenebatur, et dictus episcopus assignasset ad eum propter defectum hominis: per arrestum curie dictum fuit quod, priusquam dicto episcopo restitueretur feudum, regi satisfaceret de dicta emenda, et emendaret regi quia supra manum regis et, non petita licencia,
45 ipsum justiciaverat. Sed quitata fuit ei emenda, quare ob bonam causam fecerat hoc: quo facto daretur sibi potestas justiciandi dictum feudum.

Item, super impetracione arrestorum curie parlamenti vel dependencium ab eisdem, utrum videlicet jus tercii debeat impedire execucionem principaliter, autem de jure tercii non cognoscunt. Item causa marche. Secus tamen in actione mandati que exinde nascitur inter dominum et suum procuratorem, non super processu nec ejus occasione: quare, ista quo ad hoc, non est privilegiata. Secus si procurator petit salarium.

Il manque ici un titre qui peut être Rubrica quorum cognicio specialiter pertinet ad regem; et qualiter contra personas ecclesiasticas procedatur.

Portacionis armorum cognicio contra quemcumque justiciabilem pertinet

ad regem, licet dominus cujus talis subjectus est omnimodam habeat jurisdictionem in terra sua. Et hoc ubicumque facta fuerit armorum portacio, maxime si publice et cum multitudine gencium vel in itineribus publicis facta fuerit. Et ad nullum alium cognicio premissorum pertinet, nisi vel ex privilegio, vel regis hoc habeat; et est ratio: quare solus rex potest prohibere portacionem in toto regno suo et solus concedere usus armorum, in autentica de armis in rubro et nigro. Et ideo ex quo rex solus prohibuit portacionem armorum, solus offenditur; quare non est mirum si ipse habeat cognicionem.

10 Item, et illorum¹ que in tali portacioni fiunt, si non possent maleficia separari. Sed si possent separari, rex solum haberet cognicionem portacionis armorum; et dominus in cujus terra talia fient, si omnimodam jurisdictionem haberet in ea, aliorum² cognicionem haberet. Et hoc patet per exemplum sequens: Dominus de Pinon cavalcata commiserat in terra comitis Roussiaci, cum armis incendia apposuerat, et talia similia. Rex dicebat quod, tam portacionis armorum, quam aliorum, debebat habere cognicionem. Dicebat comes quod omnium cognicio ad ipsum spectabat, cum ipse habeat omnimodam jurisdictionem in tota terra sua, et, si non portacionis armorum scilicet: cavalcate, saltim aliorum, cum sint separabilia. Dictum fuit per arrestum curie quod rex solum in portacioni armorum cognicionem haberet, cum solus fuisset offensus, et illius cognicio ad ipsum spectabat; aliorum autem ad comitem, cum essent diversa delicta.

1. Ut furtorum, homicidiorum. Scolia.

2. Maxime si preveniat. Scolia.

Item, de factis supra³ vel contra manum regis rex solus cognicionem habet. Et si quis super hoc a presenti curia petat se remitti ad baillivum regis, in bailliva sua ubi hec commissa dicuntur, non audietur; immo compelletur ad respondendum. Ita dictum fuit per arrestum curie pro illo (sic pour: domino) de Longo-ponte contra dominum Radulphum de Claromonte. Item, pro abbate de Jardo contra vicecomitem Tornacii.

3. De attemptatione contra vel supra, etc.

Item, si episcopo vel alicui persone ecclesiastice imponerentur proxime dicta in curia, non remitteretur super hoc ad judicem suum ecclesiasticum; sed compelleretur per capcionem temporalitatis ad respondendum in presenti curia. Ita dictum fuit contra episcopos Bajocensem et Abrincensem in parlamento anni XXIII.

Item, novitatis⁴ cause solum ad regem spectat cognicio, et solum in curia ventilabitur. Et est ratio: quare emende ascendunt LX libras, et baillivi se intromittere non possunt de tali summa, nec cognoscere. Et ideo in presenti curia habet ventilari et non alibi.

4. Scilicet in juribus spiritualibus. Secus in proprietate que debet tractari in curia ecclesiastica, etiam si per arrestum curie fuerit pronunciatum: salvo jure proprietatis.

Item⁵, si persone ecclesiastice aliqua contra salvam gardiam commiserint vel aliquos excessus, contra, vel supra manum regis, et per inquestam factam contra illos appareat de illis excessibus, curia consuevit sic ipsos condemnare⁶ quod ipsorum temporalitas ad manum regis detinetur, donec ipsi talia reintegraverint, et donec rex pro ipsa emenda levaverit centum libras, vel tantum quantum sibi videbitur. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVII contra magistrum Stephanum Albi, canonicum Lugdunensem. Et ita in parlamento anni XXVIII pro abbate et conventu de Vasselis pro excessibus commissis contra Robertum Porcelleti et gentes regis, facientes execucionem contra ipsos, pro dicto Roberto.

5. Secus in laicis qui possunt in personis puniri per regem.

6. Quia nec condemnatur nec petitur condemnacio. Aliter non valet peticio.

Item, super contentis sub sigillo regio clericus convenitur coram iudice seculari et valet convencio in omnibus casibus, licet, si excipiat, habeat locum replicato.

Item, rex non litigat, in aliquo casu, in curia alicujus subjecti pro re

sibi toto vel in parte pertinente. Et hoc patet in casibus supra expressatis in materia de feudis, in XI capitulo quod incipit : Item, si plures; et in XIII capitulo quod incipit : Item, ubi plures; et in exemplis que secuntur : Procurator regis et procurator sancti Corneli de Compendio in presenti curia dicebant se esse in possessione, ex prescripcione tanti temporis, de
5 cujus contrario non existebat memoria, apud Remis, hominum dicti monasterii sancti Corneli decedencium sine herede bonorum capiendorum propria auctoritate. Et dicebant se impeditos in saisina predicta, ideo quod bonorum duorum hominum dicti monasterii, qui sic decesserant, nauscitendi
10 et occupandi possessionem per archiepiscopum Remensem vel ejus gentes fuerant impediti; procuratorem (sic pour : procuratore) dicti archiepiscopi petentem (sic pour : petente) remissionem fieri premissorum, ideo quod dicebat dictum dominum suum omnimodam habere jurisdictionem in dicta villa de Remis. Dictum fuit ideo quod, quia tertia pars bonorum
15 hominum dicti monasterii in dicto loco sine herede decendencium ad regem pertinebat, dicta cognicio ob causam predictam in presenti curia remaneret, nec fieret remissio.

Item, cum episcopus Apemiarum debitum ei per episcopum Tholosanum cessisset in parte, et ob hoc episcopus Tholosanus ad hanc curiam vocatus
20 fuisset, et dictus episcopus peteret se remitti ad judicem suum ecclesiasticum; ob rationem premissam, remissionem predictam expresse facere curia reservavit (sic pour : recusavit).

Item, episcopus vel prelatus contra laicum, qui alicui intra suam jurisdictionem spiritualem et intra locum ubi eam exerceret aliquas injurias
25 quascumque graves commiserit, non potest procedere ad ejus persone capcionem nec arrestacionem, nisi mortem vel crimen aliud detestabile ibidem commisisset. Et, si aliter procedat contra ipsum, compellitur per temporalitatis sue capcionem ad revocandum ea que in premissis fecit. Ita dictum fuit in parlamento anni XXVII contra archiepiscopum Remensem et ejus
30 officialem pro majore et juratis dicte ville. Sed monendo vel excommunicando eum, contra ipsum procedere potest.

Item, jurisdictio temporalis per spiritualem non potest vel debet impediri; et, si contra fiat, curia presens consuevit compellere spiritualem ad revocanda
35 impedimenta talia, per capcionem sue temporalitatis. Ita dictum fuit per arrestum curie in parlamento anni XXVII contra archiepiscopum Remensem pro capitulo dicte ecclesie.

Nec juvari, licet contra videatur no. de seu. ex. c. dilecto lib. 1.

Per quem modum vel quomodo pares Francie habeant adjornari, dic ut supra, titulo de adjornamento, ubi : Item, fallit; et ubi : Sequenti; et ubi : Item,
40 Pares Francie.

Item, appellantes a pari Francie vel ab hominibus in curia sua judicantibus, qui alios homines supra se in eadem curia, vel alia domini curia, judicantes [non] habent, sunt exempti a jurisdictione paris, tam agendo, quam
45 defendendo : quod dic ut supra, titulo : Quando quis ab appellacione sit exemptus.

Item, an appellans a pari Francie vel ab ejus hominibus sit per presentem curiam remittendus ad curiam paris? Dic quod sic, in casu quem habes supra, titulo : Qui appellat ad curiam omis. medio § 1.

Il manque ici un titre qui peut être Rubrica de causis Parium Francie.

Item, si subjectus paris vocari fecerit parem Francie ad curiam in alia causa quam in causa appellacionum : si causa non tangat paritatem, si pars (sic, pour : par) requirat causam sibi remitti, audietur.

Item, par Francie alibi quam in presenti curia non tenetur litigare. Et hoc verum est si hoc petat coram baillivis vel senescallis, coram quibus in causam trahuntur; quare ipsis non sunt subjecti nec de ipsorum ressorto, nisi in casibus quos habet (sic, pour : habes) notatos supra titulo de adjornamento.

Item, si pares voluntarie procedant coram ipsis, tenet processus, ut patet in exemplo quod sequitur : Symon Vie in causa novitatis trahit in causam comitissam Attrabatensem coram baillivo Viromandie, et quemdam processum inchoari fecit et inquestam fieri. Et nichilominus in dicta causa litteram justicie a rege impetravit que dicto baillivo dirigebatur, virtute cujus comitissa coram dicto baillivo vocata, seu baillivus ejus [fuit]; se dictis litteris opposuit, cujus oppositionis pretextu dictus baillivus dictas partes remisit ad parlamentum, et dictam inquestam recipi et judicari petiit dictus Symon. Ex adverso dicebatur quod dicta inquesta recipi non debebat, et eciam proposuit illam nullam, cum alibi quam in parlamento esset facta; et, cum sit par Francie, non potuit alibi litigare, nec aliquis esse ipsius iudex, nisi presens curia; et quod ideo apparebat a non comparenti iudice facta, et sic nulla. Ex adverso repplicatum fuit quod hoc erat verum, ubi ipsa declinasset forum baillivi; et cum ipsa coram eo voluntarie processisset, tenebat. Dictum fuit per arrestum curie quod, ideo quod fuit reperi-
tum ipsam voluntarie coram dicto baillivo processisse, [reciperetur], et fuit recepta. Verum, quia reperi-
tum fuit per inquestam litem non fuisse contestatam coram commissariis, dicta inquesta fuit annullata. Et licet nimio (sic, pour : tunc) a tempore arresti esset lapsus annus, reservata fuit per dictum arrestum causa novitatis dicto Symoni. Et dictum fuit dictam oppositionem tenere, et quod dicta comitissa procedat in dicta causa in dicto parlamento : et ita fecit. Et ita dictum fuit in parlamento anni XXV inter dictas partes.

Item, licet pares Francie baillivis vel senescallis non sint subjecti, nec de ipsorum ressorto; in causa novitatis, vel aliter, ubi opposicio potest cadere, ubi par ad requestam, que fit coram baillivo, non se opposuit, vel confitetur factum cujus pro certo requesta fiebat : baillivus vel commissarii poterunt amovere impedimenta, et aliter facere requestam conquerentis contra parem. Et ita dictum fuit in parlamento contra episcopum Laudunensem pro quodam homine suo.

Minor XX annis, donec XXI attigerit, non potest causam proprietatis in iudicio deducere, volens nec invitus, nec agendo nec defendendo, ut supra titulo de causa possessionis et proprietatis.

Item, nec baillium¹ habentes, nec tutores, ipsorum nomine; causam proprietatis possunt in iudicio deducere, agendo, vel defendendo; nec causam a proprietatis causa dependentem, ut super fructibus qui peterentur ratione alicujus rei adjudicate vel petite, solum sed personalem, separatam a causa proprietatis; sicut patet per exemplum quod sequitur : Dominus de Aufemonte fecit adjornari heredes domini de Nigella ad resumendum

Sunt autem pares duplices; quidam sunt de jure communi, puta : archiepiscopus Remensis, episcopi Bellovacensis, Noviomensis, comes Attrabatensis, Flandrensis, Campanie; alii per privilegium regis, ut comes Ebroicensis, regina Navarre, Johanna comitissa Flandrensis in omnibus suis terris. Et nota quod, si terra parie dividatur, caput tamen habet privilegium paris. Item, silicet bene..... terra paris est subjecta iudici baillivie. Item, dicebas de episcopo Parisiensi erga prepositum.

Item, paria movet immediate a rege, et tenetur per unam fidem, unum homagium; nec dividitur ut sint duo pares, vel duo privilegiati. Gal.

Il manque ici un titre qui peut être : Rubrica de minoribus et quam causam tutores vel baillium minorum habentes ipsorum nomine possint in iudicium deducere.

De propositione cause proprietatis.

1. Scilicet tamen major, baillium fratrum suorum minorum habens, eam deducit; nec super sedet causa proprietatis propter eorum minorem etatem.

arramenta, in causa mota inter ipsum et dominum predictum, in parlamento. Tenentes baillium dictorum heredum pecierunt diem appensamenti ad sequens parlamentum : quod fuit eis concessum. Ad quem dixerunt se ea reperire Nigelle, adicientes causam; quare dicebant dicta arramenta
5 esse super causa reali, quam ipsi non poterant in iudicium deducere; sed dictam causam et ejus arramenta dormire debere, donec dicti heredes essent etatis perfecte. Ex adverso proponebatur dictam actionem fore principalem, scilicet ex testamento; quia, cum dicebat, dominus
10 Jo. de Flandria ordinasset in testamento, in quo dictum dominum de Nigella executorem fecerat, quod solveret legata et debita infra certum tempus; residuum vero conquestuum immobilium suorum bonorum dictus restitueret filie sue, uxori domini de Aufemonte; et quod dictus, infra dictum tempus, poterat premissa solvisse de fructibus dictarum rerum, et aliis emolumentis; et, si non fecerat, hoc sibi imputari debebat. Quare ipsum condempnari
15 debere dicebat ad dictos conquestus, una cum dictis fructibus exinde perceptis post dictum tempus; et etiam ad dicta mobilia restituenda, si confiteretur premissa, vel si negaret etc. Et quod, cum dicti baillium hujusmodi habentes dicta arramenta resumere recusassent, dicti heredes a defensionibus suis, quas pater ipsorum super premissis proposuerat, ceciderant : et ipsius
20 peticio fieri debebat. Ex adverso dicebatur [in] contrarium : cum dicta causa esset realis, et sic eam ipsi deducere non possent in iudicio. Ex adverso proponebatur baillium [non] peciisse ipsam poni in suspenso, et ad petendum ipsam suspendi a modo admitti non debebant, nec ipsius domini de Aufemonte impedire requestam. Ex adverso dicebatur quod immo, ante et post, ad hoc
25 debebant admitti. Dictum fuit per arrestum curie quod, ideo quod causa dicta, quo ad dictos conquestus et fructus, cum essent sequela dicte cause, esset realis dicta causa, et dicta arramenta dormirent, nonobstantibus propositis ex adverso; et ponerentur in suspenso donec heredes essent etatis legitime; sed, quo ad mobilia, personalis; et ideo poterant ipsam in iudicium
30 deducere dictum baillium habentes, et periculum dicte cause ad ipsos pertineret, et dicti domini de Aufemonte peticio fieret, quo ad dicta mobilia. Ita dictum fuit per arrestum curie inter predictas partes in parlamento anni XXVII.

Item, nota ex hoc tria de stillo curie : quod causa realis non potest
35 agitari contra baillium habentes, [nec] minoris nomine, per ipsos, nec sequela dicte curie. Item, quod personalis potest agitari per ipsos, vel contra; quare periculum dicte cause ad ipsos pertinet.

Item, quod, licet baillium habentes refutent minoris nomine resumere arramenta, nichilominus post dictam refutationem possunt petere dicta arramenta poni in suspenso; quod etiam peterant, licet ipsa resumpsissent.
40

Sequitur aliud exemplum : In presenti curia magister Guillelmus de Maffla pecierat quemdam (sic) rem ab heredibus Petri Cartula, seu ab ipsorum tutoribus; et duas sentencias contra se repportaverat, pro dictis heredibus. Demum fuit facta appellacio per ipsum ad presentem curiam. Dicebat eas
45 nullas : quare dicebat dictorum heredum tutorem non fuisse fundatum, qui dictam causam duxerat; et quare dicebat dictam causam esse realem, que, per tutorem, prout contra minorem non poterat duci. Ex adverso proponebatur quod, ad primum proponendum, tarde venerat, et ideo ad hoc

admitti non debebat, quare hoc coram primo vel secundo iudice non proposuerat; item, nec ad secundum; quare sententia pro minoribus tenet, licet per personam illegitimam fuerit agitata: C. de procuratore. Non ideo minus dictum fuit per arrestum curie quod, nonobstantibus propositis ex adverso, dicta sententia teneret. Et hoc fuit in parlamento anni XXV.

Item, ex hoc nota quod lata sententia pro minoribus et processus factus super hiis, durante ipsorum minoritate etatis, tenet, licet, si contra ipsos fuisset, esset nulla. Item, quod, si exceptio fundacionis coram primo vel secundo iudice proposita non fuit ex tunc, quis ad ipsam proponendam admitti non debet.

Item, cause minorum et similium personarum, et viduarum et similium in parlamento, ipsis volentibus, agitantur; nec aliqua remissio fit ipsis invitis, juxta L. I. C. quando imp. inter pu. et viduam.

Et ita vidi de Beatrice de Sabrano, Roberto de Lauduno et eorum consortibus, licet dicta Beatrix de hereditate paterna, que est in senescallia Bellicadri, litigaret. Item, cum domina Margareta de Borolagio super douario suo contra Jo. Collanelli litigaret, licet dicta actio esset personalis. Item, eciam pro dote, ut in domina de Marenchy contra Lugdunum de Bellomonte.

Sciendum est quod, si mulier agat in parlamento pro dote vel douario¹, et petat sibi fieri provisionem, pendente lite, habebit ipsam, et pro alimentis, et pro prosecucione cause. Ita dictum fuit in facto domini de Bellavilla. Item, idem esset in aliis casibus favorabilibus: ut, si executor contendat ratione execucionis testamenti alicujus contra ipsius bona detinentes; nam fiet eis provisio pro prosecucione cause.

Item, ubi filius contendit² de hereditate paterna contra alium possidentem, fit provisio, et pro alimentis, et pro prosecucione cause. Ita dictum fuit pro filiabus de Severaco contra Deodatum de Severaco; et pro Beatrice de Sabrano contra suos adversarios; et pro Jacobo de Monte Hareno contra R. ejus fratrem.

Sed que quantitas taxabitur? Dico quod, ubi tales agentes contendunt de hereditate dicta, et in totum asserunt ipsam ad se pertinere, consuevit fieri quarte partis reddituum ipsius: super hoc possidens per juramentum interrogatur³. Ita dictum fuit pro dictis Beatrice et Jacobo.

Item, dicunt quidam quod tales provisiones habent peti incontinenti apperta petitione per actorem⁴; vel saltem habet super hoc protestari, in casu ubi causa dilacionem caperet; et quod alius quis ipsam petere non posset, vel, si peteret, non fieret illi. Et aliqui sic faciunt advocati. Sed vidi contrarium obtineri, et peti; et obtinui eciam post litem contestatam, et post principalem causam appellacionis introductam in curia. Ita vidi de facto, in causa Richarde de Sauves contra dominum R. de Ansello, in parlamento anni XXVII.

Item, si collaterales⁵ petant hereditatem collateralium, puta: fratris vel alterius; et petant in curia provisionem sibi fieri super hereditate predicta, causa pendente, non fiet sibi. Ita dictum fuit per arrestum curie in parlamento anni XXVIII contra domicellum Machari de Hostes pro Ja. de Castellerio; et est ratio: quare secus in descendantibus; quare magis debetur

Rubrica de provisione, pendente lite, facienda.

1. De consuetudine secus; si ex consuetudine, maxime contra extraneam personam, vel ejus heredem fallit, si petatur ab illo qui habet titulum singularem, potissime non lucrativum, alii contra quem ex persona rei privilegium actoris non debet immutari. Fallit eciam propter recedenciam quam habet, que est majus jus. Sed secus, si eam non habeat: immo impediatur.

Pro petitione hereditatis vel alia subrogata.

2. Contra possidentem sub nomine tote; et, si negat se possidere, amoveatur possessio ab eodem. F. F. de rei vendicione L. si. Eciam si sit filius qui juvetur jure communi, vel procurator regis qui occupavit bona jure albanagii, vel aliter.

Qualiter; moderate.

3. Vel facta informatione in casu dubii. Bene.

4. Scilicet post ventam, potius quam ante, non potest pretendere defensiones suas. Regula.

5. Maxime qui non recognoscuntur.

eis hereditas quam collateralibus, cum ipsi in vita quasi domini reputentur, juxta L. in suis F.F. de lib. et posth.

De assecuramento.

Sciendum est quod quicumque laycus, inventus in curia, compellitur prestare assecuramentum cuicumque petenti, si sit laycus; si autem clericus, ducitur captus per unum de hostiariis parlamenti coram officiali Parisiensi; et ibi compellitur coram ipso sibi dare; [curia eciam capit adversarium in gardiam, et facit clerico inhibicionem.]

Non tamen communitati, non procuratori, nisi dominus sit presens. Item, prestatur presenti, non absenti, licet suscipiatur in gardia cum inhibicione.

Item, dominus compellitur dare vassalo suo, licet juramentum fidelitatis ipsum ab hujus modi juramento excusare videretur. Ita dictum fuit per arrestum curie contra dominum de Ham, pro quodam vassallo suo, in parlamento anni XXV.

Item, dominus homini de suo corpore. Ita dictum fuit in parlamento contra magistrum Radulphum de Praellis, pro quodam homine suo de Naylliaco.

Item, super prestacione corporali, omnibus excepcionibus rejectis, non potest declinare forum, nisi in casu qui sequitur: Ubi aliquis fecit aliquem adjornari super securitate sibi prestanda ad parlamentum; et tunc ipse impetret se remitti ad curiam domini sui super hoc, et dominus super hoc eciam remissionem fieri sibi, fiet. Sed tamen interim curia providebit, quia faciet eum sibi prestare, usque quo alter venerit ad curiam domini; et super hoc prefiget diem. Ita dictum fuit pro domino de Sellis contra abbatem Sancti Audomari in Bosco, in parlamento anni XXVIII.

EXPLICIT.

Addicio.

Prestacio autem assecuramenti ligat et artat potestatem ad non ledendum alterum; artat eciam consanguineos ejus, non tamen affines, puta: maritos consanguinearum; dum sit publica.

CY COMMENCE LE STILLE DE LA NOBLE COURT DE
PARLEMENT A PARIS, CY APRES, PAR RUBRICHES, COMPOSÉ
EN LA MANIÈRE QUI S'ENSUIT.

Pour ce que mémoire d'omme régulièrement est tantost passé, et l'en treuve en escript peu du stille de Parlement de la noble court de France, qui aucunes fois se mue et diversiffie; o grant et meure délibération de plusieurs saiges gens et expres [expers] en la dite court de France, ay mis et applicqué tout mon penser, o grant labour et subtilles cautelles, à mettre et reddiger aucun petit du dit stille en cest présent petit libelle.

Ce que je mettz par exemples et rubriques, afin que, s'aucune chose en estoit mise en doubte ou révoquée, l'en puisse avoir recours au registre de la dite court de parlement.

Des advocatz.

Advocat quelconque doit avoir en soy belle manière et estre de bel port, avoir le visaige joyeux et liez, meur et atrampé en toutes choses, courtoys et humble à toutes gens selon l'estat de luy et de chascun, et doit refraindre et modérer le mouvement de son penser et de son cueur, que, pour petit de parolles ou autres causes, il ne s'esmeuve à ire, courroux ou discencion contre les parties qui parleront à lui en conseillant leurs causes ou autrement; et doit enseigner ceulx qui se veullent conseiller à lui qu'ilz ne le chargent de parolles inutiles ne d'ennuy, convenir o eulx de lieux, de temps convenables qu'il pourront parler à luy; et ne doit mie mettre en obly de préférer en expédiant ceulx qui mieulx le paieront, de s'avancer toutesvoys à ses seigneurs et grans amys, ne dire son intencion à son client, ne ne rendre ses instrumens jusques à tant qu'il luy ait fait satisfacion compectante de son salaire. Item doit veoir diligenment et ou grant délibération les poincts et articles des erremens, affin que en trop parlant ou aultrement il n'en soit déceü.

Item, diviser par membres la matière de ses causes pour la mectre mieulx en mémoire et poursuir plus chaudement et subtillement; et doit en grant diligence penser et soy prémunir des responses et repplicacions qui luy pourront estre faictes, dictes ou objetés de sa partie adverse, affin de faire sur ce plus chaude-

ment repplications et plus briesvement. Item, doit parler en toutes causes
plaidées plus hault et plus vive voix qu'il n'a acoustumé en son commun parler,
ou en son advenance; et en prononçant ses parolles doit avoir grant cure et
diligence de ses causes qu'il a à ventiller, et les commender à mémoire et com-
mender à son clerc qu'il en soit mémoratif, et qu'il l'en advertisse souvent. Item,
si preigne bien garde, quant il est avec l'acteur, que l'avocat de sa partie adverse
ne le mette hors de sa matière, ne ne repplique contre ses responses, jusques à
tant qu'il ayt fini de respondre. Item, et quant il est avec le reus, il doit veoir et
regarder l'adjournement, et le impugner à son povoir; et si ne pevent impugner,
regarde bien arguer, affin premièrement qu'il ne soit tenu de respondre et mettre
son adversaire hors de son propos s'il le pevent faire. Et se, par adventure, il ne
peut en aucune manière impugner l'adjournement, mais luy convieigne respondre,
se la pecticion faicte par l'acteur a esté dillatée ou prorogée par dillacions ou
opposicions, face tant que sa dite péticion soit répétée; et se advise bien se
l'avocat de sa partie adverse mura ou changera son propos et la substance de la
dite péticion, en y adjoustant ou diminuant; et s'il le fait, y peut dire qu'il n'est
pas à ce adjourné.

Item, se doit bien garder de dire ne user de reprouches ne injures contre les
curiaux de la court, en aucune manière, ne contre sa partie adverse, si non en
tant qui luy sera mestier et neccessaire à son intencion. Et se la partie adverse, ou
son advocat, dient couvertement ou en truffant aucun mal, ou reprouches, il le
doit monstrar courtoisement et sans indignacion, ou répréhencion de la court, ne
des aultres qui illec seront. Mais se les injures sont dictes appertement et
clèrement, vigoreusement et aussi appertement le doit-il monstrar et respondre
et soy deffendre raisonnablement, sans soy à ire esmouvoir, affin qu'il ne perde
son propos ou qu'il ne excède en aucune manière.

*Rubrique des adjournements en cas d'appel et en quel temps
ilz doivent estre impétrez.*

Adjournement doit estre impétre par avant parlement, en quelque cause [que
ce soit]; ou autrement il ne vault ne ne tient, et la partie n'est tenue de procéder
en la dicte cause. Ainçoys doit avoir congié, s'il est impétre durant le Parlement
à aucun jour du dit parlement. Et, par semblable, s'aucune cause qui seroit
pendant devant aucun juge ou commissaire royal estoit renvoyée par le Roy
durant le parlement à aucun certain jour du dit parlement, auquel les parties
feussent adjournées. Car la rémission ne l'adjournement ne vauldroient riens.
Mais seroient renvoyées les parties au premier juge ou commissaire. Ainsi fut dit
par arrest de la court de parlement, l'an xxvii, pour d'Amende de Gontaigne
contre Pierre de Gontaigne.

Et sont vrayes les dites choses, supposé que les parties fussent de pays qui se
gouverne par droit escript. Et est la raison. Car les choses regardent l'ordonnance
du plait et non pas la décision. Et pour ce, en telles choses doit estre gardé le dit
stille. Et à ce concorde la loy : et si pupillus § palam ff. de institutionibus; et est
noté : C de summa et fide Catholica, l. prima, super quadam notula adicionali
situata super verbo. Car la décision du plait doyt estre faicte selon le lieu du
convenu du contraict, si comme en icelle loy est contenu.

Et ja soit ce que les choses dessus dictes soient vraies, c'est à entendre

se en la lettre de l'adjournement n'est contenu : « *Quod volumus fieri non obstante quod nostrum sedeat parlamentum, vel de gracia speciali vel ex causa* », ou aultres parolles semblables ou équipolens.

Item, combien que adjournement doyt estre impétre durant parlement, il
5 peut estre exécuté puis que parlement sera commencé, mais que icelluy soit mis à exécution en temps compectant par avant le jour du dit adjournement. Est dit temps compectant tel que celluy qui est adjourné puisse avoir appareillé et ordonné les choses qui lui sont neccessaires à venir à la court, au dit jour qui luy est assigné, comme ses escriptz, son argent et aultres choses nécessaires à sa cause.
10 Ut plene est notatum in l. in C. de in jure resti militum cum ibi nota. et inclius in testu. in l. ab hostibus super simpl. ff. ex qui cons. majo. Et espécialement, [es cas] où dilacion d'absence ou de conseil n'est pas donnée au deffendeur, comme es cas desquieulx je parlerai ou tiltre des dillacions. Autrement l'adjournement peut estre dict trop brief, et peut l'en dire à l'acteur que l'en n'est
15 tenu de procéder et demander congé; et la partie adverse estre comdempnée es despens.

Et est ce vray, se le deffendeur se presentoit en lieu et en temps compétans au jour qui luy fut assigné. Mais il ne se presenta pas, et, pour ce, l'acteur obtint
20 deffault et adjournement contre luy au prouchain parlement, à veoir juger le prouffit du dit deffault. Mais le deffendeur pourroit opposer les choses dessus dictes, et par ce l'acteur ne devroit avoir aucun prouffit du dit adjournement premier, pour les causes dessus dictes.

Item, en cas où la dicte dillacion seroit ordonnée, se la partie se presentoit, elle pourroit estre contraincte à procéder.

25 Item, se l'adjournement est impétre contre aucun en son propre nom, ou en nom de sa dignité, comme se le Roy disoit ainsi : Nous te mandons que, à l'instance de Guillaume, tu adjournes Jehan André; et le dit Jehan trespasse ainçois qu'il soit adjourné, et puis l'adjournement est fait à son successeur; le dit successeur n'est tenu de procéder en la cause. Ainsi fut
30 dit en Parlement l'an XXVII, pro abbate Latinensi contra Margaretam de Remis. Ce croy je bien estre vray, se le nom propre estoit exprimé en l'adjournement. Mais autrement seroit, se le nom de la dignité estoit exprimé en l'adjournement.

Par semblable, s'il estoit impétre contre son père ou parent qui se trespasse
35 ainçois qu'il soit adjourné; et puis, par vertu d'icelluy adjournement, tu, qui es son hoir, es cité : tu n'es tenu de respondre. Ainsi fut dit en Parlement et déclaré contra Matheum Pargamentum de Monte pro heredibus Petri Bardi dicti loci.

Item, adjournement qui se fait par verbum : Mandamus, et se adresse à
40 aultre que à l'ordinaire juge d'icelluy qui doit estre adjourné, n'est pas de valeur, jasoit ce que celuy à qui le dit mandement s'adresse treuve en sa baillie, sénéchaucié ou juridicion celuy qui doit estre adjourné à son domicile et à sa maison hors du bailliage. Car ce mot : Mandamus est excitatif et signifie aucune chose de juridicion, et celuy n'est pas de sa juridicion. Ainsi fut il
45 dit par arrest de Parlement contre G. commissaire (sic. Pour : Comitum?) Atrebatensem. Mais s'il est contenu en l'adjournement : Committimus, l'adjournement est de value, par vertu de la commission qui luy est mandée, s'il est adjourné personnellement ou à son domicile, non obstant

que ce fut hors de sa juridicion. Ainsi fut dit en Parlement l'an xxv contra Petrum de Gillardo pro R. de monte Martin, lequel Pierre le Prevost de Paris avoit adjourné, pour ce qu'il l'avoit trouvé à Paris.

Item, quant le Roy mande et commet Guillaume, qui n'est pas ordinaire, qu'il adjourne Jehan, qui n'est pas son sujet; et Guillaume requière en aide de droit, et prie à Thomas, de qui Jehan est subject, que il luy adjourne; lequel Thomas fait l'adjournement: il seroit advis à aucuns que tel adjournement ne vauldroit riens; car telle requeste doibt estre jure ordinario. Mais il est certain que l'adjournement est de value, aussi comme s'il estoit fait par le commissaire qui le povoit faire de son auctorité sans aide d'autre, pour le mot : Commictimus, par lequel mot il estoit de greigneur auctorité que l'ordinaire. In C. sane II etc. Pastoralis de officio de l. ti. l. si pro pretor ff. de officio ejus cui mandata est jurisdictio. l. se gener. ff. de jure dotium. Mais il fut jugié au contraire contre la Dame de Montfort pour le Comte de Convenarum, et messire Guy, son frère, pour ceste équité de droit : Si non valeat, ut ago, valeat ut vallere [potest] ff. de codicillis l. 1 C. eodem titulo C si ff. de servitude l. si tam Augusti.

Seneschal, bailly, commissaire ou sergant quelconque ne peut adjourner aucun en parlement, sur quelque cause, sans commission ou mandement du Roy, et si le faisoit, l'adjournement seroit de nulle valleur; et la partie comme adjournée n'est tenue de procéder; et se (sic. Pour : ce) garde bien la court en toute cause principale, et en cause d'appel. Mais ceste reigle reçoit plusieurs salaires (sic), primo en cause principal, quant l'ordinaire remect les parties en la court par manière de consultacion, et à ce concorde la loi I et II C. de Relationibus.

Item, quant les parties si consentent. Car adonc la court ne doit pas renvoyer les parties au premier juge, mesmement en cas où il apparoit par évidente raison que le juge ne l'arroit pas fait pour soy descharger de la cause, mais par adventure pour ce que les parties sont trop puissantes et la cause trop grosse, comme de gage, et similia; mesmement quant la court n'a mye conseil. Mais ou cas où il apparoit que le juge le feroit pour soy descherger de la cause, la court a acoustumé de renvoyer la cause et les parties, et non aultrement.

Item, faillit es baillifz et seneschaux qui de leur propre auctorité pevent oyr les pers de France en leurs requestes qu'ilz font en cas de nouvelleté, et les parties qui se complaignent des dits pers. Et ou cas que les parties se vouldroient opposer, ilz les pevent adjourner devant celui ou ceulx qui tiendra ou tiendront le parlement au jour de leur baillie ou senechaucié du dit parlement. Ainsi fut dit par la court de parlement l'an xxvii contre l'évêque de Laon pour un sien adversaire.

Item, faillit es gardiens des églises en cas de nouvelleté, pour l'opposicion des adversaires de ceulx qu'ilz ont en leurs gardes especial, adjournement (sic. Pour : adjournent) les parties de leur auctorité en la manière dessus dicte; et sont tenus les dictes parties de procéder ainsi comme se l'adjournement estoit fait de l'auctorité du Roy. Et ainsi fut fait contre le Conte de Sancerre pour l'abbé et couvent de Saint Saturnin, en parlement, l'an xxvii, et en plusieurs aultres causes.

Item, doit chascun savoir que en action réelle et personnelle l'adjourne-

ment doit estre fait au lieu ou domicile, ou en la présence de la personne, selon le stille de parlement, sauf es cas qui s'ensuivent.

Et primo, en action réelle où la chose que l'en demande est de telle nature qu'elle requiert le seigneur d'icelle estre présent à la ventiller, ou aultre qui représente sa personne, comme son bailly ou sénéchal, aussi comme qui demanderoit à aucun ung chastel ou toute la juridicion, dont il souffiroit l'adjournement estre fait au lieu contencieux.

Item, faillit en action réelle par ha. l. quod nisi ff. de operis libertorum, en celluy qui demeure hors du royaulme ou qui est vacabunt, que l'en ne peut savoir où est sa demeure; et ainsi le veys prononcer par arrest de la court contre maistre Jehan de Bellemont en cas de nouvelleté, pour ses maisons assises à Paris, qui se disoit avoir domicile à Chartres en sa chanoinerie; et sa partie disoit qu'il estoit vacabund. Qui se consone à raison.

Mais il est aultrement que ceulx qui ne sont pas hors du royaume, ne vacabons, comme dit est dessus. Car ce seroit contre raison, se l'adjournement tenoit, ja soit ce qu'il apparust que la citation fut venue à la notice d'icelluy qui devoit estre cité. Et pour ce convient-il ou grant diligence regarder telles citacions et les exécutions d'icelles. Car quant celuy qui est absent est cité à son domicile, l'adjournement tient et vault.

Et s'il est contenu : tel a cité tel procureur de tel, la citation est de nulle valeur; car celluy qui devoit citer le seigneur n'a pas bien gardé, mais a excédé les termes du mandement. Et fut ainsi dit pour le seigneur de Chasteau-Gaillart contre le couvent de Saint-Flour. Et à ce concorde la loy : Vulgata. l. diligenter. ff. mandati. Et decretale cum dilecta de rescriptis et C cui de preben. libro sexto.

Item, se le seigneur est cité et son procureur se présente en parlement à toutes choses qu'il a affaire et nécessaires, la dite cause durant, il souffist, se le dit procureur est cité, à aucun acte expédient en la dite cause, mais qu'il soit presanté, et non aultrement. Mais le parlement passé, se le procureur est adjourné sur les choses à faire en la cause, et ja soit ce que icelluy procureur fust presant, il ne lui souffist pas; mais luy conviendrait citer le seigneur comme sur production de tesmoings et autres termes semblables, qui devant les commissaires désireroient estre faiz. Et fut ainsi déterminé pour Madame de Nerbonne et pour ses seurs, contre le seigneur de Montfort.

Mais la court a acoustumé à garder noctoirement que, s'aucun procureur qui se présente pour aucun en parlement, est trouvé à Paris, le dit parlement clos, et est cité pour concorder les articles, le dit adjournement tient et vault, et après ce, peut l'en procéder, luy presant et absent. Car ce désire [briesveté de temps], et briesveté de temps ne désire pas que l'en voit es parties de l'adjourné, mesmement quant c'est des deppendances de la cause. Ainsi le garde la court.

Item, l'ajournement en cause d'appel doit estre fait là où est la partie ou le juge, en leur domicile où ilz sont couchans et levans.

Item, en actions personnelles doit estre fait comme dit est, et par semblable sur la prosécucion d'aucun deffendeur en cause d'appel, quant il est impétré en court. Car la prosécucion de cause d'appel, ou le deffendeur d'icelles sont choses personnelles. Ainsi fut il dit par la court de Parlement l'an xxviii pro domino de Cavomonte contra Galterium de Maxac.

Item, j'ay demandé se l'acteur, par sa coulpe, a fait faire l'adjournement ailleurs

que au domicile du reus, et non pas à luy personnellement, tant en cas d'appel comme en aultre semblable, tel doit il estre réputé pour non adjourné, et l'acteur doit il décheoir de sa cause, comme il eust eu assez de temps par avant le jour de parlement et se adviser et faire compectamment l'adjournement. Response : la
5 partie sera restituée d'autre temps tel qu'il puisse faire adjourner de nouvel son adversaire au prouchain parlement enssuivent. Ainsi fut déclairé par la court entre les dites parties, et par adventure de grâce.

Item, les pers de France sont adjournez par le Roy et non par aultre juge du royaume, et leur rescript le Roy : adjornamus vos etc. Et comnect le Roy par
10 aultres lettres à aucun bailly qu'il présente les lettres de l'adjournement au per à qui elles sont transmises, par luy ou par aultres, et qu'il intime qu'il soit au jour qui est contenu dedans en parlement et qu'il soit refformé à la court. La raison est bonne, pour quoy ils ne pevent estre adjournez ne cité par aultre que par le roy : car ilz ne sont subgetz à aultres ordinaires, ne de leur ressort. Mais ceste
15 reigle fault es cas qui s'ensuivent :

Primo, en cas de nouvelleté, comme dessus est dit.

Item, les baillifs et sénéchaux qui pevent inhiber et dénier aux pers de France qu'ilz ne actemptent en aucune manière contre ceux qui appellent. Et leur pe[ve]nt
intimer que telz appelanz sont en la sauvegarde du roy espécialement, et mesme-
20 ment les y pevent recevoir et leur donner espécial gardiateur, ce qui est contre la loy : Si de erogacione militarium annone li XII. Et ceulx qui sont contre telz gardiateurs et leurs inhibicions sont grandement pugniz, et griesvement par la court. Et en ses dits cas les pers sont subgetz aux baillifz et sénéchaux du ressort des
25 quieulx ilz sont. Et c'est la raison : car les choses dessus dites requièrent sélérité et briesve expédition, pour laquelle chose on ne peut pas avoir recours au roy si briesvement sans péril. Ar. l. i ff. de damp. insec. quia provisione judicis. Et rex de facili non providet.

*Des adjournemens, citations et intimacions; et la forme et manière comme on les doit
30 faire et en quel temps.*

Quant aucun appelle de juge de pays qui est gouverné par coustume, l'adjournement doit estre baillé principalement au juge qui a donné la sentence, et [le
juge] estre adjourné comme partie : et aussi la partie pour qui la sentence a esté
35 donnée doit l'en intimer qu'il viengne au jour où le juge est adjourné, s'il cuide luy appartenir.

Mais en païs qui se gouverne par droit escript, celui pour qui la sentence a esté donnée, comme principal partie est adjourné, et est faite l'intimacion au
juge. Et, se l'adjournement est fait ou intimé au contraire de ce que dessus est
40 dit, il est de nulle valleur, et succumbe la partie appellant de son appellacion. Et ainsi le veys prononcer en parlement l'an XXVII.

Et est vérité que l'appellant qui auroit impétré son adjournement succumberoit de son appellacion, sauve celluy qui est mineur d'aage, lequel seroit restitué par
parlement d'autre temps convenable pour faire adjourner sa partie, et lors propo-
45 seroit la cause. Ainsi le veys prononcer par arrest pro Remo Caulanelly, appellant l'an XXVII.

Item, s'aucun qui soit de pays coustumier ou de droit escript appelle d'aucune sentence en parlement, se la cause est telle qu'elle ne puisse être traictée ailleurs

que en parlement, il convient impétrer l'adjournement et l'exécution dedans troys moys du temps de la sentence, ou plus tost s'il n'y a assez de temps. Autrement il seroit réputé pour non appellant. Ainsi le veys prononcer en parlement l'an xxviii, pro cappitulo [de] Negarolio diocesis Auxitanensis contra Guillel-
5 mum Bergonnede. Et fut déclaré en la dite cause [que] par sept semaines estoit temps souffisant en la duchie d'Acquitaine.

Item, s'il y a assez temps à impétrer l'adjournement dedans le prouchain parlement, mais la partie par sa négligence ne l'a pas impétre devant le dit parlement, mais pendant et durant le dit parlement, l'a impétre à l'autre prouchain parlement
10 advenir; posé que l'an ne soit entièrement passé que la sentence fut donnée : il sera repputé non appellant. Et fut ainsi dit en parlement l'an xxiii, pro Ro. de Poudio contra R. de Marestano.

Mais, j'ay demandé s'il ne fut pas adjourné à son domicile, ou autrement deument comme il doit, Jehan, son adversaire, le trouva à Paris en parlement,
15 et l'a fait adjourner par la court et du mandement d'icelle : savoir s'il sera renvoyé à son domicile, s'il le requiert? Il me semble que non. Car il est trouvé en lieu commun à tous ceulx du royaume, et est adjourné à la court suppélative du Royaume jouse la loy Roma. ff. ad municipa. et la décrétale: par (sic — per) venerabilem qui filii sunt legitimi. et l. si de foro competenti. Mais ce nonobstant, tout
20 le contraire est vray de stile de la court de parlement.

Toutes voyes ceste reigle a plusieurs exceptions. Car se l'en demande cause especial, comme de contract fait en la ville de Paris ou autre des cas qui sont noctez en la loy seconde ou parraffe legatis ff. de judi. et ou dit chappitre final de fero compectante. Car en tel cas il seroit compellé à respondre.

Item, autre exception : se le dit Jehan requiert à la court trèves ou asseurement
25 lui estre donné par le dit Guillaume; et, par semblable, en toutes aultres causes criminelles, tant d'office comme en denunciacion conjointement que divisément. Car en ces cas, toutes excepcions hors mises, il seroit contrainct à respondre. Et ainsi le veys déterminer contra consules burgy Nerbonensis pro procuratore regis
30 et abbati Frondis (sic — Fontis) Frigidi en parlement l'an xxiiii.

Et, avec ce veys chose notable. Car l'en demandoit aus dits consulz qu'ilz respondissent en parlement d'un fait duquel on accusoit toute l'université du bourg de Nerbonne, combien qu'il eust esté perpetré d'aucuns singuliers de la dite université, et non pas ou temps des dits consulz, ne de leur propre fait. Pour
35 quoy, la court vouloit que la dite cause fust traicté en parlement. Mais la court leur donna terme, dedans lequel ilz se peussent adviser à respondre au dit jour en parlement des dites choses. Et, par semblable, vis prononcer l'an xxviii contra dominam de Belloforti pro quodam homine Henrici de Circaustro.

Item, faillit se à la denunciacion du dit Jehan, estoit accusé d'aucun cas criminel.
40 Ainsi fut dit contre Messire Robert du Chasteau-Villain.

Item, faillit quant aucun veult appeller à gaigne aucun aultre qu'il treuve à Paris, car vueille ou non, [en tel cas il seroit compellé à respondre. Ainsi le veys prononcer plusieurs foiz] l'an xxvii : c'est assavoir de Aymery de Durfort appelé en gaigne de bataille par Arnoul de Montagu et plusieurs aultres. Mais je te dy
45 qu'il aura ainçois, s'il veult, dillacion d'absence pour ses amys.

Item, faillit es officiers du roy, comme bailliz, senneschaux, que l'en peut poursuivre en parlement pour les choses qui (sic — qu'ilz) auront commises en leurs offices, quant ilz seront trouvés ou dit parlement, et se (— ce) je veys en parle-

ment l'an XXIII pro domina de Tyrannis contra dominum Johannem de Sarrariis et senescallum Xanctonensem.

Item, quant aucun veult mouvoir question en cause de propriété contre le roy, il convient qu'il face adjourner le procureur du roy, estably pour le roy en parlement, et à procéder à la dicte cause ; car il ne suffiroit pas, s'il faisoit adjourner le procureur qui est estably pour le roy en pays où la chose est assise. Mais seroit l'adjournement insufisant. Ainsi fut dit par arrest de la court de parlement l'an XXV pour le procureur du roy et Guyon Bababault, contre le maire et jurez de Saint-Quentin en Vermandois.

10 Mais en cas d'appel et cause pour sentence donnée pour le roy, ou es cas de saisine ou de nouvelleté ou aultres semblables, comme : affin que la main du roy fust levée d'aucune chose, souffiroit adjourner celui qui pour le roy seroit estably procureur ou pays. Car ainsi fut dit et déclaré.

Item, s'aucun veult plaider en parlement contre Guillaume qui soit mineur de 15 XXV ans, il convient que le dit Guillaume soit adjourné o l'octorité de ses tuteurs et curateurs. Aultrement l'adjournement seroit insufisant. Ut ff. de auctoritate tutorum obligari. Ainsi le veys prononcer en parlement l'an XXVII contre dame Marguerite de Relengis et ses enfans pour Jehan Chamille.

Item, quant aucun plaide en parlement sur la saisine d'aucune chose, et la 20 saisine est adjugée à l'autre, sauf et retenu pour la court que l'en fera droit sur la propriété à icelluy qui est subcombé de la saisine : le vaincu et celui qui a obtenu la saisine, eo ipso demeurent adjournez en cas de propriété, et sont tenuz de comparoir en icelluy parlement, tant comme il durera et les autres ensuivans ; aultrement deffault sera donné au demandeur ou congié au deffendeur. Ainsi fut 25 dit par arrest de parlement l'an XXVI pour R. de la Mocte contre Guillaume de Labarre.

Des présentacions, et comment les parties qui ont procès en la court se doivent présenter.

30 Le stille de court de France est tel que les parties qui ont affaire en parlement se doyvent présenter au jour de la sénéchaucie dont ilz sont, devant celui qui est commis par la court à recevoir les présentacions, ou au moins au lendemain, avant que les seigneurs qui tiennent le parlement se départent. Et, se fait est aultrement, se l'acteur se présente à temps, deffault sera donné contre le deffen- 35 deur, aultrement de reour, se présente, l'en luy donra congié. Ainsi souloit estre gardé, mais maintenant l'en se présente tout le jour durant. Et fut dit en parlement l'an XXIII pour le prévost de Monreton.

Et la partie qui ne se présente à temps ne sera oye aucunement, le parlement durant, si comme il appert par les exemples qui s'ensuivent. Car s'aucun juge fait 40 contre le dit G. exécution injurieuse, et pour ce le dit Guillaume appelle, se le dit juge est adjourné en parlement, et intimation faicte à la partie ; lequel et la partie ne se comparent pas au jour auquel ilz sont adjournez en parlement, posé soit qu'ilz se présentent après que les présentacions sont leues en la chambre, et dont vueille proposer que le dit appellant ne peut dire avoir appelé, et ainsi le 45 veullent redarguer de pajure pour ce qu'il est venu contre l'exécution : il ne seroit en riens oy, ne ne peut empescher la requeste de partie. Car il se pavoit présenter en temps deu et adonc proposer, et pour ce qu'il ne c(—s)'est point présenté, il ne doit estre oy. Ainsi fut il dit en parlement l'an XXV contra magis-

trum Guillelmum de Tornaco pro heredibus cujusdam. Et par semblable seroit, s'il vouloit dire et proposer contre l'appellant qu'il auroit renoncé à son appellation, disant que, devant certains commissaires, il peut procéder sur les causes pour lesquelles le dit appellant a appelé. Car le dit juge ne sera ja receu à icelles exceptions pour la raison devant dicte. Et ainsi fut dit en icelle mesme cause.

Item, pour ce que j'ay dit, que qui ne se présente à temps deu n'est oy à telles objections, et faudroit s'il vouloit dire l'adjournement non valoir ou non tenir, et que sur ce n'estoit mestier qu'il se présantast. Car en ce disant il doit estre oy. La raison est telle : car la court, qui se doit informer se l'adjournement vault ou non, ne doit donner deffault, se l'adjournement n'est de valleur ; comme là où il n'y a bon fondement, nul n'y doit édifier, juxta decretum cum Paulus et quod. Mais se la court dit l'adjournement tenir et valloir, elle ne doit oyr tel proposant qui ne se présenta point contre le reour, lequel reour pourra impétrer contre nouvel adjournement contre sa partie, par lequel il luy sera adjugé l'utilité du dit deffault au prouchain parlement ensuivant.

Item, il convient que les parties se présentent aux jours de leurs sénéchaucies ou bailliyages contre ceulx [à] qui ilz ont affaire, spécialement et nommiément en les déclairant. Car, se j'ay affaire contre plusieurs, il ne souffist pas me présenter contre ung d'iceulx, posé que la cause fust commune à tous, ne ne souffiroit mie se je disoye : « Je me présente contre tous mes adversaires. » Mais les fault nommer chascun en soy présantant. Car, s'il estoit acteur, [il pourroit respondre] : « Tu ne te présente pas spécialement et nommément contre moy, et, pour ce, je requiers congié. » Et, se j'estoye acteur, j'auroye deffault contre le reour.

Item, selon les ordonnances royaulx et le stille de la court, se la partie qui est présentée n'est trouvée à la porte de la chambre, quant elle sera appelée, là où il est acoustumé, selon l'ordonnance du registre, ne après, tant comme l'en plaide, congié sera donné contre l'acteur et deffault contre le reour. Et icy peut estre et cheoir grant péril, comme il sera dit et proposé plus à plain ou tiltre de contumace et de deffault. Ne tel ne sera oy en cause devant dite pendant icelluy parlement, où il c'estoit présenté. Et ce est vray, où il s'estoit présenté en propre personne.

Mais cette reigle a plusieurs exceptions. Primo, se le procureur s'est présanté et ne s'est point trouvé à la porte de la chambre, comme dessus est dit. Néant moins, s'il vient le lendemain, il sera oy. Car ce seroit male chose et dure, se pour la négligence d'ung procureur, le seigneur souffroit si grant dommaige. Artículo nominatorum in C I ut lice non contesta non proce. Et ainsi fut dit en parlement pour ung homme de village d'Orliens, Domino A. de Tornaco le contraire debatant.

Item, fallit quant celui qui ne c'est présenté ou qui c'est présenté, et ne c'est point trouvé à la porte, veult prouver qu'il ait eu cas de fortune par lequel il ait esté empesché contre les choses dessus dictes. Car, ce prouvé, il seroit oy et excusé contre les dictes choses, posé qu'il ne se fust oncques présanté et que oncques il n'eust esté trouvé. Et ce garde la court notoirement. Et concordat lex II ff. si quis conci. jude. sisti non obtemperat.

Item, s'aucun se présente en parlement en propre personne, s'il se part sans licence de la court, autant petit lui vault, comme s'il ne se fust pas présanté, posé qu'il laisse ung procureur en la dicte court. Et, pour ce,

feroit tel que saige de soy départir à la licence de la court, et se faire enregistrer, et laisser ung procureur.

Item, j'ay posé tel cas : Guillaume estoit subgect d'aucun seigneur espirituel qui avoit haulte et basse juridicion. Le dit Guillaume, qui estoit t(sic = c)ouchant et levant soubz luy, fut cité devant aucun juge royal sur action personnelle, à l'instance de R. Lequel Guillaume requiert la dicte cause estre renvoyé à la court de son seigneur; et pour ce que le juge prononça que le dit renvoy ne devoit pas estre fait, le dit Guillaume et son seigneur en appellèrent en parlement et impétrèrent adjournement souffisant en la dicte cour. Mais combien que le dit Guillaume se présentast au jour de sa présentation à la dicte cause, le dit seigneur ne se présenta pas. Et pour ce fut repputé le dit Guillaume non appellant, sans amende; mais non obstant, la dicte cause principal demoura en court, pour le deffault du dit seigneur. Ainsi fut dit par registre de la court de parlement l'an xxv pro matriculariis sancte crucis Aurelianensis contra quemdam millitem dominum de Vallesio. La raison est telle : car nul renvoy ne doit estre fait à la péticion du subgect, se le seigneur ne le requiert avec luy; et, pour ce que le dit seigneur ne se présenta point avec le dit subgect, il ne doit estre oy, comme dessus est dit, et par conséquent ne le subgect aussi.

Item, nota que, se la présentation du reour vient et est levée en la chambre la première, l'acteur ne peut estre contrainct de plaider jusques à tant que sa présentation soit venue, et ne sera ja donné deffault contre luy (hodie istud corrigitur per ordinacionem regis Philipi). Et fut ainsi dit en parlement l'an xxvii.

Item, s'aucun de pays coustumier a appelé en parlement de sentence donnée contre luy et fait adjourner le juge au prouchain parlement à deffendre le juge, et intime à partie selon le stille de court, et se présente, aux jours de la présentation de la baillie et sénéchaucié dont il est, contre le juge seulement, et non contre la partie pour qui la sentence fut donnée; je feys doubte que telle présentation n'est pas souffisant? Et me semble que non, quant à la partie. Mais la dicte sentence doit estre mise à exécucion : car principalement c'est celui qui doit avoir le prouffit de la sentence, quo et cetera. Mais il est vérité que la partie n'en doit avoir aucun prouffit; ainçois doit estre traictée la cause, quant il se présenta contre le juge qui estoit sa partie principal. Car, supposé que à la partie, pour luy (sic = qui) fut donnée la sentence, ne fut aucunement intimé l'adjournement, la dicte partie se doit conjoindre et assembler avec le juge, de stille de court de France, s'il a paour de conclusion. Juxta l. si suspecta ff. de materia testamenti.

Ainsi fut il dit par arrest pro domino R. Lotam militie (sic = milite) contra N. Metha qui, comme le dit chevalier en ces cas se fust présenté contre le juge qui avoit proférée la sentence contre luy, et pour le dit N.; ja soit ce qu'il ne se présentast pas contre le dit N. Metha, pour ce que la présentation estoit souffisant : Que le dit Nicolas n'auroit congié comme (sic = contre) le dit chevalier, ne le prouffit dessus dit; mais la cause seroit traictée. Et ainsi le procès en la cause principal, à l'instance du dit chevalier fut receu, affin de juger en voyant où il estoit bien ou mal jugié. Et affin que celle ordonnance de court soit gardée perpétuellement ou temps advenir, du commandement de la court fut enregistré. Ainsi fut fait en parlement l'an xxv après la purification Nostre Dame.

Des quatre cas de fait en cas de novelleté, et autres cas, et des congez et défaulx que les parties présentées obtiennent, et de l'utilité et prouffit d'iceulx.

Du registre du roy sont quatre cas de fait moult douteux. Le premier est en cas de novelleté, le second est sur renunciacion de commission en la contumace d'une partie, le tiers est de la contumace contre l'appellant et de l'utilité d'icelle; le quart est de la contumace contre l'appelé. Duquel registre la teneur s'ensuit en la fin :

Anno domini millesimo CCCC^{mo} (sic = CCC^{mo}) XXIX^o, die sabati, in cathedra santi Petri, de concensu omnium magistrorum, et ad hoc vocatis omnibus parlamenti advocatis antiquis ac provectoris, et de deliberacione prius inter ipsos habita super hoc, et, post ea, deliberato per ipsos dominos cum ipsis super quatuor articulis infra scriptis, curia declaravit in Parlamenti (= to) parisiensi : longis temporibus observatum fuisse prout sequitur, et ordinando decrevit sic deinceps observari debere.

Primo, in casu novitatis, concessa littera justicie, et per ejus executores, propter oppositionem partis adverse, debato hujusmodi posito ad manum regiam tanquam superiorem, et de (sic = die) certa partibus assignata ad procedendum ulterius super ipso debato, si ad ipsam diem parte conquirente comparente, pars que se opposuit non compareat nec excusationem mictat, dictus opponens [ponetur] in defectu, et statim absque dilacione, reis (sic = res) predicta posita in manu regis ponetur in manus (sic = manu) predicti conquerentis, et in ejus saisina deffendetur, salva questione proprietatis parti adverse.

Item, super articulis parcium facta commissione, si ad consequens parlamentum, pro renovanda prædicta commissione, una pars compareat, alia non, nec excusacionem mictat, ad requisicionem partis comparentis, pars non comparens ponetur in defectu, vel statim renovabitur dicta commissio ad utilitatem tantum modo partis que comparuit, si hoc maluerit. Et si pars non comparens excusatorem miserit, et ad proximum parlamentum suum adversarium adjournari fecerit ad videndum purgare suum defectum, ipse super sua purgacione audietur, [quod si non fecerit, super ipsa purgacione non audietur] et deinceps renovabitur commissio ad utilitatem predictæ [partis] que, ut dictum est, dictam commissionem ad utilitatem suam tantum modo obtinuit revocari. Si vero super purgacione dicti defectus, adjournamento parte adverse (sic = adversa) comparente, ut premissum est, purgatus fuerit sufficienter dictus defectus, dicta commissio extunc absque dilacione renovabitur pro utraque parte.

Item, si adjudicato (sic = a judicato), contra se lato pars appellaverit ad parlamentum, et adversariam suam [partem] ad certum diem, ad procedendum in eadem [causa] adictum (sic = ad dictum) parlamentum fecerit adjournari, et, dicto die adveniente, pars, que pro se judicatum obtinuit, compareat; pars autem appellans, [non], nec excusatorem mictat, si pars appellata hoc requirat, ponetur alius in defectu, et statim dabitur parti appellate littera quod judicatum predictum, pro se latum, mandetur excusacio (sic = execucion). Presumendum enim est pro judicato, et, ex quo appellans non comparuit nec excusatorem misit, videtur quod dictum judicatum per dictam appellacionem non velit impugnare.

Si vero pars que appellavit ad dictum diem compareat, parte, que pro se

judicatum obtinuerit, non comparente, ipsa pars non comparans ponetur in defectu, et ipsam (sic = ipsa) pars readjournalitur ad requestam partis comparentis ad futurum tunc proximum parlamentum, ut videtur (sic) judicare utilitatem defectus. Non enim ita deffacili (sic) procedendum est ad adnullandum dictum judicatum, sicut superiori casu, cum, appellacione contra judicatum interposita, appellans non comparuit, nec diligenter suam prosequitur appellacionem. Datum ut supra.

Item, oultre le registre, doit l'en savoir que ou cas prouchain devant dit, l'utilité du dit deffault est : que, se la partie viegne ou non, que l'en prononcera : bien jugé et mal appelé, s'il ne peut prendre aucunes justes causes excusant la dicte contumace. Car il seroit oy, et ce appert assez par la teneur du dit arrest, où il est mandé : readjourner la partie à veoir et cetera. Et pour néant seroit il adjourné, s'il ne pavoit proposer causes en jugement, pour quoy le dit prouffit ne doit estre octroyé, ou aucunes autres meilleures excusacions, pour empescher les dictes choses.

Item, quant au tiers des cas dessus dits, je croy que, se la partie non comparante eust envoyé ses excusacions, et au parlement ensuivant eust envoyé adjourner son adversaire à veoir purger son deffault, qu'il seroit oy à sa purgacion.

Mais tu dois bien savoir que son excusateur ne seroit pas receu sans procuracion, où il ait pover de l'excuser. Et à plus grant créance, il seroit bon que tel excuseur eust lettre sur les cas pour quoy il le veult excuser. Ita notatur nota in constitutione de dolo et *contumacia* et in C. querelam de procuratoribus. Et sachez noctablement que les dites choses ont lieu en celui qui est contumax avant liticontestacion du plait en cause d'opposition.

Mais que pourra ce estre, se l'appellant, après la contestacion du plait, et l'adverse partie sont en faiz contraires, et ont commission, que l'un ou l'autre ne se comparoist en parlement ensuivant? Il n'est pas doubte que le deffault sera donné à celui qui c'est présenté contre celui qui ne s'est point présenté; et sera la commission renouvelé au prouffit du comparant. Mais pour le dit deffault, ne luy sera adjugée aucune utilité, fors que, pour le dit deffault, on luy donnera adjournement contre son adversaire au parlement prouchain ensuivent, à veoir adjuger, à l'utilité du comparant, le prouffit du dit deffault.

Mais je pose que l'adjournement soit fait, quelle utilité demandera le comparant, et quy luy doit estre adjugé? Je dy que, se celui qui deffaillit estoit appellant, la partie qui est appelée peut avoir telle utilité : Que l'appellant a perdue sa cause, s'il ne peut monstrier et prouver causes justes de son exonne. Et la raison est telle : Car par le stille de ceste court, la court est tenue de continuer les arremens et termes de sa cause, de parlement en parlement, et, s'il fait aucune interrupcion de procès, il chet de l'instance de sa cause, et est ainsi comme s'il n'eust oncques procédé en la dicte cause. Mais, (comprenez : or), s'il n'eust en riens procédé en icelle cause au premier parlement, il eust perdu sa dicte cause, comme dessus est dit, ou tiltre des adjournemens et ou tiltre prouchain; ergo et nunc.

Mais je feis question : Selon le cas devant dit prouchain, que sera-ce se la partie qui estoit appelée deffault? Responce : Je dy que l'appelé qui ne comparest pert : que la commission ne sera pas renouvelée à son prouffit, et l'appellant gaigne ce que à son prouffit sera renouvelée la dicte commission. Et, incontinant, le dit deffault obtenu, il sera adjourné pour veoir adjuger le prouffit qu'il doit avoir du dit deffault, jouxte le II^e chappitre du registre dessus dit.

Et est semblable, se l'appelant a prins, (sic = après) la contestacion du plait, et l'appellé estoient en faiz contraires, et ilz ne se présentoient au prouchain parlement ensuivant, ou au II^e, ou III^e, au jour de leur présentation, mais aux autres jours ensuivans, ou s'il envoie un procureur moins souffisant, ou si ne c'estoit
5 présenté en aucune manière. Ainsi fut il dit par arrest de parlement pro domino Roberto de Choisiel contra dominum de Chanez anno XXV^o.

Mais jouxte ce que dessus est dit, je pose que les parties furent en faiz contraires en cause d'appellacion, et sur ce leur furent donnez commissaires, et tesmoings
10 oys, [et] la partie appellante ne se présenta pas en parlement au jour de sa sénéchaucie ou baillie; et, si se présenta, se (= ce) ne fut point suffisant, [ou] que à ung autre jour, ou par procureur qui n'estoit pas fondé, et, s'il l'estoit, c'estoit moins souffisant : et est advis à la partie appelée qu'elle ne pourroit pas souffisamment prouver son intencion, et doubte que sa partie ne preuve, et est en
15 doubte que l'appellant pourra bien purger son deffault et sa contumace, quid faciet? Je dys qu'il peut demander deffault contre l'appellant, et adjournement pour avoir l'utilité du dit deffault. Et il luy sera fait en parlement ensuivant, auquel parlement il aura l'utilité dessus dicte, se l'appellant ne peut purgier, et cetera. Mais, selon l'oppinion de plusieurs, il luy vaudroit mieulx sa commission estre renouvel-
20 vellee à son utilité, et l'en [la] luy feroit tantost. Mais, en vérité, je croy qu'il luy vaudroit mieulx prendre le dit deffault et adjournement, et requérir au parlement ensuivant l'utilité du dit deffault lui estre adjudgée, c'est assavoir : que sa partie adverse a perdu sa cause, ou protestacion que, s'il n'avoit la dicte utilité ou [s'il ne] devoit [l']avoir, qu'il l'eust telle comme la court regarderoit. Et est la
25 raison double. Primo, car, se, pour le dit deffault, il avoit demandé la dicte utilité, c'est assavoir : sa commission estre renouvellee, à son utilité, il ne seroit plus receu à demander autre utilité. Secundo, car, quant il prent le dit deffault et adjournement, et il requiert au parlement ensuivant la dite utilité, c'est assavoir : qu'il soit jugié par la court que son adversaire a perdu sa cause, s'il ne peut purger son deffault, il a gagné sa cause sans grant labeur et sans grant mise, ce qu'il ne
30 feroit pas en l'autre cas dessus dit. Car il conviendrait faire et parfaire l'enqueste, et adjourner la partie à la veoir recevoir et juger.

Mais, jouxte le cas prouchain, queritur, se le dit appelé requiert par l'utilité du dit deffault et obtient la dicte commission estre renouvellee et l'enqueste estre
35 parfaite, et fait adjourner son adversaire au parlement ensuivant à veoir juger la dicte enqueste estre receu audit parlement; auquel, les parties présentes, l'appellé demande estre adjudgé la dicte enqueste estre receue; et l'appellant requiert la dicte commission estre renouvellee, et se offre appareiller à purger la dicte contumace, et allègue justes causes et suffisantes, c'[= s]elles estoient vraies, à la
40 dicte purgacion : savoir s'il sera receu et ouy à la dicte purgacion? Il me semble que non. Car il n'a pas jour à ce, ne n'a pas fait adjourner son adversaire sur ce. Et est assez noté par la teneur du second point du dit registre. Mais il me semble
45 le contraire estre vray, et que c'est la cause pour quoy la dicte enqueste ne doit estre receue ou jugée, et que ceste cause doit à tout le moins estre receue par manière d'une exception, affin qu'il puisse réprover les tesmoings que sa partie a produict; et non sur le principal.

Item, que seroit il, se la cause d'appel de plusieurs estoit conjointe, desquelx les ungs se présenterent et les autres non? Il est vray que ceulx qui ne se présentent

pas ne seront pas relevez de leur contumace par ceulx qui se sont présentez, ja soit ce que la dicte cause soit connexe et conjointe.

Mais je pose ung tel cas : plusieurs donnèrent sentence contre ung nommé Guillaume pour Jehan, en la court d'aucun seigneur, comme il est aucune foys en Picardie et ailleurs. Guillaume appella, et furent les dits juges adjournez en parlement à deffendre leur jugé, et intimacion faicte à partie, c'est assavoir à Jehan pour qui la sentence fut donnée. Les juges se présentèrent au jour de leur présentation contre Guillaume qui aussi se presenta. Mais Jehan ne se presenta point. Queritur quid dicendum est? Aucuns dient que l'appellant aura deffault contre l'appellé, et, pour son utilité, aura ce que dit est devant ou registre. Mais néanmoins, l'appellant sera tenu de procéder, ou les dits juges en la dicte cause pour l'amende deue au roy et aux juges, ou cas où il apparroit avoir esté mal appelé. Et posé que par la court il soit prononcé en la dicte cause : bien jugié, se l'appellé ne purge sa contumace, et l'appellant est condempné au roy et aux juges en admendes, ce non obstant, le dit appellant aura l'utilité du dit deffault contre le dit appelé, pour qui la sentence fut donnée ; et la sentence, pour icelluy contumax donnée, ne sera pas mise à exécusion. Mais sera prononcé : bien appelé contre icelluy non comparant, et que la dicte sentence ne sera point mise à exécusion pour son deffault. Car il n'est aucunement comparu.

Mais je prens que la partie, pour qui la dicte sentence fut donnée, se soit comparue, et [aussi] la partie appellant ; et les juges, qui devoient faire et poursuivre leur jugié estre bon, se deffaillent ; et, non obstant leur contumace, les dictes parties procéderont en la cause, et fut [= sera] prononcé : Bien relevé, en ce qu'il ne paiera riens aux hommes jugens [de] l'admende qui leur estoit deue, s'ilz se feussent présentez. Et seroit semblable, s'aucuns des dits juges s'estoient présentez, et aucuns non. Car il seroit relevé de l'admende [qui seroit deue] aux non comparans, [s'ilz s'estoient comparus] (ou : par les non comparans).

Des adjournemens en cas de veue de propriété ou possessoire, autre que de nouvelleté, et de défaulx et contumaces sur iceulx, et quelle utilité et prouffit ilz emportent.

En jugement de propriété ou possessoire autre que de nouvelleté, se la cause est traicte en parlement, et le reus ne se comparest, il ne souffist pas une contumace, mais en fault troys, en troys parlemens, obtenues par troys adjournemens. Et convient au second et au tiers adjournement la partie estre adjournée à veoir juger l'utilité du dit deffault, et à respondre sur certaine péticion spécifiée, et à procéder en la cause comme de raison sera. Et est vérité que celluy qui est acteur aura aucune utilité de la première ou de la seconde contumace, ou de deux ensemble, juxta l. properandum et l. sancimus et de judiciis. C'est assavoir que le reus sera condempné à l'acteur es despens qu'il a faiz pour raison des dictes contumaces, par l'ordonnance sur ce faicte par le roy. Et indictus l. allegat. — Mais se le reus a fait troys contumaces, la possession luy est ostée et baillée au demandeur, juxta l. II C. ubi in rem actio, et aussi jouxte la loy : si quis empcionis C. de prescripto xxx vel xl annorum, et in spec. de primo et secundo decreto versi nunc de defectu, titulo de contumacia.

Et ce est vray, s'il ne vient ; mais s'il vient, il perdra pour chascune contumace la dillacion qu'il peut avoir eue. Toutesvoies ce que j'ay dit que la possession doit estre ostée au reus [apres troys contumaces] fait (sic = faut) au cas qui s'en-

suit : c'est assavoir que, se on a donné aus dictes parties commissaire en leur païs, pour faire la veue et la monstrée, et l'acteur c'est comparu souffisaument ou parlement prouchain, après que la veue fut faicte, et le reus non, deffault luy est donné contre le reus, par lequel deffault seul la possession luy est ostée, et se [= ce] stille garde la court de parlement, et aussi c'est la coustume généralle du royaume, es lieux qui sont gouvernez par coustumes, jasoit ce que se [= ce] soit contre la loy dessus alléguée. Et fut ainsi obtenue en chascun des dits cas, devant veue et après veue, par arrest de court de parlement entre l'abbé et couvent de saint [Denis] et Gaultier et Pierre d'A[u]moy, en cause de possession de prendre les bestes en ung bois, dont ilz avoient discencion.

Mais, se l'acteur est contumace, quelle utillité sera adjudgée contre luy? Je dy que pour une ou deux contumaces, il seroit condempné es despens, dommaiges et intéretz, et s'il a fait troys contumaces, il pert sa cause. Hoc per legem : Apperandum C de judiciis.

Et sont vrayes les dictes choses, s'il deffaillit devant la licticontestacion du plait, ou prouchainement sans moien après la veue, et ne seroit pas ainsi se le reus deffaillloit après la liticontestacion et les articles baillez et les commissaires donnez sur ce. Car s'i[l] deffault en court, pour cause de sa contumace, il pert seulement l'article sur quoy il avoit jour; et, s'il deffault devant le jour auquel il devoit produire tesmoings, il pert telle production. Mais se (= ce) n'auroit pas lieu devant les commissaires de parlement se la partie avoit à produire tesmoings devant eulx. La raison est telle : de l'ung parlement jusques à l'autre, les parties pevent produire entre deulx parlemens devant les dits commissaires, tant de foyz comme il leur plaira.

Mais, ou cas devant dit, se l'une partie qui [dele : qui] au jour devant les dits commissaires se deffaillloit, ce qui seroit fait en la dicte cause par les dits commissaires à l'instance de la partie présente, tiendrait et seroit de valleur; et ne seroit receue la partie contumace à réprover les tesmoings produictz de sa partie adverse contre luy, en son absence; et, n'en seroit pour ce aultrement pugny. Ainçois s'il venoit après devant les dits commissaires procédans encores en la dicte cause, il pourroit procéder et produire tesmoings; et, se son adversaire vouloit après produire tesmoings, il seroit receu en sa présence, puisqu'il se offre à procéder; et pourroit dire contre eux et les réprover. La raison pour quoy il ne peut réprover les tesmoings produictz contre luy, en son absence et en sa contumace est : car nul ne peut réprover les tesmoings produictz contre luy, s'il ne le fait en présent [de ceulx ?] qui sont produictz, ou se le juge ne le réserve. Et cestuy estoit absent et contumace, quant ilz furent produictz. Pour quoy il n'y doit plus estre oy.

Item, se les tesmoings furent, comme dit est, produictz devant les commissaires, [et se il feust contumace], mais au parlement prouchain il vient et se présente, et requiert que les commissaires soient renouvellez, néantmoins sera renouvelée la dicte commission à l'utilité de chascun d'eulx, non obstant que la partie débata qu'elle ne doye estre oye, pour le deffault où il fut mis devant les commissaires. Ainsi fut-il prononcé en court pro Johanne de Silvanecto et Ma. de Mathis contra abbatem et conventum sancti Cornellii de Compendio. Et ce est vray, ne mais en cas que l'enqueste seroit parfaicte et acomplie pour la partie comparant. Car celluy qui se deffaillit ne seroit plus oy sur les dictes choses.

Item, et (sic = se), après la veue, le reus ne vient pas au jour assigné à garant, il pert seulement le garant. Et aussi, s'il avoit jour assigné à aucun contre

article de la dicte cause, il perdrait cet article seulement. Et ainsi fut prononcé en la court pour les chappellains de Thoulouse contra Geraldum Pavone pro iurisdictione de Blanchaco.

Item, qui est adjourné, en pays coustumier, devant aucun juge, à dire vérité
5 en aucune cause, s'il deffault, il pert sa cause. Combien que celluy qui l'a fait adjourner, s'il deffault, il ne la perdra pas. Ainsi fut prononcé par la court en une cause, jasoit ce que le prévost de Paris eust prononcé le contraire.

Item, il est de coustume que en aucune cause, en aucune partie du plait, se l'acteur se part de jugement sans prendre jour en aucune manière, il déchiet de
10 l'instance de cause, et non pas de la dicte cause en tout, pour ce qu'il semble qu'il a déguerpy le plait, et semble qu'il y veille renoncer.

Item, il est de coustume, quant l'une partie ou l'autre deffault à jour assigné à
15 bailler leurs faiz par escript devant aucun juge en païs coustumier, le deffaillant déchet de propos qu'il a fait. Et sera enquisse la vérité, et fera l'en droit au dit jour sur le propos qui sera baillé par l'autre partie.

Item, il est de coustume ou chastelet de Paris que, s'aucunes des parties deffault, quant le prévost doit donner sentence pour celuy qui deffault ou contre
luy, il pert sa cause.

20 *Des défaulx sur adjournemens en action pure personnelle, criminelle et civile; et quel utilité et prouffit donne la court sur iceulx aux parties présentes.*

Quiconques fait adjourner son adversaire en parlement sur action pure personnelle, se la cause qui[1] luy puisse demander est contenue ou dit adjournement,
25 et celuy qui est adjourné ne se comparest au jour du dit adjournement, deffault sera donné à l'acteur contre luy, et adjournement à veoir adjudier l'utilité d'icelluy deffault ou parlement prouchain ensuivant, auquel parlement, se le dit reus ne se présente en temps deu, ou s'il ne peut excuser le dit deffault, l'acteur aura celle utilité du dit deffault : que le dit reus est décheu de ses deffenses, et que la court
30 fera enquerre des choses que l'acteur voudra proposer en la dicte cause pour son droit, se elles sont deppendentes de la dicte cause ou à icelle cause appartiennent, et sur les aultres moiens qui sont contenus et exprimez ou dit adjournement. Et, ce fait, la court fera droit aus dictes parties. Et ainsi fut ordonné en parlement par la court en toutes causes personnelles civiles, ou criminelles intentées civilement.
35 Et est commandé à garder par manière ainsi ou temps advenir. Donné le samedi avant la saint Andry l'appostre, et enregistré en court l'an de grâce mil CCC et XXVII.

Item, se le reour cité en parlement sur aucune des dictes actions, c'est assavoir civiles, ou criminelles intentées civilement, la cause [estant] exprimée ou dit
40 adjournement, deffault au premier jour qui assigné luy est à respondre, et au second jour à veoir adjudger et déclarer l'utilité du dit deffault ne se comparest, il sera adjourné de rechief à certain et brief jour, durant le dit parlement, le second jour, à veoir adjudger le prouffit des dits deffaulx, auquel jour vieigne ou non le dit reour, le dit prouffit sera adjudgié. Ainsi fut il dit par arrest en parlement le jour
45 dessus dit pour le prier de Saint Quentin enprès Beauvoys contre Jehan Hurier.

Item, Jehan, qui est acteur, fist ouvrir sa péticion en parlement contre Guillaume, qui estoit reour, sur action pure personnelle; et fut faicte en la présence du dit Guillaume, ou de son procureur, qui print jour de conseil ou aultre assi-

gnacion, auquel jour le dit Guillaume se lascia mettre en deffault. Par vertu d'icelluy deffault, la péticion sera adjugée au dit Jehan pour confessée. Ainsi fut il dit et jugié par os domini Johannis de Scomente (sic), tunc cancellarii Francie ou dit parlement au jour dessus dit.

Item, il est ainsi de stille de court que, se l'acteur ne se poursuit son errement de parlement de (sic = en) parlement, il vacque et déchet de l'instance de sa cause, et maintes fois par aucune conséquence, il chet de toute sa cause, comme en cas d'appel et de nouvelleté, si comme il appert par les choses dessus dictes.

Item, en quelque cause que l'une partie aura deffault contre l'autre en parlement, celluy qui a le deffault doyt requérir affaire [sic = et faire] sa diligence que son adversaire soit adjourné à veoir adjuger l'utilité du dit deffault au prouchain parlement, et si ne le fait, il pert l'utilité du dit deffault. Ainsi fut il dit en parlement pro episcopo Novionensi contra abbatem et conventum Sancti Elligii in Novionensi, l'an xxv en la cause meue par les dits religieux en cas de nouvelleté contre l'évesque de Noyon sur la juridicion de Belles.

Item, se la partie qui a obtenu deffault contre l'autre, en quelque cause, procède avec sa partie adverse, après le dit deffault, simplement, avant qu'il ait requis luy estre adjugée l'utilité compectente pour le dit deffault, ou sans en faire protestacion, il renonce au deffault qu'il avoit obtenu.

Item, je pose que Regnault ait deffault contre Guillaume, et puis fait adjourner Guillaume à veoir luy adjugier le prouffit dudit deffault; au jour à luy assigné le dit R. requiert à la court l'utilité luy estre adjugée du dit deffault; [sans déterminer le deffault dont il s'agit]; l'autre deffend qu'elle ne luy doit pas estre adjugée par stille et coustume de la court, pour ce qu'il requist simplement l'utilité du dit deffault, sans protester d'autre utilité. Dy (?) qu'il n'aura pas le prouffit qu'il requiert. Car le stille est assez répugnant et contraire, ou au moins ne donne pas qu'il doive avoir telle utilité. Et, pour ce, il n'aura pas celluy que l'usage de la court donne; car il ne l'a pas requis. Pour quoy les saiges advocas disent : « Je requiers telle utilité m'estre adjugée, ou telle que m'est due de us, stille et coustume de ceste présente court. »

Des dilacions de conseil, veue et garde (sic), et en quelle manière on les doit requérir en aucuns cas autres que de nouvelleté.

Dilacions ont acoustumé d'estre données régulièrement et plusieurs en court de parlement, c'est assavoir dillacion de conseil, qui aucunes fois est appelé appenssement; item, dillacion pour veue; item, dillacion pour veue et guarrentie, autre qu' [= qui] est l'extraordinaire, de laquelle il sera veu cy après; et, pour ce, de chascun de cestes, cy après je parleray singlièrement, et en quel cas elles compectent ou non.

Et doit chascun nocter que dillacion de veue [est empétrée] secondement, dilacion de garend tiercement; et qui autrement les requiert, il luy porte préjudice. Car qui requiert dilacion de veue ou de garend, il renonce aux autres précédentes, et aussi il renonce plus spécialement, quant il requiert jour de garant. Mais en requérant dillacion pour veue, pour tant ne renonce il pas à ses déclinatoires. Car par la veue, il luy apperra quel juge il doit avoir.

Et sachez que toutes dillacions compectant (= compettent) en toutes causes réelles, sauve en péticion héréditale. Car combien que dillacion de consel et de

garent y compecte, dillacion de veue n'y compecte pas. Et est la raison : Car comme ce soit jugement universal, et en icelle péticion soient contenues non pas seulement les chouses de quoy le reour avoit la possession ou temps de la contestacion du plait, mais aussi icelles choses qu'il a continuées à posséder, ut ff. de petitione heredita l. non solum et l. si quo tempore; pour ce n'y est elle point octroyée. Et ainsi le veys juger en parlement l'an xxvii pro Perrecta Sabrano, filia domini R. Gautelin, contra dominum Petrum Fiodali et alios suos adversarias. Et y fut une aultre raison assignée : car les dits adversaires luy avoient confessé posséder certaines choses de hérédité du dit seigneur.

10 Item, sont données et compectent en toutes causes ordinaires compectans pour la possession estre recouvrée et receue. Et ainsi fut dit in causa episcopi Lingonensis et ducis Burgundie. Et est ce vray [ou cas] où l'adjournement seroit général et incertain. Car s'il estoit aultrement, il n'auroit pas dillacion de conseil, mais il auroit les aultres dillacions.

15 Ce fault en cause de nouvelleté. La raison pour quoy, je le diray cy après.

Des dillacions en actions réelles et personnelles et autres cas, et comment la court les a acoustumées donner.

20 [De Conseil.]

Cette dillacion peut estre requise en toutes actions réelles et personnelles, après la péticion faicte et baillée par escript ou de parolles nulle (sic) ou ouverte en jugement; selon la manière qui se doit sur ce faire du stille de la court et juxte
25 la matière de la cause qui est intentée.

Item, est donnée ceste dillacion et a [li]eu en toutes actions, affin que le reour puisse délibérer s'il plaidera ou s'il délaissera juxta Auth. Offeratur C. de litis contestacione. Espécialement, se le reour est adjourné généralement et [in]certainement. C'est la raison : car il ne se peut pourveoir à son droit et ne peut mie
30 demander (sic = deviner) ce que l'acteur luy veut demander. Et spécialement, il auroit le dit jour de conseil, se on le poursuivoit pour aultruy fait. Car en cas d'aultruy, inorence est tollérable, juxta l. fi. ff. pro suo.

Item, ce que j'ay dit que ceste dillacion est donnée en toutes actions, fault es cas qui s'ensuivent : Premièrement, en cas de nouvelleté et interdicto ryli (sic).
35 Car en ces deux cas, l'en (sic = l'an), seroit passé, et telles dillacions sont données de parlement en parlement, et ainsi [avoroit] l'acteur sa cause perdue.

Et aussi en telles saisines, la court veult procéder souverainement et plainement juxta l. de subversis (= submersis) C. de naufrag. et cetera l. si coloni C. de agricoc. et censit. libro decimo.

40 Item, je veys une foys que la court en ung cas de nouvelleté d'une maladrerie de Baillaco meue par le procureur du dit lieu contre maistre Raoul de Presles, donna dillacion de conseil, pour ce que l'adjournement estoit général et incertain. Et par adventure fût ce de grâce especial, et fut en parlement l'an xxvii.

Item, faillit quant les demandes et choses que l'en pense demander, et quant
45 l'action que l'en pense affaire, et la cause et la manière par quoy l'en conclud contre la partie sont contenuz en l'adjournement. Ainsi fut prononcé en court par arrest de parlement l'an xxvii. Et ad hoc concordat [D.] preterea extra et dilacio. Laquelle décrétalle dit que dillacion délibératoire ne doit point estre donnée à

celuy qui, par les lectres citatoires, dont il est cité, peut veoir la cause que l'en luy peust demander et soy conseiller sur ce, selon le contenu d'icelles.

Item, faillit quant la demande est de crimes ou excès. Car ceste dillacion ne seroit point estre donnée pour ce que l'en le poursuit de fait propre, duquel chascun doit estre advisé pour respondre sur ce. Et est assavoir que ceste dillacion ne seroit pas donnée de parlement en parlement. Mais elle seroit bien donnée de jour à aultre, ou aultrement à aultre jour brief, selon la qualité des faiz crimineux proposez contre.

Item, en cas de gaigne de bataille, ceste dillacion seroit bien donnée dedans le parlement, telle qui peut avoir ses amys pour le conseiller.

Item, sera donnée au cas, où aucun conseil ou administrateur d'aucun lieu seroit poursuivy et pour aucuns crimes perpétréz par luy ou par aucuns autres ministres ou enciens de l'université: ceste dillacion luy seroit donnée dedans parlement, affin qu'il peust délibérer avec ses aultres compagnons sur les deffenses de ce que l'en luy demande, et spécialement se l'en le poursuivoit sur le fait de ses prédécesseurs, ou dit office. Ainsi le veys prononcer en court pour le procureur du roy et l'abbé de Fonte Frigido contra consulem universitatis Morambiensis.

Item, faillit quant les officiers du roy sont poursuiviz en court pour aucuns forfaiz commis en leurs offices et à cause du dit office.

Item, quant l'en a fait exécution d'aucun jugement ou arrest donné sur certaines choses immeubles, et aucun s'en complaint, et dit l'exécution avoir esté faicte de plus grant somme qu'elle ne devoit, et dont fault diminuer; ou la partie a fait adjourner les exécuteurs, comme principaulx, et la partie comme accessoire, avec celle clause s'il cuide luy appartenir, et ainsi est faicte la pétition principalement et contre les exécuteurs; ou il a fait adjourner la partie comme principal et les exécuteurs comme accessoires. Ou premier cas, l'en procède sans donner dillacion de veue; mais au second cas, c'est assavoir, se il a fait adjourner la partie principalement et intenté sa pétition contre la dicte partie principalement et contre les exécuteurs accessoirement, l'en procédra par voye ordinaire, et seront données toutes dillacions. La raison est telle: car, puis qu'il conclud contre la partie, la cause [sent] la matière de propriété, comme la partie soit saisie; et la pétition emporte le droyt de la propriété. Ainsi fut jugé en court contre episcopum Thorensem pro domino de Gressachées et ejus filio.

De dilacion de veue et monstrée, et comment on doit faire la dicte veue ou monstrée.

Ceste dilacion est moult douteuse, et doit l'en bien garder commant on la fait; et pour tant il en convient parler plus largement et la traictier. Et doit l'en savoir que, quant la court donne ceste dillacion de veue, les parties doyvent concorder entre eulx en court de lieu où il s'assemblent, et (sic = dele) pour la faire, et des commissaires devant lesquels en doyvent rescrire à la court. Et s'ilz s'accordent entré eulx, la court leur donnera le lieu; ou, si non, la court ordonnera de ce à son plaisir. Et sur ce leur sera donnée lectre de justice double en forme acoustumée, laquelle tu pourras veoir cy après.

Item, quant ilz seront assemblez au lieu et pour entre eulx accorder, ilz doivent aller d'illec à chestin (sic) lieu, où sont assises les choses demandées et contenues en la pétition; et lors l'acteur doit monstrer au reour les choses qu'il demande singlièrement et faire tant qu'il les voye clèrement; et luy désiner les mectes et

le nom et le surnom de chascune chose qu'il demande. C'est assavoir : « Je requiers
« et demande cest que (sic = pré), de ceste pierre blanche jusques à telle arbre,
« ou à telle affriche ou pel » qu'il doit monstrier, etc., etc., « et de tel arbre et
« devise, etc., etc., jusques à tel lieu, » etc., etc. Et aussi doit il faire mention
5 de telles choses en les désinant clèrement et les appartenances. Et doivent toutes
choses estre contenues en la rescripcion faicte en la court sur ce, c'est assavoir :
comme tel jour assigné à ce, se comparurent telz devant eulx, à telle heure, et
d'illec allèrent et furent et cetera.

Mais je pose qu'il a désigné et montré aucunes des dictes choses, comme dit
10 est, et aucunes non ; et puis dit le dit acteur après la dicte veue : « selon ce que
« j'ay désiné et montré ces choses à (sic) mon libelle, s'il plaist à ma partie
« adverse, je les désigneray et monstrey aultrement et suis prest de le faire,
« combien qu'il me semble que la désignacion faicte à mon libelle suffise. » Se le
reour ne respond à ce, ou s'il ne se consent expressément par parolle, la veue
15 monstrée n'est pas faicte souffisaument. Et pour ce, aura le dit reour aultre dilla-
cion pour faire la dicte veue, et après ceste aultre jusques à ce que la dicte veue
soit faicte souffisaument.

Mais se le reus se consent à ce que l'acteur avant dit, et die : que sur les choses
qui « ne sont pas veues et montrées, il lui souffist la désignacion, faicte ou libelle,
20 « et aussi ce que le commissaire le mette en sa relacion ; » la veue est et sera
réputée souffisante.

Item, je pose que l'acteur ou le commissaire ne se sont pas comparuz au jour et
au lieu assigné ; mais le reour c'est comparu. Le dit reour doit faire sa diligence
et avoir instrument publicque signé ou relacion de deux loyaux tesmoins seellez
25 comment il est comparu, et le doit porter à la court au prouchain parlement ensui-
vant. Et ainsi il aura aultre dillacion.

Item, je demande se l'acteur ou le commissaire sont au jour et au lieu assigné,
et actendent souffisaument le reour qui ne se comparest point. Lors, non obstant
la contumace du dit reour, ilz doivent aler au lieu où sont assises les choses
30 demandées, et doit faire le dit acteur sa veue au dit commissaire, comme devant
est dit, et dont doit faire le dit commissaire mention en sa requeste de la dicte
expectacion de la dicte contumace, et du temps et de toutes les devant dictes
choses. Ou s'il ne fait ainsi, la dicte veue est repputée insuffisant, et aura le reour
aultre dillacion.

35 Item, ceste dillacion n'a pas lieu, ne n'est donnée en aucuns universaulx juge-
mens, comme en péticion de héritaiges ; et semble par les raisons devant dictes.

Des dilacions en cas de garandie, et comment on les doit requérir en parlement.

40 De dillacion pour garend doit chascun savoir que garent c'est celuy qui est tenu
de garantir, garder et deffendre de toute action la chose baillée à celluy à qui il l'a
baillée. Et pour ce celle dillacion n'est baillée ne donnée que es actions réelles
vel in rem scriptis ou mixtes. Faillit en cas de nouvelleté.

Et sachez que le reour peut avoir troys dillacions pour garend, se son garentis-
45 seur deffault ; et doit bien garder le dit reour, que, quant il demande la première
dillacion pour garent, qu'il face protestacion de deffendre la cause ou cas où son
garant ne se vouldroit comparoir, ou, posé qu'il y comparust, s'il ne vouldoit
prendre en soy la cure, et la deffendre. Car s'il ne fait ceste protestacion, et son

garend ne si comparest en aucune manière es dites troys dillacions, et posé qu'il si comparust, s'il reffuse garentir, le dit reour a perdu sa cause. Car puis que, en demandant son garant, il n'a fait retenue de deffendre la cause, comme dit est, il semble qu'il ne se conust de son droit, ne mais en ce que le garant disoit; et ainsi il confesse tacite l'intencion de l'acteur, se le dit garant ne veult deffendre la dite cause.

Item, je prens qu'ilz estoient plusieurs traicts à garant et citez, dont les ungs se présentèrent et comparurent, et les aultres non; pour cause des non comparans, la partie aura seconde ou tierce dillacion ou les deux; ne sera tenu de respondre, s'il ne veult, quod est contra l. si rem ff. de evictionibus.

Item, doit savoir chascun que dillacion pour garent n'est pas donnée à chascun, s'il ne nomme certaine personne qu'il die luy estre tenue et obligée garentir la chose contencieuse. Car il l'achepta de luy, ou la print par tel convenant qu'il luy promist la luy garentir. Et est le stille tel de la court de parlement, mais du stille du chastellet de Paris, il aura ceste dillacion, sans nommer son garant, ne n'y est tenu.

Item, celui qui est appelé à garentir peut avoir et requérir jour de conseil et de veue, s'il veut, et les aura s'il veut, avant qu'il preigne en soy la charge de la garentie; et fera la veue le reour qui l'appelle à garent dedans le jour de dillacion de conseil, comme dient aucuns. Mais se après ce qu'il auroit prins la garentie, il demandoit telles dillacions, il ne seroit point oy. Ainsi fut il dit pour maistre Guillaume du Brueil, in causa episcopi Epamiarum qui avoit prins le garentir de Ponse Le Fabre, en la cause que l'abbé de Nerbonne avoit meue contre luy. Et est raison; car qui en soy charge de la garentie de son bon gré, il est à croire qu'il est certain de ses deffenses, et qu'il ne la prendroit pas, s'il ne savoit les mérites des dites causes et de la deffense. Pour ceste presumption, il n'aura pas les dites dillacions. Mais à ce semble estre contraire le c. (sic).

Item, se la veue cy après en cest tiltre, où il dit que le garant, puis qu'il a prins à garentir, peut demander dillacion de veue selon le dit stille, il est vray, quant la veue ne fut pas faicte au reour, et non autrement.

Item, posé soit que ou cas prouchain dessus dit, l'en ne veuille donner les dites dillacions audit garant, non obstant se, il pourra proposer causes inectes (sic) contre la péticion.

Item par semblable, seroit octroyé au dit reour qui demanda ceste dillacion, et ne fist pas retenue, s'il défailloit, à avoir son garant.

Item, celui qui est appelé à garentir peut proposer ce qui luy plaira contre l'adjournement fait contre celui qui l'appella à garentir. Ainsi fut dit en la court pour l'arcevesque de Reims qui avoit prins la garentie de la cause meue contre certains officiers du Roy par le doyen et chappitre de Reims, et des hommes de son ban et du ban Saint Remy, en cause de nouvelleté, que l'en compelloit à paier les despens faiz pour la coronacion du Roy Louis et du Roy Philipe contre les libertez qu'ilz disoient avoir de les non paier. Et est la raison: car se le garentisseur fust venu au commencement avec celui qui le fist ajourner, il eust peu proposer contre le dit adjournement ce qui luy eust pleu; et autrement peult avoir fait celui qui le fist adjourner, s'il eust failli à avoir son garant. Et dient aucuns qu'il seroit fait par semblable après la veue, ou aultre procès fait avant la contestacion du plaict, ja soit ce que aucuns le contredient. Que je ne croy pas; mais

il ne pourra demander nouvelle veue luy estre faicte, comme tu verras cy après.

Item, se celluy qui est traict à garant dit qu'il veult prendre en soy la garentie, il doit deffendre la cause à son péril et à ses despens. Mais posé qu'il preigne la garentie, s'il est condempné en la cause, l'exécucion de la sentence sera faicte sur
5 celluy qui l'a traict à garant. Ad hoc concordat l. in rem actio c. ubi in rem ac.

Item, se le garant est condempné à restituer la chose contencieuse, il semble que, par semblable, il doit estre condempné à l'intérêt de celuy qui possédoit la dite chose, et qu'il avoit traict à garant, et par icelle sentence mesme par vertu de la quelle l'en mandra enquérir souverainement (sic) de l'intérêt du possident
10 dessus dit, s'il y a doubte combien l'intérêt d'iceluy monte; et peut valloir à ce que on saiche à combien l'en fera exécucion contre icelluy garant. Ad hoc concordat l. grece ff. de fidejusso § primo.

Mais je fais telle question : le garant est ajourné à prendre la garentie, et se comparest; mais il ne veult prendre la garentie, vel sic prenans qu'il aist esté
15 troys fois adjourné, et n'est pas comparu, que fera le reour? Il ne deffendra pas la cause, s'il ne veult. Mais action luy compecte contre le garant qui luy avoit promis garentir.

Item, le reour qui veult avoir garent ne doit estre compellé à faire contestacion de son plait, jusques il ait eu les troys dillacions dessus dites de son garend, et qu'il ait eu citations et obtenu troys deffaulx contre luy. La raison si est : car
20 par les dits deffaulx, il est ferme et seur de recouvrer le sien contre celuy qui luy promist garentir la chose contencieuse, et lors ne luy doit estre imputé à mal, s'il a delaissé la cause, considéré que celuy qui estoit tenu garentir, et à qui il appartenoit principalement à deffendre icelle cause, se deffie de son droit, puis-
25 qu'il n'a voulu prendre la garentie, ou qu'il a esté troys foys cité et qu'il ne s'est voulu comparoir; et pour ce en tel cas luy est licite de congnoistre bonne foy. Ad hoc l. sic de fidejussor § quid ff. mandat.

Mais je prens que le garend se comparust au jour, et demande jour d'appendement et de soy adviser, se pour son fait il est poursuivy, il n'aura point le dit jour;
30 mais se l'en luy demande d'aultruy fait, il l'aura. Juxta l. si ff pro suo. Et entens se estre vray, s'il le requéroient après ce qu'il a prins la garentie, en jouyst.

Item, je pose que le garent veult avoir aultre garand, et pour ce requiert dillacion de garant, il luy doit estre ouy; et fut ainsi prononcé in causa domini de Couciaco, hoc forte causa abreviendarum litum, juxta l. quid quid ff. si certum peta.

Item, si la veue a esté faicte au reour, et le garend, ajourné pour garentir, demande la veue luy estre faicte, il ne doit estre oy. Mais où la veue n'auroit point esté faicte au réour, elle sera faicte à icelluy garant. Et est la raison telle au
35 premier; car puis que en soy il a prins la garentie, il est à présumer qu'il est certainement advisé de la chose que l'en luy demande; pour quoy il ne luy fault plus monstrar; et ce a lieu quant il a demandé après la garentie receue. Mais s'il
40 la demandoit avant, secus; comme dit est dessus.

Item, se le garant demande dillacion de conseil ou de veue, pourtant ne s'ensuit il pas qu'il preigne en soy la garentie.

Item, je pose que celluy qui est adjourné à garentir ne comparest pas en per-
45 sonne, mais il envoie procureur. Se la procuracion est ydoine, et il est contenu expressément en sa procuracion pouvoir de garentir et de reffuser la garentie, comme telles parolles : donnans et octroyans au dit procureur pover et auctorité de faire adveu ou désadveu sur garentie etc., il vault et suffist; autrement non. Et

pour ce, la court de parlement l'an XXIII ordonna et commanda à tous ceulx qui estoient en parlement qu'ilz certiffiassent et notiffiassent à chascun de donner tel povoir à leurs procureurs en leurs procuracions, comme dessus est dit, afin que nul ne s'excusast ; mais qui autrement le feroit seroit réputé contumax.

5 Item, ceste dillacion pour garand n'a pas lieu en demandes de délict ou excès. La raison se est : car supposé que celluy qui nommeroit ou vouldroit avoir à garand, feust son seigneur ou son père, ou qu'il fust présent et voulant prendre la garantie, pourtant il ne seroit pas excusé du délit : car au commandement de péché nul n'est tenu de obéir. ff. de Re. jur. l. adeo et ff. quod ubi aut clam l. as
10 qui § si jussu et proximi qui in C. Julianus.

Ce fault aucunes foys. Car se ung bailly ou sergent, adjourné en court pour ung délict [ou excès] qui puisse cheoir en espèce de délict, diroit qu'il eust ce fait du commandement exprès de son seigneur souverain et en justissant ; et sur ce
15 il requiert avoir garent celluy par le mandement duquel il le fist ; s'il est certain qu'il soit son souverain, pour cause de ce, sa dillacion et adjournement luy doivent estre donnez, s'il les requiert. Lequel souverain, cité à garantir, vient et advoue son subject, ne doit plus estre molesté pour ce, ja soit ce que les dites choses ainsi faictes soient venues de prime face cheoir en espèce de délict, et ainsi comme de délict ; mais en doit estre laissé en paix. Ainsi le veiz prononcer
20 pour ung sergent de la Baillie de Vermendois et de la prévosté de Péronne contre le lieutenant du prévost de Peronne, et Jehan de Macons et Jehan, son varlet, à qui le dit sergent, si comme l'en disoit, avoir ars les piez, es questions où il l'avoit mis. Et in isto casu non dicitur cadere garand, mais adveu.

Item, faillit quant aucun se complaint du bailly ou sergent d'aucun seigneur, disant qu'il luy a fait aucun injure ; le bailly ou sergent dit qu'il l'a fait en exer-
25 çant justice et en gardant le droit de son seigneur et du commandement d'icelluy, puta comme s'il disoit qu'il l'eust trouvé en prenant et ravissant aucunes de ses choses, et quant il le vouloit prendre, il fut rebelle et résista à luy, dont du commandement de son seigneur, ou par la vertu de la puissance à luy donnée, il dit
30 l'avoir prins ou navré, s'il demande son dit seigneur en tant comme il l'en pourroit garantir, requiert sa dilacion et son adjournement ; lequel luy doit estre octroyé, se la contestacion du plet n'estoit pas faicte devant la requeste. Et seroit fait semblablement es cas semblables, qui est moult chose notable. Et est juxta legem si ff. de in officio testis.

35 Item, quant le garent cité à garantir reffuse expressément à prendre la garantie, et le reour qui fist sa protestacion de la cause deffandre, pert icelle cause, il luy doit sommer qu'il la deffende, ou qu'il luy monstre causes et raisons par lesquelles il la puisse deffendre ; ou il doit protester que (sic = qu'il) le garent de ses dommages, despens et intéretz.

40 Item, quant aucuns hommes, ordonnez en une court pour juger, dient qu'ilz ne sont pas assez saiges pour donner sentence en aucunes causes, et l'affèrent par leur serment ; et pour ce, remectent la dite cause à leur souverain qui en pourra juger, en absence d'eulx ainsi comme bon luy semblera, iceulx hommes mesmes de nécessité ont à prononcer la dite sentence selon que aura sentencié
45 leur dit souverain. Et se l'en appelle de leur jugié, et leur en fait la demande, ilz pevent traire leur souverain à garend, se l'on ne expose contre eulx qu'ilz firent mauvais rapport à leur souverain. Car en ce cas, pour ce qu'il sont poursuis de leur propre fait, ilz ne pourront avoir garend.

Des exceptions et par quel ordre elles peuvent estre proposées.

Pour la déclaration et évidente démonstration de ceste matière, chacun doit
5 savoir que, se icelluy qu'est acteur ne se présente, l'en a acoustumé en court de
proposer dilatoirement ceste exception qui a force de péremptoire, comme dessus
est dit; et si elle n'est proposée par le réour, avant qu'il se mette en deffence ou
qu'il propose autres dillacions, il semble qu'il reçoit l'acteur comme présenté; et
pour ce ne la pourra plus proposer. Ainsi fut dit par (sic) Monseigneur Jehan de
10 Saint-Germain en Parlement l'an xxv. Et est ce vray, ne mais où la court com-
menderoit au reour qu'il procédast oultre, sur protestacion que, se l'acteur ne se
présente, que (sic) l'acteur puisse venir assez à temps, à luy reproucher ce qu'il
dira, vaille ou non.

Item, secundement l'en peut proposer exception de procuracion ou de fonda-
15 cion; et dit l'en souvent en court à la partie qu'il procède sur protestacion s'il est
fondé; et, puis ce, fault monstrier la procuracion. Laquelle procuracion veue, la
partie peut proposer à l'encontre ce qu'il voudra; ou, s'il veust, il ne procédera
pas, à ce qu'il l'ait veue, posé qu'il luy apparust autrement qu'il ne fust souffi-
samment fondé. Et celle excepcion que le procureur de l'acteur n'est pas souffi-
20 saument fondé peut estre proposée avant la contestacion du plet, ou après, par le
reour: car nul homme n'est tenu de plaider sans actions, juxta l. si pupilli § si.
ff. de nego. gestore. et l. licet; c. de procuratoribus. Et il appartient à la court
garder que le juge ne soit dillusoire.

Tercio, doit estre exposée à excepcion de la grâce, quant l'acteur n'est pas
25 présent en jugement, mais son procureur; auquel l'en peut dire: Vous n'avez pas
grâce, et, pour ce ne devez estre receu. Et doit chacun noter que l'acteur qui est
de pais coustumier ne peut estre en jugement par procureur sans avoir grâce du
Roy; ratio queritur: Se le principal est bon homme, il doit avoir honte de intenter
ou convenir (sic) mauvaise cause, et son procureur n'est pas si vergoigneux. Car
30 aucunes foyes on ne fait pas ses procureurs des meilleurs hommes, mais d'aultres,
affin qu'ilz laschent plus de légier leurs consciences. Et ceste raison que j'ay dicte
n'est pas la propre raison; mais est la raison qui est contra jus scriptum C de
procuratoribus l. fi. que quant les principaulx personnes sont présens, le siège du
juge en est plus honoré, comme la présence d'aucun prince, ou d'aucun baron
35 contre personne noble. Et mesmement a ceste raison lieu; car c'est le plus noble
siège et le plus excellent des sièges royaux; et pour ce comme plus principal,
tant plus doit estre honoré comme la présence d'aucun prince, contre baron,
ou d'aucun baron, contre personne noble; et mesmement a ceste raison
lieu; car c'est le plus noble siège et le plus excellent des sièges royaux. Et pour ce,
40 comme plus principal, tant plus doit estre honoré.

Après ce, fault savoir qui sont ceulx qui n'ont mestier de grace, affin que per
conséquant nous puissions savoir qui sont ceulx qui en ont mestier. Et première-
ment tout acteur se peut présenter par procureur sans grace du Roy, et suffist
que le procureur ait grace en jugement, quant l'en commencera à plaider sa
cause, ou que icelluy acteur soit présent en jugement.
45

Item, grace générale in parlamento et extra est toujours bonne et suffisante
pour parlement; vel si sit extra parlamentum, secus.

Item, le procureur du Roy n'a pas mestier de grâce.

Item, le procureur de l'acteur qui est du pais qui se gouverne par droit escript.

Item, procureur de prieur et couvent de tout prieuré conventuel est receu sans grâce; mais se c'est le procureur d'un prieur non conventuel, il conviendrait avoir grâce. Ainsi fut dit en Parlement, l'an XXV, pour R. d'Angolesme, alias Gagolio contre ung prieur.

Item, le procureur de l'acteur est receu en court sans grâce à demander l'utilité d'aucun deffault, se le reour avoit défailly premièrement, et, depuis ce, il avoit esté cité au prouchain parlement ensuyvant à veoir juger l'utilité du dit deffault : ce tiennent aucuns. Mais maistre Guillaume du Brueil tient le contraire du stille de la court. Car pour ce deffault pourroit avoir l'acteur gagné sa cause.

Item, le procureur de l'acteur est receu en parlement sans grâce, quant il requiert sa commission estre renouvellee. Ainsi fut dit en parlement, l'an XXV, pour la contesse de Guynes contra dominum de Conceato (sic = Couciaco).

Item, procureur d'évesque ou prélat de chappitre ou de colliège est bien receu en court sans grâce.

Item par semblable, tout procureur de ville ou d'autre université, tant en demandant comme en deffendant; ut fuit dictum per procuratorem majoris et pro (sic) juratus (sic) Montis Martiani in Bearnio, et pro illis de le (sic) Genitaliam (sic) contra Longo (sic) Champs (sic) in parlamento, anno XXIIII.

Item, de tout acteur indifféremment, quel qu'il soit, le procureur est receu sans grâce, après la contestacion du plait.

Item, quiconques veult proposer d'excepcion contre l'adjournement, l'en le doit proposer quant toutes autres exeptions, salves les devant dictes, et salva fori declinatoria qui doye estre premier proposée. Et, s'aucun, pour abrégier son plait, les vouloit proposer toutes deux ensemble, il ne doit estre oy. Ita fuit dictum contra ducem Aquitanie pro domino Guillermo de Mota. Et est ce vray, s'il n'avoit premièrement aprouvé l'adjournement. Mais il est autrement aux autres exceptions : car en les proposant il semble taisiblement qu'il aprouve le dit adjournement. Mais se la court veult souffrir proposer plusieurs et diverses exceptions ensemble, s'il les propose en protestant que, par la seconde tu n'entens pas renoncer ne soy départir de la première, ne de la tierce, de [lisez par] la seconde et sic de aliis; et requiers que sur chacune on te face droit jouxte chacune par son ordre et selon la nature d'icelle. Et ce que j'ay dit que declinatoria fori et les exceptions contre l'adjournement ne se pevent proposer ensemble, disent aucuns ce avoir lieu en ceulx qui sont de dehors le royaume; mais ilz disent que ce peut bien estre souffert en ceulx du royaume : car ce n'est pas décliner, mais c'est demander estre remis et renvoyé. Car nul ne doit présumer que la court du roy, qui est souveraine des autres, vueille usurper ou occuper pour si pou la jurisdiction de ses subjectz. Sed tantum est, se tu propose premièrement la declinatoire, que tu proteste de desdire contre l'adjournement.

Item, se l'acteur demande à son reour qu'il luy paye ce qu'il luy doit, et le reour propose solucion, ou qu'il luy a promis et ne demander (sic) riens, ou autres semblables exceptions, en les proposant il confesse tacite la debte. Et convient du stille qu'il garnisse la main de la court de tant que l'autre demande, supposé qu'il s'offre à prouver les exeptions, ausquelles prouver il ne sera ja tenu à prouver autrement; et en tel cas est acoustumé dire en françois : Nantisse ou garnisse et acomplisse la main. Et est la raison : car aucunes foyes les tricheurs debtors proposent malicieusement telles exceptions, affin que les biens et choses,

de quoy pourroit estre faicte exécucion à présent, ilz puissent alongier et consumer.

Item, sont autres excepcions qui sont moult énormalles, comme ceste : que je mectray en termes la cause. Gaultier avoit fait et perpétré aucun crime; il fut cité
5 pour venir à droit, mais il défaillit et, pour ce qu'il ne vult venir, ses biens furent
saisiz. Mais, après ce, il vint prest et appareillé d'ester à droit sur ce que l'en luy
avoit imposé, la court veult qu'il responde à sa pétition ou dénonciacion; il peut
bien dire : Vous avez mis mes biens en votre main et saisiz, je demande estre
receu : car vous les tenez et occupez pour ceste cause. Cette excepcion est bonne,
10 et, après ce, tantost luy doit estre faicte recreance; car autrement Gaultier n'est
tenu de respondre, sauve en cas où sentence auroit esté donnée contre Gaultier
contumalx, de la quelle il appella en parlement. Car adonc doit il premièrement
proposer causes justes pour estre absolz, affin qu'il ne soit repputé pour deffaillant;
et, ce fait, l'en luy baillera ses biens à recreance. Ita dictum fuit in parlamento,
15 anno XXV^o, pro procuratore Regis, contra vicecomitem de Mons.

Item, il est une autre excepcion forment semblable à celle que j'ay dicte : l'en
fait demande à aucun sur saisine par manière de novelleté; la chose contencieuse
fut mise en la main du juge devant qui la cause est ventillée. Le reour peut faire
excepcion qu'il n'est tenu de respondre, jusques à ce que le juge ait ostée sa main
20 mise dessus la dite chose. Et ce appert bien par l'exemple qui cy après s'ensuit :
L'abbé de Saint Benoist sur Loire faisant demande au seigneur de Leurens sur
nouvel impédiment que le dit chevalier¹ de la dite abbaye, pour l'usage d'un four
d'une ville du dit chevalier. La cause fut meue devant le bailly d'Orléans qui mist
sa main au dit exploit. Le dit chevalier disoit qu'il n'estoit tenu de respondre, ne
25 procéder, jusques à ce qu'il eust ostée sa main mise, et le requiert, et droit sur ce.
Sur ce, l'abbé disoit que le dit juge ne le devoit faire. Car le dit chevalier avoit
procédé avecques le dit abbé, deux ou trois assignacions de jours, sans le demander.
Le juge prononça que le dit chevalier respondroit au dit abbé nonobstant ce que
dessus, et qu'il n'osterait point sa main mise. Le dit chevalier en appella en
30 parlement, où il fut dit par arrest : mal jugé, bien appelé.

Item, excepcion de prescripcion empesche contestacion de plait, comme il
appert par cest exemple : Le maire et les jurez de Saint Quentin en Vermendoys
demandoient sur propriété au procureur du roy et à Quentin de Chambelant, pour
vinaige et peage des bourgeois du dit lieu. Et les quelz disoient que les dits maire
35 et jurez n'avoient aucune action contre eulx; car, puisque la saisine leur fut adjugée
sur les dites choses, réservé droit sur la propriété dedans, ilz deussent avoir
impétré l'adjournement contre, ce qu'ilz ne firent pas; et pour ce, selon le stille de
la court, ilz estoient descheuz du droit qu'ilz y avoient. Et, avecques ce, que
XXX ans estoient ja passez qu'ilz avoient eu le dit arrest, et depuis avoient levé
40 continuellement les dites choses; et ainsi pour tant de temps avoient acquis droit
en icelle de propriété, où il souffist dix ans entre les présens, et XX ans entre les
absens, et excepcion de prescripcion empesche liticontestacion. Mais partie adverse
proposa qu'ilz disoient mal : car ilz disoient avoir arrest sur la saisine en l'an, et
au prouchain parlement, réservé à eulx le droit sur la propriété; et, considéré que
45 en l'an prouchainement passé, le parlement n'avoit pas tenu, il ne leur devoit estre
imputé; considéré, item, la dite réservation, et que excepcion de prescripcion n'est

1. Le traducteur paraît avoir omis ici une ligne; conf. le texte latin.

pas d'icelles qui empeschent liticontestacion, comme il appert clèrement par l. C. de proprietate et tempora prescripcionibus ff. ad tertulia l. v. ff. fi. etc ff. ad exhibendum l. III § ibidem, ilz doivent estre receuz et oyz à l'encontre. La court : considéré la diligence de partie adverse, comme de XXX ans du premier arrest; considéré etiam que le dit arrest, duquel la dite partie faisoit mention, avoit esté déclaratif du premier, et par vertu d'icelluy second n'estoit donné ne diminué aucunes choses de nouvel aus dites parties, dist par arrest en jugement, l'an XXV, que le maire et jurez ne seroient aucunement receuz à prouver la dite action. Par ce, est vray et notable que j'ay mis au commencement de ce cy, comme excepcion de prescription.

Item, nota que l'arrest qui est déclaratif d'aucun autre, ja soit ce qu'il contraigne (sic, lisez : contienne) aucune réservation, ne donne, ne acquiert riens de nouvel.

Item, nota que, puis que la partie du reour a commencé à proposer es excepciones péremptoires avant que les dilatoires, il se préjudicie aux dilatoires : car il ne sera ja plus receu à proposer aucunes d'icelles, et c'est pour la prépostéracion. Et est la raison : car en proposant exepcion péremptoire le plait est commencé et la contestacion faicte. Et ce est, s'il ne proposoit les péremptoires par manière de dilatoires.

Item, doit noter le reour que toutes les exepcions tendans à une fin doivent estre proposées ensemble, et à une foiz, et ne doit procéder oultre, se la court ne luy commendoit ou ordonnoit, quodam die, ut supra eodem titulo.

Item, quiconques vient. Car, s'aucun proposa hier une déclinaire, et il en veult demain proposer une autre, il ne doit point estre oy.

De adjourner les hoirs d'un trespasé pour reprendre les erremens. Rubrique.

Je vueil cy-après parler d'une autre excepcion, moult énorme et fréquente souvent en la court de Parlement. Car se le reour est mort en quelque estat ou partie de plait, et l'acteur ne fait adjourner ses successeurs, au prouchain parlement en suivant à continuer et reprendre les erremens du plait; posé que le dit successeur se présente ou dit parlement, et l'acteur si demande qu'il procède oultre en la dite cause, le dit successeur peut faire excepcion en la dite cause disant : Tu ne m'as pas fait adjourner à ce parlement, ja soit ce que eussiez temps assez, pour quoy je demande congié. Lequel luy sera octroyé et donné. Ita fuit dictum in causa proprietatis contra Origerendum de Magula pro Hospitali sancti Johannis; et in causa possessionis pro dicto Hospitali contra comitem de Pontieu, in Parlamento, anno XXVII.

Mais je pose que le dit successeur qui court avecques le dit prédécesseur, ou quel adjournement n'est pas contenu expressément : qu'il soit adjourné à reprendre les erremens de la cause; et tu m'as fait adjourner simplement sans en faire mention : pour ce, je diz que je ne suis point tenu de procéder, comme adjourné moins suffisaument; et requiert congié. Lequel luy doit estre donné.

Et doit chacun entendre notablement que cest nom « successeur » comprend non pas tant seulement les hoirs du mort, mais tous autres quelzconques qui succèdent à sa chose, soient privez singuliers, ou prélatz quelzconques, à qui l'en demande, soit pour action, ou procuracion personnelle, ou pour patrimoine d'église.

Mais je faiz celle question : l'acteur est mort, savoir se le reour doit faire adjourner les hoirs d'icelluy. Je diz que non. Mais les hoirs de l'acteur pevent et

doivent prendre les erremens de leur prédécesseur sans adjournement. Et, s'ilz ne le font, ilz descherront de l'instance en non continuant le plait, et peut estre tel cas qu'ilz perdroient la dite cause, comme en cas de nouvelleté ou d'appellacion.

Item, se garde bien le reour qu'il ne face adjourner les hoirs ou successeurs de l'acteur à resumer et reprendre le procès; car, s'il le fait, ja soit ce qu'ilz soient négligens de le faire readjourner, toutes voyes, seroient ilz relevez par la dilligence du dit reour. Et par semblable seroit, se les successeurs du dit reour faisoient adjourner le dit acteur à resumer et cetera. Car se au jour le dit reour ou son successeur avoient fait adjourner le dit acteur ou son successeur, il peut, s'il veult, prendre et continuer sa cause, nonobstant que le reour et cetera doit (sic pour droit à?) l'acteur et cetera : Tu ne m'as pas fait adjourner et cetera sur ce. Car l'acteur ou son successeur repplieroit : Non. Car je n'avoye mestier ça, ne n'eusse qui me donnast vexacion : car tu m'avoyes fait citer à ce. Ita vidi consilium prioris Montigniati concordatis (sic; pour : concordasse?) contra priorem predictum qui sequ[eb]atur adjournari dominum Velli Lou ad re[a]sumendum et cetera.

Et ce que j'ay dit cy dessus ou § « Mais je faiz question et cetera » que les hoirs de l'acteur puissent prendre les erremens de leurs prédécesseurs et sans adjournement au prouchain parlement après ensuivant, après la mort de leur prédécesseur, il est vray que se le reour est présent et s'est présenté ou dit parlement; mais, s'il est absent, et tu ne l'as fait adjourner de nouvel à procéder en la cause, tu n'auras pas deffault contre luy, ja soit ce qu'il ne se soit pas présenté. Ita fuit dictum contra abbatem sancti Dionisii in Francia pro Guillermo de Castrovillain in parlamento, anno XXVII°.

Ita (sic; pour : item), quid se les hoirs du reour sont adjournez à reprendre les erremens? ilz doivent demander à les veoir; et quant ilz les ont veuz, ils pevent incontinent reprendre, s'ilz veulent, [et] demander jour de pensement à l'autre parlement. Et est le meilleur, affin de veoir, et adviser s'ilz contendront ou non; et leur doit estre donné.

Et posé que les dits erremens leur furent donnez et monstrez une foiz quant ilz demandèrent jour de pensement, ilz les pourront demander de rechief au dit jour, et leur sera fait, avant qu'ilz soient tenuz de procéder outre. Ita vidi ordinari per curiam in parlamento, anno XXVII°. Sed nescio si fuerit registratum, vel non.

Item, je pose qu'ilz soient plusieurs reours, desquelz l'un décède; j'ay veu que les hoirs d'icelluy qu'est mort sont adjournez comme dit est. Car se ce non, pour ce que la cause est conjointe et que ce qui ne se doit diviser, elle pourroit cheoir en péril. Ita vidi prononciatum per arrestum curie in parlamento, anno XXVII°, contra ducem Burgundie, pro priore Martigniaci et procuratore Regio.

Et se les hoirs du reour prouchain devant dit demandent jour de pensement à l'autre parlement, il leur sera donné, ja soit ce que les autres reours soient prins et vivans; et ainsi siéra et dormira la cause toute, jusques à l'autre parlement, pour ceulx qui ont demandé jour de pensement. Car la cause est conjointe, posé que la court la peut avoir séparée au commencement. Et ita fuit dictum per arrestum curie in istis duobus casibus, in parlamento, anno XXV°, contra comitisssem (sic) Atrebatensem pro heredibus Nicolay de Paciaco, civis Parisiensis et pro errores (sic, pour : conreis) ipsorum heredum.

Il appert assez, par ce que dit est, que, se le reour vive, et l'acteur meurt, ou se le reour soit mort, et l'acteur vive, il est tousjours de nécessité que l'acteur ou ses hoirs facent dilligence de faire adjourner le reour ou ses hoirs. Pourquoi, je

demande se à ce faire il y a différence? A laquelle demande je respons : que la différence est double. La première est : car quant le reour est mort, il convient adjourner ses héritiers par parolles expresses à reprendre, et cetera. Et quant il est vivant, et l'acteur est mort, il suffist que les hoirs du demandeur feissent
5 adjourner le reour simplement à procéder en la cause, sans procéder expressément à reprendre, et cetera. Et toutes voyes seroit ce le meilleur de le mectre ou dit adjournement. L'autre différence est : car, le reour mort, ses héritiers adjournez auront jour de pensement; mais, s'il est vif et l'acteur meurt, duquel les héritiers font adjourner le dit reour, icelluy reour n'aura pas jour de pense-
10 ment, mais sera tenu de procéder oultre. Racio est : car luy vivant congnoist les mérites de sa cause, que ses hoirs après sa mort pourroient ignorer.

Et pour tant, comme j'ay dit dessus, que les successeurs du mort doivent estre adjournez, c'est vray, ja soit ce qu'ilz soient mineurs d'age, ou qu'ilz soient en bail d'aucun. Et lors celluy qui tient le bail sera readjourné; car il peut estre
15 pour eulx en action personnelle, et non en action réelle. Et pour ceste matière voy, après, ce qui est noté au tiltre : de minoribus vel eorum habentibus baillium, où il parle de la manière de reprendre les erremens, où, et cetera.

Item, je mectz en tel cas : commissaires furent donnez en court entre les parties; le reour estoit mort; ses hoirs furent adjournez à reprendre les erremens
20 qui leur furent monstrez, contre lesquelz ilz ne proposèrent riens, mais demandèrent jour de pensement au prouchain parlement qui leur fut donné, auquel jour ilz comparurent appareillez et voulans reprendre les erremens. Mais l'acteur requiert que la commission soit renouvellée. Les hoirs du reour allèguent qu'ilz ne doivent estre oyz, s'il ne monstre dilligence. L'acteur dit qu'il n'y est tenu :
25 car la commission est des erremens qui leur furent monstrez, par quoy ilz povoient veoir, s'ilz avoient esté diligens, ou non. Mais la partie du reour obicoit et disoit le contraire, disant et proposant que, après le jour d'appensement, ilz représentoient la personne du mort, lequel povoit requerre ce que devant est dit. Lors fut dit par arrest, ce non obstant les dites obicions, le dit acteur enseigneroit de sa diligence; autrement la dite commission ne seroit point renouvellée.
30 Et ita fuit dictum contra comitissam Atrebatensem, pro domino Simone de Jugilla, filio domini Guidonis de Jugilla, in parlamento, anno XXVIII^o.

*Se la partie doit faire foi des choses par luy proposées avant que le reour
35 responde. Rubrique.*

Chacun qui veult plaider garde d'estre trop large de plaider; car quiconques fait mencion d'aucuns actes de court, ou lettres du roy, comme adjournemens, rescriptions ou autres semblables, il est tenu de les exhiber à sa partie, avant que
40 la dite partie soit tenu de répondre. Mais autre chose seroit des lettres ou instrumens des quelz il veult user par manière de procuracion (sic, pour : approbation). Car il ne seroit pas tenu de les exhiber, s'il ne les vouloit lors produire. Ainsi fut dit en parlement pour les appellans du duchié d'Aquitaine contre le duc, l'an XXVIII; c'est assavoir : qu'ilz n'estoient pas tenuz de exhiber les appellations,
45 car elles viendroient par manière d'approbation, mais que seulement ilz exhiberoient les adjournemens et rescriptions.

Item, quant aucun se dit estre saisi d'aucune chose qui de droit commun ne peut cheoir en sa personne, et il alègue tiltre de previllège, il doit incontinent

enseigner du dit previllège, avant que la partie adverse soit tenue d'y répondre. Ita fuit dictum in parlamento, anno XXIII^o, contra procuracionem (sic) ville Carnotensis.

Item, plus quant aucun pour fonder aucune saisine, telle comme j'ay dit
5 dessus, alègue tiltre qui est contre droit commun, et, avecques ce, allègue
previllège, avant que la partie soit tenue répondre, il doit en présent enseigner
du tiltre et du previllège. Et est la raison : car combien que aucun ne
soit tenu de dire et nommer le tiltre de sa possession, s'il ne veult juxta l. cogi.
C. de peti. hereditatis, s'il alègue tiltre et previllège, il est tenu de exhiber,
10 puisqu'il est contre droit commun. Ita fuit dictum per Johannem de Sertomite
(sic), a donc le chancelier de France, contre les maire et jurez de Saint-Quentin
en Vermendoys, en la cause de la nouvelleté de la dite ville. Et, pour ce,
fut ce seul (sic) advocat qui alégua ce tiltre.

15 *De propriété.*

En tout jugement de propriété, selon le stille de la court, l'en doit bailler sa
péticion par escript et en bailler trois d'une teneur, dont la court retienne l'une ;
et les autres deux sont transmises signées par la court au chancelier, et chacune
20 est scellée du contreseel, et dont l'en en rend une à l'acteur en l'audience, et
l'autre au reour.

Item, mineur d'aage et soubz aagé n'est tenu de continuer la dite cause
commencée avecques son prédécesseur. Ainçois doit dormir la dite cause sans
préjudice de partie jusques à ce qu'il soit venu à son aage, et, s'il procède, le dit
25 procès est de nulle valeur. Et fut ainsi dit en court pour Charles de Neous (sic),
contre l'abbé de St-Denis, en Parlement, l'an XXVII.

Item, se le mineur vouloit mouvoir cause sur propriété et plaider sur ce
avecques aucun, ou procéder en la cause meue par son prédécesseur, ou autre-
ment procéder ou dit cas, il ne pourroit comme dit est. Car de coustume ilz ne
30 pourroient perdre ne gangner aucunes des dites choses jusques au temps dessus
dit; mais dormira la cause jusques à son aage. Quod est contra l. non ideo
minus C. de procuratore et ff. de jurejurando, l. nam postea §. quod sit minor.
Et est aucun réputé mineur jusques à ce qu'il ait XX ans acompliz, et commence
le XXI^e, s'il est noble personne; et, s'il n'est noble, il suffist qu'il ait XIII ans
35 accompliz, et qu'il soit entre XIII^e et XV^e.

Nul ne peut estre juge, ne congnoistre, ne soy entremectre de congnoistre
du patrimoine du Roy, ne mais en la court de parlement; et s'il estoit fait
autrement que dessus est dit par quelzconques personnes, il seroit adnullé par la
court ou prononcé nul. Et ainsi fut dit par arrest pour l'abbé de Montauban et
40 contre le Roy. Mais les bailliz et seneschaulx pevent congnoistre sur la posses-
sion. Car puis lors en ça a esté fait ordonnance sur ce par le président.

Et pourtant comme j'ay dit dessus que en cas de propriété, la péticion est
donnée par escript : il fault, se le parage est fait avecques le Roy sur certaines
choses par aucun, et aucun autre se complaint en disant le pariage estre fait de
45 ses choses, posé que ce soit cas de propriété, l'en n'en donne pas sa péticion par
escript. Et ainsi fut dit de maistre Guillaume du Brueil, ou fait du recteur de
Lisle en Limousin.

Item, faillit quant aucune des parties intente action pétitoire en court. Car

elle confesse sa partie adverse saisie, selon le stille de court, ut in l. I C. de alienacione muta. judi. causa facta et instituta de actio. § v. Et ainsi la saisine doit estre adjudgée au reour.

Item, l'une partie fist sa demande pétitoire, et fist la contestacion, et les articles d'une partie et d'autre furent baillez; puis l'acteur cessa de procéder par dix ans en la dite cause, puis impetra adjournement contre le dit reour en parlement, et se disoit saisi de la chose sur quoy il avoit pieça meu plait en propriété; sur laquelle saisine, il disoit que sa partie adverse l'avoit perturbé et perturboit indeuement et de nouvel. Mais la partie adverse disoit qu'il ne se pavoit dire saisi : car autres fois en ceste présente court, il avoit intenté rei vendicacionis. Contre quoy le dit acteur repplicque que le dit procès est interrupt et adnichillé par l'espace du dit temps de dix ans, et pour tant ne luy peut nuyre, ainçois luy doit valoir l'acquisicion de la dite saisine, comme saisine se peut acquérir et est acquise par an et jour. Non obstant ce, le dit acteur ne doit estre oy à la dite saisine. Et ainsi fut dit par arrest de court pour l'évesque de Noyon, l'an xxv, contre le procureur du Roy et les consulz et le maire de Noyon, en court de Parlement.

Item, en toutes actions, le reour doit avoir trois dilacions de conseil, de veue et de garand. Mais il pourroit bien proposer les excepcions dilatoires, et non pas les déclinatoires. Car par le procès, il appert qu'il approuve la court pour juge.

Mais ceste reigle fault es exceptions déclinatoires par lesquelles il demande estre remis au juge soubz lequel pavoit la chose contencieuse estre assise; car ce déclinatoire peut il bien proposer. Et est la raison : car la chose luy monstre bien quel juge il doit avoir pour icelle chose. Et est vray, s'il la propose tantost, sans interrupcion après la veue; mais il est autrement, comme dit est, [s']il la propose après le garant. Car par le dit procès il est veu qu'il a approuvé la court.

Item, je demande où l'adjournement doit estre fait, et qui le doit faire, et qui doit estre adjourné. Et de ce peut l'en respondre qu'il est assez déterminé ou titre des adjournemens.

Item, de contumaces et deffaulx, et du prouffit d'iceulx, il en est assez parlé cy dessus ou chapitre des contumaces.

Item, en cause de héritages et autres actions réelles, la publicacion des enquestes de la cause meue doit estre faicte en court, et par semblable de l'enquête faicte par commissaires donnez par la court à enquérir et refferrer. Mais il n'est pas vray, s'il estoit renoncé et conclut en la cause simplement. Car adonc celluy qui requiert la publicacion estre faicte ne sera pas oy. Ita fuit michi dictum in causa episcopi Laudunensis contra procuratorem Regis, et nec (sic, pour : me), ubi esset renunciatum, in causa Galterii, pro procuratore Regis.

Item, quant l'action est par vendicion de la chose, et l'acteur ou le reour a aliéné la dicte chose, la cause du plait pendant, ou aucun droit qu'il y avoit, ja soit ce que la dite partie peut proposer contre l'autre partie vice de litige, affin qu'elle eust perdu son droit, et l'autre partie se consent depuis, que l'enquête est parfaicte, et, icelle parfaicte soit receue par la court; et, après ce que la dite enquete parfaicte sera remise par les commissaires à la court pour faire jugement, veult proposer que son adversaire a aliéné la chose contencieuse, le plait pendant, affin qu'il ne doye pas estre receu : il ne sera pas oy, ainçois,

l'enquête sera veue et jugée. Car il le peut bien avoir proposé, avant qu'il se fust consenty à parfaire ne à recevoir la dite enquête, et quant il ne le vouloit. Or maintenant ne le peut, quant il veult. Ainsi fut dit en parlement, l'an xxv, pour les héritiers maistre Pierre de La Cherité, contre une femme appelée La Hérande.

Des cas de nouvelleté.

Qui est empesché indeument et de nouvel en la saisine d'aucune chose peut impétrer de la court lettre de justice, sur ceste forme : Philippus, et cetera. Tales habitantes Insule in Flandria, nobis conquerendo, fecerunt exponi quod, licet ipsi eorumque predecessores sint et fuerint ab antiquo tempore, cujus in contrarium memoria hominum non existit, in possessione et saisina seu quasi libertate et immuntate (sic, pour : immunitate) non solvendi ventiga (sic, pour : vectigal) seu pedagium, dum ipsas facere contingerit transsitum cum mercaturis per totam terram karissime consanguinee nostre commictisse [Atrebatensis], seu pedagogii de Bapaumes : nichilominus gentes dicte commictisse seu pedagogii de Bapaumes talem burgencem dicte ville extra detencionem dicti loci cum ejus mercaturis transseuntem per villam dicte commictisse, occasione dicti pedagogii ipsum [p]ignoraverunt, ipsum in sua possessione vel quasi, impediendo et perturbando indebite et de novo, ut dicunt. Quare vobis presencium tenore precipimus et mandamus quatenus, si, vocatis evocandis, sumare et de pleno constiterit de premissis, impedimenta et novitates hujusmodi exinde amoveri, et dicta pignora dicto burgensi dari et restitui [faciatis], et omnia in contrarium opponant et debatum super hoc oriatur, debati, et cetera. Datum, et cetera.

Item, en cas de nouvelleté, ne peut estre intenté contre celluy qui a possédé par an et par jour. Mais par droit commun et ordinaire doit estre convenu sur la saisine, et aura dillacion pour conseil, pour veue et pour garant, non obstant que j'aye dit le contraire ou tiltre des dilacions ut : ff. uti possidetis l. i § 1.

Item, celluy qui se complaint en tel cas doit bien garder qu'il ne se die despoullé ne dessaisi. Car en tel cas de nouvelleté ne chet pas tel interdit, ne n'est donné, mais seulement à celluy qui se dit estre possesseur, juxta l. i § interdictum autem hujusmodi ff. uti possidetis.

Item, aucuns dient que le stille de court est tel que celui qui est donné commissaire en la lettre de justice, en cas d'opposicion, doit assigner le jour aux parties sur le lieu du débat et non ailleurs ; car, s'il l'assignoit ailleurs, l'assignacion, ne autre chose, sur ce faicte, ne tiendrait ne ne vauldroit. Et pour ce, en tel cas de nouvelleté, doit estre fait l'adjournement ou lieu de la chose du débat et en présence des parties. Et pour ce, est il dit que en cas de nouvelleté, l'en n'a point de veue. Et ainsi fut dit par arrest de court contre l'abbé et couvent de Saint Aloy, pour l'évesque de Noyon, pour la juridicion de la ville de Valles, l'an xxv. Et ce est vray, s'il met le lieu contencieux en la main du roy, ou il en fait recreance, et n'a pas quant à autre chose.

Item, tout commissaire donné en court [pour] ceste cause doit procéder en la manière qui s'ensuit : Primo, il doit faire adjourner le reour à certain et compectant jour sur le lieu du débat à veoir mettre à exécucion certaines lettres royaulx ; et, au lieu et jour dessus dits, les parties présentes devant le dit commissaire selon la forme et teneur de sa commission, et adonc, se le reour dit qu'il ne advoue, ne ne demande riens en la dite chose où le dit acteur pose qu'il l'a

perturbé indeuement en la saisine d'icelle, et avec tout ce, le dit deffendeur nye l'avoir empesché ne perturbé en la saisine, le dit commissaire doit oster le dit empeschement ou restituer à l'acteur certain pris ou certaine chose pour restablir le lieu selon l'empeschement.

5 Mais il ne advoue nul droit en la chose, mais [advoue l'avoir empesché et perturbé en la saisine, adonc] en oultre, il le doit compeller et amender à la court et à partie, ce qu'il ne feroit en l'autre cas prouchain dessus dit, c'est assavoir : que s'il n'apparoit au dit commissaire du dit empeschement.

Mais je prens que le reour ne se présente pas devant l'exécuteur ou commissaire.

10 L'acteur doit faire sa requeste, c'est assavoir : qu'il soit ressaisi, ou que le dit empeschement soit osté. Et le luy doit faire le dit commissaire ou exécuteur, posé que ledit reour ne soit contumax que par une seulle foiz, ut probatur per l. coloni C. de agrico. ut censitus libro primo. Et C. de naufra. l. de submersis. Ja soit ce que en autre cas il y faille trois contumaces à ce que l'en puisse procéder contre
15 luy. Ut. ff. de judiciis l. ad peremptorium et l. sequentibus. Et est ce vray se le commissaire ou exécuteur a en sa commission pover de le faire. Car autrement il doit remectre les parties à la court, jouxte la teneur de sa commission.

Mais toutes voyes les commissaires ne ostent pas volentiers telz empeschemens, ne ne font ce que dessus j'ay dit, ja soit ce qu'ilz en aient pover. Mais ilz ont
20 acoustumé mectre la chose contencieuse en la main du roy, et adjournent les parties en parlement, et est le plus seur. Car l'en ne scet se la partie qui est contumax pourroit purger sa contumace. Car, s'il la poveroit purger, il seroit receu en parlement à proposer son droit, et seront faiz articles sur le propos d'un costé et d'autre. Et adonc l'en enquerroit de la saisine de chacune partie; ne il ne seroit
25 autrement pugny pour sa contumace, ne mais que la chose contencieuse demourroit en la main du roy pendant la dite enqueste; laquelle faicte et rapportée à la court, et à juger par la dite court receue, le dit empeschement sera osté, et sera adjugée à celluy qui a le meilleur droit et le plus juste tiltre, justa l. ob carmen § si ff. de testi. extra de probacio. C. licet ut. ff. de liberali causa. l. liberis § fi.

30 Mais se le dit reour ne peut purger son dit deffault, adonc sera osté le dit empeschement et la main du roy levée et adjugée la saisine à l'acteur. Ainsi fut dit par arrest pour le chapitre de Reims et l'abbesse de Karessy contre le conte de Roussy.

Item, quant les commissaires ont pover sur les dites choses, et le reour ne se
35 comparest devant eulx, l'acteur doit requérir qu'il soit mis en deffault et que l'empeschement soit osté; et s'il ne le requiert, et l'an du temps de nouvelleté se passe, il chet du temps de nouvelleté. Ainsi fut dit en parlement par arrest, pour l'évesque de Noyon contre l'abbé et couvent de Saint Eloy, en la cause dessus dite meue contre (sic = entre) eulx.

40 Mais je pose que l'acteur ne se comparust pas au jour à luy assigné pour (sic = par) les commissaires. Queritur se par une seule contumace il pert le prouffit de ses lettres? Je dy que oyl, tant qu'il ne peut plus poursuivre la dite cause par vertu d'icelles. Il pourra bien poursuivre sa cause, mais que l'an et jour ne soient pas passez.

Item, je prens que aucun impêtre lettre de justice en cas de nouvelleté et com-
45 mence plait par vertu d'icelle contre son adversaire, puis laisse le procès; et puis veult procéder par vertu d'autres lettres qu'il a impétrées en autre procès. Il cheoit du procès premier commencé. Ainsi seroit il de la cause de nouvelleté, se l'an est passé du temps des secondes lettres.

Et, puis que le dit commissaire par vertu de sa commission a mis la chose contencieuse en la main du roy et adjourné les parties en parlement sur l'oppocion du procès, son pover est finy sans ce qu'il y puisse plus procéder en aucune manière; et, s'il y procédoit, ce qu'il y feroit seroit de nulle valeur et tout adnullé. Ainsi fut dit par arrest, l'an xxv, pour l'évesque de Laon contre ung homme de Laon. Car la promesse faicte de soy comparoir par le bailly de Vermendoys fut adnullé a ses (sic, = avec) l'opposition et remission.

Item, se l'adjournement fut impétre sur nouvel empeschement et la chose contencieuse mise en la main du roy, et quant la péticion fut faicte, l'acteur dist qu'il avoit esté empesché sur la saisine sans dire : « de nouvel », il n'est pas ajourné à ce. Et pour ce il aura congié, s'il le requiert, et l'empeschement osté, et demourra saisy le dit reour. Ainsi fut dit par arrest pour l'arcevesque de Reims et le procureur du roy contre les doyen et chapitre de Reims et les hommes de leur ban et de Saint Remy, en cas de nouvelleté meu par le dit doyen et cetera contre l'arcevesque, sur ce qu'il disoit que l'en lez avoit perturbez et empeschez en la saisine où ilz estoient des libertez de non contribuer es despens faiz par la coronacion des roys de France pour certaine somme que l'en leur demandoit pour la coronacion du roy Loys et Philippe.

Item, se les exécuteurs de l'adjournement impétre en cas de nouvelleté ne pvoient pas mectre la chose contencieuse [en la main du roy], se le reour, quant l'en plaidera, demande que l'en luy face veue, la veue luy sera faicte. Mais l'acteur ne chet pas pourtant du cas de nouvelleté, ja soit que la contestacion ne soit pas faicte dedans l'an du temps que le dit empeschement fut mis.

Item, selon le cas prouchain dit, se l'acteur requiert la chose estre mise en la main du roy, avant que le reour ait fait contestacion, il y sera oy. Mais s'il le requéroit après la liticontestacion, il n'y seroit point oy. Ainçois conviendrait oultre plaidier, et reviendrait le dit reour en l'estat où il estoit sur la saisine de la chose contencieuse.

Et doit chascun savoir que en ce cas dillacion de veue ne de conseil n'est pas donnée, ne mais ou cas prouchain dessus dit, ne dillacion de garant. Ainsi fut dit contre le connestable de France qui vouloit avoir à garant le roy de Navarre. Et entens ce estre vray, quant le reour dit qu'il propose la chose contencieuse comme son droit, et de son propre fait avoir [fait] ce que l'en luy impose. Mais il seroit autrement s'il disoit l'avoir fait autrement, ou nom d'autres, comme seroient baillifz et telz semblables. Et la raison pour quoy est noctée cy dessus ou tiltre de garant.

Item, posé que l'adjournement fust impétre en cas de nouvelleté et fust plaidyé devant les commissaires, et en tel temps qu'ils peussent bien avoir adjourné et remis au premier parlement; ce qu'ilz ne firent pas, mais les adjournèrent au second parlement : tellement assignacion ne vault, ja soit ce que les parties s'y consentent. Mais s'il appert à la court que l'an et jour soient passez de temps de la nouvelleté, le complaignant des lors ne sera pas oy sur la dite cause par voye de nouvelleté. Car tel interdit n'est point donné sinon à celluy qui se dit perturbé depuis an et jour. Ainsi fut dit par arrest inter procuratorem Sancti Vedasti de Atrebato et commictissam de Atrebato du deffault et du prouffit de tel cas contre le contumax, comme tu peuz veoir cy dessus ou tiltre de contumax et du deffault, où tu as la coppie du registre.

Item, je faiz telle demande : celluy qui est adjourné en cas de nouvelleté pose

que l'an et jour du temps de l'empeschement que l'en luy a opposé sont assez, et le veult prouver : queritur s'il sera receu à celle excepcion et s'elle perturbe contestacion de plait? Il me semble que de raison il doit estre oy. Car autrement la chose seroit mise en la main du roy. Pour ce, et plus briesvement, et sans procès ordinaire ceste cause seroit expédiée. Mais tout le contraire est vray. Car, prouvée, ou non, la dite excepcion, il conviendra de rechief plaidier sur la dite saisine par voye ordinaire; autrement non, car l'en ne plaidera que une fois; et se l'acteur prouvoit la nouvelleté, il obtiendrait, ja soit ce qu'il ne puisse prouver la saisine.

Item, autre excepcion d'autre dessaisine est receue du stille de la court, c'est assavoir : que, si le reour dit à l'acteur : tu ne te peuz dire saisy, car tu m'as débouté voulentièrement (sic, pour : violentièrement?) de ma possession. Juxta l. xi § ff. ut posside, et duabus ll. sequentibus. Et, se l'acteur réplique : tu ne te peuz enquerre de la saisine de chascun; et s'aucun se dit empesché en sa saisine et de nouvel, et prouve bien l'empeschement et la saisine, et non mye la nouvelleté, il chet de sa cause. Mais il pourra bien de rechief proposer son action, en soy disant dessaisy et perturbé, sans faire mention de nouvel? Je le vis prononcer par la court. Mais je ne me recorde pas du cas.

Item, en cas de nouvelleté entre privées personnes, la congnoissance en appartient au roy, et à ceste présente court spécialement. Et pour ce, se les parties demandent estre remises au juge soubz qu'ilz sont couchans et levans, ilz n'y seront oyz. Car la demande de ce est au roy.

Item, se le subject se complaint de son seigneur sur nouvel empeschement, la cause sera remise au jugement du dit seigneur. Car en proposant ainsi nouvel empeschement, le subject osteroit au seigneur sa juridicion. Et, pour ce, dit on vulgairement : Entre subject et seigneur n'a point de nouvelleté.

Item, s'aucun s'oppose en cas de nouvelleté ou autre semblable, pour certaine cause qu'il exprime et nomme, il est privé et forcloz de toutes autres exceptions et dillacions quelzconques fors de celles qu'il a déclairées. Ainsi fut dit contre l'arcevesque de Reims pro scabinis banni sui et Sancti Remigii en la cause des despens pour les couronnements des roys. Mais s'il s'oppose généralement, il sera receu à proposer déclinatoires ou dilatoires exceptions et autres quelzconques, de stille de court. Ainsi fut dit pour l'abbé Sancti Audemari au boys contre le sire de Selles, en parlement, l'an xxvii.

De action personnelle.

S'aucun demande en ceste court par action personnelle, ou autrement en concluant par moyen d'action personnelle, comme d'action de vendicion ou de testament ou d'autre semblable, la péticion n'est pas donnée en escript à la court, mais est proposée seulement par parolles aucune fois. Toutes voyes quant la besongne est grant et où il y a grant traictié plait, ou peut avoir, la court commande adonc que l'en baille la dite péticion par escript, et doit estre intitulé : Par manière de mémoire. Ainsi fut dit par arrest de court ou fait domini de Enseconne contra dominum de Vigillia.

Item, doit chascun savoir que, s'aucun te doit aucune chose, que tu le peuz poursuivre par voye d'action personnelle, et aucunes fois, par voye de excepcion comme : s'aucun estoit obligé ou s'oblige, ou celluy à qui il doit pour la debte,

par lettres d'aucun seel royal, et se submet à la cohercion du dit seel; ou s'aucun s'oblige par lettres scellées de son propre seel. [Dans le premier cas], celluy qui s'oblige [sera tenu] par la voie d'exécucion, tant comme il vivra. Et, s'il propose aucune juste excepcion, il n'y doit estre oy, jusques à ce qu'il ait garnie la
5 main de la court, jusques à la somme demandée. La raison est notée cy dessus ou tiltre des excepcions. Et de coustume doit la main estre garnye de biens meubles et exploitables, s'ilz y sont. Car, s'elle est autrement garnye, il ne souffist pas; et, si la garnist on aucunes fois des immeubles, par deffault des meubles. Ainsi fut dit pour messire Simon de Bucy, l'an LXVI.

10 Et doit chascun savoir que contre telles [exécutions] on peut opposer cestes excepcions etcetera: antière solucion de la chose demandée, faulceté de lettres ou qu'il ait promis de jamais en rien demander.

Car se (sic = si) celluy debteur qui s'obligea doit estre plus certain de son fait que son hoir que l'en poursuit d'autrui fait. Et pour ce n'est-ce par merveilles,
15 se l'en procède plus asprement contre luy que contre ses hoirs.

Mais, s'il s'obligea par lettre seellée de son propre seel, l'acteur le doit faire adjourner à congnoistre se c'est son seel, ou non. Et, s'il le congnoist, celluy qui demande sera oy par voye d'exécucion. Et aussi, s'il le nye, et il est prouvé. Autrement, il conviendrait prouver par voye d'action, et [poursuir] celluy qui
20 s'obligea, par voye d'action et non pas par voye d'exécucion.

Item, je pose que Jehan fit sa péticion généralement contre Guillaume et R. lesquelz il requéroit estre envers luy condempnez en dix livres, lesquelz G. et R. proposèrent à l'encontre aucunes excepcions ou dillacions; pour lesquelles le plaidoyé fut moult prorogué et alongé par long temps. Et, après ce, requièrent
25 que le dit acteur répétast sa péticion par parolles et de rechief. En laquelle seconde péticion proposant, il requiert chascun d'eulx luy estre condempné pour le tout, et pour tant comme à luy touche en la dite somme. Et adonc répliquèrent les dits Guillaume et R. disans qu'ilz ne sont tenuz de respondre pour ce que la derrenière péticion n'est pas semblable à la première; mais est muée la substance de la première. Ainsi fut dit pour la dame de Montfort contre le conte
30 Convenarum et Messire Guy, son frère, en cas semblable, qu'ilz respondroient à la péticion de la dite dame, ja soit ce qu'elle eust fait telle mutacion. Car il n'est veu qu'elle ait mué, mais adjousté ou déclairé sa première péticion; ce qu'il loist à faire de droit avant contestacion de plait. Juxta l. edita C. de edendo. et l. in delictis § si decreta. ff. de noxalibus actionibus. Mais il déclaira la péticion derrenière ce qu'elle avoit dit en la première. Ainsi ne muoit, ne proposoit riens de nouvel. Juxta l. si servus pluribus § Si. ff. de legat. primo, et l. heredes palam. § Si mota. ff. de heredum instituendis. Et ceste raison est la meilleure.

Item, je demande de cest cas: Guillaume avoit dit injurez à Jehan. Pour quoy
40 il fust condempné en admende au roy et au dit Jehan; et fut dit qu'il tiendrait prison jusques à ce qu'il eut satisfait au dit Jehan de sa partie. Guillaume fut mis en prison pour ce, et puis fut délivré sans faire au dit Jehan satisfacion et sans sa volenté. Jehan demande au dit Guillaume, lequel il voit hors de prison, qu'il luy face satisfacion de la dite somme; et oultre ce, lui demande plusieurs despens qu'il a faiz en poursuyvant la dite exécucion estre acomplie depuis
45 que le dit Guillaume fut desprisonné. Queritur si juste petat ou non? Responsio: Jehan a tort de poursuir le dit Guillaume pour le principal. Mais doit poursuivre ceulx qui le misdrent hors de prison, jusques à ce qu'il eust fait satisfacion

du principal et despens. Ainsi fut dit par arrest de court en tel cas pro domno Fornilari qui prosequebatur contra domnum de Crosiaco.

Item, la court n'a pas acoustumé de donner lettres ne adjuger aucune chose à celluy qui propose qu'il est déçu d'oultre moitié de juste pris en choses meubles. Et est la coustume générale en toutes langues françoises. Ne par semblable, en arrérages temporibus (c'est-à-dire : à bref terme) de rentes ou usuffruiz. Mais en ce qui est perpétuel, la court l'octroye volentiers. Et me semble que le dit stille est contra l. rem majoris precii C. de resti. vendi. Mais il peut bien estre soustenu per l. si ea C. de usu. Et ff. ex. quibus caus. maj. l. 1 in fi. et ff. de mino. l. si sum § 11.

Des appellacions et amendes d'iceulx ou excepcions (sic, pour : exécutions). d'iceulx.

Pour plus évidente déclaration de ceste matière, doit chascun noter en quelle forme et dedans quel temps adjournement doit estre impétré, comme j'ay dit dessus ou tiltre des adjournements, et du deffault et contumace ou tiltre du deffault et contumace.

S'aucun appelle de sentence donnée de juge de pays qui se gouverne par droit escript, il convient qu'il appelle de la dite sentence tant comme nulle ; et, s'elle est aucune, il en doit appeller tant comme inique et injuste. Mais se le juge est de pays coustumier, adonc doit appeller d'icelle sentence comme nulle ; et, s'elle est aucune, comme faulce et mauvaise.

Et, se la sentence est donnée par tel juge, il convient appeller si tost que la dite sentence est donnée, et ainçois que le dit juge se adresse pour soy départir. Sinon, il est réputé pour non appellant.

Mais quant l'en appelle de juge de pays qui soit gouverné par droit escript, il suffist dire incontinent, sans autre spécification de parolles, mais que il en appaire entre les autres (actes?). Mais s'il appelloit après, comme il peut bien faire, mais toutesvoies que ce soit dedans huit jours, lors il convient appeller par escript et aléguer et mettre en la dite appellacion aucunes causes raisonnables et légitimes, et telles que, s'elles estoient vrayes, elles devroient estre réputées pour bonnes et loyaulx.

Mais je faiz question : la partie qui fut grevée par le juge de païs de droit escript ne appella pas, ja soit ce qu'elle peut ? Non obstant ce, elle pourra dire la sentence nulle, et donner libelle en cause de nullité devant le juge qui la prononça ; et a acoustumé la court de donner et transmectre lectres aux juges qui ont données telles sentences.

Et, se la sentence fut donnée de juge coustumier, de laquelle il ne fut pas appelé, ja soit ce que la dite sentence fust nulle, la partie grevée ne pourra avoir action sur nullité de sentence, puis qu'il n'en appella.

Mais ceste règle fault es cas qui s'ensuivent : Primo, quant l'en dit que la sentence fut donnée par juge non compectant. Secundo, quant l'en dit qu'elle est nulle pour ce qu'elle fut donnée soubdainement, et tropt tost sans garder les dilacions acoustumées. Tercio, quant l'en dit que en la dite sentence a erreur patente. Car en ces trois cas, la sentence ne vault, ne ne tient, posé qu'il n'en soit point appelé.

Et ces trois cas apparent assez bien par ces exemples :

Les hoirs feu Robert de Tourains, de la cité de Paris, disrent en parlement

contre Jehan de Bonvillis, que une sentence avoit esté donnée contre eulx et pour le dit Jehan par le prévost de Paris en une cause peccuniable ; laquelle sentence fut donnée par le dit prévost pour quatre deffaulx impétrez à la court du dit prévost par le dit Jehan contre eulx, laquelle sentence disoient les dits hoirs estre nulle ou faulce :

5 Primo, car les citacions avoient esté faictes en une maison à la quelle se hébergoient les dits hoirs quant ils venoient à Paris, et non pas au lieu de Sadiers, où il y a de Paris cinq lyeues, et ouquel lieu ilz avoient leur propre domicile, et par ce n'estoient pas les dites citacions venues à eulx ne à leur notice. Car comme l'action fut personnelle, la citacion devait venir à leur domicile, tant de stille de
10 la court comme de la coustume de France.

Item, car l'un des dits hoirs estoit clerc, et, pour ce, celluy qui donna la sentence n'estoit pas son juge, et ne valoit, ne ne tenoit son jugié, et cetera. l. de judic. C. si clerici.

Item, quant ilz furent citez quartement, et il vint à leur notice, ilz se comparurent devant le dit prévost, et l'acteur fut deffaillant, comme ilz monstrèrent par
15 ung mémoire de chastellet que le procès estoit interrupt ; et, pour ce, ne povoit estre sur eulx sentence donnée.

Et disoient bien qu'ilz n'avoient pas appelé, quant la dite sentence fut donnée, mais quant l'en les vult exécuter. Pour ce, ilz requirent au dit prévost qu'il
20 adnullast la dite sentence. Et il dit que non feroit, ainçois vouloit qu'elle fut mise à exécucion. Et dont ilz appellèrent de luy.

Mais le dit Jehan proposa contre les dits hoirs affin qu'ilz ne feussent receuz comme appellans, et, s'ilz estoient receuz, qu'il fust dit estre bien jugié et mal appelé pour les causes qui s'ensuivent :

25 Primo, car les dites citacions avoient esté faictes aus dits hoirs, à bouche, comme il apparoit par mémoriaulx et relations des sergens de la court.

Secundo, car la dite sentence avoit esté donnée après les quatre deffaulx, comme il estoit clèrement apparu à la court.

Tercio, car combien qu'ilz eussent appelé, ce ne fust pas tantost après qu'elle
30 fut donnée, mais après l'an ; et, pour ce, ja soit ce qu'elle fust nulle au commandement, elle tenoit et valoit selon la coustume générale.

Et à tout il n'y ot que celluy hoir qui fust clerc.

Les hoirs proposèrent en leurs alégacions dessus dictes, primo : contre celluy qui disoit que, selon la coustume, puis qu'ilz n'avoient appelé dedans le temps de
35 la dite sentence, elle tenoit et valoit : il est vray et peut avoir lieu, quant telle sentence que l'en dit estre nulle fut donnée de juge compectant, et non pas quant il est non compectant comme ou cas de présent. Item, peut avoir lieu, quant l'en ne peut pas bien prouver qu'il y eust erreur en la dite sentence. Mais en la dite sentence donnée par le dit prévost avoit erreur clère et magnifeste, pour ce qu'il
40 faignoit et disoit qu'il avoit eu quatre deffaulx continuelz justement impétrez. Mais il disoit mas (sic, pour : mal), comme j'ay dit.

Fut dit'enfin par arrest que les dits hoirs seroient receuz à la dite appellacion. Et pourtant, comme il apparut par la teneur du dit mémorial dont j'ay parlé dessus, que le dit procès avoit esté interrupt, lequel procès veu et regardé, il apparoit
45 que les dites citacions avoient esté données à termes trop briefz : car la première fut donnée à ung jour de mardi, la seconde au jour de mercredi, la tierce au jour de jeudi, la quarte au samedi prouchain après ensuivant. Pour quoy il fut dit : mal jugié et bien appelé, en parlement l'an xxv.

Item, le juge de qui l'en appelle, ne peut pas adjourner en parlement de sa propre auctorité, sans mandement de court ou des commissaires, les parties; et, s'il le fait, ja soit ce que la partie appelée se présente, elle ne sera tenue de répondre, ainsi comme se elle n'estoit pas adjournée.

Quid juris quant aucun est fait exempt de la jurisdiction de celluy de qui il a appelé.

S'aucun appelle de juge qui se gouverne et qui soit justissant en païs de droit escript, soient juges de roy ou autres, celluy qui appelle n'est exempt de leur jurisdiction, sinon pour la cause pour quoy il appelle. Et ainsi le garde la court, juxta l. 1 eum qui appell. in provincia deffendi debere.

Mais ceste reigle fault quant l'en appelle des pers de France ou de leurs juges. Car, soit de païs coustumier ou de droit escript, l'appellant est tousjours exempt de leur juridicion es toutes et chascunes causes, tant en demandant comme en deffendant, pendant la dite appellacion.

Item, se l'en appelle de juge de païs coustumier qui ne soit pas juge royal, celluy qui appelle est exempt de sa jurisdiction durant le dit appel en toutes ses causes.

Item, quant l'en appelle des hommes d'aucun per de France ou de leurs sentences, et iceulx hommes n'ont pas autres hommes par dessus eulx en la court du per, l'appellant est exempt de la court du dit per en toutes causes meues contre toutes personnes, ja soit ce que, non mye pour cause du per, mais entre privées personnes ce soit advenu. Ainsi fut dit par arrest contra commictissam Atrebatensem pour messire Loys de Marenche en la court de parlement l'an xxv. Mais, se ceulx de qui il appella avoient autres hommes par dessus eulx, le dit appellant ne seroit point exempt de la juridicion du dit per, fors que pour la dite cause d'appel.

Qui a procédé devant eulx en autre cause, il renonce à toute son exempcion, sauve de la cause de quoy il appella. Ainsi fut dit pour la dite contesse et contre le dit Loys, s'il n'eust esté trouvé lors par la court que l'avocat ne l'avoit pas proposé en plaidant avant qu'il fust adjourné, quant la partie s'en fut alée et départie.

Item, la court a acoustumé de donner juge et gardiateur à celluy qui appelle, qui est exempt, pendant l'exemption de la dite cause. Ainsi fut dit en la court de parlement, contre le conte de Flandres pour l'abbé de Gand, l'an xxvii.

Des quelz les appellacions ne sont pas receues.

Quant l'en appelle du juge royal en païs coustumier ou de droit escript par aucun deffault de droit, l'appellacion n'est pas receue à ce que l'en donne adjournement sur ce.

Item, s'en appelle en païs de droit escript d'aucun grief separable (sic, pour : réparable) en sentence diffinitive; telle appellacion n'est pas recevable; mais la court a acoustumé laisser l'article d'appellacion, et envoyer lectres au juge dont l'appellant se dit estre grevé, pour (sic = par) lesquelles la court mande qu'ilz révocquent le grief, ou qu'ilz facent justice aux parties. Mais se l'en appelle de diffinitive sentence, ou de grief fait en icelle diffinitive qui est inseparable (sic = irréparable), doit icelle appellacion estre receue.

Item, peut chascun de païs coustumier appeler de tout grief fait par manière de sentence interlocutoire ou diffinitive.

Item, chascun peut appeller de tous juges, s'ilz ne sont royaux, de deffault de droit. Mais le subject ne peut pas laisser le jugement de son seigneur, autrement que pour une des dites choses, selon la coustume générale du royaume de France, et le stille de cette court. Et, pour ce, quant aucun est grevé en païs coustumier, l'en dit communément : Le me dites vous par droit ? Et se le juge dit : oy, a donc
5 peut l'en appeller, autrement non.

Item, l'appellacion est receue, quant le subject appelle de son seigneur par aucun deffault de droit, en païs de droit escript. Mais pour quoy est elle plus tost receue qu'elle ne seroit des juges royaux ? La raison est : car le roy peut gagner,
10 et aussi la partie, quant l'en appelle d'autres juges que de juges royaux ; comme tu pourras veoir du premier.

Item, je demande se la première appellacion faicte en païs de droit escript d'aucune sentence donnée sur la possession doit estre receue. Il me semble que non ; juxta l. 1 C. si de momentanea possessione agatur. Qui peut estre vray, se
15 l'en procède justement en la dite cause et en la dite sentence, et non autrement, [auquel cas] la dite appellacion ne sera receue en court. Et est la raison : car, s'elle estoit receue, et l'en [n']eust procédé justement, comme dit est, il sembleroit que le juge pourroit tousjours donner la saisine injustement à qui il voudroit.

Et y a une autre raison. Car l'en peut bien appeller et devant la sentence de grief inséparable (sic = irréparable) : par plus forte raison donc après le dit grief.
20 Ainsi fut dit en parlement l'an XXIX contra Katherinam de Gallerata pro domino Jo. de Marelan. Et, par semblable, en tous cas et (sic = où) appellacion est deffendue ou de juge ou de prince. Et doit chascun savoir que appellacion faicte en païs coustumier de quelque sentence donnée sur le possessoire ou autrement
25 est receue en ceste court.

Se la partie appellant qui a laissé le moyen sera renvoyée.

Gaultier appella d'aucuns hommes d'aucun per de France qui avoient sur luy
30 (sic = eulx) juge en la court du dit per que l'en appella : Francs ; se le dit per et la partie appelée en court de France demandent estre renvoyez en la dite cause aux dits juges sans moyen, ilz seront renvoyez. Ainsi fut dit par la court pro commictissa Atrebatensi et scabinis de Bethunia contra quosdam homines dicte commictisse. Et ay bien veu garder ceste reigle aux roynes veuves, que, quant
35 aucun appelloit en ceste court d'aucuns de leurs baillis ou commissaires, l'enrenvoyoit la dite cause aux grans jours des dites roynes. Ainsi le veiz-je prononcer pour la royne Jehanne, femme du roy Philippe, contre Huet de Authons en parlement l'an XXV. Mais par aventure, c'estoit pour leurs privillèges. Item, je viz prononcer pour le Duc de Bretagne contre le sire de Saint Yvon, en parlement,
40 l'an XXVII.

Et ainsi seroit-il fait en païs de droit escript. Mais je ne veiz oncques le cas advenir. Et consonat l. imperator. ff. de appella.

Item, les causes d'appel, fait par aucun pour ce qu'il fut condempné au roy en certaine somme qui exédoit l. livres, monnoye courant ou pays, sont traictées en
45 ceste [court], ne ne pevent, ne ne doivent estre commises, ne déterminées à autres ne ailleurs.

Item, la court n'a point acoustumé, ne ne doit donner adjournement en court de parlement, aux appellans de pays qui se gouvernent par droit escript, es causes

des premières appellacions; ainçois le commectent (sic = commectre) à aucuns des parties de par de là. Mais la court le fait bien es causes des secondes appellacions.

5 *Se la partie appellant sera oye à proposer aucune chose de nouvelle.*

Se la partie appellant veult proposer aucune chose de nouvel contre la sentence donnée contre luy en païs de droit escript, où il dit qu'il avoit autresfois proposé aucunes choses en la cause principalle, et ja soit ce qu'il ne les eust prouvées, s'il
10 les pavoit prouver : il doit estre receu et oy, et s'elles descendent d'icelles qui furent premièrement proposées, et il ne s'efforça pas d'elles prouver en la cause principal. Ainsi fut dit en parlement, contre le procureur du roy, l'an xxvii.

Item, se l'appellant qui est de pays coustumier veult proposer aucune chose en outre le procès, fust ou principal, il dit la sentence nulle et faulce : il seroit oy,
15 supposé que ce qu'il veult proposer soit contenu ou procès ou non.

Item, se les causes, pour quoy le dit jugement ou la dite sentence estoit mauvaise ou faulce ou pavoit estre dite, ne furent proposées par l'appellant devant le juge à qui l'en appella premièrement ; et, pour ce, furent confirmées la dite sentence ou jugement par le dit juge, où de luy l'en appella en ceste court de parlement : en la quelle il les veult proposer maintenant; se l'appellant ou son procureur,
20 souffisaument fondé et cetera, instruit fust devant le juge de la première appellacion : il n'y doit estre oy, se la partie est de pays coustumier. Et s'ilz sont de païs de droit escript, il sera autrement comme j'ay dit dessus.

Item, se la partie appellant seella ou fist seeller le procès devant le juge duquel
25 il appella, et il veult proposer aucune chose en contre, il n'y doit estre oy, mais la court prendra le procès pour savoir s'il a esté bien ou mal appelé. Et est ainsi acoustumé à seelle[r] le procès en la baillie de Vermendoys et Amiens. Mais s'il ne le seella, et ce fut par force et contre sa volenté, il y doit estre oy. Et ce est gardé es juges qui ne paient pas amendes, dont tu peuz veoir ou tiltre ensuivant
30 prouchain.

Et doit chascun savoir que, se la partie appellant contredit le procès du juge de qui il appella, qu'il paieroit (sic = qui paieroit) l'amende, s'il est de païs coustumier, l'en n'y adjostera foy, mais sera suspect, et ja soit ce qu'il fust fait avant la dite appellacion ; qui est grand merveilles. La raison est telle : car le juge doit
35 faire son bon jugié, et, pour ce, est il adjourné à deffendre son jugé. Mais l'en fait le contraire en procès, en païs de droit escript. La raison est : car le premier est tenu de payer l'amende, et, pour ce, il varieroit volentiers, et escript son procès bon. Mais le second n'est pas tenu payer l'amende, et, pour ce, l'en croit plus tost à son procès.

40 Item, ja soit ce que l'en n'adjoste pas foy au procès fait par juge dont l'en a appelé et qui paye amende, quant la partie le contredit, c'est voir de procès qui contient absolucion ou condempnacion. Autre chose par aventure seroit d'un procès qui seroit fondé pour raison d'un appointement ou ordonnance judiciaire fait entre parties.

45 Item, se l'appellant qui est de pays de droit escript ou coustumier exprima aucuns griefz à fortiffier son appellacion, il pourra bien fortiffier sa dite appellacion d'iceulx et d'autres quelzconques.

Se l'appellant ou juge doit payer amende.

S'aucun appelle de sentence donnée en païs qui se gouverne par droit escript, et la court a prononcé : bien jugié, mal appelé, l'appellant ne doit payer aucune amende. Mais se la sentence fut donnée en pays coustumier, et l'en prononce : bien jugié, mal appelé, l'appellant sera compellé à payer l'amende au roy de lx livres parisis.

Item, se les juges desquelz l'en appella sont de pays de droit escript, et la court juge : bien appelé et mal jugié, se les juges desquelz l'en appella soient royaulx ou autres, ilz ne doivent payer amende. Ja soit ce que, s'ilz estoient de pays coustumier, et juges royaulx, comme seneschaulx, baillifs ou prevostz, ilz n'y doivent pas amende. Mais, s'ilz estoient autres, comme sont aucuns hommes du roy qui pevent juger en aucunes courts, ou juges qui ne feussent pas royaulx, telz juges paieront l'amende, se la court disoit : bien appelé et mal jugié. Et se les appellans sont d'aucune baillie autre que du roy, ilz doivent au seigneur de la dite baillie lx livres tournois. Et, s'ilz sont hommes du roy jugens, comme dessus est dit, l'amende leur est deue, selon la coustume du pays et du lieu où ilz jugent, et dont l'en appelle. Car de stille de court, en ces cas, ne en autres, par la coustume générale du royaume de France, il n'y a pas amende déterminée.

Et devez bien noter que, ou cas dessus dit, l'amende n'est pas deue aux juges royaulx qui ne paient pas amende, mais en (sic = est) deue au roy.

Mais je pose ainsi : Guillaume appelle du juge de pays coustumier, la court prononça : bien appelé en partie, et mal appelé en l'autre partie, en ce cas l'appellant ne doit point payer d'amende.

Mais je prens ung autre cas : Guillaume qui appella ne impétra pas son adjournement dedans temps deu, ou, s'il l'impétra, si ne fut il pas mis à exécucion, lors le dit Guillaume ne le doit amender à ceste court, combien qu'il le doye amender au juge de qui il appella. Ainsi fut dit en parlement l'an xxvii, contra Johannem Butafruentem in causa scabinorum Cathalanensium.

Et en tant qu'il l'amendera au juge de qui il l'appela s'il n'est royal, comme il fut dit en la dite cause, la court garde et tient maintenant le contraire. Car l'appellant doit amender à la court, s'il ne renonce à son appel dedans huit jours prouchains du temps qu'il appella, ou s'il n'a poursuy son appellacion et obtenu en icelle.

Item, je mettz autres cas : Guillaume estoit subject à aucun seigneur qui avoit haulte et basse juridicion, et estoit couchant et levant en la dite juridicion. Il sera cité en action personnelle devant aucun juge royal à l'instance de Martin, etc., et son seigneur. Vindrent devant le juge présents le dit Martin, le dit seigneur et Guillaume, son subject, requérans que la dite cause fust renvoyée en jugement et à la court du dit seigneur. Et le dit juge a prononcé que la court ne sera pas rendue ne la rémission faicte. Et, pour ce, le dit Guillaume et son seigneur appelèrent en parlement et impétrèrent deurement leur adjournement. Le dit Guillaume se présenta au terme qu'il devoit, mais son seigneur ne se présenta point. Le dit Guillaume sera réputé pour non appellant et sans amende. Car, par le deffault de son seigneur, la cause principale demeure en court. Ainsi fut dit en parlement l'an xxv, contre ung chevalier et le sire de Valoise. Et povez bien veoir la raison cy dessus ou tiltre : De la présentacion qui est à faire en parlement, etc. Item :

s'aucun quant l'en appelle de juge royal en païs coustumier par toute la rebriche : Desquelz les appellacions ne sont point receues.

Manière de proposer cause d'appel.

5 L'en doit savoir que, quant aucun advocat veult proposer en court aucune cause d'appel, et qu'il luy semble qu'il la peut bien aidier à amender ou fortifier par aucune coustume, ainsi comme; se l'en procède en la cause principal contre la dite coustume, et a esté donnée la dite sentence en païs coustumier, il doit dire
10 par ceste manière à celle fin que la sentence qui a esté donnée par tel juge, contre moy, et au prouffit de tel, en telle cause, soit prononcée nulle, et, s'aucune [est], qu'elle soit dicte faulce et mauvaise, et qu'elle soit dicte pour telle par le juge de ceste présente court : « Je veul et entens proposer pour le prouffit et évidente
15 « raison de ma cause une coustume que ma partie m'a donnée à entendre, estre « en tel pays où fut fait le procès de la dite cause et la sentence donnée. » Et, ce fait, il les doit proposer par ordre l'une après l'autre, selon ce qu'il luy semble qu'il pourra aider. Et quant il les aura ainsi proposées, il doit dire : Ceste chose supposée, je viens à ma cause d'appellacion et à mon fait qui est tel. Lors il doit réciter par ordre son procès, comme il est et a esté fait, lequel récité, il doit dire
20 les raisons pour quoy, se la dite sentence estoit aucune, elle seroit mauvaise, innique et injuste. Et, ceste chose faite, il doit conclurre en ceste manière : « Se « la partie adverse tel confesse mon fait et les choses que j'ay proposées estre « vrayes, je dy que la dite sentence doit estre [dicte] par vous, Messieurs, « nulle, et, se elle estoit aucune, elle doit estre dicte faulce et injuste, comme j'ay
25 « dit dessus. Et, pour ce, soit dit par vous, mes seigneurs, bien appelé et mal « jugié. » Et, se le juge est tel qu'il puisse estre receu en l'amende, il doit requérir qu'il y soit condempné et compellé à l'amender, et à partie et es despens. « Et « ainsi le requiers par vous, Messieurs dessus dits. » Et il ne (sic. dele : ne) le nye ou deffend. « Je offre à le prouver des dites choses ce qu'il me souffira aux
30 « fins dessus dictes. »

Item, se l'en appelle seulement d'un deffault de droit ou d'aucun grief, lors dira le dit advocat par ceste manière : « à celle fin qu'il appaire à vous, mes dits sei-
« gneurs, que tel seigneur a failly de droit à tel son vassal, ja soit ce qu'il luy ait
« supplié souffisaument et requis, et qu'il l'a grevé injustement et indeuement, et
35 « fait les griefz et injures qui s'ensuivent; et qu'il soit dit et prononcé le dit « seigneur avoir, pour ce, perdu le fief et le droit de subjection qu'il avoit ou dit « vassal et subject, ou qu'il le doit perdre; et qu'il doit estre appliqué et acquis au « roy nostre sire, et qu'il soit en ce par vous condempné, et par le jugement de la
40 « (sic = sa) subjection, pour occasion des [dictes] choses, et doit estre exempt du « dit seigneur et de ses officiers, et, avecques ce, que ledit seigneur soit condempné « à révoquer les dits griefz, et en telle somme pour les dictes injures et griefz. » Et puis doit dire ainsi : « Lesquelles injures le dit tel révoqua et encores révoque
« en son courage, et lesquelles il ne vouldist à luy avoir esté dictes pour la somme
45 « de, et cetera. » Laquelle somme sera mise en la conclusion.

Item, doit chascun savoir que, se l'appellacion estoit injuste, la court ne la doit pas recevoir, s'il n'y a aucunes présumpcions devant alables (sic = réquisitions préalables), et y en fault trois, et la quatre

d'abondance, par divers jours et heures, et qu'il en puisse enseigner et cetera.

Item, quant l'en appelle de deffault de droit, et la court prononce que le seigneur a deffailly en droit, et, pour ce, à le subject bien appelé, le dit seigneur, selon le stille de la court, doit estre privé de l'ommaige que l'appellant luy estoit tenu de faire, et aussi du fief et de la subjection; et doivent ces choses estre applicquées au roy. Ainsi fut dit par arrest contra commictissam Atrebatensem pro domno (sic = domna) de Auxi, sorore domni de Picqiniaco. Pro hoc facit secundum materiam feudorum, et glosa super eo, quid sit investitura et que sit prima causa beneficii admictandi. C. secundo cum glosa, et Justin. qui sunt sui.

Et, se l'en prononce contre celluy qui appella, le seigneur gaigne le fief et les choses qu'il possède en sa subjection. Mais je demande pour quoy est ce que le vassal, quant l'en procède contre le seigneur, ne gaigne le fief, ainsi comme le seigneur, et non pas le roy (sic = au lieu que c'est le roy qui le gaigne sur le seigneur). La response est telle : Car le subject n'a pas droit de confisquer à luy, comme de souverain.

Item, l'avocat de celluy qui est appelé peut prendre exemple et soy adviser pour proposer et dire son fait es choses dessus dictes pour l'appellant. Car il ne fault que prendre le contraire aux choses dessus dictes.

Item, selon ce que dient aucuns, il convient, de stille de ceste court, proposer toutes les raisons et deffences l'une après l'autre consécutivement que l'en veult dire contre l'appellant, ja soit ce qu'ilz tendent à fin diverse, o protestacions de requérir droit sur les premiers proposans (sic = raisons proposées), et qu'ilz n'entendent pas à ceulx départir du dit droit pour les choses à dire. Car s'il ne les propose ensemble, à une foiz, comme dit est, et vouloit aucune autre chose proposer, ce qui luy peut valoir et servir à celle fin, et obtient celles qui pevent faire adnuller la sentence ou appellacion, ou (sic) par faulceté, o protestacion de le recevoir, se l'en prononce estre receu comme appellant, [il ne sera pas receu]. La première oppinion est plus vraye, selon le stille de maintenant, ne mais ou cas que l'en tendra à fin non plaidoyable. Mais, ce stille est trop creu, selon maistre Guillaume. Car, se l'appellé veult dire que l'adjournement n'est pas souffisant, ou que la cause d'appellacion ne doit pas estre ventillée en ceste court, et il ayt proposé les raisons à ceste fin, ja soit ce qu'il n'ait proposé nulles autres deffences, il a fait retenue ou protesté pour les choses dessus dictes, il sera receu à proposer ses autres deffences; ja soit ce qu'il ait [esté] rendu droit contre luy sur les choses proposées.

Et semblablement, comme dessus est dit, se aucun proposoit raisons de droit affin qu'il ne deust estre réputé pour appellant, et sont bonnes efficaces. Car, ja soit ce qu'il ait proposé autre chose à autre fin, s'il fait retenue, comme dessus est dit, posé que l'en rende droit contre luy sur les choses proposées, ce non obstant, il sera receu après, [à] fin qu'il soit prononcé : bien jugé, mal appelé. Mais adonc est ce stille vray, se l'appellant proposoit aucun fait qu'il convint prouver ou païs affin de nullité ou faulceté, ou de iniquité; et, s'il ne le faisoit, il ne seroit en oultre receu à icelles proposer. La raison est : car adonc on poursuivroit qu'il auroit proposé les dites choses malicieusement pour fouyr et délayer.

Item, quant aucun appelle à ceste court, pour ce que le juge, devant qui estoit meue aucune action personnelle, ne la voulut renvoyer en la court du seigneur soubz lequel il a son domicile, et les parties cheent en faiz contraires sur la cause

d'appellacion en court : la court, comme souveraine, congnoistra, entre mectes, de la cause principal, qu'il ne soit veu qu'elle se donne. Ainsi fut dit en parlement, l'an xxv, contra domnum Barnum de Clarnis pro domino Petro de Via, en la cause d'appellacion en laquelle il requéroit estre renvoyé en la court du sire de Cunis.

S'aucun demande pourquoy est poursuivie la cause d'appellation, je dy que c'est pour l'amende.

Item, se l'en prononce pour celluy qui appelle, l'en prononcera pour le seigneur tellement qu'il ne luy peut nuyre en cas semblable.

Item, doit chascun savoir que, se le seigneur temporel a mis la main es biens d'aucun pour aucuns excès qui luy sont imposez, et, après ce, le seigneur l'a condempné pour cause de ce; de laquelle condempnacion il appella de luy en parlement, et là, fait proposer la cause d'appellacion, en laquelle proposant, il requiert à la court, comme souveraine, qu'elle luy face recreance de ses biens, comme par main souveraine; et, ja soit ce que la main est et ait esté mise avant la dite appellacion, comme dit est, [la dite recreance sera faicte], et non pas la délivrance plénière. Ainsi fut dit en parlement, l'an xxvii, pour l'abbé et couvent de Saint Pierre de Gand contre le conte de Flandres et l'abbesse et couvent de Libroque, alias de Vineta.

Item, en cause d'appel, se les parties sont de païs coustumier, ilz ne pevent continuer contre eulx sans l'adsentement du procureur du roy ou de licence de court, et, s'ilz le font, ilz chéent en l'amende. Ainsi fut dit en parlement, l'an xxvii, contre Raoul de Cleremont pour ung chevalier appelé Regnault, auquel chevalier la court donna de grâce especial l'amende pour sa povreté, et qu'il estoit devenu aagé, et luy assigna la court ung jour brief à plaider sa cause.

Item, fut ordonné en court et prononcé par arrest que celluy qui appelle et est de païs coustumier, qui impétre son adjournement en forme deue, doit aussi bien faire sa dilligence contre celluy pour qui la sentence fut donnée, affin que l'intimacion luy soit faicte, comme contre le juge qui la sentence donna, ad ce qu'il soit adjourné. Car autrement la partie auroit de ce son utillité : car l'on menderoit que la sentence fust mise à exécucion. Et les habitans de la ville d'Orches furent cause de faire ce statut, qui appellèrent du bailly de Lisle lez Flandres pour une sentence qu'il avoit donnée contre eulx pour Gillet Le Camus, et ung autre son compaignon; ja soit ce qu'il ne apparust pas par la rescripcion dudit bailly que l'adjournement eust esté intimé aus dits appellans, néant moins toutes voyes, pour ce que le dit Gillet avoit juré que l'intimacion avoit esté faicte à son compaignon, les dits appellans furent relevez de leur négligence. Donné en parlement, l'an xxvii, jour sainte Catherine, et doit estre enregistré pour les cas advenir.

Des Commissaires et de leur puissance.

Commissaires donnez en court à enquerre et refférer doivent en toutes choses deurement ou dit office ensuir le stille de la court de parlement dont ilz sont envoyez et non pas celluy du lieu dont ilz enquièrent. Et premièrement telz commissaires n'ont pas pover de interloquer, de congnoistre, de prouver, de juger en aucune manière. Mais les raisons des parties doivent réserver aus dites parties, [pour] l'ordonnance de la court sur ce. Tanti (sic = cauti) advocati doivent à tousjours requerre qu'ilz leur facent droit sur les dites raisons et cetera, s'ilz pevent

et le veullent faire, ou qu'ilz réservent à la partie droit luy estre fait et dit à l'ordonnance de la court. Et avecques ce doit protester l'avocat que, pour chose qu'il ait proposé ou entendu à proposer, qu'ilz ne facent ou entendent à y renoncer. Et doit requerre qu'il luy soit ainsi réservé, et les commissaires le doivent
5 faire.

Item, se l'une ou l'autres des dites parties appelle des dits commissaires ou les récuse, non obstant ce, ilz procéderont oultre en faisant la dite informacion, et mettront la dite informacion ou récusacion ou sac ; et doivent ouvrir les articles et enjoindre à l'acteur qu'il les afferme par son serment. Et puis doit enjoindre à
10 répondre au dit reour par son serment. Et, s'il y respond, Bene. Et, s'il n'y respond, ilz ne le peuvent compeller à ce faire, mais ilz le peuvent advouer pour répondu. Et, se le reour proposoit aucunes raisons pour lesquelles il dit qu'il n'est tenu nullement de répondre, il doit [sic = ilz doivent] enjoindre qu'il les baille par escript ; adonc les mettent ou dit sac. Et non obstant, ilz peuvent proposer, et à
15 leur retour envoyer à la court. Et, se les raisons sont efficaces, la court y pourvoira en adnullant ce que devant les commissaires a esté fait, ou autrement, si comme elle verra estre à faire; et par aventure ordonnera que la commission soit renouvelée par (sic = pour) l'une et l'autre des dites parties.

Et, s'aucune des dites raisons proposées par le dit reour sont en fait, la court
20 renouvelera la dite commission, tant sur ce comme sur la principal ; ne mais ou cas que les raisons proposées par le dit reour seroit préjudiciables à la cause principale : car, lors la dite commission seroit renouvelée sur iceulx seulement, et premièrement ; et puis, l'enquête faicte quant à ce, et apportée à la court, et jugée, la court ordonnera sur le principal ce que bon luy semblera.

Item, doit avoir le dit reour ceste chautelle qu'il doit avoir coppye des raisons qu'il baille aus dits commissaires, soubz les seaulx des dits commissaires, ou
25 soubz seel authentique, ou instrument publique ; affin que, se les dits commissaires, pour haine qu'ilz eussent contre le dit reour, ne le mette ou sac avec les autres choses, que icelluy jour (sic = reour) ne (sic — Ou : icelluy adjourné)
30 les puisse monstrier à la court. Et s'ilz ne veullent recevoir les dites raisons, le dit réour face sur ce faire instrumens, ou qu'il ait présens tesmoins de la présentacion ou récusacion.

Item, quant la court donne commissaires à diffinitive en terre de droit escript ou de pays coustumier, le commissaire peut subdéléguer et commectre à autrui
35 la dicte cause ou aucun article d'icelle. Juxta C. super questionum de officio delegati.

Item, se les commissaires sont donnez à enquerre et rapporter, ilz ne peuvent pas ainsi commectre. La raison est : car l'industrie d'eulx est eslevé [sic = esleue] à ce, et, s'ilz commectent, ce que le commis fera, c'est de nulle valeur. Et ainsi fut
40 dit pro priorissa de Lissac contra dominum Arnaldum Baillisi. Et puis ainsi fut dit par arrest contra dominum Almatum de Merciato pro Galleno de Gaillardo. Et est ce vray, s'il n'est contenu en la commission : qu'il le puisse faire par luy ou par autre. Car adonc il le peut bien faire, et vouldroit ce que le subdélégart feroit.

Item, telz commissaires doivent recevoir les réprobacions, se elles sont faictes
45 contre les tesmoins produitz d'une partie et d'autre ; et se les parties les leur bail-
lent, ilz les doivent mettre ou dit sac, et ne procéderont point oultre.

Mais je demande se la court en interloquant que (sic = sur) les raisons et propos faiz devant leurs commissaires donnez à enquerre et rapporter, doit

ensuir le stille de la court ou droit escript, supposé que les parties et la cause soient de païs de droit escript ou coustumier? Je responds que, se la cause prent son commencement en la court, elle ensuivra le stille de la court. Mais, s'elle fut commencée ou païs dont sont les parties, et pour aucune cause elle ait esté évocquée : adonc, se les parties sont de païs qui est gouverné de droit escrit, elle ensuivra droit escript ; et, se de païs coustumier, elle ensuivra coustume.

Item, je quiers, se les dits commissaires ont receu des parties les reproches contre les tesmoins, s'ilz pourront recevoir tesmoins sur les dits reproches ; et entends la question des commissaires qui sont donnez de la court, ausquelz la court a rescript qu'ilz enquierent sur les articles que icelles parties ont baillé à court ; lesquelz articles la court leur envoie, cloz soubz leur contreseel, et leur mande qu'ilz parfacent l'enquete, et, icelle parfaicte, la renvoyent à la court. Et me semble que sic. Car, autrement, la dite enquete ne peut estre dicte parfaicte, se l'en ne enquier sur les réprobacions des tesmoins. Mais je tiens le contraire. Car l'en leur mande enquérir sur certains articles : c'est assavoir sur les principaulx qui furent concordez en court, et chascun doit garder la forme de sa commission et de son mandement, juxta l. fines. ff. mandati et extra. C. cum dilectu, et de rescriptis.

Item, pour ce que les enquetes sont diverses et à faire sur divers articles, et pourtant il est venu que l'en leur mandoit seulement enquerre sur les articles principaulx, et il appert bien que les dites enquetes sont diverses, car ainsi comme les articles sur le principal doivent estre concordés par les parties ou la court, tout ainsi les articles réprobatoires doivent estre jugez avant par la court, si comme les principaulx doivent estre gardez : pourquoy je diz qu'ilz doivent seulement enquerre sur les articles qui leur sont envoyez et non autres. Car ilz ne furent envoyez par la court ne adjugez. Et ce que l'enquete ne seroit pas dicte parfaicte extra [sic = et cetera] ne vault riens ; car elle est assez parfaicte quant à la procuration de quoy la court entendoit et escripvoit qu'il souffist, et non pas quant à totalité de parfaicte enquete de tout le dit négoce dont tu parles, et dont il n'est pas de nécessité.

Et aussi nul n'est receu à réprover tesmoins jusques à ce que l'enquete soit faicte sur les principaulx articles. Car, autrement, se, avant l'enquete faicte sur le principal, l'en recevoit tesmoins, après le réprouvé d'aucuns tesmoins, il conviendrait derechief faire une autre enquete sur la réprobacion des tesmoins dernièrement produictz.

Item, se une partie a produit tesmoins, et la partie, contre qui ilz sont produictz, veult réprover aucuns d'iceulx, et aucuns non ; se celluy qui les a produictz, dit à la court : « Je renonce aux tesmoins que ma partie adverse veult « opposer (sic = réprover), et requiers que la court procède à sentencier et juger « par ceulx qu'il ne veult pas réprover », il sera oy. Ainsi fut dit en parlement pour le procureur du roy et l'abbé de Frondefoire contre les consulz debouté (si = du bourg) de Nerbonne, l'an xxv. Et ainsi, l'obtint M^e Guillaume du Brueil pour le duc d'Acquitaine et messire Thomas de Boulongne contre le conte d'Aucerre et ung autre.

Et, posé que les dits commissaires eussent pouvoir de juger les réprobacions, il ne seroit ja bon qu'ilz jugeassent. Car par aventure les parties en appelleroient, et ainsi le dit négoce en seroit plus alongié qu'il ne seroit, se les réprobacions estoient apportées pour juger au second parlement. Car, se la partie appelloit de

juge donné pour recevoir les réprobacions, il conviendrait plaider sur la cause d'appel, et [se] les parties estoient en faiz contraires, la cause incident dureroit deux ans ou plus. Et, ce pendant, la cause principal dormiroit.

5 Mais je prens que les deux commissaires furent donnez à juger et à refférer tant sur le principal comme sur les réprobacions, et ont pover de juger les réprobacions. Posons que les réprobacions aient esté baillées d'un costé et d'autre. Pourquoy je demande s'il est plus prouffitable que les commissaires ne enquèrent pas [sic = enquèrent] sur toutes les réprobacions qui sont à recevoir que s'ilz renvoient les dites réprobacions à la court pour juger. Je dy que non. Ainçois seroit
10 grant péril à la partie de qui les tesmoings sont reprouvez. Car il pourroit estre que l'enqueste seroit baillée à aucun nouvel et ignorant le stille de la court, qui croiroit que les dits reprouches feussent jugées et approuvées par la court. Et ainsi pourroit estre qu'il reffuresoit aucuns tesmoings souffisans, par telles reprouches ilégitimes, et rapporteroit qui seroient souffisaument reprouvez; tout ainsi comme
15 se, par aventure, icelle réprobacion insuffisiente estoit souffisaument approuvée par la partie.

Mais je demande s'il est semblable en autres juges qu'ilz doivent premièrement juger les probacions (sic = réprobacions). Je dy que s'ilz le vouloient faire, ilz le peuvent bien. Mais il vauldroit mieulx et seroit plus prouffitable qu'ilz enquissent
20 sur toutes choses, affin que l'une ou l'autre des parties ne appellast de ce, et que la cause principal ne fust alongée. Mais il n'est pas semblable en ceste court de laquelle nul ne peut appeller. Car elle n'a point de souverain.

Item, les commissaires qui furent donnez à enquerre et refférer d'adsentement des parties sont mors, et l'une des parties en l'absence de l'autre procure autres
25 juges estre substituz ou lieu d'iceulz qui sont mors, ou qui n'y veulent pas vacquer : ce que telle partie fait est nul, juxta l. insinuante extra de testi. Et ce est vray, se la partie ne s'y consentoit toisiblement ou expressément, ou se la court ne disoit en la commission : Non obstant que telz fussent donnez d'adsentement des parties. » Mais la court le feroit à peine.

30 Item, ou dit cas, se les parties[se] sont présentées en parlement, ou l'une d'icelles est contumax la court, ordonne à sa volenté en donnant autres commissaires, ou en compellant les premiers de aler sur leurs commissions. Mais telz commissaires sont entiers renouvellez ou ostenz par la court, s'il n'y a cause de suspicion de nouvel venue à la notice des choses (sic = parties) dessus dictes.

35 Item, quant la commission est donnée par la court, et sur certaine forme, elle ne doit point estre meuee sans cause.

Item, se les commissaires sont donnez par aucun baillif à enquerre et luy refférer, se après l'en treuve aucun deffault à la dite enqueste, pour laquelle l'en ne peut juger, le dit juge ne peut donner autres commissaires que les premiers, se
40 ce n'est par le consentement des parties, et s'il commet autres, oultre la volenté de l'une des dites parties, tout ce qu'il fera sera adnullé par la court. Ainsi fut dit, l'an XXVI, par arrest de parlement pour le maire et jurez de Carnaire contre l'archidiaque d'Orléans.

Et par semblable seroit, se la court commectoit à faire aucune enqueste d'adsentement des parties, et l'en y trouvoit aucun deffault, la court n'y pourroit pas
45 commettre autre deffault (sic = commissaires?) sans le consentement des dites parties. Ut dictum est supra.

De la diligence qui est à faire ou procès devant les commissaires.

Je demande premièrement quelle dilligence il convient faire, et en quel temps
[devant] les commissaires, affin que la commission soit renouvellée en parlement
ensuivant. Respondeo : ou les commissaires sont donnez de la chambre greigneur,
ou des enquestes, ou autres. Ou premier cas, l'en le doit requérir devant l'entrée
de parlement, et en tel cas que l'enquête puisse estre parfaicte devant l'entrée
de parlement. Car, s'ilz sont requis depuis le dit parlement entré, ja soit ce qu'ilz
y eussent assez temps, du jour de la réquisicion, jusques au jour de baillie à la
quelle elle doit estre rapportée, que l'enquête puisse estre parfaicte, s'il y peust
avoir entendu, il ne suffist et ne sera mye renouvellée la dite commission. La
raison est telle : car les seigneurs ont à estre au commencement de parlement,
lequel commencé, ilz doyvent estre sans départir le dit parlement ; et s'ilz ne sont
des dits seigneurs, donc souffist il de les requerre après le parlement entré, mais
qu'il y ait assez temps pour parfaire la dite enquête du temps de la réquisicion
jusques au temps de la baillie ; auquel temps il fault la dite enquête estre rappor-
tée, et que les parties puissent avoir appareillié leur nécessité à venir en parlement.
Et ce est vray, ne mais que ou cas que telz commissaires la doivent rapporter au
commencement de parlement ; car en ce cas il conviendrait faire comme dit est
ou premier cas dessus dit.

Item, je demande au quel des parties il appartient faire dilligence de amener
les dits commissaires au lieu où la dite enquête doit estre faicte, ou à l'acteur,
ou au reour ? Je dy que à l'acteur il appartient, pour ce qu'il doit poursuivre et
abrégier sa cause, et au reour [convient ?] délayer et alonguer.

Mais, se l'acteur est négligent en ce que requerra le reour au prouchain par-
lement, il pourra demander d'estre absolz de ce que l'acteur luy demandoit. Ce
est vray, quant l'acteur est présent, et il appert de sa négligence. Car s'il estoit
absent, pour ce qu'il ne se présenta pas, l'en donnera deffault au dit reour et
adjournement contre l'acteur à veoir juger l'utilité du dit deffault, et luy sera
adjudgée telle comme dit est, s'il le requiert. Autrement, s'il le demandoit à renou-
veller sa commission, il fait que fol. Car elle seroit renouvellée pour une partie
et pour autre, et seroit la négligence du reour compensée à la négligence de l'ac-
teur. Pourquoy le dit reour ne doit jamais estre absolz ou dit cas, fors condicion-
nellement, en disant : « Je veulx et requiers estre absolz, considéré la négligence
« du dit acteur ; ou cas que je n'aurai la dite utilité, je requiers au moins la dicte
« commission estre renouvellée ».

Mais je prens que l'acteur amaine les commissaires au lieu, mais il n'y a pas
assez de temps, fors à faire l'enquête pour sa partie et oyr ses tesmoings ; et le
reour requere au commissaire qu'ilz examinent ses tesmoings, ou autant des siens
comme de ceulx de l'acteur : il doit estre oy. Car les auditeurs et commissaires
sont communs pour tous deux, et pour ce que le reour n'a riens à prouver, se
l'acteur ne prouvoit. Toutes voyes en ce cas le reour est tenu de payer la moitié
du salaire aux commissaires, et de aler et retourner, et les despens et mises faictes
pour les aler querre.

Mais je pose que l'un des commissaires estoit mort, ou tous deux ; et y a assez
temps pour parfaire l'enquête, l'acteur doit il faire dilligence de requérir que l'en
subroque ung autre en lieu du mort, ou deux, si tous deux estoient mors ? Distin-

gue : Ou les commissaires sont donnez d'appoinctement des parties, et lors il n'est pas mestier qu'il le requierre, se la partie n'estoit présente, qui s'y voulsist absentir : adonc y seroient subrogez. Car autrement ce qu'ilz feroient ne vauldroit riens, comme dit est dessus au prouchain tiltre. Et se les commissaires ne furent donnez d'assentement des parties, mais autrement, comme la court le fait communément : adonc peut il bien requerre, s'il veult, que autres y soient mis ou lieu d'iceulx, combien qu'il ne le doit faire de nécessité, s'il ne veult; et ne luy seroit pas imputé à négligent, ne mais ou cas où l'enquete du reour seroit parfaite. Car l'en présumeroit lors contre luy qu'il se deffiait de sa cause. Et pour ce, il doit faire sa dilligence des dites choses.

Et, par plus forte raison, [convient faire sa dilligence] au reour, se l'enquete de l'acteur estoit parfaite et accomplye. Car lors, supposé que les commissaires fussent donnez du consentement des parties, ou non, ou [sic] le reour est tenu de faire sa dilligence. Car autrement il se mettroit en péril de perdre sa cause.

Item, la diligence de l'acteur prouffite au reour, comme dessus est dit, quant il mène les commissaires au lieu; item, quant il requiert les commissaires qui procèdent en l'enquete, et ilz luy respondent qu'ilz ne pevent entendre de tout ce temps jusques au jour auquel ilz doivent rapporter en la court la dicte enquete : lors il n'est point besoing au reour d'y faire aucune diligence.

Item, quant les commissaires respondent qu'ilz n'y pevent entendre pour aucun empeschement, lors il ne souffiroit pas d'une dilligence ne d'une requeste, s'il y avoit assez temps à la parfaire, comme dit est; mais il convient requerre deux foiz, ou plus, selon la distance du temps.

Item, les commissaires doivent estre renouvellez de parlement en parlement, et quant les parties sont en commissaires, et l'une d'icelles vient à sa dilligence, ou cas qu'il seroit requis, c'est assavoir : de la partie de l'acteur, et le reour se deffault, pour ce qu'il ne se presenta pas, et, s'il se presenta, il se départit tantost qu'il fut présenté, ou, ja soit ce qu'il se presentast, il ne fut pas trouvé à l'uys de la chambre : il est mis en deffault et donne la court adjournement au prouchain parlement en suivant, et sera adjourné à veoir adjuger l'utilité du dit deffault, de quoy j'ay parlé cy dessus ou tiltre de contumace et deffault.

Item, doit chascun savoir que, quant les commissaires sont donnez en la cause qui pend en parlement, il n'y a qu'une production d'un parlement à l'autre, et entre deux les parties pourront produire tesmoings, tant comme il leur plaira devant les dits commissaires. Et pourra estre renouvellee la commission pour oyr les tesmoins une foiz ou plusieurs, se les parties ne sont négligentes, ou qu'il demeure par eulx que les tesmoings ne soient oys en l'audiction parfaite.

[De la manière de faire juxte le procès devant les Commissaires.]

Se les commissaires viennent au pays pour faire l'enquete, l'acteur doit aler prendre son adjournement contre le reour soubz le seel aux causes des commissaires à certain jour et certain lieu, contenant ceste forme : Tales commissarii dati et cetera, in tali causa infra scripta, tali ballivo et cetera, Salutem. Literas regias nos recepisce noveritis sub hac forma : Philippus et cetera, quarum auctoritate vobis mandamus [quatenus] adjournetis dictas partes ad talem diem in tali loco, in domo talis, ut tales [tali] die et aliis compareant sequentibus coram nobis ad procedendum in dicta causa juxta commissionis nostre tenorem, necnon ut

omnes testes quos utraque parcium predictarum vobis nominaverit ad testimonium prohibendum (sic = perhibendum) veritati super contentis in articulis dictarum parcium.

Auquel jour et lieu, part[i]es présentes, l'acteur doit présenter ses lettres aux commissaires avecques les articles, et leur requerre qu'ilz ouvrent les dits articles et qu'ilz procèdent en la cause selon le contenu en la commission. Et ce fait, et lesdits articles ouvers, il doit requerre que la partie adverse responde aus dits articles par son serment, et requerre la coppie des responses, affin qu'il saiche qu'il a confessé ou nyé, affin qu'il saiche et puisse produire tesmoins sur ce qu'il n'a pas confessé et non pas sur les choses qu'il a confessées. De quoy il n'est pas mestier. Car il en est relevé par la confession de sa partie adverse.

Item, l'en peut produire dix tesmoins sur chascun article, et non plus; et s'il en a produit dix sur tous les cas, il n'en peut plus nul produire. Pourquoy il se doit prendre garde que, sur chascun article, il produise dix tesmoins divers, s'il peut. Car ce prouffite à deux choses, premièrement à ce que j'ay dit, secondement, ja soit ce que les dits dix tesmoins produictz sur le premier article ne disposent riens, il peut estre que les autres dix, produictz sur le second article, responderont sur le premier, ja soit ce qu'ilz y respondissent sans leur en demander. Car ou les articles estoient conjoincts ou deppendans l'un de l'autre, ou d'un même fait.

Item, avant que l'acteur produise tesmoins sur les articles non confessez, il feroit que saige, de parler avecques les tesmoins et leur lire et monstrier les articles sur quoy il les veult produire. Et s'il voit qu'ils saichent aucune chose des contenuz es dits articles, si les produisent sur les articles dont ilz scevent de proposer, et non sur autre, [a]fin qu'ilz [n']occupent le nombre des tesmoins.

Et te prends garde se l'adverse partie produit sur tous les articles ou sur ung tant seulement, et s'il les produit en une forme sur tous les articles, et il veult après en produire d'autres. Celluy contre qui on les produit doit dire aux commissaires qu'ilz ne doivent pas recevoir sur telz articles autres tesmoins selon le stille de la court; et en doit requerre droict aus dits commissaires, s'ilz le veullent et le pevent faire, et si non, il doit lors requerre qu'ilz luy réservent droit lui estre fait par les seigneurs de parlement. Et se depuis, ilz veullent en recevoir aucuns, il doit dire que c'est contre sa volenté; et, pour chose qu'il face ou dye en la dite cause, n'entend à soy consentir aus dites choses, ne les aprouver ne renoncer aux choses requises. Et doit, sur ce, mettre en escript ceste requeste o protestacion, et les autres choses qui luy seront réservées faire mettre ou sac, et requerre luy en faire coppie soubz leurs seaulx, ou face comme dessus j'ay dit ou tiltre prochain.

Item, preigne garde que par aucun de ses faiz se (sic = sa) partie adverse ne peut estre advisée. Item, quant il produire (sic = ra) ses tesmoins, il doit dire ainsi : Vecy les « tesmoins que j'ay fait citer à ce jour pour prouver « le contenu en mes articles, et ad ce je les produictz et requiers que les facez « jurer et que les examiniez. Mais quant vous les voudrez examiner, je discerneray sur quelles choses je les vueil produire. » Et quand ilz les voudront examiner, lors leur dient sur quoy.

Item, se preigne garde, quant son adversaire produira ses tesmoins, s'il les congnoist. Il les doit réprouver avant qu'ilz jurent en production ne qu'ilz soient receuz, ou au moins proposer ce qu'il veult prouver à les oster de tesmoingnage

et doit offrir à les bailler par escript. Et, s'il le peut faire, le baille incontinent, ou le plus tost qu'il pourra. Mais, s'il ne les congnoist tous ou aucuns d'eulx, il doit demander le nom et le seurnom d'iceulz qu'il ne congnoist, et où est son domicile et dont ilz sont, et demander dilacion entre réception et examinacion, comme
5 dessus et par avant, et demander droit par les dits commissaires, ou luy estre réservé à faire et donner par les seigneurs de parlement, comme dit est.

Item, se partie adverse ne réproove voz tesmoings, comme dit est, et il les vouloit après réproover, vous povez dire que par le stille de la court, il ne doit estre receu, quant il ne les réprouva par avant, ou au moins ainçois qu'ilz feus-
10 sent examinez. Et en requerez droit, comme j'ay dit par avant.

Et gardez bien que telz reprouches soient faictes et baillées, comme dit est, se par les commissaires n'estoit réservé, que tu le peusses aussi bien réserver, après l'examen comme devant, et que ce soit escript ou procès.

Et soyes bien adverty que tu faces mettre les réprobacions ou sac. Car, quant
15 la court les verra ou sac, elle ne jugera pas l'enquête à parfaire, mais les réprobacions et donnera commissaires à ce; et le (sic = se) la court ne les tienne ou sac, ou s'il n'estoit proposé en court ou enregistré par le notaire, elle procéderoit à veoir la dite enquête.

Item, s'aucun veult réproover aucun tesmoing pour raison d'aucun crime ou
20 qu'il est infamé d'aucun fait qu'il a commis, il ne sera pas receu, s'il ne dit qu'il en a esté convaincu ou condempné, ou qu'il l'ait confessé.

Item, qui veult réproover ung tesmoing pour ce qu'il est des gens et robbes de la partie adverse, il n'y doit estre receu, s'il ne dit en oultre qu'il est à son pain et à son pot et son familier. Ainsi fut dit par la court pro domino Anthonio Persario
25 contra Sarvenses.

[*Comment les enquêtes doivent estre renvoyées à la Court, et les dires des tesmoings se publier.*]

30 Quant la court mande à aucuns commissaires qu'ilz enquerrent et refferent au prouchain parlement, se l'enquête est contre les parties qui sont de pays coustumier, des choses de pays ou des actes, les dits commissaires doivent renvoyer la dite enquête close soubz leurs seaulx. Car autrement elle seroit adnullée. Et est
35 la raison : Car les enquêtes du dit pays ne sont pas tabellionnées, et n'y a pas faicte la publicacion des tesmoings; ne la partie ne la doit veoir se ce n'est en cause d'éritage; et quant la demande est d'action réelle. Car adonc l'en en fait coppie et y sera faicte la publicacion.

Mais se la cause ou les parties sont de pays de droit escript, ils renvoyront la
40 dite enquête, close comme dit est, soubz leurs seaulx, et régulièrement ainsi leur est il mandé. Et pour ce, en tous cas en tel pays est faicte la publicacion, ainsi comme en la sénéchaucie [de Toulouze] et es autres qui se gouvernent par droit escript. Et pour ce qu'elles sont faictes par main publique et y est mis le signet du tabellion de la court, elles sont tabellionnées et signées, et les reçoit la
45 court, ja soit ce qu'elles sont ouvertes et non seellées, et mesmement que l'autre partye en a par devers soy autant tabellionné et signé. Et ainsi fut dit par moy G. de Brolio pour les consulz de Nerbonne. Mais ce fut par aventure pour ce que l'enquête avoit esté faicte par le sénéchal de Carcassonne, juge ordinaire,

et pour aucune cause qu'il luy avoit esté mandé qu'il l'envoyast à ceste court présente. Et pour ce avoit esté publyée.

Item, se les commissaires à enquerre et à refférer font l'enquete, ilz ne publieront pas, se ce n'est en cause réelle ou d'éritage, comme dit est.

5 Item, en pays coustumier hors la ville de Paris n'est publiée aucune enquete, combien que au Chastellet de Paris, la publication est faite en causes civiles et non pas en causes criminelles.

10 Item, de stille de court, quant chascune des parties a fait affirmatif qui a mestier de probacion, les despens aux commissaires pour aler, venir et retourner seront faiz communément aus dits commissaires de l'une partie et de l'autre.

Item, en pays de droit escript, la publication de l'enquete sera faicte tant en causes civiles comme criminelles, exceptez certains lieux comme en la sénéchaucie de Peregort, de Quertin (sic = Quercy) qui ne furent pas anciennement de la conté de Thoulouze.

15 Item, quant les parties sont en commission et audicion, et l'une des parties a plus tost acomplye son enquete que l'autre, et a renoncé et conclud en cause ; toutes voyes, l'autre partie n'a pas esté négligente : car aussi bien elle fait accomplir pour sa partie, car elle fait citer ses tesmoings, et ne sont point venuz, ou les a fait mettre en deffault ; et toujours ont esté communs les despens en faisant
20 l'audicion. L'enquete sera parfaicte pour l'autre aux despens communs, non obstant que l'autre partie ne vouldist produire aucuns autres tesmoings. Mais il seroit autrement, se par la négligence de l'autre des parties, il estoit advenu. Car lors l'enquete seroit acomplye seulement à ses despens.

Item, s'aucun demande la dite enquete estre receue, veue et adjugée comme
25 parfaicte, et la partie adverse la contredit, disant qu'elle n'est pas parfaicte, elle sera veue comme parfaicte, quant à icelle qui dit qu'elle est parfaicte ; en tant qu'il ne pourra plus produire tesmoings, ne autres choses et ne pourra plus réprover les tesmoings ne autres probacions produites par l'autre partie, pour ce qu'il la tient pour parfaicte. [Elle sera aussi veue comme parfaicte] quant à
30 celluy qui la consentit, s'il ne fist retenue, que, ou cas que la dite enquete [ne] seroit [pas] trouvée parfaicte par la court, que aussi feust la commission renouvelée pour luy, comme pour sa partie adverse. Car adonc il seroit veu que son intencion ne seroit pas à renoncer à la production des tesmoings ne autres choses qui seroient à faire en la cause.

35

[De fiefs.]

En cas que aucun subject du roy reffuse à prendre et recevoir aucun en foy et
40 hommage du fief qu'il tient de luy, la court a acoustumé de donner lettres de justice, mesmement es requestes sur ceste forme : Philippus et cetera, tali ballivo salutem. Talis conquerendo nobis monstravit quo[d], cum tale feodon a tali nomine (sic = moveri) dicatur, quod ipse conquerens ad ipsum pertinere dicit, actamen dictus talis dictum talem conquerentem in fidem suam et homma-
45 gium pro feodo suo indebite et injuste recusavit ; quo circa tibi presencium auctoritate precipimus et mandamus quatinus, ad requisicionem dicti conquerentis, ad domicilium dicti talis, vel alibi, ubi expedire videbis, accedens [sic = accedas], ut ipsius presenciam haberi possit, ad videndum requestam quam talis conquerentis [sic = conquerens] dicto tali facere intendit super premissis ;

dictoque tali ex parte nostri precipias ut eundem conquerentem pro dicto feodo in fidem suam et hommagium suum recipiant [sic = recipiat]. Si vero dictus talis predictus parem renuerit, adjournes ipsum ad diem ballive tue proximi parlamenti, coram gentibus nostris dictum parlamentum tenentibus, dictas causas propositurum, et alias cum dicto tali processurum, ut fuerit rationis : cum intimacione quod, nisi dicta die comparuerit, dictum conquerentem pro dicto feodo ad fidem nostram et hommagium recipiemus, dictas que gentes nostras et cetera. Datum et cetera.

Item, doit chacun nocter que, se les parties dessus dites viennent en parlement, et le dit seigneur requiert que sa cause soit mise et renvoyée à son audience ou à sa court, il n'y doit estre receu. Car le complaignant n'est tenu de plaider devant luy pour le dit fief, jusques à ce qu'il soit receu à foy et hommage; et, s'il requiert estre renvoyé devant le bailly soubz qui est le dit fief, il n'y sera oy. Mais conviendra qu'il propose et alègue ses causes en parlement. Car illec finira la dite cause. Car le dit bailly ne le pourroit recevoir en la foy du roy.

Item, je pose que la court a veu et congru que les causes qu'il a proposées sont insufficientes, et que, nonobstant ce, le seigneur le doit recevoir à la foy et hommage; et, après ce, le dit conquérant requiert y estre receu. Mais le seigneur requiert que le dit vassal vienne au lieu dont meut le dit fief; et il est prest de le recevoir, et si offre telle rémission. Telle rémission ne sera point faicte, ainçois sera tenu de le recevoir en parlement. Et ainsi l'ay je veu prononcer en tous les cas dessus dits par arrest de la court de parlement, l'an xxv, pour le conte de Blois contre le conte de Flandres.

Et est ce que j'ay dit vray, sinon où cas où, lors que le dit seigneur fust premièrement requis par le dit complaignant pour les dites choses, ung autre que luy opposoit contre sa requeste, disant au dit seigneur qu'il ne devoit point recevoir le dit complaignant à la dite foy et hommage, mais [que] luy, comme ayant meilleur droit, doit estre receu à la foy et hommage du dit fief. Se le seigneur s'offre à faire droit aux dites parties, ja soit ce que après il soit requis en présence des commissaires du roy et luy soit jour assigné en parlement, non obstant ce, sera faicte la dite rémission. Et pro hoc faciunt multa notata in C. ceterum extra de judiciis.

Item, ce que j'ay dit est vray, ne mais où cas que, après la première requeste faicte au dit seigneur, et qu'il fust secondement requis de ce par aventure devant les commissaires du roy, et adonc s'opposa l'autre. Car, ja soit ce que lors le dit seigneur offrist aux dites parties leur faire droit, et non obstant, soit adjourné en parlement, et requiert le dit seigneur la dite cause luy estre remise, il ne sera pas à ce oy, ainçois sera décitée l'une et l'autre en parlement pour la suspicion que le dit [seigneur] n'ait faulcement supposé le dit opposant.

Item, de coustume générale ou royaume de France, homme estrange successeur, lequel ne peut joir de la coustume par laquelle le mort saisist le vif son plus prouchain héritier, ne peut entrer en possession du fief; ne mais par la main du seigneur qui le reçoive à la foy et hommage du dit fief. Car autrement il ne se peut dire saisy contre autres personnes que contre le dit seigneur. [Sic = car autrement il ne se peut dire saisy contre le dit seigneur; il l'est ainsy contre luy et tous autres.]

Item, tel successeur, qui peut joyr de la dicte coustume, comme plus prouchain du deffunt, peut et doit entrer, et après ce (sic), avant qu'il entre en la foy et hommage du seigneur. Et il a quarante jours à délibérer s'il entrera en la foy du dit

seigneur pour le dit fief; lequel temps durant, s'il n'y vient, il n'en court nulles peines ne dommaige. Mais s'il n'y entre dedans le dit temps durant, après, le dit seigneur peut prendre le dit fief en sa main par deffault d'omme, et en prendre les usuffruiz, comme siens propres. Mais quant le vassal luy voudra offrir son débit, il le doit recevoir, et luy doit restituer le dit fief, et eut il encores tardé plus de dix ans.

Mais je prens que le vassal tiènt le dit fief sans en faire ne offrir foy ne hommage au dit seigneur, et avant qu'il soit receu par le dit seigneur, se le seigneur veult, il tiendra le dit fief sans le recevoir à homme, pour autant de temps comme le dit vassal l'a tenu sans seigneur; en seroient les usuffruiz siens propres; et il n'est tenu le recevoir à foy et hommage du dit fief, le dit temps durant, ne n'y peut estre compellé par le seigneur souverain.

Item, selon la coustume dessus dite, nul n'est suffisant à tenir en fief, s'il n'a vingt ans acomplis et il atouche le XXI^e; et en censive, il convient qu'il ait XIII ans, et qu'il atouche la XXV^e [sic = XV^e]. Et aussi, au premier, il n'entre n'en foy ne en hommage, mais celluy qui en a le bail et gouvernement. Et en païs coustumier prendra les fruiz de la terre comme siens propres, jusques [à ce que] le dit mineur ait son aage parfait; mais non pas de droit escript, s'il n'estoit son père ou son ayeul soubz le gouvernement duquel il fust.

Item, la coustume par laquelle le mort saisist le vif n'a pas [lieu] de succession de intestat. Et est ce vray, ne mais ou cas où les dites deux successions seroient concurrentes à une mesme personne.

Item, je metz tel cas : Bertran est mort. A la succession de luy viennent Guillaume, et Jehan, et plusieurs autres; et dient, chacun d'eulx, qu'il doit estre receu à foy et hommage du seigneur duquel le dit Bertrand tenoit. Je respons que, se le dit Bertrand avoit plusieurs feages tenans et mouvans de divers seigneurs, entre lesquelz seigneurs le roy en est l'un; ja soit ce que le fief qu'il tenoit du roy soit petit, toutes les causes des autres fiefz seront ventillées en parlement; et aussi, par semblable, s'il y avoit contens autrement de son dit héritage. Ainsi fut dit pour le sire d'Alberet qui requéroit la congnoissance estre renvoyée du lieu de Villende, qui estoit meue de son fief, ou débat et contens meue en court contre le conte d'Armignac et ses adversaires héritiers du viconte de Lomaigne, qui contendoit affin qu'il fust receu à foy et hommage pour le fief que le dit viconte tenoit. Fut dit en parlement l'an XXV.

Item, quant le vassal d'aucun seigneur entre en foy et hommage du roy pour le fief qu'il tient du dit seigneur, ja soit ce que, après, il soit prononcé en parlement qu'il retourne à la foy et hommage dudit seigneur, sans moyen; pour tant [ne] le pourra poursuivre le dit seigneur, affin de le priver du dit fief. Car par telle prononciation, il n'est acquis au dit seigneur envers son dit vassal plus grant droit qu'il avoit par avant; ne au vassal préjudice en aucune manière. Ainsi fut dit par arrest de la court de bouche du sire de Serchemont, président, l'an XXVI, pour Colas Charbonne contre la contesse de Sistello.

Item, par advouement que aucun fait au roy, quant il s'avoue de luy d'aucun fief, il luy donne saisine, quant à deux choses : premièrement, car les choses, qui seroient prinses au dit lieu par aucun qui dit le dit lieu estre tenu de luy, seroient restablies au dit lieu; secundement, que la congnoissance du débat du dit seigneur, qui dit qu'il est tenu de luy, et le [sic = du] vassal qui le contredit appartient au roy, et non à autre. Ainsi fut dit en parlement, l'an XXVI, pro comitissa de Saises contra Mailly.

Item, s'aucun se offre au roy pour entrer en sa foy et hommage pour aucun fief, et un autre s'oppose contre la dite requête disant à luy appartenir le fief, en soy offrant et cetera ; et icelles parties soient sur les choses dessus dites renvoyées à la court de parlement à certain jour ; et l'un d'iceulx se présente au dit jour par
5 procureur fondé généralement à plaider, sans ce que puissance luy soit com-
mise spécialement qu'il puisse demander estre déclaré par la court son seigneur
devoir estre receu pour le dit fief en la foy et hommaige du roy : la dite fondacion
suffist, mais que toutes voyes le dit seigneur soit présent, quant la dite cause sera
plaidée. Ainsi fut dit pour le conte d'Armignac contre ses adversaires ou dit parle-
10 ment. Autrement il ne souffriroit pas pour certain.

Item, se plusieurs contendent pour raison d'aucune succession, lequel doye
estre receu à foy et hommage du seigneur, pour le fief que le seigneur tenoit ? Et
viennent par divers testamens, c'est assavoir : l'un du testament de Titius, père ;
l'autre du testament du filz de Titius devant dit, derrenier mort. Et celluy qui
15 content du derrenier mort dit avoir esté saisi du dit fief et l'avoir tenu par aucun
temps, et se dye empesché en iceulx par les gens du roy et par la main du roy qui
y a esté mise ; et requierre icelle en estre ostée ; et estre tenu en l'estat qu'il estoit
devant ; laquelle chose faicte, il requière estre receu à foy et hommaige et cetera.
Et l'autre partye die que icelluy n'a eu aucun estat de saisine depuis la mort du
20 deffunct, pour ce que encores l'an n'est pas passé. Je dy qu'il ne sera pas receu
pour les choses dessus dites à la foy et hommaige, la main dessus dite ne sera
point ostée, ne il ne sera tenu [sic = rétabli en saisine ; mais] que l'un et
l'autre propose ce qu'il voudra proposer, affin qu'il doye estre receu à la foy et
hommage. Ainsi fut dit contre le dit conte pour ses adversaires ou dit parlement.

Item, quant la main du roy est mise en aucun fief pour aucune chose, le sei-
gneur de qui il est tenu sans moyen, pourtant, ne doye estre empesché de justi-
cier et exercer son droit ou dit fief, pour deffault d'omme, ou d'autre juste cause
justicier ou dit fief pour occasion de la dite main assise en son dit fief, prout
cavetur in titullo : de investi. feodi. de prohi. alie. feo. et, que soit : prima causa
30 beneficii evictandi. Mais toutes voyes il ne doit pas faire, pour l'onneur du roy,
sans sa licence qui luy sera donnée ligièrement. Et, pour ce que le bailly de Ver-
mendoys eust mis la main du roy pour certaines amendes deues au roy à certain
fief tenu de l'évesque de Noyon, et depuis, le dit évesque eust prins ou dit fief
par deffault d'omme : dit fut par arrest que le dit évesque l'amenderoit au roy,
35 et feroit satisfacion de la dite amende, ainçois que le dit fief fust restitué, pour ce
qu'il avoit justicié sur la main du roy, sans en demander licence ; et, ce fait, et
qu'il avoit bonne et juste cause à faire ce qu'il avoit fait, l'en luy remectroit la dite
amende, et luy rendroit l'en pover de justicier ou dit lieu de fief.

40 [De justice appartenant au Roy seul, et comment il est procédé contre personnes
ecclésiastiques.]

Congnoissance de port d'armes contre tous et chacuns justiciables appartient
au Roy, ja soit ce que le sire soubz le pover du quel demeure celluy, de qui l'ac-
45 tion est meue, eust toute juridicion en sa terre, en quelque lieu que le port d'armes
soit fait, et espécialement s'il est fait publiquement avecques multitude de gens,
ou en voyes publiques ; et n'appartient à nul autre s'il ne montre qu'il ait le don,
ou de previllège de Roy. Et est la raison : car le Roy seul peut deffendre port

d'armes en tout son royaume, ou le donner; ut in authenti, de armis, coll. VI in rubro et nigro. Et pour ce que luy tout seul peut donner congïé de porter armes, et luy tout seul, par tout son royaume, le peut deffendre, luy tout seul est offencé, et, pour ce, luy tout seul a la congnoissance.

5 Item, au roy appartient à congnoistre des choses de délictz qui sont faiz par telz pors d'armes. Car, s'ilz pevent estre séparéz et divisez, le roy congnoistra du porteur d'armes; et le sire en la terre duquel telz délictz sont commis, s'il a toute juridicion. Exemple qui s'ensuit : Le sire de Quignon avoit commis ung délict en portant armes, et mettant le feu en la terre du conte de Roussy. Le Roy disoit
10 que la congnoissance, tant du port d'armes comme de l'autre délict, luy en appartenoit. Le conte disoit que, comme il eust toute juridicion en toute sa terre, que à luy appartenoit la congnoissance de ce; et, s'il ne congnoissoit de ce, au moins povoit il congnoistre des autres choses; car elles povoiént estre séparées. Dit fut par arrest que le Roy congnoistroit seulement du port d'armes, et le conte des
15 autres choses. Car les délictz estoient divers.

Item, au roy appartient congnoistre des faiz et choses faictes sur oultre la main du roy ou oultre sa saulvegarde des violences faictes sur et oultre la main mise du roy. Et oultre de ce ne peut congnoistre. Et, pour ce, s'aucun qui seroit évocqué en ceste [court], demandoit sur ce estre remis au bailly du roy en la ville
20 dont il est, et soubz laquelle telz délictz furent faiz, il ne sera point oy, mais sera compellé de respondre en ceste court. Ainsi fut dit par arrest de court pour ceulx de Longpont contre Raoul de Clerment; et semblablement pour l'abbé du Jart contre le conte de Tournis.

Mais je pose : se l'en fait demande des cas dessus dits à ung évesque ou autre
25 personne d'église qui requierre sur ce estre renvoyé à son juge d'église, il n'y sera ja receu, mais sera compellé par prinse de son temporel à respondre, et respondra en ceste court. Ainsi fut dit contre l'évesque de Bayeux et d'Avrenches l'an XXIII.

Item, appartient au roy de congnoistre des cas de nouvelleté. Et, en ceste présente court, sera seulement ventillée la dite cause. Car l'amende en monte lx livres. Et pour ce n'en pevent congnoistre les baillis, mais ceste présente court, et non
30 autre.

Mais je pose que aucune personne d'église a commis contre la sauvegarde du roy, ou fait aucun excès contre et sur la main du roy, et appert par l'enqueste
35 qui en a esté faicte contre luy qu'il a perpétré les dits excès; la court a acoustumé les condempner si que leur temporalité sera tenue en la main du roy jusques à ce qu'il ait réintégré et réparé les dites choses, et jusques [à ce que] le roy en ait levé cent livres pour l'amende, ou tant comme il luy plaira. Ainsi fut dit en parlement, l'an XXVII, contre maistre Estienne de Blancq, chanoine de Lundun; semblablement en parlement, et l'an dessus dit, contre l'abbé et couvent de Ancelle
40 pour certains excès venuz contre Robert Pourcellet et les gens du roy, en faisant exécucion contre iceulx pour le dit Robert de certaines rentes à luy deues sa vie durant.

Item, le roy ne plaide en la court d'aucun quelconque son subject, pour
45 quelque chose qui luy appartienne en tout ou partie, comme il appert es cas dessus déclairez ou tiltre des fiefz ou chappitre qui se commence : Item se plusieurs, et par les exemples qui s'ensuivent cy après : Item, le procureur du roy et le procureur de Saint Cornille lez Compiengne disoient en ceste court qu'ilz

estoyent en possession et saisine, et qu'ilz avoient en prescription de temps, qu'il n'estoit mémoire du contraire, de prendre de leur propre auctorité les biens des hommes et femmes du dit moustier qui descendoient[sic] sans hoirs; et que, sur ce, ilz estoient empeschez par l'arcevesque de Reims qui avoit, sur ce, fait prendre les
5 biens, par ses gens, de deux femmes qui estoient mortes sans hoirs. Le procureur du dit arcevesque requist que le plait fust remis à Reims, comme il devoit estre de droit, si comme il disoit, pour ce que son seigneur avoit à la dite ville de Reims toute juridicion. Il fut dit par la court, pour ce que la tierce partie des biens des hommes du dit moustier décédans sans hoir appartenoit au Roy, que la
10 congnoissance de ceste cause demourroit en ceste court et ne seroit point faicte la dite remission.

Item, comme l'évesque Apamiarum eust donné partie de certaine debte que l'évesque de Toulouse luy devoit, et pour ce, le dit évesque fut appelé en ceste court, lequel requéroit qu'il fust envoyé devant son juge d'église, on luy reffusa
15 pour la cause dessus dite.

Mais je faiz telle demande pour ung évesque ou autre prélat d'église. En exerçant sa juridicion espirituelle au lieu où il le peut faire, est perturbé et injurié grandement par ung homme lay; il veult procéder contre luy par prinse de son corps, et le faist arrester. Il ne le peut faire, s'il n'a fait homicide ou autre cas
20 detestable, et grief de crime perpétre; et, s'il le fait, il sera compellé, par prinse de son temporel, révoquer tout ce qu'il a ainsi fait. Et ainsi fut dit en parlement, l'an xxvii, contre l'arcevesque de Reims et son official, pour le maire et jurez de la dite ville.

Mais, s'il veult, il [ne] pourra bien procéder contre telz par excommunemens et
25 monicions. Car la juridicion temporelle ne peut estre empeschée par l'espirituelle, ne ne doit estre. Et, se le contraire est fait, ceste court a acoustumé de compeller l'espirituelle de révoquer tels empeschemens par prinse de temporel. Ainsi fut dit par arrest de court en parlement, l'an xxvii, pour le chappitre de Reims contre l'évesque [sic] du dit lieu.

30

[Des pers de France.]

Si tu veulx savoir quant et comment les pers de France doivent estre adjournez, tu le trouveras dessus ou tiltre des adjournemens : §. Item, faillit es baillifz et
35 cetera, et C. Item, les pers de France et cetera.

Item, quiconques appelle d'aucun per de France, ou d'aucuns hommes jugeans en sa court qui n'ont autres hommes jugeans par dessus eulx en icelle court ou en aucune des autres cours du dit per, icelluy appellant est exempt de la juridicion du dit per, tant en demandant, comme en deffendant, comme il est cy-dessus con-
40 tenu ou traictié des appellacions, ou tiltre : Quant aucun est fait exempt C. iiii^o.

Item, je demande se celluy, qui appelle d'un per de France ou de ses hommes, seroit renvoyé de ceste court en la cour du dit per? oy, ou cas que j'ay mis dessus en la matière des appellacions, ou tiltre : Se celluy qui a appelé et laisse le moyen, sera renvoyé, C. ii^o.

45 S'aucun subject d'aucun per de France fait appeller le dit per de France en ceste court ou autre cas que d'appellacion : se la dite cause ne touche sa propriété ou partie [sic, pour : périe?], et le dit per requiert la cause luy estre remise, il y sera oy.

Item, doit chacun savoir que les pers de France ne sont tenuz plaider ailleurs que en ceste présente court; et est ce vray, s'ilz le requièrent et demandent aux baillis et sénéchaux devant lesquels l'en les fait traicter. Car ilz ne sont en riens leurs subjectz, ne de leur ressort, ne mais aux cas seulement qui sont notez cy
5 dessus ou tiltre des adjournemens, ou C : Item, se les pers de France, in fine et sequentibus. Mais se les ditz pers de France procèdent volentièrement devant les dits juges, le procès tiendra; comme il appert par l'exemple qui cy après s'ensuit : Simon Due fist adjourner en cas de nouvelleté la contesse d'Arras par devant le bailly de Vermendoys; le procès fut commancé, et tant fut procédé que les parties
10 furent appointées contraires. L'enquête fut faicte, et néanmoins le dit Simon impétra du Roy certaines lettres de justice qui s'adressoient au bailly, par vertu desquelles la dite contesse fut appelée devant luy. Adont le bailly de Vertamas, qui estoit bailly de la dite dame, s'opposa aux dites lettres de justice. Laquelle opposition faicte, le dit bailly de Vermendoys remist les dites parties en parlement
15 en la dite enquête. Ou quel parlement le dit Simon requist que la dite enquête fust receue et jugée. Mais les procureurs de la dite contesse disoient que la dite enquête ne devoit estre receue. Car elle estoit nulle, pour ce que la dite dame, qui estoit des pers de France, n'estoit tenue, ne ne devoit ailleurs plaider que en parlement. Et, pour ce, estoit le procès nul, et par conséquent la dite enquête,
20 comme faiz et jugez de celluy qui n'estoit pas son juge. Mais le dit Simon repplicoit, disant que ce seroit vray se la dite dame eust décliné en temps deu, ce qu'elle n'a pas fait, mais a procédé devant le dit bailly volentièrement. Et, pour tant, le dit procès tenoit et estoit de valeur. Dit fut par arrest que, pour tant que la dite dame avoit procédé devant le dit bailly, que le procès tenoit; et fut receue
25 la dite enquête et cetera. Mais, pour ce que l'en trouva par la dite enquête que contestacion de plait n'avoit pas esté fait, la dite enquête fut adnullée. Et, ja soit ce que l'an, du temps de l'arrest, fust passé, par ce derrenier arrest fut réservé au dit Simon le dit cas de nouvelleté, et fut dit que la dite opposition tiendrait, et la dite dame procéderoit en la cause en parlement. Ainsi fut dit entre les dites
30 parties en la dite court, l'an XXVII.

Item, ja soit ce que les pers de France ne soient pas subjectz aux baillis et sénéchaux ne à leurs ressorts; toutes voyes, en cas de nouvelleté, ou autres, où opposition peut escheoir, se le per ne s'oppose à la requeste contre luy faicte devant le bailly, ou que icelluy per confesse le fait pour raison duquel la dite
35 enquête est faicte : les dits baillis ou leurs commissaires sur ce pourront oster l'empeschement, et du tout acomplir la requeste du dit complaignant contre le dit per de France. Ainsi fut dit en parlement, l'an XXVII, contre l'évesque de Laon pour ung qui estoit subject du dit évesque.

40 . [De minorité.]

Mineurs de vingt ans ne pevent demourer en jugement, posé que ce soit cause de propriété, et ne peut estre receu à demander ne à deffendre, jusques il ait touché XXI ans, comme dessus est dit ou tiltre de propriété et possession.

45 Item, ceulx qui ont le bail ou sont tuteurs de mineurs d'age ne pevent démener la dite cause de propriété, ne en demandant, ne en deffendant, ne autre cause qui deppende de la propriété, comme de fruiz, que l'en demanderoit pour raison de chose adjudée ou requise seulement. Mais ilz pourront bien demander

et deffendre cause personnelle pure, séparée de la propriété, comme il appert par l'exemple qui s'ensuit : Le sire d'Aussemont [sic] fist adjourner, en parlement, les hoirs de feu sire Nicolle [sic, pour : Neelle], à résumer et prendre les erremens et procès faiz en la cause meue entre luy et le dit deffunct. Les tenans le bail des hoirs du dit deffunct demandè[re]nt jour d'appensement qui leur fut donné
jusques au prouchain parlement ensuivant. Auquel parlement ilz respondirent qu'ilz ne devoient prendre les dits arremens, pour ce qu'ilz estoient d'action réelle, que mal [sic, pour : nul] baillisseur ne peut démener en jugement comme dessus est dit : ainçois doit dormir la dite cause jusques à ce que les dits pupilles et mineurs fussent à leurs aages. Mais l'acteur proposoit au contraire que la dite action est personnelle pour ce qu'elle touchoit et deppendoit du testament, par telle manière : car, comme il disoit, feu Jehan de Flandres en faisant son testament, il establist le dit feu seigneur de Neelle son exécuteur, et ordonna que, ses laiz et debtes payez, le dit son exécuteur rendroit et restitueroit à la fille du dit testateur, femme du dit d'Aussemont, le restour de ses conquestz et biens meubles;
et, atout ce, disoit que le dit exécuteur pavoit avoir payé les dites choses dedans le temps de la dite exécucion, des fruiz et autres esmolumens obligez à la dite exécution acomplir; et bien se gardast, s'il ne l'avoit fait. Car à luy doit estre imputé, et non à autre. Pourquoi le dit sire d'Aussemont requéroit le dit exécuteur estre condempné à rendre et restituer les dits conquestz et les fruiz, s'il confesse les dites choses estre vraies, et, s'il les nyoit, et cetera. Et, au tout ce, disoit que, comme ceulx qui avoient le bail des dits enfans du dit sire de Neelle eussent reffusé à prendre le procès et les deffences que leur père avoit proposé contre les dites choses, qu'ilz estoient descheuz des dites deffences, et doit estre faicte et acomplie la péticion du dit d'Aussemont. Mais les tenans le bail disoient le contraire et que la dite cause estoit réelle, et, pour ce, ilz ne pavoient aler avant. Mais le dit d'Aussemont disoit en oultre que ceulx qui avoient le dit bail, supposé que la cause fust réelle, deussent avoir prins les erremens. Et après ce avoir requis qu'ilz l'eussent mis en suspence, et puis qu'ilz ne l'avoient requis d'ores en avant, ilz ne devoient estre oys à la requerre, maintenant ne doivent ne ne pevent
empescher la requeste du dit d'Aussemont. A ce respondent les tenans le bail que le contraire est vray, et qu'ilz y doivent estre receuz en avant et après. Adonc fut dit par arrest que, pour ce que la dite cause, quant aux conquestz et les faiz qui estoient de la sequelle de la dite cause estoit réelle, les dits erremens et la dite cause dormiroit, nonobstant les procès faiz au contraire, et seroient suspenduz, jusques à ce que les dits hoirs feussent en aage suffisant. Et, pour ce que la dite cause, quant aux meubles, estoit personnelle, pour quoy les dits ayans le bail la pavoient bien démener en jugement, comme ceulx ausquelz le péril de la cause appartenoit, la péticion du dit sire d'Aussemont seroit faicte quant aux meubles. Ainsi fut dit entre les parties en parlement, l'an xxvii.

Pourquoy, de ce présent arrest peut l'en et doit noter trois choses notables : premièrement, que selon le stille de ceste présente court, cause réelle ne peut estre intentée ou meue contre ceulx qui ont le bail d'aucuns mineurs, ne aussi les dits ayans le bail ne la pevent mouvoir, ne la sequelle de la dite cause. Secundement, doit l'en nocter que action personnelle doit estre intentée par les dits baillisseurs et contre eulx : car le péril d'icelle leur appartient. Tiercement, doit l'en nocter que, ja soit ce que ceulx qui ont le bail reffusent à reprendre les erremens ou nom des mineurs d'aage, nonobstant ce, qu'ilz pevent, aprez les dits

reffuz, requérir que les dits erremens soient mis en suspens; et, posé qu'ilz eüssent reprins erremens, ilz pevent requerre qu'ilz soient suspenduz.

Sy après, ensuit ung autre exemple en ceste manière : Maistre Guillaume de Neaufle demandoit certaine chose aux hoirs feu Pierre de Chartres ou aux tuteurs des enfans du dit feu Pierre, lequel maistre Guillaume [poursuivit?]; et contre luy, eust deux sentences qui furent données pour les dits enfans; et le dit maistre Guillaume appella de la dite sentence en ceste court; et disoit les deux sentences estre nulles par deux raisons, la première : car le tuteur qui avoit démenée la dite cause pour les dits enfans n'estoit pas fondé; la seconde : car la dite cause estoit réelle, et partant ne peut, ne ne doit estre intentée ne poursuite contre les dits enfans. A ces deux raisons fut de la partie des deux enfans respondu : à la première, que le dit maistre Guillaume avoit trop tardé et, pour ce, ne devoit pas estre oy. Car il l'a deust avoir proposée devant le premier ou le second juge et cetera. Et aussi à la seconde il ne doit estre oy : car combien que sentence donnée en réalité contre mineurs d'aage ne vaille ne ne tiengne, la sentence donnée pour eulx, ja soit ce qu'elle soit démenée par moins légitime personne, vault et tient. l. non Jo. minoris C. de procuratore. Pourquoy fut dit en parlement par arrest de court, l'an xxv, que, nonobstant les procès dessus dits la dite sentence estoit de valeur et tiendrait. De quoy chacun peut noter que sentence qui est donnée pour mineurs d'aage, et le procès, fait sur ce, tient et vault; mais se elle est donnée contre eulx, elle ne tient, ne ne vault.

Item, peut l'en noter que exécution de fondacion doit estre proposée devant le premier ou le second juge; ou, autrement, il n'est pas après recevable.

Item, les causes des mineurs d'aage et d'autres semblables personnes misérables, comme des femmes vesves, sont demourées en parlement de leur absentement et volenté, comme en cest cas; juxta l. l. C. quando impera. inter pupil. et viduam et miserabiles personnas cognoscit. Ainsi le viz juger pour Béatrix de Sabran contre Pierre de Fredon et Armenger de Laudun (sic) et ses autres consors, ja soit ce que la dite Béatrix plaidiast de son héritage qui est assise en la sénéchaucie de Beaucaire.

Et, par semblable, pour dame Marguerite de Relengnes sur son douaire contre Jehan Cormel, ja soit ce que la dite action fust personnelle. Et pour le douaire de la dame de Marigny contre Louis de Beaumont.

35 *De provision du douaire d'une femme et de la manière de faire.*

Femme qui veult intenter action et faire sa péticion en parlement contre aucun pour son douaire, s'elle requiert que provision luy soit faicte, elle le doit avoir pour son nourrissement et pour sa prosécution de sa dite cause. Ainsi fut dit en parlement pour la dame de Belleville, et seroit fait semblable en autre cas favorable. Ainsi comme s'aucuns exécuteurs contendent pour raison de l'exécution du testament d'aucun contre ceulx qui détiennent les biens appartenans à la dite exécution, l'en leur fera provision pour la prosécution de la cause.

Quant le filz d'aucun content l'éritage de son père ou de sa mère contre celluy qui le poursuit, provision luy doit estre faicte tant pour sa nourriture comme pour sa provision de sa cause. Ainsi fut dit pour les filles de Severat contre Guillaume de Severat; et pour la dite Beatrix contre ses adversaires, et pour Jehanne de Montauram contre Raymon, son frère.

Mais je demande quelle quantité ilz auront des diz biens. Je dy que quant l'acteur, qui content du dit héritage, lequel héritage il a certaine [part], dit à luy appartenir en tout, il est acoustumé demander à celluy qui poursuit combien de rente il peut valoir, et tauxer au contendant la quarte partie de ce que le possédant dira à l'autre par son serment qu'il veut valoir. Ainsi fut dit pour la dite Beatrix et Jehanne.

Et dient aucuns que telles provisions doivent estre requises par l'acteur incontinent que sa péticion est ouverte, ou au moins protester sur ce, ou cas où il prétendrait dillacion; et, s'il le faisoit autrement, qu'il ne la pourroit plus requerre; et s'il la requéroit, elle ne luy seroit pas faicte. Ainsi le font communément les advocatz. Mais je veiz obtenir le contraire, et la requerre après la contestacion de plait, la principale cause, la cause d'appellacion, introduite en la court de parlement, l'an XXVII, pour dame Richarde de Saint Mes contre Raymond de Chancelles.

S'aucune personne collatéral demande l'éritage de son collatéral, comme de son frère, ou d'un autre, et requière provision luy estre faicte sur le dit héritage, le plait pendant, tel requérant et cetera [ne ?] doit estre oy. Ainsi fut dit par arrest de court en parlement, l'an XXVIII, contre damoiselle Marthe de Hoste pour Jehan du Chastel.

Mais quelle est la raison pourquoy provision est plus faicte au filz que au collatéral ? Car le dit héritage leur est plus chèrement deu [qu']aux colatéraux. Mesmement car leurs pères vivans, ilz sont réputez seigneurs du dit héritage, juxta l. in suis ff. [de lib. et posthu.]

[D'asseurement.]

Quiconques est trouvé en court doit donner asseurement à celluy qui le requiert, ja soit ce que le requérant ne alègue ou propose fait ou menaces. Et c'est pour l'excellence de la court qui est souveraine et chief; et posé que celluy de qui l'en requiert asseurement soit dehors du royaume, ou qu'il ait sauf conduit du roy. Ainsi fut dit par arrest pour l'évesque de Toci contre Hi du Bar qui estoit venu à Paris à sauf conduit du roy. Et fut en parlement, l'an LXX.

Et se celluy qui [est] trouvé [en court, est] clerc, il sera prins et mené par ung des huissiers de parlement devant l'official de Paris, et illec donnera asseurement. Et, se le dit clerc est marié, il est certain que sans dillacion, il doit donner asseurement. Car telle prosécucion d'asseurement et (sic) est civile, et le greffier civil de parlement enregistre la lettre. Et ce fait au proppos que telz clerks mariez [appartiennent] aux causes civiles de la juridiction civile et temporelle. Et pro hoc facit C. Vinculum extra de clericis conjugatis. li.º VIº.

Le vassal peut faire appeller son seigneur pour luy donner asseurement, ja soit ce que le serment de féaulté qu'il a fait l'en doye excuser. Ainsi fut dit en parlement par arrest contre le sire de Than pour ung sien vassal, l'an XXVII.

Le seigneur le doit donner à son homme de corps. Ainsi fut dit en parlement contre maistre Raoul de Praelles pour ung sien homme de Veilly.

Item, à ce faire, il doit estre contrainct, toutes exceptions rejectées, ne celluy à qui l'en le demande ne peut pas décliner du juge, fors ou cas qui s'ensuit : C'est assavoir quant aucun fait adjourner ung autre en parlement à luy donner asseurement, et celluy qui est adjourné requiert estre renvoyé à la court de son seigneur

sur ce; et aussi le dit seigneur le requiert. Adonc il sera renvoyé. Mais la court luy fera donner asseureté, jusques à ce qu'ilz soient venuz à la dite court du seigneur, et leur assignera jour. Ainsi fut dit en parlement, l'an XXVIII, pour le sire de Freelles contre l'abbé de Saint Audemer du boys.

Explicit stillus curie
parlamenti. Qui pertinet
Franscico Barbier.

Signé : Barbier (avec paraphe).

